هكذا من الأصل

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 286 — 34 PAGES — VENDREDI 24 FÉVRIER 1978

Trois nouvelles universités sont créées à Valenciennes à Toulon et à Perpignan

LIRE PAGE 34



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 50 rls.; Italie, 350 L.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 29

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Vers l'autonomie de l'Écosse ?

Le projet de loi sur la *dévolution* de pouvoirs à l'Ecosse a enfin été adopté en troisième lecture aux Communes par quarante voix de majorité. Mais cette victoire de M. Callaghan ne va *pas très loin, car le projet initial* des travaillistes, qui envisageait une assez large autonomie interne pour la province calédonienne, a été notablement amendé.

L'assemblée d'Edimbourg ne verra en effet le jour que si, par un référendum préalable, 40 % au moins des électeurs écossais inscrits se prononcent pour la dévolution. Or, malgré les succès électoraux du parti nationaliste *écossais (S.N.P.), les résistances* au projet du gouvernement ne manquent pas, notamment chez les conservateurs et dans la gauche travailliste. De leur côté, *les îles Shetland et les Orcades*, qui souhaitent encore moins voir leurs affaires réglées par Edimbourg que par Londres, seront exclues de la dévolution.

L'acharnement du Labour à faire voter un projet de loi dont le prédécesseur tory de M. Callaghan, M. Heath, était lui aussi partisan, s'explique pour des raisons essentiellement électorales. Les succès remportés, à la surprise générale, par le S.N.P. aux élections de 1974 — sept élus en *février, onze en octobre — inquiètent* les travaillistes, qui « tenaient » jusqu'alors solidement le bastion écossais.

Après avoir essuyé plusieurs défaites aux Communes, c'est à dessein que le gouvernement de *M. Callaghan a dissocié* les projets de dévolution à l'Ecosse et au Pays de Galles, qui feront l'objet de référendums séparés.

Il reste maintenant à affronter la Chambre des Lords, qui est, par principe, violemment hostile au projet écossais. *Mais il est à* peu près certain que M. Callaghan *pourra prochainement fixer* la date du référendum en Ecosse. Il lui restera à déterminer s'il aura lieu avant, pendant, ou après les élections générales, qui doivent se tenir, au plus tard, à l'automne de 1979.

Les calculs électoraux du premier ministre sont d'autant plus délicats qu'il manque maintenant sept sièges au parti travailliste pour s'assurer une majorité aux *Communes*, que ses alliés libéraux sont inconditionnellement en faveur d'une large dévolution et que les soixante et onze députés écossais sont aussi l'objet de toute la *sollicitude* des conservateurs, qui, depuis vingt ans, ont perdu vingt sièges dans la province du Nord.

Au-delà du renouvellement du Parlement, M. Callaghan a un autre jeu serré à mener. Nul ne sait très bien où en est le « nationalisme écossais ». Après la flambée spectaculaire de 1974, qui a coïncidé avec la confirmation des richesses pétrolières insoupçonnées de la mer du Nord et un marasme de l'économie anglaise, il semble quelque peu marquer le pas. Les indépendantistes sont en train de réaliser que l'or noir ne suffira pas à assurer l'autonomie d'un pays pauvre *et sous-peuplé*. Dans le même temps, un courant nationaliste grandissant se fait jour parmi les jeunes conservateurs et les jeunes travaillistes écossais, qui *souhaitent* avec de plus en plus de fermeté une large autonomie à l'égard de Londres, tout en restant partie de la Couronne. Les polémiques se développent à *propos des attributions* de la future assemblée d'Edimbourg, à laquelle, jusqu'à présent, Londres n'envisage pas d'accorder la moindre indépendance financière.

Après avoir *cultivé ces espoirs* et peut-être contribué à les diffuser, M. Callaghan risque de se trouver dans une position délicate si les « oui » au référendum *n'atteignent pas la cote des 40 %*. Sans parler de l'agitation — pour l'instant intellectuelle — qui s'est emparée d'autres « régions » britanniques devant les avantages *administratifs — et financiers —* offerts aux Ecossais et aux Gallois. Il n'est sans doute pas question d'un « éclatement » du Royaume-Uni, mais la tutelle de Westminster *risque* de connaître de durs moments dans les années qui viennent.

La rupture avec Nicosie pourrait amener l'Égypte à reconnaître l'État chypriote turc

La crise ouverte entre l'Egypte et Chypre par l'issue sanglante de *l'opération de Larnaca* a conduit, mercredi 22 février, le président Sadate à « ne plus reconnaître M. Spyros Kyprianou comme président de la République chypriote » et à rompre les relations diplomatiques avec Nicosie.

M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, a laissé entendre que d'autres mesures de rétorsion pourraient être prises contre *le gouvernement chypriote. Il pourrait s'agir de la reconnaissance* par l'Egypte de l'Etat fédéré turc, présidé par M. Denktash. L'Egypte serait alors, avec la Turquie, le seul pays à reconnaître la légitimité de l'Etat chypriote turc installé dans le nord de l'île.

Les propos tenus par le raïs ont suscité, à Nicosie, étonnement et indignation, *nous câble notre correspondant. M. Kyprianou a cependant réagi* avec modération, affirmant qu'il n'épargnerait aucun effort *« pour restaurer les bonnes relations entre les deux pays »*.

De notre correspondant

Le Caire. — Devant une foule électrisée de plusieurs milliers de personnes lançant des slogans nationalistes et antipalestiniens, réunie à Medinet-Nasr autour du monument aux morts de la guerre d'octobre 1973, le président Sadate a exigé une fois de plus *« que soient remis à l'Egypte les deux meurtriers de Youssef Sebai »*. Mais, sachant, depuis le voyage effectué entre-temps à Chypre par M. Boutros-Ghali, *ministre* d'Etat égyptien aux affaires étrangères, que Nicosie avait déjà refusé d'extrader les deux assassins, le raïs a aussitôt enchaîné : *« L'Egypte ne reconnaît plus M. Kyprianou comme président de la République chypriote. Il n'est pas question pour nous de traiter avec des nains comme lui. »* (Nos dernières éditions du 23 février.)

Parlant ensuite des Palestiniens, le président a poursuivi : *« Ils doivent savoir, avant les autres Arabes, que l'Egypte ripostera désormais dix fois plus violemment à chaque coup qui lui sera porté. Nous défendons la Palestine partout, alors que les Palestiniens se louent comme tueurs à gages ou perdent leur temps dans les boîtes de nuit. » « Qu'ils sachent que l'Egypte piétinera les nains, quel qu'en soit le prix »*, a conclu le raïs sous les vivats de la foule.

Comme première conséquence de la déclaration présidentielle, M. Boutros-Ghali a aussitôt informé l'ambassadeur de Chypre au Caire, M. Antis Soteriadès, que la *« suspension »* des relations entre les deux capitales annoncée l'avant-veille devenait une *« rupture »* et que l'ambassade de Chypre au Caire et son consulat à Alexandrie (*il y a environ* trois mille Chypriotes établis en Egypte) devaient être immédiatement fermés.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

PAS DE DÉTAILS

On ne pourra pas reprocher à M. Poniatowski de faire de la démagogie : plutôt que de chercher à rassurer ses concitoyens avec de trompeuses promesses, il a préféré les informer de ce que serait notre avenir au cas où la gauche passerait.

A en croire l'ami personnel de M. Giscard d'Estaing, il y aurait aussitôt une crise entre le président et son premier ministre, ce dernier étant entravé dans son action par l'agitation incessante du ministère de la polémique dont M. Marchais détiendrait le portefeuille. Notre économie, consternée par de telles scènes, s'effondrerait.

M. Poniatowski n'a pas dit que les rats, affolés par le changement radical de société, fuiraient les égouts et sèmeraient l'horreur dans les villes, ni que des bandes armées sillonneraient les artères des cités glacées par un vent collectiviste. M. Poniatowski n'a pas dit non plus que les enfants feraient des cauchemars chaotiques sur des routes d'exil et que les vaches feraient la grève du lait. Mais c'est parce qu'il n'avait pas le temps d'entrer dans les détails.

BERNARD CHAPUIS.

Le malaise s'accentue au service français de contre-espionnage

Des agents dénoncent la « chasse aux sorcières » au sein du SDECE

Une certaine effervescence se manifeste au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.), tandis que les bruits d'un départ de l'actuel directeur général, *M. Alexandre de Marenches, se font plus insistants.* Dans le même temps, on assiste à la nomination récente de nouveaux responsables, civils et militaires, à la tête des principales directions qui composent les services secrets français.

***Quelques* agents se plaignent de vexations ou de pressions exercées en toute illégalité envers eux. Dans un cas précis, la menace d'un procès a évité qu'une affaire de « chasse aux sorcières » ne se transforme en « bavure » ou en drame, comme cela a déjà été le cas avec le suicide de deux agents du Groupement des contrôles radio-électriques (C.G.R.), rattaché au S.D.E.C.E. depuis juillet 1970.**

Périodiquement, le SDECE, comme la plupart des services semblables à l'étranger, est secoué par de *graves crises internes*. En arrivant au SDECE, en octobre 1970, M. de Marenches a trouvé un organisme paralysé par des conflits de personnes, une division profonde entre factions politiques rivales entretenue depuis la guerre de 1940, des habitudes d'indiscipline et par la suspicion qui pesait, alors, sur la loyauté de certains agents impliqués dans la disparition du *leader* marocain Ben Barka ou dans une affaire de trafic de drogue.

L'une des premières décisions de M. de Marenches a été de mettre brutalement à l'écart plusieurs responsables — et non des moindres puisqu'il s'est agi notamment des deux directeurs de la recherche, le colonel Jacques Beaumont, et du contre-espionnage, le colonel Hervé de Lavillois — à l'occasion d'une réforme de *l'ensemble du service*. Cette réorganisation était destinée à donner une nouvelle image de marque au service et à *y attirer* des éléments de valeur pour remplacer les agents limogés.

De surcroît, M. de Marenches a réorienté le travail de documentation du SDECE en élargissant son champ d'activités et en le rapprochant de ses alliés traditionnels : les services occidentaux, et, plus particulièrement, les services américains et britanniques avec lesquels le directeur général entretient de bons rapports *personnels. Il a cherché* à conférer au SDECE, à la demande du gouvernement, une structure para-militaire grâce, notamment, à l'appui et à l'autorité du général de brigade Jeannou Lacaze, parti depuis, qui a été le premier colonel, directeur de la recherche, à recevoir ses étoiles à ce poste.

(Lire la suite page 26.)

L'opposition à M. Debatisse se renforce à la F.N.S.E.A.

Au moment où, d'après le résultat des élections au conseil d'administration de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), M. Debatisse vient de renforcer sa position à la tête de la centrale paysanne, une vive opposition à sa politique se dessine.

La première journée du congrès de la F.N.S.E.A., qui s'achève ce 23 février à Versailles, a été marquée par la confirmation de l'exclusion de la fédération de la Loire-Atlantique, sans que les délégués de celle-ci aient pu présenter leur défense. Elle a également vu onze délégations départementales mettre en cause l'équipe dirigeante de la F.N.S.E.A. dans une motion intitulée « L'unité syndicale implique le pluralisme », *qui reproche notamment à l'état-major de la F.N.S.E.A. de refuser le débat syndical et de servir de « courroie de transmission » à la politique agricole des pouvoirs publics. Une dizaine d'autres départements pourraient se rallier à ce texte.*

Le congrès de la Fédération des exploitants se déroule plus que jamais en trompe-l'œil. Officiellement, les délégués débattent du rapport de M. François Guillaume, secrétaire *général, sur « le syndicalisme et la démocratie économique ». « Les syndicats*, a dit le rapporteur, *sont à la démocratie économique ce que les partis sont à la démocratie politique, tout en ayant entre eux une différence de nature et d'objectifs. Le syndicalisme agricole joue notamment un rôle essentiel dans la démocratie économique. Accueillant toutes les opinions, c'est un syndicalisme unitaire et réformiste, qui sait passer des compromis sans verser dans la compromission, en évitant de recourir à des excès qui entraîneraient d'autres excès. »*

Idées chères au président de la F.N.S.E.A., M. Michel Debatisse, pour qui, face à un pouvoir politique *qui ne « couvre »* pas l'ensemble des préoccupations de la population, il faut organiser la représentation des groupes socio-professionnels, plus proches des réalités quotidiennes. *L'objectif est, en fait, d'aboutir à un* renforcement du rôle et des pouvoirs du Conseil économique et social.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 31.)

Sénégal : la démocratie à l'essai

I. — Le tripartisme organisé

Evénement *exceptionnel sur le continent* africain : un million et demi de citoyens sénégalais sont appelés aux urnes, dimanche 26 février, pour élire le président de la République et les cent membres de l'Assemblée nationale, au terme d'une campagne électorale qui a permis l'instauration d'un débat démocratique. Pour la première fois en effet depuis douze ans, la compétition n'est plus réservée aux candidats du parti socialiste du président Senghor.

***Le parti démocrate sénégalais* — dont le *chef, M. Wade, est candidat à l'élection* présidentielle contre M. Senghor — et le parti africain de l'indépendance (marxiste-léniniste), seules formations légales d'opposition, présentent leurs listes de candidats aux élections législatives. L'introduction du scrutin proportionnel leur permettra d'être représentés à l'Assemblée.**

Notre envoyé spécial fait le point sur le débat politique à la veille de la consultation.

De notre envoyé spécial
JEAN-PIERRE LANGELLIER

Dakar. — Le soleil est au zénith. Grand, le crâne lisse, vêtu d'un boubou bleu, l'orateur harangue en ouolof un auditoire attentif. Applaudissements, tam-tam, « oueye » approbateurs rythment son discours. Chaque diatribe fait mouche. De vieux paysans enturbannés, opinent du *chef*, un léger sourire aux lèvres.

Voici le temps fort du meeting, le quart d'heure de conseils pratiques au cours duquel M. Abdoulaye Wade, candidat à la présidence de la République, explique, dans le détail, le déroulement des opérations électorales : *« Le 26 février, soldats et gendarmes stationneront autour des bureaux de vote. Ils veilleront à l'ordre public... Vous n'avez rien à craindre d'eux... Attention ! il vous faudra voter trois fois, dans trois urnes différentes... »* Il extrait d'une enveloppe le bulletin jaune, frappé d'un épi de mil, symbole du parti démocratique sénégalais (P.D.S.). Il l'exhibe longuement face à la foule enthousiaste qui salue ce geste, devenu rituel, en entonnant le slogan — unique — du P.D.S. *« Sopi ! Sopi ! »* (changement, changement). Un mot d'ordre qui tient largement lieu de programme. La scène se passe à Gossas, petite ville du Sine-Saloum, le « bassin arachidier » du Sénégal.

Pour un « nouvel ordre culturel mondial »

A 500 mètres de là, se tient un spectacle beaucoup plus imposant. Sitôt descendus de leurs limousines noires, le président Léopold Sedar Senghor et sa suite, franchissant une double haie de jeunes militants du parti socialiste, prennent place à la tribune d'honneur où les *couleurs nationales se mêlent aux* emblèmes de la formation gouvernementale, tandis qu'un impressionnant service d'ordre contient plusieurs milliers de personnes. Une dizaine de banderoles vantent les bienfaits de *« la trilogie engrais-fongicides-traction bovine, base de la révolution agricole sénégalaise »*, appellent à la réalisation d'un *« nouvel ordre culturel mondial »* ou bien célèbrent *« la démocratie dans la discipline »*.

Décor, ambiance, langage : entre ces deux manifestations simultanées, le contraste est sensible. Ici, une réunion modeste mais fervente, autour d'un *« challenger »* au visage nouveau, porteur d'espoir aux yeux de nombreux *« laissés-pour-compte. »* Là, un rassemblement bien réglé, ayant pour héros un personnage prestigieux, déjà entré dans l'Histoire, secrétaire général d'un parti installé au pouvoir depuis dix-huit ans.

(Lire la suite page 3.)

LA MORT, LA VIE, LA LIBERTÉ

« Angoisse et certitude » de Maurice Schumann

Un livre singulier, un beau livre. Singulier parce que de Maurice Schumann, homme public, sénateur et ancien ministre, *démocrate-chrétien et gaulliste*, on attendait plutôt des Mémoires, ou bien un exposé doctrinal, voire un essai sur la politique aujourd'hui. C'était oublier le romancier du *Rendez-vous avec quelqu'un* et des *Flots roulent au loin*, l'homme de réflexion de *la Mort née de leur propre vie*, c'était faire peu de cas de l'humaniste doué de savoir, à l'immense culture étayée sur une mémoire prodigieuse et à la sensibilité toujours en éveil. Si la pratique politique affleure parfois, c'est bien rarement et bien discrètement. Discret aussi, presque secret, le chrétien. Quant au gaulliste, il n'apparaît guère que dans quelques pages de la conclusion, et encore s'agit-il plus d'un autre — François Mauriac — que de lui-même.

Un beau, un très beau livre, donc. Une méditation à haute voix et de grand style sur trois thèmes qui justifient tantôt l'angoisse, tantôt la sereine certitude qui ont donné leur titre à l'ouvrage, les thèmes de la mort, de la vie et de la liberté.

Trois thèmes, mais aussi trois façons fort différentes de les envisager et de les développer, ce qui rompt la monotonie.

La mort : *« Mort d'un homme, mort de l'Homme, mort de l'Etre : le XXe siècle a inventé, découvert ou redécouvert ce qu'il faut bien appeler la troisième mort. »* La mort d'un homme, c'est celle de Richard Wagner au palais Vendramin, aux côtés de Cosima — *« Amour, mort, musique : un seul bruissement »*, — hier « Mort à Venise », aujourd'hui « la mort de Venise ». La mort de l'Homme : *« Penser, agir, écrire, gouverner, c'est désormais parler à l'homme de la mort de l'Homme »*. Avec ce mot terrible d'un maréchal soviétique, entendu dans les steppes de l'Asie centrale, là où sont expérimentées les fusées intercontinentales : *« Je ne crois pas à la guerre russo-américaine ; la seule guerre à laquelle je suis, hélas ! obligé de croire est celle de tous les blancs contre tous les autres. Nous la gagnerons, mais... »*.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite, page 20.)

ALAIN BESANÇON
Les origines intellectuelles du léninisme

PIERRE CHAUNU
La mémoire et le sacré

CALMANN-LÉVY

idées

SOCIÉTÉ

D'une hiérarchie à l'autre

par DANIEL BERTAUX (*)

QUE font de leur argent les titulaires de hauts et moyens revenus ? C'est sans doute aux statisticiens qu'il incombe de nous communiquer les éléments de réponse dont ils disposent. Mais qu'il soit permis à un sociologue d'attirer l'attention sur un aspect particulier qui ne peut qu'échapper aux mesures statistiques : à savoir le lien entre le niveau de revenu d'une famille et les chances des enfants qui y sont élevés.

On sait que la réussite scolaire d'un enfant dépend très fortement de son origine sociale. Mais on attribue généralement ce phénomène à l'influence « culturelle » du milieu familial.

Cette théorie, dite de l' « héritage culturel », est-elle exacte ? Proposée au cours des années 60 par les sociologues Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, elle connut très vite une large diffusion dans les milieux étudiants, enseignants et intellectuels au sens large. Or avec le recul, cet engouement apparait quelque peu suspect. Remarquons d'abord ceci : que la théorie soit vraie ou fausse, ou à moitié vraie seulement, il reste qu'elle conduit pratiquement à la passivité. Si, en effet, c'est le niveau culturel des parents qui détermine les chances scolaires des enfants, alors que pourrait-on imaginer de changer pour combattre l'inégalité des chances ? Rien, n'est-ce pas, puisqu'on ne peut guère songer à agir sur les niveaux culturels des parents.

Mais supposons, au contraire, que ce soit le niveau de revenu des parents qui conditionne la carrière des enfants. Tout change alors, car tout pourrait être changé.

Où est la vérité ? Il suffit de regarder autour de soi pour se convaincre que le niveau de revenu ne peut rester sans conséquences. On pensera tout d'abord aux achats de livres, d'encyclopédies fasciculaires, ou aux leçons particulières. Mais ceci n'est que de la menue monnaie, face aux aspects *structurels* du mode de vie tel que le quartier de résidence (et donc la qualité de l'établissement scolaire), la taille du logement, le type de loisirs et, surtout, la possibilité de couvrir financièrement les frais d'entretien d'un (e) ou plusieurs adolescents (es) après la fin de la scolarité obligatoire.

L'influence de l'argent est d'ailleurs établie globalement par les meilleures enquêtes sur la question, comme celles réalisées par l'INED (1), sous la direction de M. Alain Girard. Ces enquêtes ont montré que si le « facteur culturel » influence effectivement la réussite scolaire au niveau de l'enseignement primaire, le « facteur économique », lisez l'argent, devient de plus en plus déterminant au fur et à mesure que l'enfant avance le long du *cursus* scolaire.

Pourtant le rôle de l'argent n'est pas facilement accepté dans les milieux intellectuels. On vous citera immanquablement le cas de tel « gros céréalier » (variantes entendues : charcutier, grossiste aux Halles, marchand de biens, ou tout autre type social réputé riche et inculte...), dont toute la fortune ne fera jamais entrer le fils a l'Ecole normale supérieure. Preuve éclatante, semble-t-il, que c'est bien la culture et non l'argent qui font la décision.

Or ces exemples sont toujours choisis parmi des types sociaux propriétaires de (gros) « moyens de production ». Croit-on vraiment que l'ambition suprême de ces catégories (d'ailleurs point si « incultes » qu'on voudrait le croire) soit d'amener leur fils jusqu'à la rue d'Ulm — qui a longtemps conduit, on le sait, au mirifique état de professeur de lycée ? Soit dit sans intention d'offense pour nos enseignants, on peut aspirer à autre chose si on en a les moyens.

La logique des propriétaires de capitaux

En fait, la logique des propriétaires de capitaux est très différente de celle des salariés. Les premiers ont construit leur vie autour de l'argent, et ils sont assurés que par l'institution de l'héritage (en général anticipé) leurs enfants continueront, diplôme ou pas, à faire vivre l'entreprise et à en vivre. En fait, la trop grande réussite scolaire d'un enfant risquerait même de gêner l'accomplissement des projets à long terme des parents.

Les salariés, au contraire, dans la mesure où ils n'accumulent pas, n'auront pas de capital à transmettre à leurs enfants. Il ne leur reste que l'espoir scolaire. D'où l'importance *pour eux* de la réussite à l'école, qu'ils sont prêts à financer de leurs deniers.

On comprend mieux, dès lors, que de nombreux cadres supérieurs refusent d'envisager une baisse de leur pouvoir d'achat. C'est que ce « pouvoir » ne sert pas seulement à payer la télévision en couleurs, la haute fidélité ou les résidences, mais à « acheter », en quelque sorte, à chacun de leurs enfants, sinon un certain niveau social, du moins, les conditions d'accès à ce niveau à travers la médiation du diplôme. Le débat sur la hiérarchie des salaires (et des revenus) ne met pas seulement en jeu les niveaux de consommation en soi mais aussi et surtout l'avenir social des lignées familiales.

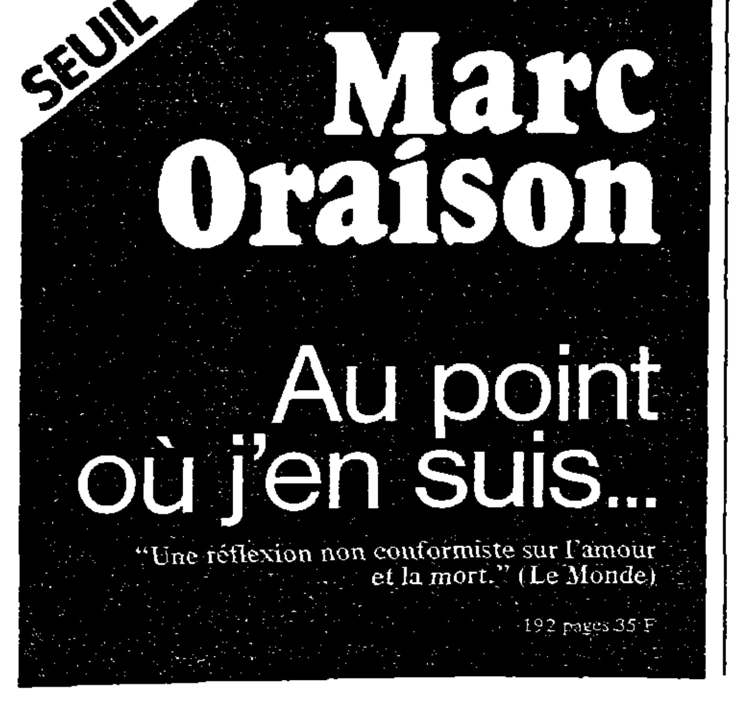
Cependant les temps changent et les diplômes ne sont plus ce qu'ils étaient. Ce n'est d'ailleurs pas l'Université qui en est responsable, mais la crise structurelle, chronique, de notre type de croissance. Il n'y a plus assez de places dans notre économie malade pour assurer à tous les enfants de cadres, d'enseignants, de médecins, etc., un niveau social équivalent à celui de leurs parents. Et se précise alors le spectre de ce qu'on pourrait appeler la « démotion » sociale (le contraire de la promotion). Déjà, aux Etats-Unis, une génération entière s'y trouve confrontée.

Regardons les choses en face. On s'apercevra alors que la « démotion » sociale n'est pas un malheur en soi ; elle est seulement d'autant plus difficile à digérer et à vivre que la société environnante est fortement hiérarchisée. Et par un curieux paradoxe, c'est donc ceux-là mêmes qui s'opposent aujourd'hui à une redistribution des « pouvoirs d'achat » (croyant assurer par-là, *individuellement*, le salut social de leurs enfants) qui leur préparent pour demain des destinées difficiles. Car la hiérarchie n'est une bonne chose que pour ceux qui sont au sommet. Plus la pyramide est haute et plus le sommet est étroit, plus douloureuse est la dégringolade le long de ses échelons.

Les luttes autour de la hiérarchie des revenus sont aussi des luttes pour ou contre l'égalisation des chances au sein de la nouvelle génération ; mais dans le contexte actuel, le maintien du *statu quo* pourrait bien n'être qu'une victoire à la Pyrrhus.

(1) Institut national d'études démographiques.

(*) Chargé de recherches au C.N.R.S., auteur de *Destins personnels et structures de classes* (PUF 1977).



Les déviants ne font plus recette

par J.-P. BADIN (*)

TOUTES les grandes catégories sociales sont visées par les appels électoraux. Tel parti, dont ce n'est pas la coutume, se découvre un intérêt subit pour le travail manuel ; tel autre, dont ce n'est pas la ligne, prend fait et cause pour les travailleurs agricoles. Les minorités, quant à elles, sont l'objet d'une attention toute particulière. Chacun sait, et les sondages le confirment, qu'entre majorité et opposition tout pourrait se jouer à 1 ou 2 % des voix. Les catégories sociales minoritaires pourraient donner la victoire à l'un des deux clans. Il s'agit donc de les séduire. Les vieux dont on veut accroître les ressources, les handicapés dont on assure augmenter l'allocation, les écologistes dont on loue les aspirations, les chômeurs qu'on promet d'employer : on s'attendait que toutes les minorités deviennent ainsi l'objet de surenchères. Or deux événements viennent de se produire.

Le premier est le rapport de Mme Pelletier sur la drogue. On connaît l'importance qu'ont pris ce que l'on appelle les toxicomanies mineures, au haschisch surtout. Pour une partie des jeunes gens et des jeunes adultes, « fumer » un peu entre amis n'a pas plus de gravité que de vider de bonnes bouteilles. Les études médico-sociologiques de par le monde ont montré la bénignité de cette pratique et nombreux sont les pays à l'avoir libéralisée. En 1978, en France, on attendait d'une commission d'enquête sur ce sujet des conclusions voisines, conseillant de modifier dans un sens libéral le statut des toxicomanes mineurs, d'une part parce que les constatations médico-sociologiques y incitent, d'autre part dans un but électoraliste. Au lieu de cela, c'est la fermeté qui domine l'orientation du rapport, et les toxicomanes ne seront moins pénalisés sur le plan judiciaire que s'ils acceptent de se reconnaître comme malades. Quant aux protestations et aux contre-propositions des partis de l'opposition, le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont d'une remarquable discrétion.

Le droit à la différence

Le second événement concerne ce qui vient d'arriver aux homosexuels parisiens. La presse nous apprenait que, comme chaque année, un festival de films homosexuels se déroulerait pendant quinze jours. Rien que de très banal par rapport aux programmes de nombreuses salles de cinéma. Coup de théâtre : alors que ni l'absence apparente d'irrégularité dans l'organisation de cette quinzaine ni la teneur des films choisis ne le laissaient présager, la plupart de ces derniers furent interdits une fois le festival commencé, la salle occupée par des policiers venant « surveiller » mais laissant un groupe extrémiste y commettre une agression et un vol. André Glucksmann et Guy Hocquenghem (le Monde du 7 février 1978) nous apprennent que le ministre de la culture a éconduit leur délégation venue demander une explication, mais aussi que le P.S., contacté, a fait la sourde oreille.

Ces deux aventures montrent que toutes les minorités ne sont pas l'objet des séductions politiciennes. Il y a eu sélection dans le choix des partis des deux bords, pour une fois réunis dans une même attitude. Les minorités « économiques » ont été mises sur un piédestal, les rois mages des grandes formations politiques venant leur promettre un avenir meilleur. Les minorités de « mœurs » ont été à l'inverse reléguées au rang de catégories inintéressantes, avec pour conseil, en vue d'obtenir leur reconnaissance, d'accepter le statut de malades. Or ces « déviants », qui ne demandent pas d'argent mais le droit à la différence, votent, et dans les années précédentes leurs voix étaient recherchées, englobés qu'ils étaient dans la masse de ceux à qui l'on promettait une société plus libre. L'heure n'est plus à la promesse libertaire mais à la promesse de redressement économique ; du coup, les déviants, en eux-mêmes, ne font plus recette.

Un choix de facilité

Mais à l'inverse, pour séduire le reste de l'électorat, ils deviennent très utiles. Les récents faits divers, enlèvements et violences, ont été utilisés pour lasser Monsieur Tout-le-monde du laxisme. Il ne s'agit plus de détendre mais de dramatiser pour promettre un redressement par la fermeté tous azimuts. Tenter de gagner quelques voix de minorités gênantes (car elles exigeraient la réalisation des promesses faites) ne paraît plus rentable face au risque de perdre une grande partie de l'électorat lassé (qu'on a lassé) d'un prétendu excès de liberté.

Ce choix, qui est un choix de facilité car le langage de la fermeté est plus facile à tenir que celui de la liberté, doit nous faire réfléchir pour le remettre en cause. L'atmosphère de suspicion, de délation et d'inquiétude qui marque cette période électorale ne doit pas effacer nos aspirations démocratiques derrière l'importance exacerbée du problème économique. Contrairement aux rappels à l'ordre dont on nous inonde actuellement, ce que font les déviants par leur existence même c'est un constant rappel à la liberté.

(*) Interne des hôpitaux psychiatriques.

REVUE DES REVUES

Folie d'État

par YVES FLORENNE

SUR la couverture de *Change*, un disque de feu que *ferme* une grille noire. Soleil rouge de la folie où sont inscrits des pôles : Sade, Foucault, Cooper, Fainberg... Ce cahier (1) est une réflexion si riche et foisonnante qu'on ne peut faire ici que l'effleurer : sur cela que communément on entend — mais qu'entend-on ? — par « folie ». D'ailleurs largement débordé, puisque cette réflexion s'étend au « grand enfermement salarial » et s'enfonce au-delà de la Grande Muraille. En effet, Viktor Fainberg est amené à évoquer soudain cet « *œil aveugle* » que promènent en Chine tant de regards éblouis devant le même spectacle qu'ils ont fini par *voir* dans l'Union soviétique, après des décennies d'aveuglement.

Nous voici donc ramenés au centre de notre soleil : la folie, le fou, d'abord nommés, afin d'être cernés, encerclés, incarcérés, réduits, traités, psychiatrés, « psychâtrés ». Pour quoi ? Tout de suite, de Jean-Pierre Faye, une formule éclair : « *La folie, cette insurgée, le droit à la folie, cette insurrection.* » David Cooper, inventeur de l'antipsychiatrie, ou du moins introducteur du mot, s'attache à dépouiller ce mot-là des mythes dont il se plaint qu'on l'ait recouvert. L'antipsychiatrie et la non-psychiatrie, « parties de la révolution sociale », sont des formes de lutte politique, s'exerçant contre la répression et la mise en condition. La folie n'est que le nom donné, par la classe régnante, à la subversion. Le *fou* est *le* subversif. Jamais rien d'autre.

Cette vue absolue n'est pas sans provoquer chez Fainberg, dans leur *dialogue*, une résistance qui, venant de lui, ne saurait être suspecte. Il parle de ses compagnons d'hôpital (pour qui il ne luttait pas moins), les « vrais malades ». L'expression est mal reçue. On sent qu'il s'obstine : à vouloir qu'on les soigne *vraiment*, qu'on les « sauve » ; et à voir une différence entre leur « subversion » et la sienne. Dans mon enfance, j'ai connu un ancien général, très pittoresque et fort singulier, qu'on (« on » : la « classe régnante », évidemment) a fini par enfermer : il était descendu dans la rue avec son revolver d'ordonnance pour, proclamait-il, « *tuer la révolution sociale* ». Subversif — mais de quoi ?

David Cooper excelle à réduire, avec parfois un peu trop d'autorité, ce qui peut sembler peu compatible ou au moins différent. Il a réponse à tout, sans que ces réponses, toujours assurées, soient toujours totalement convaincantes. Et je n'aime pas beaucoup certain dédain tranchant pour ce qu'il appelle la « romantisation de la folie ». Quelle folie ? Subversion ? Réalité ou métaphore ? — Dans une revue (2), justement, je trouve ce mot de J.-L. Borges : « *Il ne faut pas chercher la folie. C'est la folie qui nous cherche...* » Précaution contre la « romantisation », la « surréalisation » ? Sagesse, sans doute. Mais la folie est aussi une sagesse.

La voix saisissante est évidemment celle de Fainberg. Il sait de quoi il parle ; ou si on préfère, il parle de ce qu'il sait : de science, hélas ! expérimentale ; bref, de ce qu'il a connu, éprouvé. Et aussi, de ce qu'il a vu, partagé. On l'interroge sur Vladimir Borissov, libéré sans condition après l'appel retentissant de Sakharov ; puis réincarcéré, sans aucun fait nouveau, ce qui apparaît à Fainberg comme un « énorme défi à l'opinion mondiale ». D'autant qu'on a enfermé Borissov dans le *même* hôpital où, par les *mêmes* médecins, « *il avait été soumis à d'horribles tortures, par exemple l'immobilité forcée et longue sous « manteau chimique », qui est une chose terrible* ». Mais pourquoi ce « défi » n'a-t-il pas été relevé ? Parce que, dit Fainberg, Borissov n'est qu'un ouvrier ; et, qui pis est : socialiste, marxiste.

Il révèle aussi un joli trait de confraternité psychiatrique. Boukovsky (3) avait mis à profit sa seule année de liberté pour recueillir et faire parvenir à l'Ouest une documentation sur le traitement de la folie contestataire. Le dossier fut *renvoyé* par certains psychiatres occidentaux à leurs confrères soviétiques, aux fins de « vérifications et de *poursuites* ». L'expertise échut, bien entendu, au K.G.B. Ainsi ces psychiatres apportèrent-ils leur contribution à la détente, et, accessoirement, au lourd verdict qui fut prononcé.

A propos de traitement, Fainberg évoque une autre expérimentation qui « *changerait l'esprit humain ou la pensée* » ; qui permettrait d'extirper la pensée « autre » ; d'opérer le dissident de sa dissidence maligne, ou même de son désaccord bénin ; d'obtenir ainsi l' « unanimité ». « Tous les problèmes ne seraient-ils pas résolus ? » — Nous sommes encore provisoirement dans la psychiatrie-fiction. Bornons-nous à la réalité, au diagnostic communiqué à Fainberg sur son propre cas : « *Une schizophrénie avec syndrome paranoïaque exprimé sous sa forme de dissidence politique.* » Admirable mot de comédie noire. Fainberg suggère qu'il apparaît peut-être pour tel aux responsables, à commencer par ceux qui le prononcent en se pinçant pour ne pas rire. Comment savoir ? Ce qu'il faut savoir, c'est que « *les mots en Union soviétique ont une très grande puissance. Si vous n'acceptez pas les mots officiels, vous pouvez en mourir* ».

⁂

Mais quoi ! Il convient que l'œil si clairvoyant n'ait pas pour pendant cet autre « œil aveugle ». Michel Foucault est là pour nous rappeler que la psychiatrie a toujours été, et partout, une fonction sociale, c'est-à-dire d'ordre social ; « *Nous autres psychiatres, nous sommes les fonctionnaires de l'ordre social* » : chargés de rappeler à l'ordre ceux qui dérangent la société. Pas seulement la société : les lettres de cachet à usage privé ayant été, elles aussi, malheureusement abolies, il fallait bien trouver un autre moyen « *pour que les familles puissent faire enfermer les gens qui les embêtent* ». Le problème s'était posé après que la Révolution avait eu ce geste unique et véritablement fou : désenchaîner et libérer les fous. Folie d'un instant, il va sans dire. C'est ici que Sade — dont *Charge* publie un inédit « carcéral » — est exemplaire : embastillé sans relâche, sous l'ancien régime, « *dans l'intérêt des familles* », il ne fut libéré que juste le temps de pouvoir être interné, sous le nouveau, pour raison — déraison — politique (4).

On en revient à ceci que l'hôpital psychiatrique est un hôtel de police universel, en attendant de pouvoir être vraiment le saint lieu de la conversion politique. Universel : à l'Est et ailleurs. Pas seulement au Chili et autres Amériques du Sud ; et pas seulement du Sud. Mais encore, en Asie, en Afrique, en Europe même. Reste qu'une bonne par des pays concernés ne prétendent nullement, comme l'Union soviétique, « *achever la Révolution française* ». A moins qu'il ne faille entendre « achever » comme s'appliquant à une blessée.

N'empêche : telles sont bien, dira Foucault, la nature et la fonction de la psychiatrie ; et tel son « projet fondamental » auquel l'Union soviétique n'a fait que donner un éclat et un champ d'application qui passent toute espérance.

Si ce n'est pas tout à fait le socialisme, c'est du moins le progrès. Car il fut des temps où le fou était marqué d'un signe sacré. La Renaissance éclairée a commencé de changer tout cela. Par exemple, Le Tasse n'a-t-il pas été enfermé, somme toute, pour ne s'être pas trouvé confortable et conforme auprès des princes qui le choyaient ? Ne fut-il pas fou au point de les injurier ? Alors, chez lui, refus d'un ordre où il n'entre pas ; par lequel il se sent, l'ingrat, réellement persécuté ? Allons donc ! Ce sont là imaginations des romantiques, « légende détruite par la critique moderne, tout comme pour Rousseau » : vous pourrez lire avec soulagement ce double diagnostic dans un ineffable et très usuel dictionnaire de littérature. Et savez-vous pourquoi votre Tasso et votre Rousseau étaient fous ? La vraie et seule cause de leur folie, ce fut, nous le dit, « *l'intensité de la vie intellectuelle* ». Dangereuse, évidemment ; surtout pour les intellectuels.

Bref, de l'une à l'autre des deux grandes époques des Lumières, et après le fol moment révolutionnaire, où le signe sur les fous fut repris pour être en quelque sorte laïcisé, le progrès, qui n'avait cessé de marcher, est reparti d'un train accéléré. Et c'est à nous qu'il aura été donné de voir la vieille raison d'Etat accoucher publiquement, comme une reine, de la folie d'Etat.

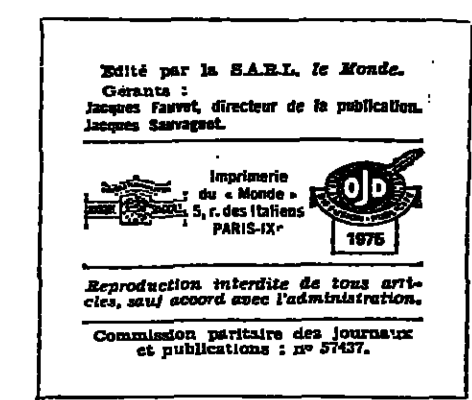
(1) N° 32-33, Seghers-Laffont édit.

(2) Lire cet entretien de Borges avec Sarah Leipovici dans *Question de* (Retz, 114, Champs-Elysées.

(3) Qui fut interviewé par *le Monde* (5 janvier 1977).

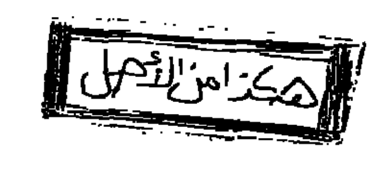
(4) Voir l'indispensable volume *Sade* de la revue *Obliques* (B.P. n° 1, Les Pilles, 26110 Nyons). Notamment sur la politique (J.-P. Faye), l'embastillement (G. Lély et les inédits), Charenton (J.-F. Reverzy).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.



هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DU CONTINENT AFRICAIN

LA GUERRE DE L'OGADEN

Les livraisons d'armes à la Somalie demeurent modestes par rapport à l'aide reçue par l'Éthiopie

Tandis que *les principaux combats* entre troupes somaliennes et éthiopiennes paraissent se dérouler sur le front sud de l'Ogaden, dans la province du Sidamo, un communiqué de la Maison Blanche indique que le président Carter a reçu l'assurance personnelle du colonel Menguistu, chef de la junte d'Addis-Abeba, que les *forces éthiopiennes* ne franchiront pas *la* frontière somalienne au terme de leur contre-offensive. Selon ce communiqué, *le gouvernement* éthiopien a, en outre, fait savoir à Washington *qu'il donnerait prochainement son accord* à la nomination d'un nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Addis-Abeba.

Les diplomates somaliens à Paris se déclarent « surpris et irrités » par les déclarations de M. de Guiringaud. Interrogé, mardi, sur une éventuelle aide militaire de la France à Mogadiscio, *le ministre* des affaires étrangères avait dit que Paris ne pouvait en fournir à un pays *qui « entreprenait une agression contre un de* ses voisins ». — (A.F.P., A.P.)

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — Dans toutes les guerres, interviennent de brèves périodes d'accalmie, qui s'accompagnent de fébriles préparatifs militaires et d'une intense activité *diplomatique*. *Le conflit somalo-*éthiopien n'échappe pas à cette règle, du moins si l'on s'en tient aux développements de ces derniers jours.

S'adressant à des *journalistes*, le *21 février*, le président Syaad Barre a confirmé cette impression en déclarant que les pays occidentaux n'avaient pas encore accepté de lui livrer des armes, *mais* qu' *« ils en avaient peut-être pris le chemin »*, que les troupes somaliennes présentes en Ogaden y étaient *« en nombre insignifiant »*, que l'application de la *décision de* les envoyer sur ce front avait été *« reportée pour éviter des complications supplémentaires »*, qu'il acceptait la médiation offerte par le *président Nemeiry du Soudan*, enfin, que l'adversaire se préparait à lancer de nouvelles attaques, y compris contre l'axe Hargelsa-Berbera dans le nord du territoire somalien. Bref, M. Syaad Barre s'est montré prudent au moment où le jeu se resserre davantage.

Le président Syaad Barre a dit *qu'il avait demandé* aux capitales occidentales de lui fournir des armes égales *« en quantité et en qualité »* à celles de l'adversaire. *« Un soldat demande toujours l'équivalent de ce dont son adversaire est censé disposer »*, a-t-il déclaré avant de préciser que ses requêtes n'avaient pas *encore été entendues*. *Face* au formidable arsenal livré par l'Union soviétique à l'Ethiopie, les achats somaliens d'armes à l'étranger demeure en effet bien *modestes*. *Outre le pont aérien égyptien* — qui permet l'acheminement d'armes légères et de munitions, — la Somalie commence à recevoir un premier lot de *trois* cents *blindés légers* commandés à la firme italienne Fiat : il s'agit de V.T.T. (véhicules tout transport) et de petites auto-mitrailleuses.

Le « feu clignotant » de Washington

L'Iran fournirait de son côté cent vingt chars de fabrication américaine d'un modèle désuet — de vieux M-41 ou M-48 — et jugés *« utilisables seulement pour des opérations défensives »*. La Somalie se serait en outre procurée au moins six cents missiles légers antichars et antiaériens de fabrication française, *considérés comme* les équivalents des AM-6 et des Redeye américains. On ignore en revanche si elle a pu acheter des hélicoptères de combat montés en Italie par *la firme Bell Augusta*. *Enfin*, Mogadiscio a moins de mal à se ravitailler en armes légères et véhicules de transport, notamment sur des marchés d'Europe occidentale.

La livraison de ces fournitures militaires serait, en partie au moins, la conséquence d'une réunion, *le 22 janvier à Washington*, des cinq pays occidentaux (Etats-Unis, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne et *Italie*). *Selon* des sources diplomatiques, les Américains auraient alors donné un *« feu clignotant »* à ceux de ses alliés désireux de faire un geste à l'égard de Mogadiscio. Cette nouvelle « souplesse » américaine correspondrait à deux soucis : d'une part, faire comprendre aux Soviétiques que les *enchères* peuvent être placées assez haut et, de l'autre, se donner les moyens d'infléchir la position de Mogadiscio en vue d'une solution diplomatique par l'entremise *de l'Organisation* de l'unité africaine. En raison de l'importance de l'intervention cubaine et soviétique aux côtés des Ethiopiens, la Somalie dispose en effet d'un *capital appréciable* de sympathie au sein de l'O.U.A. Quand le président somalien a mentionné mardi une *« médiation raisonnable »* à propos de l'offre soudanaise et évoqué *« une solution honorable pour les deux camps et non pas seulement pour nous »*, la *« petite phrase »* n'est pas passée inaperçue.

J.-C. POMONTI.

Sénégal : la démocratie à l'essai

(Suite de la première page.)

En acceptant dès 1974, contre l'avis d'une bonne partie de son entourage, la remise en cause du monopartisme de fait exercé depuis 1966 par l'Union progressiste sénégalaise (rebaptisée parti *socialiste en décembre 1976)*, M. Senghor a fait un pari qui a modifié singulièrement les règles du jeu politique national. Là réside l'attrait majeur des élections qui vont permettre à 1 555 000 Sénégalais de désigner le 26 février un président de la République et cent députés (1).

Il faut rappeler deux dates-clés 31 juillet 1974 : M. Wade annonce la création du P.D.S. Avocat, professeur agrégé d'économie, ancien doyen de la faculté de droit de Dakar, il a milité, dans les rangs de l'U.P.S., désespérant bien vite d'y imposer ses vues. C'est un nouveau venu sur la scène politique. Tout en aspirant naturellement au pouvoir, il entend animer, contre le gouvernement, une *« opposition contributive »*. En janvier 1976, le P.D.S. tient son premier congrès à Kaolack, capitale du Sine-Saloum.

17 mars 1976, la Constitution est révisée. Son article 3, amendé, dispose notamment que *« les partis politiques (...) sont au nombre de trois »*. La loi du 6 avril précise que ceux-ci *« doivent représenter respectivement les courants suivants de pensée : libéral et démocratique ; socialiste et démocratique ; communiste et marxiste-léniniste »*. Régression vis-à-vis d'une loi fondamentale qui — en théorie — laissait le champ libre aux affrontements politiques ? Progrès par rapport à la pratique constante du parti unique ? Cette controverse paraît accessoire.

Le parti de M. Senghor s'est approprié d'office l'étiquette « socialiste et *démocratique* ». Soucieux de préserver son existence légale, le P.D.S., tout en s'affirmant « travailliste », accepta l'épithète « libéral ». Quant à l'appellation « marxiste-léniniste », la plus difficile à porter *dans le contexte sénégalais*, elle est revenue au parti africain de l'indépendance (PAI), après sa légalisation en août 1976. Effectivement, son secrétaire général, *M. Majhemout Diop, se proclame* partisan du « socialisme scientifique ».

Pour l'élection présidentielle, deux candidats sont en lice : MM. Senghor et Wade, le PAI, qui ne s'estime *« pas prêt »*, n'ayant présenté aucun postulant. Il participe, en revanche, aux législatives. Le chef de l'Etat a personnellement veillé, semble-t-il, à la régularité du scrutin. Une entreprise française, spécialisée dans le *traitement* par ordinateurs, a procédé à la refonte du fichier électoral. Des représentants de chaque parti ont participé aux commissions de distribution des *cartes*. Ils assisteront à toutes les opérations de vote, puis au dépouillement, sur place. *Moyennant* une caution, qui sera remboursée aux partis ayant recueilli plus de 5 % des voix, l'Etat a pris en charge les frais de campagne des candidats. *L'administration* a reçu de *strictes* consignes de neutralité.

On ne se délivre pas, de gaieté de cœur, de quelques habitudes — bourrage des urnes, truquage des résultats — qui datent de l'époque coloniale. Elevant des doutes sur l'honnêteté de *certaines* pratiques locales, M. Wade a dénoncé publiquement plusieurs cas de double inscription sur les listes électorales. Mais il s'est empressé d'ajouter que, en acceptant toutes les garanties exigées par l'opposition, le gouvernement avait manifesté sa *« bonne foi »* et son *« courage »*. Pareils compliments sont plutôt rares en terre africaine.

Sceptique quant à l'efficacité des élections, nombre de Sénégalais en âge de voter ont *omis* — notamment à Dakar et dans la région du Cap-Vert — de s'inscrire avant la clôture des listes en mai 1977. Beaucoup *paraissent le regretter*. *Ce sont* les jeunes qui ont manifesté le plus vif intérêt pour la compétition. Plus de 80 % des électeurs potentiels de la tranche des vingt et un-trente ans, sont inscrits. Afin d'assurer à l'opposition une représentation convenable, il a fallu, à l'échelon national, instaurer le scrutin à la proportionnelle. On tient pour probable, dans les milieux gouvernementaux, que le P.S.D. remportera au *moins* une vingtaine de sièges (sur cent). Le PAI est gratifié, quant à lui, selon les estimations, de un à trois sièges. La réélection du président Senghor est *évidemment* acquise.

Le PAI, soucieux d'authentifier son caractère « prolétarien », souligne l'origine socio-professionnelle des candidats. La liste socialiste rassemble cinquante-neuf « grands cadres » (administrateurs civils, hauts fonctionnaires, membres des professions libérales) et vingt-cinq enseignants. *Nul paysan, aucun ouvrier*. Le P.S.D. présente soixante-neuf employés et fonctionnaires — dont trente et un instituteurs — mais seulement trois ouvriers *et deux agriculteurs*. *La liste du* PAI regroupe cinquante-sept ouvriers, douze paysans et trois hauts fonctionnaires.

Le parti des mécontents

En se lançant à l'assaut de la citadelle socialiste, le P.D.S. menace les fiefs d'une bonne *quinzaine d'élus habitués à leur* réélection automatique. D'où les luttes d'influence qui ont marqué la confection de la liste du parti socialiste, dont les dirigeants *manifestaient, il est vrai, un certain* désir de renouvellement. Ainsi trente-neuf députés sortants n'ont-ils pas été réinvestis. A cet égard, il n'est pas douteux que le *P.D.S. s'est « enrichi » de transfuges* ayant perdu, au fil des ans, la confiance des responsables de la formation au pouvoir. Cette transfusion contribue à accentuer le *rôle majeur du P.D.S., celui d'un « parti des mécontents »*.

S'ils reconnaissent avoir *« joué le jeu du régime en place »*, les animateurs du P.D.S. se défendent de cautionner pour autant le *« multipartisme limité »* prôné par le président Senghor et contestent la loi *« scélérate »* dite *« des trois courants »*. *« Nous ne pouvions pas attaquer le pouvoir de front*, observe M. Fara Ndiaye, secrétaire général adjoint du P.S.D. *Tous ceux qui essayèrent, dans le passé, ont échoué, généralement, parce qu'ils sous-estimaient le chef de l'Etat. Nous avons préféré biaiser, en obligeant le gouvernement à appliquer sa propre législation. Au début, il ne nous a pas pris au sérieux. Maintenant que nous avons placé cinq cent mille cartes, il sait que nous sommes dangereux. Il y a dans le pays un profond désir de changement. Le parti socialiste ne survivra pas au virus de la démocratie. Nous gagnerons ces élections. »*

Au-delà de ces certitudes, la doctrine « travailliste » du P.D.S. ne brille pas par son originalité. Sur le plan théorique, le rapport de M. Wade devant le deuxième congrès de son parti *(décembre 1977)* est assez flou. Bien que le P.D.S. rejette le qualificatif « libéral », certaines de ses propositions, notamment dans le domaine économique, le situent plutôt à droite du parti gouvernemental. Le président Senghor compare publiquement M. Wade à *« Leuk le lièvre »*, personnage, qui, dans l'imagerie populaire sénégalaise, incarne la ruse.

Sept heures du soir à Pikine, cité dortoir du *Grand Dakar* où vivent trois cent mille personnes. Beaucoup sont des *« déguerpis »* qui, chassés de la capitale par les opérations successives de rénovation urbaine, n'ont pas eu les *moyens de* louer un appartement dans une H.L.M. Plusieurs drapeaux rouges flottent au vent, frappés de l'*« étoile noire africaine »*. Quelques centaines d'ouvriers et d'écoliers *forment* cercle autour des dirigeants du PAI, militants marxistes-léninistes endurcis, rompus aux discours publics.

Chauve, le visage fatigué, Majhemout Diop dénonce *« l'exploitation du peuple »* puis clôt la réunion car c'est l'heure de la prière du soir. Un jour, M. Senghor l'a appelé, assez méchamment *« Bouki »* (hyène). Pourtant, rares sont ceux qui, à Dakar, mettent en doute la *sincérité de ses convictions*. Fondateur et président du PAI, il a été contraint à seize ans d'exil, après la dissolution de celui-ci, en 1960. Rentré à Dakar, il a retrouvé une formation affaiblie par une longue clandestinité et de multiples scissions. Dans sa pharmacie de l'avenue Lamine-Gueye, il nous explique sa position :

« Nous aimons bien la légalité. Nous l'utilisons autant que faire se peut. On reproche au PAI de faire le jeu de Senghor. Mais y a-t-il un seul dirigeant marxiste qui ne rend pas service à celui qui l'autorise à rentrer dans la légalité ? L'important est que nous y trouvions aussi notre compte. Nous sommes le parti du prolétariat. Or, celui-ci n'a rien à perdre en quittant l'illégalité. Au contraire, la période électorale nous permet de reconstruire le parti, de faire connaître notre programme. Je ne vois pas pourquoi nous devrions jouer notre propre requiem. Si nous n'avons aucun député, ce ne sera pas une catastrophe. Si nous en avons, ce sera magnifique... »

Le grand absent

A l'extrême gauche il y a aussi le Rassemblement national démocratique (R.N.D.), tenu à l'écart du jeu électoral, grand absent dont l'ombre a plané sur la compétition. Arguant de son refus de définir avec précision sa ligne politique — celui-ci a récusé l'appellation *« marxiste-léniniste »* — le gouvernement s'est opposé à sa légalisation. Prétexte ? Le président Senghor n'aurait-il pas rejeté le R.N.D. dans l'illégalité parce qu'il *redoutait* sa *combativité* ? C'est, bien entendu, l'avis de son fondateur, le professeur Cheikh Anta Diop, chercheur de renommée internationale et directeur du laboratoire de Carbone 14 à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) de Dakar.

Si le R.N.D. paraît exercer un certain attrait sur une fraction de la jeunesse intellectuelle de Dakar, il est moins aisé de mesurer son influence sur le *« pays profond »*. Ses thèmes — restitution du pouvoir aux communautés de base, nationalisme économique intransigeant, promotion des langues nationales — lui *permettront-ils d'élargir rapidement* son audience ? En le maintenant en marge, le pouvoir lui donne le beau rôle du persécuté. Après avoir refusé d'apporter son soutien à M. Wade, le R.N.D. a demandé à ses partisans de s'abstenir, le 26 février. Obéiront-ils à cette consigne ou préféreront-ils voter *« utile »* ? C'est l'une des inconnues du scrutin.

Défenseur d'un *« socialisme autogestionnaire »*, M. *Mamadou* Dia, ancien président du conseil, déplore l'émiettement de l'opposition. Condamné en 1963 à la détention perpétuelle, libéré en 1974, puis *amnistié*, il a *lancé*, l'an dernier, un mensuel *Andé Sopi* (s'unir pour changer), qu'il anime en compagnie notamment de M. Maguette Thiam, dirigeant *de la fraction « illégale »* du PAI et secrétaire général du SUDES (2), syndicat très influent en milieu enseignant. Pour lui aussi, l'ouverture démocratique est un *« mot creux »*. Pourtant, face au socialisme officiel, il ne peut dissimuler que la gauche sénégalaise — légale ou non — cherche encore sa voie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) *Parmi ces électeurs, 800 000* choisiront en outre les membres de 107 communautés rurales et de 28 communes urbaines.

(2) Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal.

Prochain article :

UNE HEUREUSE EXCEPTION

Namibie

CENT DIX-NEUF ÉCOLIERS ONT ÉTÉ ENLEVÉS PAR DES GUÉRILLEROS

Windhoek *(A.F.P.)*. — Cent dix-neuf écoliers noirs de la mission d'Odibo, située dans le nord de la Namibie, près de la frontière d'Angola, ont été enlevés au cours de la nuit du mardi 21 au mercredi 22 février par un groupe de quatre-vingts guérilleros nationalistes appartenant à l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), a annoncé officiellement à Windhoek, mercredi, M. Marthinus Steyn, administrateur général de Namibie.

Il s'agit de l'enlèvement le plus *important effectué au cours* de ces dernières années en Namibie. En juillet 1976, les guérilleros avaient enlevé un professeur et cent dix-sept élèves d'une autre école de la région frontalière de l'Angola.

[*En Rhodésie*, en 1973, des nationalistes noirs avaient enlevé trois cent cinquante étudiants et employés de la mission catholique Saint-Albert, dans le nord-ouest du pays, et tenté de les conduire de force au Mozambique. Mais la majorité d'entre eux — trois cent vingt-cinq — étaient parvenus à s'échapper. En janvier 1977, quatre cents écoliers africains avaient été emmenés par des guérilleros rhodésiens au Botswana, où une partie d'entre eux étaient restés, les autorités de Gaborone ayant soutenu qu'ils avaient fui volontairement le territoire rhodésien.]

Tchad

M. Jean François-Poncet s'est rendu à Tripoli pour exposer la position française sur le cessez-le-feu

Après que le Soudan et la Libye ont lancé, mercredi 22 février, un nouvel appel au cessez-le-feu au Tchad, les présidents Kadhafi (Libye) et Malloum (Tchad) se rencontrent ce jeudi 23 février, à Sebha, dans le sud de la Libye. Le président Seyni Kountche (Niger), et M. Abdulgasim Mohamed Ibrahim, premier vice-président du Soudan, représentant le général Nemeiry, doivent assister à cette rencontre.

● *Par ailleurs, M. Jean-François Poncet, secrétaire général de la présidence de la République, s'est rendu, mercredi, à Tripoli, où il a été reçu par le colonel Kadhafi.*

« Le président de la République, *a déclaré, mercredi, M. André Arnaud, porte-parole de la présidence*, ayant reçu du colonel Kadhafi une réponse à la lettre qu'il lui avait adressée sur l'intervention d'un cessez-le-feu au Tchad, a chargé M. Jean François-Poncet d'aller exposer au colonel Kadhafi la position française sur l'application de ce cessez-le-feu. »

M. Jean François-Poncet est accompagné de M. Guy Georgy, directeur d'Afrique au ministère des affaires étrangères, ancien ambassadeur de France à Tripoli.

Visite à un poste menacé du Borkou

Koro - Toro *(A.F.P.)*. — Forces gouvernementales tchadiennes et rebelles du FROLINAT restent sur leurs positions après la chute de Faya-Largeau et de Fada, dans le Borkou - Ennedi-Tibesti.

A Koro-Toro, cantonnement militaire tchadien, à 650 kilomètres au nord-est de N'Djamena, au cœur du désert aride du Borkou, le commandant de cet avant-poste affirme que les rebelles, qui ont récemment reçu des armes très modernes de leurs bases du Tibesti, ne seraient qu'à quelques kilomètres. La *défense* de Koro-Toro a été organisée pour faire face à d'éventuels assauts.

Les soldats des forces gouvernementales ont été renforcés par un *convoi de deux* cents hommes repliés d'Ounianga-Kebir, au nord de l'Ennedi, et sont déterminés à faire front. Armés de fusils AK-47 *soviétiques* et de MAS-36 Français, gardes nomades et soldats organisent la défense de Koro-Toro.

Trois blindés AML et des mortiers de 82 ont été disposés autour du fortin, construit en torchis, qui fait face au nord. A quelques centaines de mètres, les soldats bivouaquent. Certains, épuisés par le long trajet d'Ounianga-Kebir à Koro-Toro, dorment enveloppés dans leurs couvertures, tandis que les gardes nomades préparent le thé sur les feux de bois. Un DC-3 de l'escadrille tchadienne s'est posé, mardi 21 *février*, sur la piste en terre battue, déchargeant les sacs de mil et de riz.

Le commandant Damia Ramadan, qui *commandait* la place d'Ounianga-Kebir, tenue camouflée, portant le turban sur sa casquette « Bigeard » reste confiant : *« Mes hommes, déclare-t-il, sont prêts à affronter les rebelles, malgré la puissance des armes que leur ont fournies les Libyens. »*

De petits détachement de gardes nomades quittent le poste, en éclaireurs, sans toutefois s'éloigner trop pour éviter les embuscades. La localisation de l'adversaire reste le premier objectif, mais la tâche n'est pas facile, les rebelles s'intégrant aux populations des campements nomades, où ils peuvent aisément dissimuler leurs armes.

Dès la tombée du jour, un dispositif de sécurité est mis en place autour du poste : c'est, en effet, la nuit que les rebelles lancent généralement leurs attaques.

● *A Lagos, la mère de l'otage français Christian Masse*, capturé avec le Suisse André Kümmerling par des rebelles tchadiens le *18 janvier, n'avait encore obtenu*, le jeudi 23 février, aucune nouvelle de son fils. D'autre part, le Père dominicain Julien Houdry, frère de Mme Masse, qui s'était rendu la semaine dernière dans la région de Maiduguri, au nord-est du Nigéria, pour tenter de prendre contact avec les rebelles, aurait échoué dans sa tentative — *(A.F.P., Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

● MANIFESTATIONS INTERDITES. — Usant des pouvoirs que lui confère la loi de 1936 sur l'ordre public, le commissaire de police principal (*préfet de police*) responsable du Grand Londres, Sir David McNee, a décidé d'interdire le défilé organisé samedi 25 février par le parti d'extrême *droite*, *Front national*, à Ilford, dans la grande banlieue de Londres, où une élection partielle a lieu la semaine prochaine. Cette décision concerne *aussi toutes* les manifestations sur la voie publique (à l'exception des processions religieuses, des défilés de l'Armée du Salut, *des boy-scouts*, *et autres associations* inoffensives) pendant une durée de deux mois à partir de vendredi 24 février.

Le risque d'affrontement est grand *dans la mesure où* les organisations antiracistes ont décidé de ne pas tolérer la « provocation » du Front national dans un quartier qui *compte de très nombreux* électeurs juifs ou de couleur. — *(Correspondant.)*

Indonésie

● DJAKARTA A *ACCUEILLI* FAVORABLEMENT UNE PROPOSITION DE PHNOM-PENH de rétablir des relations diplomatiques entre les deux capitales, *interrompues après* la chute du régime du maréchal Lon Nol, en avril 1975, a annoncé jeudi 23 février, le ministre indonésien par intérim des *affaires étrangères*, M. Mochtar Kusumaatmadja. La proposition cambodgienne a été transmise par le ministre thaïlandais des affaires étrangères, *en visite* en Indonésie. — *(A.F.P.)*

République fédérale d'Allemagne

● M. BOHUSLAV CHNOUPEK, *ministre tchécoslovaque* des affaires étrangères, a fait, mercredi 23 et jeudi 23 février, une visite officielle en R.F.A. Le dégel des relations entre Bonn *et Prague avait* été amorcé en décembre par la visite en Tchécoslovaquie de M. Wehner, *président* du groupe social-démocrate du Bundestag. Bonn souhaite que les autorités tchécoslovaques accélèrent l'émigration des familles allemandes de la région des Sudètes qui voudraient rejoindre la R.F.A. D'autre part, on prépare des deux côtés un accord culturel *dont la négociation* est suffisamment avancée pour qu'il puisse être signé lorsque M. Husak viendra à Bonn, au printemps prochain. Cet accord *fait droit à une revendication* essentielle de la R.F.A. dans la mesure où son champ d'application inclura Berlin-Ouest. — *(Corresp.)*

Tunisie

● LA GRÈVE DES COURS déclenchée le 6 février en signe de protestation contre la répression des manifestations du 26 janvier se poursuit dans *plusieurs établissements* d'enseignement supérieur de Tunis. Après les mises en garde du ministre de l'éducation nationale à l'adresse des grévistes, *demeurées lettre morte*, les responsables des facultés de droit, de lettres, de sciences et de l'Ecole nationale des ingénieurs, où le mouvement de grève est le plus largement suivi, ont lancé ces derniers jours des appels aux étudiants. L'absence persistante de ceux-ci pourrait entraîner leur exclusion des examens de fin d'année. — *(Corresp.)*

AMÉRIQUES

Brésil

ACCUSÉ D'AVOIR PARTICIPÉ A DES OPÉRATIONS DE L'« ESCADRON DE LA MORT »

Le commissaire Sergio Fleury a été arrêté à Sao-Paulo

Brasilia (A.F.P., A.P.). — Le commissaire de police Sergio Fleury, directeur du service des enquêtes de Sao-Paulo, a été arrêté le mercredi 22 février dans cette ville et accusé d'avoir participé à trois assassinats attribués à l'Escadron de la mort.

Le commissaire, qui a déjà été acquitté lors de trois procès similaires, où il était accusé d'appartenir à cette organisation, doit être jugé prochainement, en compagnie de trois autres policiers, accusés d'avoir assassiné trois délinquants en 1968.

M. Fleury s'est particulièrement distingué dans la lutte contre les organisations subversives brésiliennes d'extrême gauche. Il a personnellement dirigé les opérations ayant abouti, au cours d'un affrontement armé avec la police, à la mort des dirigeants communistes Joaquim Ferreira et Carlos Marighela.

Organisation clandestine spécialisée dans l'exécution des délinquants, l'Escadron de la mort a surtout développé ses activités dans les Etats de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro. Bien que la police démente son existence — attribuant les assassinats de délinquants à de simples règlements de comptes entre bandes rivales — plusieurs policiers accusés d'appartenir à l'Escadron de la mort ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison.

D'autre part, une campagne en faveur de l'amnistie se développe au Brésil. Un cas est particulièrement mis en avant par la presse : celui d'un ancien capitaine de parachutistes, M. Sergio Miranda, qui avait été exclu de l'armée, il y a dix ans, pour avoir protesté contre l'ordre reçu par son unité de « tirer pour tuer » des manifestants.

Le cas de M. Miranda est resté enterré dans les archives de la justice militaire, jusqu'à ce que, à l'occasion d'une conférence de presse, le 14 février, un général en retraite, M. Pery Constant Bevilacqua, réclame la réhabilitation de cet ancien parachutiste et l'amnistie de tous les opposants condamnés par la junte qui avait pris le pouvoir en 1964.

M. Miranda, qui est âgé de trente-six ans et travaille dans les relations publiques, faisait partie d'une unité de quarante parachutistes. En 1968, lorsque les étudiants manifestaient contre la junte militaire, cette unité a été affectée à l'armée de terre et à la police politique, et chargée de missions « antisubversives ».

Treize de ces parachutistes ont reçu l'ordre de s'infiltrer dans les manifestations d'étudiants à Rio-de-Janeiro, et de tuer ceux qui lapidaient les forces de l'ordre depuis les fenêtres des immeubles.

M. Miranda a protesté auprès de ses supérieurs contre l'utilisation de son unité comme brigade d'assassinats politiques. Il a alors été envoyé dans un hôpital militaire de Recife, dans le nord-est du pays. Un an plus tard, bien qu'il ait bénéficié d'un non-lieu de la part de la justice militaire, il a été exclu de l'armée.

L'hebdomadaire Veja et le Jornal do Brasil ont révélé que, parmi d'autres opérations « antisubversives » prévues à l'époque, mais non exécutées, figurait l'enlèvement d'une quarantaine d'opposants civils et militaires, qui devaient être largués d'un avion dans l'océan Atlantique.

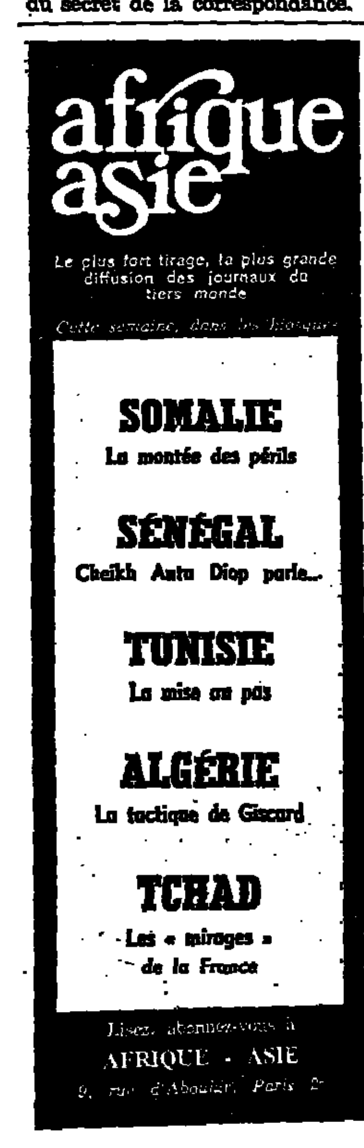
Canada

LA GENDARMERIE ROYALE EST MISE EN CAUSE DANS UNE AFFAIRE D'ESPIONNAGE

Ottawa (A.F.P.). — Un ancien agent du F.B.I. (service de renseignement américain) a été « prêté » à la gendarmerie royale canadienne (G.R.C.) pour espionner un ancien solliciteur général du Canada (responsable des prisons et de la police montée canadienne), M. Warren Allmand, a révélé, mercredi 22 février, devant la Chambre des communes, M. Elmer Mackay, député conservateur de la Nouvelle-Ecosse.

M. Mackay a présenté un document dans lequel M. Warren Hart, l'ancien agent du F.B.I., reconnaît sous serment ces faits, en précisant qu'il a couru de « grands risques » et qu'il n'a pas reçu de rémunération. Il précise, dans une lettre adressée à M. Mackay, que cette surveillance, expressément demandée par la G.R.C., était motivée par le fait que « la plupart des membres de la gendarmerie royale avaient l'impression que M. Allmand était communiste ».

M. Hart pourrait être appelé à témoigner dans l'enquête actuellement menée sur les activités illégales de la G.R.C. Ce service est notamment accusé de pose d'écoutes électroniques, de détournements d'avions, de perquisitions dans les locaux du parti québécois (indépendantiste) en 1973, d'incendies, et de violation du secret de la correspondance.



PROCHE-ORIENT

La rupture entre Le Caire et Nicosie

(Suite de la première page.)

Les bons offices proposés par Athènes, comme l'offre de M. Kyprianou de rencontrer M. Sadate, n'avaient pas infléchi ce dernier, qui paraît personnellement très affecté par l'affaire de Larnaca.

La rupture de relations diplomatiques accompagnée du retrait de la reconnaissance d'un chef d'Etat n'a guère de précédents en dehors des cas où un Etat tiers choisit entre deux personnalités politiques se disputant la direction d'un même pays. Il y a toutefois le cas égypto-libyen : l'Egypte a rompu (en 1977) avec Tripoli, qui considère, pour sa part, que le régime du raïs n'est plus légitime, bien qu'il soit le seul gouvernement égyptien existant. L'Egypte va-t-elle maintenant soutenir les prétentions des Chypriotes turcs, soutenus par Ankara, de vivre dans un Etat fédéré sur une partie de l'île ? « Le prix de la perfidie de Chypre doit être payé », a déclaré mercredi le raïs. Quant au journal Al-Ahram, il a décidé de demander des dommages et intérêts à Nicosie pour l'assassinat de son président, Youssef Sebai.

Si les responsables égyptiens ne croient pas vraiment à la « connivence » entre les autorités de Nicosie et les deux terroristes palestiniens, ils n'ont en revanche aucun doute quant à la « lâcheté » des dirigeants chypriotes grecs qui, selon eux, auraient fait tirer sur le commando égyptien de peur que celui-ci ne s'empare des assassins de M. Sebai et ne les ramène au Caire pour les juger, ce dont certains groupes palestiniens auraient pu tirer argument pour nuire à Chypre.

L'isolement du Caire

Cependant dans l'environnement diplomatique égyptien, la position de Chypre est marginale. Malgré le soutien apporté par l'opinion publique internationale au voyage du raïs à Jérusalem en novembre dernier, l'isolement de l'Egypte sur le plan politique mondial a rarement été aussi grand. Les Etats-Unis livreront peut-être des armes au Caire, mais ils ne paraissent pas vouloir, du moins pour le moment, contraindre Israël à assouplir ses positions. L'Europe occidentale est impuissante. La Chine ne peut donner que des bonnes paroles et quelques pièces de rechange militaires. Les relations avec l'Union soviétique sont exécrables. Enfin, même les rares pays arabes, comme le Soudan, qui soutenaient le raïs, paraissent de moins en moins enthousiastes. Le rapprochement de Khartoum d'une part avec Tripoli, d'autre part avec Addis-Abeba, est de mauvais augure pour Le Caire. L'arraisonnement par le Kenya, il y a quelques jours, d'un avion égyptien apportant des armes à la Somalie — pour le récupérer, il a fallu que l'Egypte s'empare de deux appareils des lignes régulières kényanes — constitue le premier accrochage sérieux entre le gouvernement de M. Sadate et un régime modéré d'Afrique noire.

Le Caire, néanmoins, ne renoncera pas à sa politique de paix négociée au Proche-Orient. Le raïs l'a réaffirmé mercredi et la population égyptienne, quoique vivement déçue par Israël aussi bien que par les Arabes, et dans une large mesure aussi par les Américains, paraît dans l'ensemble appuyer la détermination de son président, qui est plus plaint que critiqué. Selon un jeune cadre du parti nationaliste du Wafd nouvellement reconstitué, « les déboires sanglants des Egyptiens à Larnaca sont infiniment navrants sur le plan humain, mais sur le plan international ils ne peuvent qu'améliorer l'image de l'Egypte et faire d'elle un champion, même malheureux, de la lutte antiterroriste dans le monde ».

La tension avec Chypre a éclipsé l'arrivée au Caire, mercredi, de M. Alfred Atherton, secrétaire d'Etat américain adjoint pour le Proche-Orient. Celui-ci, qui venait d'Israël, doit y retourner vendredi prochain, avant de revenir en Egypte. Il a déclaré en arrivant au Caire qu'il venait discuter des « idées concrètes » qu'Egyptiens et Israéliens ont communiquées à Washington dans la perspective de la rédaction d'une déclaration bipartite sur le Proche-Orient. Toutefois on ne paraît guère avoir d'illusions ici sur la possibilité, pour le haut fonctionnaire américain, de faire redémarrer dans l'immédiat le dialogue avec Israël. M. Atherton devait rencontrer ce jeudi, à Ismaïlia, le président Sadate, à moins que celui-ci, venu spécialement au Caire, en dépit d'une indisposition, pour les funérailles des soldats tués à Larnaca, ne soit toujours souffrant.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

● Le président Kyprianou a suspendu mercredi de ses fonctions le directeur adjoint de la police « pour avoir fourni de fausses informations et commis des négligences ». Il a également demandé l'ouverture d'une enquête en vue de poursuivre en justice le journaliste britannique John Bierman du Guardian, qui avait écrit avoir vu « un membre de la garde nationale ouvrir le feu sur un soldat égyptien fait prisonnier. » — (A.F.P.)

● Les entretiens entre le président Assad et les dirigeants soviétiques ont pris fin, a annoncé l'agence Tass mercredi 22 février. Selon l'agence, « des actions conjointes et parallèles de la Syrie et de l'U.R.S.S. ont été discutées. L'objectif en est de renforcer la coopération soviéto-syrienne dans tous les domaines et de consolider la paix universelle et la sécurité des peuples ». — (A.F.P.-Reuter.)

La fin d'une longue amitié

De notre correspondant

Nicosie. — Les relations amicales entre Chypre et l'Egypte remontent à 1955. Au mois d'avril de cette année-là, lors de la conférence de Bandoung, le président Makarios, à l'époque jeune chef de la communauté chypriote grecque, rencontrait pour la première fois le président Nasser. Une amitié s'établissait aussitôt entre les deux hommes : elle devait durer de longues années. Le colonel Nasser soutenait activement la lutte que Mgr Makarios livrait pour l'indépendance de Chypre.

Lors de l'accession de l'île à l'indépendance, en 1960, cette amitié personnelle se transforma rapidement en relations très étroites entre l'Egypte et la jeune République. L'Egypte fut d'ailleurs l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec Chypre. Nasser et Makarios, comme le maréchal Tito et Nehru devaient jouer un rôle décisif dans l'essor du mouvement des pays non alignés. En 1963, après les sanglants événements de Chypre, l'Egypte avait appuyé Mgr Makarios sur les plans diplomatique et militaire. Aux Nations unies, l'Egypte a joué un rôle de premier plan dans la lutte livrée par les Chypriotes grecs pour la reconnaissance de Mgr Makarios et pour l'envoi dans l'île de la force de l'ONU, chargée de sauvegarder l'indépendance de l'île, son intégrité territoriale et sa souveraineté. Sur le plan militaire, Le Caire fournit une aide technique pour l'entraînement de nombreux Chypriotes grecs.

En 1967, les armes reçues à Chypre, par l'intermédiaire de l'Egypte, ont été fort utiles au gouvernement de Nicosie pour faire face aux nouveaux désordres dans l'île et à la menace d'intervention de la Turquie. A la mort du président Nasser, un deuil officiel de sept jours avait été décrété et Mgr Makarios avait assisté aux obsèques.

Avec l'arrivée au pouvoir du président Sadate, la chaleur des rapports égypto-chypriotes n'était plus la même. Un certain piétinement était même sensible dans les relations entre les deux pays. L'Egypte continuait cependant, aussi bien aux Nations unies qu'aux conférences des non-alignés, à voter en faveur des thèses du gouvernement chypriote grec de Nicosie. En juillet dernier, Mgr Makarios, une dizaine de jours avant sa mort, assistait à une réception à l'ambassade d'Egypte à Nicosie : ce fut sa dernière apparition en public. — D. A.

Israël

M. Arié Dulcin, député du Likoud est élu président de l'Organisation sioniste mondiale

De notre correspondant

Jérusalem. — Au troisième jour du 29e congrès sioniste, réuni à Jérusalem, M. Arié Dulcin, trésorier de l'Agence juive, a été élu mercredi 22 février, à l'unanimité, président de l'exécutif sioniste. « Votre élection est la preuve qu'un juif immigré peut accéder aux plus hautes fonctions », a déclaré le premier ministre, M. Menahem Begin, en faisant l'éloge de M. Dulcin et du président sortant, M. Yossef Almogui.

M. Arié Dulcin, qui a soixante-cinq ans, est né en Russie. Il a émigré en Israël, en 1956. Membre du parti libéral, il a occupé, après la guerre de six jours, aux côtés de M. Begin, la fonction de ministre sans portefeuille du Gahal (l' union Herout-libéraux) dans le gouvernement d'union nationale.

L'élection de M. Dulcin, député du Likoud, reflète au sein de l'Organisation sioniste mondiale le bouleversement politique issu des dernières élections législatives. C'est en effet la première fois que l'Organisation sioniste est dirigée par une personnalité non travailliste. En compensation, les travaillistes exigent le poste de trésorier de l'Agence juive que leur dispute le Likoud. La lutte s'annonce serrée puisque les travaillistes et le Mapam, alliés à la Confédération des sionistes généraux et à quelques petites formations, regroupent 48 % des membres du congrès.

La représentation des communautés sépharades est d'autre part l'un des sujets les plus brûlants abordés par le congrès. Le président de la Fédération sépharade mondiale, M. Nissim Gaon, exige au moins quatre représentants au sein de l'exécutif sioniste. « Sinon, nous nous retirons », a-t-il dit. Les élections auront lieu la semaine prochaine.

La lutte entre les courants conservateur et réformé du judaïsme américain constitue également l'un des thèmes les plus controversés de ce vingt-neuvième congrès. Seul le judaïsme orthodoxe a droit de cité à part entière en Israël. Les mouvements conservateur et réformé, très puissants aux Etats-Unis, ne sont pas reconnus en Israël. Le chef de file du mouvement réformé américain, le rabbin Alexandre Shindler, a réclamé un statut égal pour les rabbins réformés et conservateurs en Israël. « Si notre argent et notre soutien politique sont bons pour l'Etat d'Israël, il serait naturel que nous disposions des mêmes droits que les juifs orthodoxes », a-t-il déclaré. Le mouvement Mizrahi (religieux orthodoxe) a annoncé qu'il quitterait le congrès si ce dernier répondait favorablement à l'appel du rabbin Shindler.

La question des implantations en Israël et dans les territoires occupés sera à l'ordre du jour la semaine prochaine. Depuis 1967, cent dix nouvelles localités ont vu le jour de part et d'autre de la « ligne verte » (la frontière avant 1967). Au cours des six dernières années, l'Agence juive a créé soixante-treize points d'implantation, dont quarante-quatre dans les territoires occupés et vingt-neuf en Israël même. Plusieurs projets seront soumis au congrès. Il est question en particulier de la création de quarante nouveaux points de peuplement, quinze villages « industriels » en Galilée et vingt-cinq localités dans la dépression du Jourdain. Un projet définitif sera voté et soumis au gouvernement.

(Intérim.)

● L'hebdomadaire américain « Newsweek » publie, dans son numéro en date du 27 février, les résultats d'un sondage de l'Institut Gallup portant sur le soutien que le public américain apporte à la politique d'Israël, en en tirant la conclusion qu'« Israël perd du terrain ». C'est ainsi que, à la question : « Dans la situation du Proche-Orient, vos sympathies vont-elles à Israël ou aux pays arabes ? » 33 % des personnes d'Israël et 14 % pour les pays arabes. En octobre dernier, avant la visite de M. Sadate à Jérusalem, les pourcentages étaient de 46 % et 11 %. En outre, 45 % des personnes interrogées estiment que l'Egypte est le pays « le plus disposé à parvenir à un règlement », et 26 % que cette intention doit être attribuée à Israël.

AU CHOIX.

Tout le Proche Orient Arabe en direct.

ABU DHABI ..4 fois par semaine	DJEDDAH ....3 fois par semaine
AMMAN ....2 fois par semaine	DOHA ......2 fois par semaine
BAGDAD ....4 fois par semaine	DUBAÏ ......5 fois par semaine
BEYROUTH ...7 fois par semaine	KHARTOUM ..1 fois par semaine
DAMAS .....4 fois par semaine	KOWEIT .....3 fois par semaine
DHAHRAN ...4 fois par semaine	LE CAIRE ....6 fois par semaine
SHARJAH dernière escale ouverte le 1er novembre...1 fois par semaine	

En plus Air France vous offre :

- un service spécial pour hommes d'affaires: le service Proche-Orient Conseil,
- un réseau d'hôtels. Le "Méridien" à Damas, Khartoum et bientôt Abu Dhabi, Sharjah, Djeddah et Koweit.

AIR FRANCE

L'Orient plus proche.

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

En Allemagne fédérale

Les sociaux-démocrates tempèrent leur opposition à la bombe à neutrons

De notre correspondant

Bonn. — La controverse sur la bombe à neutrons qui couvait depuis bien des semaines en Allemagne fédérale vient d'éclater au grand jour. De façon inattendue, le groupe parlementaire chrétien-démocrate a en effet décidé, mardi 21 février, de prendre ouvertement position en faveur de la production de cette arme nouvelle par les Américains et de son intégration dans l'arsenal de l'OTAN en Europe.

La discussion avait été amorcée par les libéraux. En fait, on s'attendait même que le F.D.P. *donne ces jours-ci son assentiment* à ce type de bombe, ce qui aurait provoqué l'embarras du gouvernement. Aussi le chancelier Schmidt et les dirigeants sociaux-*démocrates ont-ils apparemment* exercé de fortes pressions sur le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui est aussi le président du parti libéral. Le F.D.P. a fait quelque peu machine arrière, se contentant, après avoir réuni son groupe parlementaire dans la journée de mardi, de répondre par un « oui mais » à la question de savoir si la « bombe N. » doit être également *stockée* sur le vieux continent.

Le texte adopté par les libéraux amorce un compromis entre partisans et adversaires de la nouvelle bombe. Il estime en particulier que si les Etats-Unis décident d'entreprendre la fabrication de la bombe N. deux ans s'écouleront encore avant que le problème soit vraiment posé du point de vue européen. Il conviendrait donc, d'ici là, d'élargir les négociations entre l'Est et l'Ouest sur le désarmement.

Si la résolution des libéraux ne le dit pas ouvertement, il est néanmoins permis de penser qu'il s'agirait, selon eux, d'obtenir ainsi la réduction, voire la suppression des stocks de fusées soviétiques à moyenne portée qui, par milliers, menacent avant tout l'Europe occidentale. Encore le parti de M. Genscher ne semble-t-il pas croire totalement au succès d'un tel marchandage avec le Kremlin : le texte adopté mardi conclut que l'emploi éventuel de la « bombe N » devrait dépendre d'une décision politique de l'OTAN, et que la voix du premier pays intéressé, la République fédérale, devrait avoir dans ce cas *« un poids exceptionnel »*.

Les chrétiens-démocrates ont pris une position beaucoup moins ambiguë. Le groupe parlementaire de la C.D.U. et de la C.S.U. invite le gouvernement à se joindre à ses alliés occidentaux pour approuver la décision américaine de fabriquer la « bombe N ». M. Kohl et ses amis sont unanimes à déclarer que la nouvelle arme renforcerait la puissance de dissuasion de l'Occident à l'égard des divisions blindées soviétiques, et que, loin *d'accroître le danger d'un conflit* nucléaire, elle aurait pour conséquence de diminuer les risques encourus par les populations civiles.

Les dirigeants chrétiens-démocrates acceptent ainsi l'argumentation des spécialistes militaires selon lesquels un *« barrage de bombes N »*, qui peut être établi de façon relativement simple, serait en mesure d'arrêter complètement une avance des blindés soviétiques en Europe. Certains, comme le commentateur de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, soutiennent en même temps que les vingt et un mille tanks dont dispose le Kremlin ne constituent pas seulement une menace stratégique, mais qu'ils sont aussi dans les mains de M. Brejnev *« un moyen de pression politique »* dont l'efficacité serait considérablement réduite en face d'un arsenal de bombes N.

Les pressions exercées par les libéraux, d'abord, et maintenant par les chrétiens-démocrates, ont *déjà amené le S.P.D. lui-même* à assouplir son attitude. Il y a quelques semaines encore, le secrétaire général des sociaux-*démocrates*, M. Egon Bahr, condamnait catégoriquement la « bombe N », dans laquelle il ne voulait voir que le *« symbole de la perversion de la pensée »*. Aujourd'hui, il admet qu'en dehors d'un tel *« jugement philosophique »*, il faudrait tenir compte aussi *d'« un problème politique et stratégique »*. Le secrétaire d'Etat au ministère de la défense, M. Andreas von Bülow, a été plus *précis* en *expliquant* que la majorité du S.P.D. n'était pas hostile à la « bombe N », mais qu'elle fondait ses espoirs sur les *négociations de désarmement. Face au « oui »* très clair de la C.D.U. et de la C.S.U. et au *« oui mais »* des libéraux, il semble donc qu'à *l'heure actuelle les sociaux-démocrates* répondent par un *« non mais »* à la « bombe N ».

JEAN WETZ.

L'U.R.S.S. peut fabriquer n'importe quelle arme

déclare le maréchal Oustinov

Moscou (*A.F.P.*). — L'Union soviétique a célébré mercredi *22 février* le soixantième anniversaire de son armée. Au cours d'une cérémonie officielle au Kremlin, le maréchal Oustinov, ministre de la défense, a prononcé un discours. Il a affirmé que l'U.R.S.S. est *« prête à renoncer à la fabrication de la bombe à neutrons »* mais indiqué qu'elle est capable de *« fabriquer n'importe quelle arme que nos ennemis pourraient choisir comme atout »*.

« Nous sommes prêts, a-t-il déclaré, *à interdire tous les essais* (nucléaires), *à introduire un moratoire sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, à renoncer — sur une base d'engagements mutuels — à la fabrication de la bombe à neutrons. »* L'U.R.S.S., qui ne semble pas posséder cette nouvelle arme, en condamne fermement le principe et le déploiement possible autour de ses frontières.

« Que personne n'essaie de nous faire peur avec de nouveaux types d'armes meurtrières, comme les fusées Cruise, les bombes à neutrons ou quelque chose dans le même genre », a averti le maréchal Oustinov.

Le nom de Staline acclamé

Le ministre a aussi déclaré que l'U.R.S.S. *« attache une importance particulière au succès des négociations sur la limitation des armements stratégiques »* (SALT-2), ainsi qu'à un *« accord sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale »* (M.B.F.R.). Le maréchal Oustinov a enfin dénoncé *« les forces réactionnaires et agressives qui agissent énergiquement contre la détente et le désarmement »*. Il a stigmatisé *« la direction chinoise »* qu'il a accusée *« d'agir de pair avec la réaction mondiale »*.

Dans son discours, prononcé en présence de M. Brejnev et d'autres dirigeants, le maréchal Oustinov, a fait un historique de l'armée. A propos de la période de la *deuxième guerre mondiale*, il a dit notamment : *« Pour la mobilisation de tous les efforts, en vue de repousser les ennemis et de les conduire à la défaite, a été créé le comité d'Etat de la défense* (actuel conseil de défense) *pour lequel a été nommé le camarade Staline. »* Quand le nom de Staline a été cité, le public du palais des Congrès — qui comprend six mille places — composé *de militaires, a longuement applaudi*, empêchant à deux reprises le ministre de reprendre la parole. L'agence Tass a cité la phrase concernant le *conseil* de défense ainsi que le nom de Staline, mais omettant le terme de « camarade » qui a été remplacé *par les initiales du prénom et du* patronyme de l'ancien généralissime.

● *La fin de la conférence de Belgrade.* — Des représentants des pays neutres et non alignés, participant à la conférence de Belgrade, ont terminé, mercredi soir 22 février, la rédaction d'un projet de document final « court et sobre ». Ce texte de cinq pages ne ferait pas allusion au problème du respect des droits de l'homme pour ne pas soulever l'opposition de l'U.R.S.S. Il est présenté ce 23 février aux trente-cinq délégations de la conférence qui se prononceront définitivement, sans doute, vendredi.

A Copenhague

LA FRANCE SUR LA SELLETTE

« La Princesse et le Petit Pois » *conte d'Andersen... C'est par* ces mots que le ministre danois des affaires étrangères, M. Knud Boerge Andersen, homonyme du célèbre conteur, introduisit au cours d'un dîner, dimanche dernier à Copenhague, un compte rendu imagé des rapports entre la France et ses partenaires des Neuf. M. Andersen recevait, en tant que président en exercice du conseil des ministres de la Communauté, les membres de la Commission politique du Parlement européen avant de tenir avec eux, *lundi 20 et mardi* 21 février, un des « colloques » qui font désormais partie des institutions communautaires.

De l'avis des témoins, la France a été sérieusement malmenée d'un bout à l'autre de ces entretiens *confidentiels*. M. Andersen donna le ton mais il *ne fut pas* le seul à lui décocher ses traits.

La France est la princesse du conte, jeune personne qui ne manque pas d'attraits, *mais*, capricieuse et difficilement supportable, elle se prétend indisposée et passe une nuit affreuse *parce que quelqu'un a glissé un* petit pois dans son lit. En l'occurrence, ce minuscule légume est un rapport — le rapport Blumenfeld — adopté en janvier par le Parlement européen. Dans ce document, les *parlementaires demandent à être* plus intimement associés aux rencontres de coopération politique des Neuf. Lors de la dernière réunion de Copenhague, le 14 février, seul parmi les ministres des Neuf, M. de Gui*ringaud s'opposa* à la *mise en* œuvre du rapport Blumenfeld — expliqua M. Andersen.

Le ministre danois ne fut pas tendre non plus pour l'attitude de la France à la conférence de Belgrade. Il lui reprocha d'avoir rompu la solidarité communautaire en présentant seule un projet de document de clôture (*le Monde* daté 18 et 19-20 février). L'initiative de la France — dit-il — était une opération électorale qui ne pouvait qu'échouer parce qu'elle n'avait pas le soutien des partenaires européens de la France, *et qu'elle semait la perturbation* dans tout le camp occidental.

Tous les parlementaires présents *approuvèrent. Des personnalités* danoises de l'entourage du ministre estimèrent cependant que la France avait parfois des idées judicieuses, mais son attitude *« dogmatique »* et *« chicanière »* — dirent-ils — rebute *ceux qu'elle pourrait séduire*.

Personne ne prit la défense de la diplomatie française, et pour cause : *les six membres* français de la Commission politique — ceux de la majorité comme ceux de l'opposition — étaient abstents (1).

(1) Les membres français de la Commission politique sont : MM. Ansart (P. C.), Colin (C.D.S.), Durieux (P.R.), Maurice Faure (M.R.G.), de La Malène et Alain Terrenoire (R.P.R.).



EUROPE

Grèce

RESSERREMENT DES LIENS ENTRE ATHÈNES ET MOSCOU À L'OCCASION DE LA VISITE D'UNE DÉLÉGATION SOVIÉTIQUE

(De notre correspondant.)

Athènes. — Une importante délégation soviétique séjourne dans la capitale grecque. Elle doit examiner les possibilités de développer la coopération entre les deux pays sur le plan commercial et industriel et de créer des *sociétés mixtes*.

Ces entretiens ont lieu au moment où M. Panayotis Papaligouras, ministre grec des affaires étrangères, vient d'accepter de se rendre en Union soviétique, à une date qui reste à déterminer. Sa visite pourrait préluder à celle du premier ministre, M. Caramanlis, elle-même suivie par celle de M. André Papandréou, président du parti socialiste (Pasok).

Une visite de M. Caramanlis mettrait un terme à une situation pour le moins curieuse : soixante ans après la reconnaissance de l'Etat soviétique, la Grèce demeure *l'un des rares pays* occidentaux dont le premier ministre ne se soit pas rendu officiellement à Moscou. L'invitation acceptée par M. Papaligouras illustre donc une vigoureuse relance des relations diplomatiques, qui, jusqu'alors, étaient bonnes, mais sans plus : particulièrement active en Turquie, la diplomatie soviétique l'était beaucoup moins en Grèce.

Le 10 janvier, un accord consulaire, en suspens depuis juillet 1977, a été signé à Moscou. Il avait été précédé par un nouvel accord commercial — de l'ordre de 300 millions de dollars — signé le 29 avril 1977. L'an dernier, l'Union soviétique occupait le septième rang pour les importations et le sixième pour les exportations grecques. Le gouvernement d'Athènes encourage vivement le développement de la coopération avec l'Union soviétique, et, déjà, une commande de deux cent cinquante trolleybus a été passée. Divers projets concernant de grands travaux, dont des centrales thermiques, sont à l'étude.

La collaboration s'étend aux transports maritimes, avec la participation d'armateurs grecs.

Les échanges deviennent plus nombreux sur le plan culturel. Une « Semaine du cinéma soviétique » à Athènes et à Thessalonique a été organisée, et diverses manifestations artistiques ont marqué l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Moscou négocie un accord culturel plus étendu et souhaiterait des échanges directs avec les universités et les organismes culturels grecs.

Sur le plan politique, plusieurs journaux grecs soutiennent que l'U.R.S.S. pourrait non seulement assurer à la Grèce une aide économique sur le modèle de celle accordée à la Turquie, mais aussi un soutien efficace dans l'affaire de Chypre et les problèmes de la mer Egée. Ces journaux ont mis en relief l'intérêt qu'aurait la Grèce à collaborer plus étroitement avec l'Union soviétique.

La carence de l'OTAN dans l'affaire chypriote, le différend entre la Grèce et la Turquie à propos de la région de l'Egée, l'attitude souvent embarrassée des Américains et la lenteur de la procédure d'adhésion de la Grèce à la C.E.E. créent une situation que la diplomatie soviétique pourrait mettre à profit.

MARC MARCEAU.

Italie

ON DEMANDE DES JURÉS...

(De notre correspondant.)

Rome. — Le procès des Brigades rouges, qui doit s'ouvrir à Turin le 19 mars, s'annonce difficile. Si les principaux accusés *sont bien* sous les verrous, on manque en revanche de jurés. Sur les cinquante citoyens choisis par tirage au sort, quarante-trois ont déjà fait savoir qu'ils n'étaient pas disponibles, pour les motifs les plus variés : certains *sont malades*, d'autres ont des obligations familiales, d'autres encore invoquent des engagements professionnels... *Combien en restera-t-il le jour du procès ?*

Bref, personne n'a envie de juger Renato Curcio, chef présumé des Brigades rouges, et ses quarante-huit camarades. Adoptant les méthodes de la Mafia, ces terroristes ont menacé de mort à diverses reprises des jurés et des avocats. Plusieurs procès ont dû être reportés.

Pour que la justice fonctionne malgré tout, le gouvernement vient de promulguer un décret, dont le Parlement a commencé l'examen, mercredi 22 février.

Selon les termes de la nouvelle loi, on choisira les jurés parmi un échantillon plus large, on remplacera immédiatement les personnes indisponibles, et le jury pourra désormais compter davantage de femmes que d'hommes.

Il ne restera plus qu'à affecter un garde du corps à chacun des malchanceux — que le sort aura désignés...

R. S.

LA RECHERCHE
le numéro de mars est paru



Cette image est extraite d'un ouvrage imprimé à Bâle en 1476, le "Miroir du salut humain". Pendant des siècles, on s'est interrogé sur l'exactitude du récit de la Genèse : le Déluge fut-il ou non universel ? Comment a-t-il été déclenché ? L'arche était-elle assez grande pour que toutes les espèces puissent s'y embarquer ?

Ces questions ont suscité des controverses théologiques. Mais elles ont aussi amorcé, de façon plus surprenante, de nombreuses spéculations scientifiques dans le domaine de la géologie, de la zoologie et des sciences humaines. Pierre Thuillier en fait l'inventaire dans son article "L'arche de Noé et la science".

Au sommaire du même numéro, vous trouverez beaucoup d'autres articles, parmi lesquels :

Les aérosols, par Jacques Labeyrie.

Génétique et réductionisme, par David L. Hull.

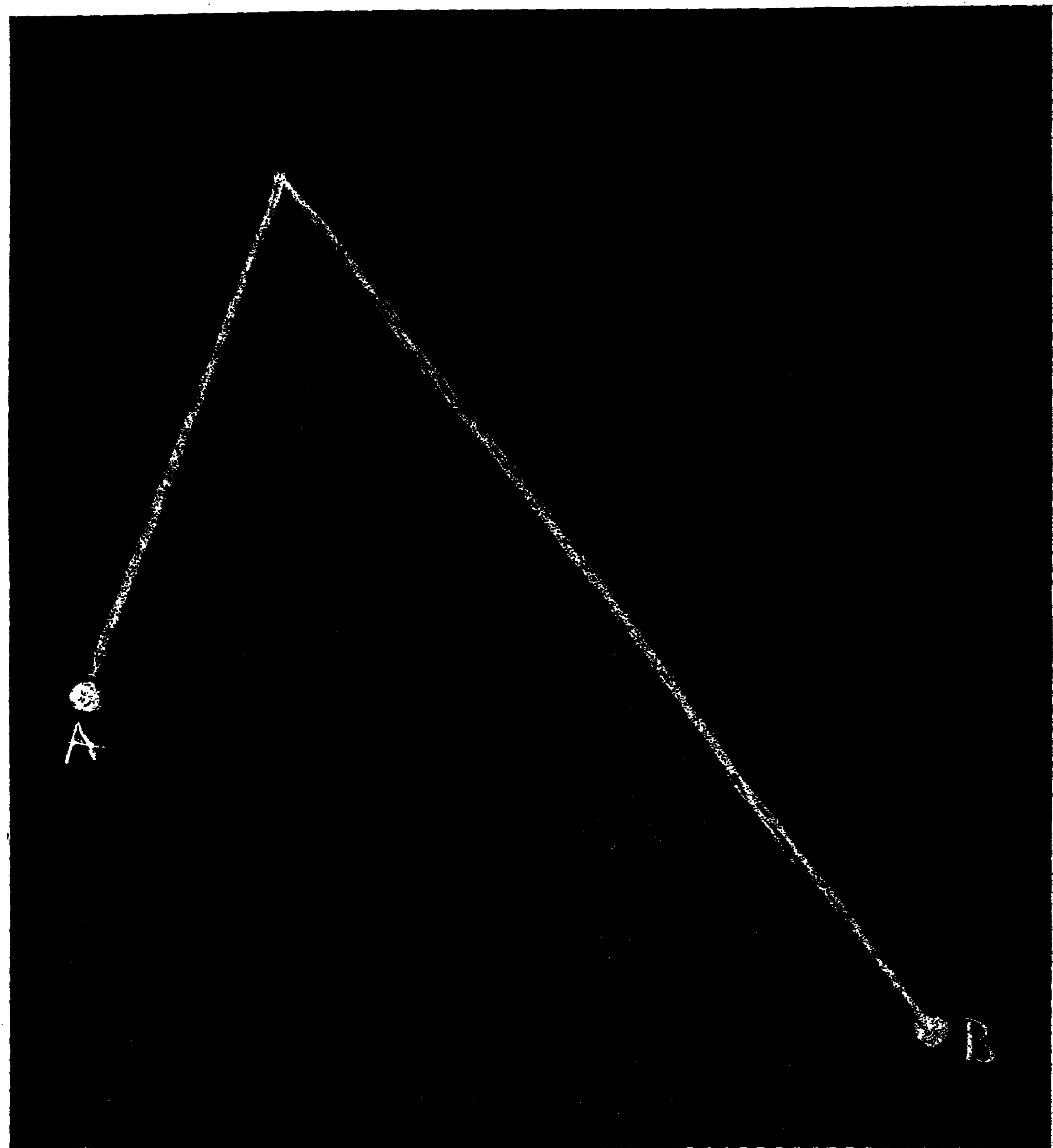
La fin de l'Europe ancienne, par Marija Gimbutas.

Comportements et réflexes conditionnés, par Ezras A. Asratyan.

L'analyse quantitative des images, par Jean Serra.

LA RECHERCHE
57, rue de Seine 75006 Paris
abonnement : 115 F TTC (11 numéros)
vente en kiosque : le numéro 13 F TTC

Deux droites sont le chemin le plus court d'un point à un autre.



Swissair a grandement contribué à rendre de plus en plus contestable, dans la pratique, un des célèbres postulats d'Euclide.

Euclide, en effet, n'a pas tenu compte d'un facteur qui n'est pourtant pas tout à fait sans importance: l'heure à laquelle le chemin d'un point à un autre doit se faire.

Quelques exemples: la liaison la plus courte entre Paris et Karachi passe le samedi par Zurich. Ou entre Marseille et Dar-es-Salaam le mercredi par Genève. Ou entre Nice et Hambourg tous les jours par Zurich. L'horaire de Swissair offre une foule d'exemples analogues. Et ce ne sont pas des exceptions rares qui confirment la règle. On les trouve sur tous les vols qui relient les 89 destinations de Swissair.

Par conséquent, Swissair a raison d'affirmer: deux droites sont le chemin le plus court d'un point à un autre.

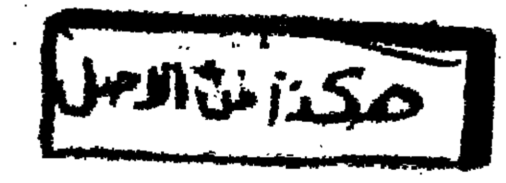
Et le plus intéressant dans ce postulat de Swissair – qui, il est vrai, n'est pas toujours exact lui non plus – réside en ceci: lorsqu'il est exact, ce n'est pas seulement en théorie.

C'est même le comble du pratique.

Votre agence de voyages IATA ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements sur tout ce qui touche les chemins par avion entre deux points.



GGK



هكذا من الأصل

POLOGNE

Une année cruciale pour M. Gierek

II. — Les écueils à franchir

De notre envoyé spécial
MANUEL LUCBERT

Dans son premier article (« le Monde » du 23 février), Manuel Lucbert expliquait *comment* M. Gierek est confronté à une opposition qui a lancé une action éducative et se situe en dehors des clans. Le chef du parti tente peu à peu de reprendre le contrôle des actions gouvernementales, sans dramatiser la situation. S'il obtient la « coopération » de l'Eglise, il lui faudra encore présenter des résultats économiques spectaculaires pour redonner du moral à la nation.

Varsovie. — *« Mais où nos dirigeants trouvent-ils donc les raisons de leur optimisme ? »* S'ils ne doivent pas porter à un pessimisme excessif, les résultats des deux premières années du plan quinquennal n'en justifient pas moins cette remarque que nous fit un journaliste polonais.

L'analyse de la situation économique de la Pologne amène à poser deux questions de type très *différent. D'abord : pourquoi les* dirigeants polonais ont-ils suivi pendant si longtemps la politique d'investissements massifs lancée en 1971-1972 ? Ensuite, comment améliorer l'efficacité d'une gestion désespérément inefficiente, dans l'agriculture et dans l'industrie, en dépit de la modernisation des moyens de production ?

La première question est de nature stratégique. Le choix fait il y a six ans par MM. Gierek et Jaroszewicz, les chefs du parti et du gouvernement, en faveur d'un vaste programme d'industrialisation était sans doute bon, étant donnée la stagnation relative des années précédentes. Ils furent, en revanche, moins avisés de poursuivre cette politique alors que des événements internationaux inattendus — la crise de l'énergie, avec ses conséquences sur les économies occidentales — perturbaient les belles prévisions.

L'erreur des dirigeants polonais fut alors, semble-t-il, de ne pas croire — ou de ne pas vouloir croire, ce qui en fin de compte *revient au même — au caractère* durable de la crise : M. Gierek, parce qu'il a la mystique de la construction industrielle, en bon réalisateur qu'il est et qui a fait ses preuves jadis en Silésie ; *M. Jaroszewicz, parce qu'on lui* prête la fâcheuse habitude de voir délibérément la vie en rose.

Jugeant donc, en 1973-1974, que la crise se limiterait à des difficultés passagères d'approvisionnement en pétrole, ils continuèrent à investir à tour de bras, alors qu'il aurait déjà fallu songer à donner des coups de frein. Ce n'est que devant l'aggravation de l'inflation et du chômage à l'Ouest et à la suite de la demande des Soviétiques de relever plus fréquemment les prix au sein du Comecon que commença le processus de révision de la stratégie *économique : à la fin de 1975,* fut alors amorcée une politique déflationniste. Entre-temps deux précieuses années avaient été perdues.

La fin des grands projets

Loin d'être appliquée avec rigueur, cette « manœuvre » fut conduite de manière souple et un peu incohérente. Ainsi les relèvements de prix annoncés en juin 1976, s'ils répondaient à la logique économique dans l'absolu, n'étaient sans doute ni opportuns ni justifiés dans leur ampleur. Aux difficultés économiques, on ne fit qu'ajouter un malaise social, qui empêcha notamment, cette année-là, les entreprises de limiter comme elles l'auraient souhaité les augmentations de salaires. Si l'on tient compte, en outre, du fait que, depuis 1973, les récoltes ont été plus catastrophiques les unes que les autres, on aura une idée des problèmes qui se posent aux dirigeants polonais.

Un certain nombre de décisions prises l'année dernière, et qui se reflètent *dans le plan de 1978,* permettent de dire que le taureau a été enfin pris par les cornes, mais il est bien tard. Pour la deuxième année consécutive, les investissements resteront pratiquement au niveau atteint. Les contrôles seront plus sévères, et il ne sera accordé, insiste-t-on, aucune dérogation en cours d'année. De 32 % en 1975, le taux d'accumulation doit descendre à 24 %, alors qu'au début de la « manœuvre » on envisageait encore pour 1978 un taux de 26 %.

En même temps, le gouvernement va tenter de renforcer la surveillance des salaires. Alors qu'en 1976 et 1977, les revenus monétaires globaux de la population ont augmenté au total de 26 %, la progression prévue pour *cette année n'est que de 8,6 %.* Les salaires, quant à eux, auront une croissance encore bien plus faible : le plan la chiffre à 1,8 % pour le salaire moyen dans l'industrie.

L'objectif est de se rapprocher, dans un délai de trois ans, d'une situation d'équilibre sur le marché grâce à une pression sur la demande et à un élargissement de l'offre. En ce domaine, trois priorités ont été fixées. Il s'agit d'améliorer radicalement la situation du marché des biens de consommation, de développer l'industrie alimentaire et d'accélérer la construction de logements. Ce dernier secteur doit recevoir 23 % des investissements contre 21,5 % initialement. Une grande attention est également apportée à la progression des exportations, une certaine reconversion se manifestant d'une façon générale en faveur du commerce avec les pays du Comecon. Les échanges avec l'Union soviétique, notamment, doivent augmenter plus vite que la moyenne (+ 18 % en 1977 ; + 17 % en 1978).

Si la récolte est bonne

L'importance attachée à la normalisation de la situation sur le marché est soulignée par la création en janvier, auprès du conseil des ministres, d'un comité pour *les questions du commerce intérieur.* Il est dirigé par M. Tadeusz Pyka, l'un des vice-premiers ministres. Les livraisons pour le marché doivent augmenter de près de 10 %. Des progrès ont déjà été accomplis l'an dernier : ainsi deux cent quarante mille machines à laver ont été produites contre seulement trente mille en 1975. Mais les listes d'attente sont tellement longues que l'amélioration n'est pas encore très sensible pour les acheteurs.

L'approvisionnement en produits alimentaires devrait aussi nettement progresser (plus de 8 %). Mais le chef du gouvernement a déjà fait savoir qu'en ce domaine les pénuries ne seraient pas toutes supprimées cette année. La réalisation de ce programme est en *tout état de cause liée à* beaucoup d'inconnues : le niveau de la prochaine récolte, l'efficacité de l'industrie alimentaire, les effets d'un nouveau système du commerce de détail qui favorise davantage l'initiative privée.

Le problème le plus épineux reste encore et toujours celui des prix. La conférence nationale du parti, réunie en janvier, n'a apporté à ce sujet, en tout cas officiellement, aucune révélation. En indiquant que la question serait résolue graduellement, M. Gierek a surtout montré qu'il continuait à temporiser.

La commission *ad hoc* créée à l'automne 1976, et dont les conclusions, toujours non publiées, ont été présentées à la conférence, *aurait certes recommandé de rapprocher* les prix de vente des coûts de revient, mais elle aurait conseillé aussi d'opérer avec prudence et de s'efforcer de maintenir la stabilité de l'indice du coût de la vie, ce qui est apparemment contradictoire avec la première exigence. Cette stabilité n'existe du reste qu'en théorie pure. Les *statistiques officielles* reconnaissent pour l'an dernier une inflation de près de 5 %, mais nombre d'économistes la chiffrent, en réalité, entre 6 et 10 %. Autre avis de la commission : les augmentations des produits de base ne devraient pas excéder, lorsqu'elles seront décidées, 15 à 20 %.

Aussi longtemps que ce problème ne sera pas résolu, les planificateurs polonais risquent de se trouver devant la quadrature du cercle : comment parvenir à un équilibre du marché, alors que la structure des prix ne cesse de se dégrader ?

Trop tôt pour la décentralisation ?

L'autre grande question à laquelle les dirigeants et la presse consacrent beaucoup de place concerne l'efficacité de la gestion économique. En dépit d'un potentiel industriel considérablement modernisé, celle-ci reste toujours très faible. Un exemple donné récemment par le journal *Zycie Warszawy* permet d'en juger : en 1970, la valeur produite avec des *moyens de production équivalant* à 1 000 zlotys était de 413 zlotys ; en 1976, elle était de 436 zlotys, soit une amélioration de seulement 5,5 %. Maigre résultat, si l'on songe que de 1971 à 1975 les investissements ont augmenté en moyenne de 18 % par an.

Conscients du problème, les dirigeants multiplient les appels en vue de *« libérer les initiatives ». M. Gierek ne cesse de souligner* le rôle croissant que devaient jouer, selon lui, les conseils d'autogestion ouvrière. Mais l'écho de cette campagne paraît être limité : la bureaucratie syndicale ne fait rien pour l'encourager, et à la base un sentiment de *méfiance domine.*

C'est dans ce contexte que se situe aussi la « discussion » amorcée à la fin de l'année dernière, par voie de presse, sur la décentralisation. Lancé par l'hebdomadaire *Polityka*, le débat, après une vive passe d'armes entre M. Rakowski, le rédacteur en chef du journal, et un partisan du centralisme le plus strict, a vite tourné court. Il aurait été repris *pendant la conférence nationale,* plusieurs orateurs de province ayant critiqué l'excès de centralisation actuel. Mais il est significatif que la presse ait fait un silence presque total sur ce point. *De toute évidence, la question est* encore loin d'être tranchée. Les compétences financières des voïvodies et des conseils du peuple vont cependant être élargies.

Autre aspect des réflexions actuelles : l'accent est davantage mis sur le fait que la planification doit consister en une programmation à plus ou moins long terme des orientations économiques et non en une liste de directives et d'indices à exécuter quoi qu'il arrive. Mais, comme dans le cas de la controverse sur la décentralisation, cette discussion donne l'impression de rester en l'air. *Il est vrai que* la délicate situation économique actuelle ne favorise guère les réformes de grande ampleur.

Si M. Gierek franchit, cette année, les écueils politiques et économiques qui se dressent sur sa route, si la récolte est bonne, si l'Eglise se montre compréhensive et si la contestation n'est pas trop turbulente, alors il pourra regarder l'avenir avec plus de sérénité. Sinon, des jours difficiles l'attendent.

FIN

Deux dossiers

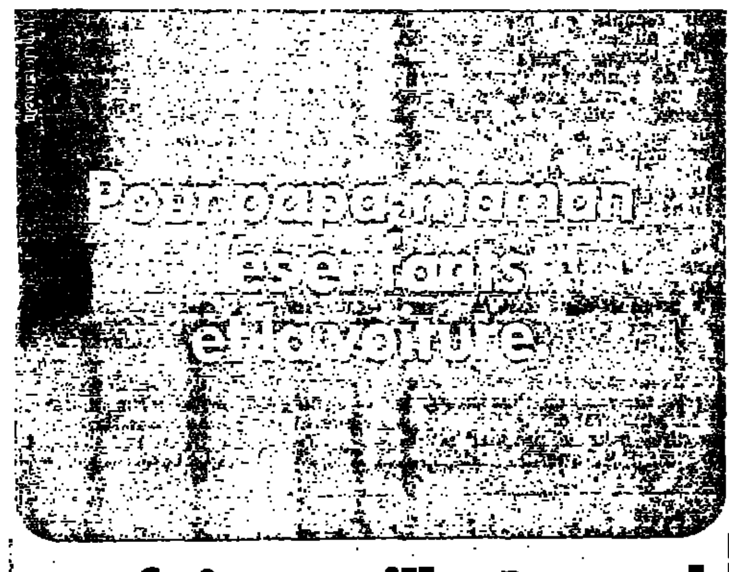
Deux ouvrages aident à mieux comprendre comment est née et s'est développée la prise de conscience dans les pays de l'est européen. *La Pologne, une société en dissidence* (1) présente, à travers plusieurs documents, une diversité de pensées et d'actions dont le dénominateur commun est *« la lutte pour la liberté que mène la collectivité contre le pouvoir, pouvoir qui n'atteint pas la perfection qui fut celle du pouvoir stalinien, mais dont la nature les objectifs et l'attitude à l'égard de la population ont peu changé depuis lors ».*

Partant de la naissance du Comité de défense des ouvriers (KOR), créé après la révolte ouvrière de juin 1976, ce dossier présente aussi des textes de l'épiscopat polonais, et des réflexions au demeurant fort divergentes sur l'avenir de la Pologne, de Leszek Kolawowski, Adam Michnik et Jacek Kuron, etc. Il montre comment, à partir de postulats différents mais qui s'accordent sur le fait qu'il ne faut pas espérer une évolution délibérée de l'Etat, tous fondent leurs espoirs sur la capacité de la société à se défendre et à s'organiser. On saisit mieux alors les particularités de cette lutte menée au grand jour *« entre les partisans de la liberté et de la démocratie et les partisans d'un système où l'homme n'est qu'engrais de l'histoire ».*

Pour comprendre comment on est arrivé à cet aboutissement il faut aussi lire *1956 : Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'Octobre* (2), recueil des principales interventions à un colloque qui se tint à Paris fin septembre 1976, à l'instigation d'un Polonais, Krzysztof Pomian, et d'un Hongrois, Pierre Kende (*le Monde* du 9 octobre 1976). Cette réunion avait permis à une poignée d'intellectuels venus des quatre coins du monde de réfléchir, avec un recul de vingt ans, sur ce que furent les événements de cette année 1956 où *« l'imposture totalitaire a fini par éclater ».* A noter que les « eurocommunistes » avaient préféré se tenir à l'écart de ce colloque, qui fut d'une richesse exceptionnelle. Le dossier comporte également une partie documentaire — bibliographies et points de repère des événements de l'octobre polonais et de l'insurrection à Budapest, réprimée par les chars soviétiques. — Am. B.

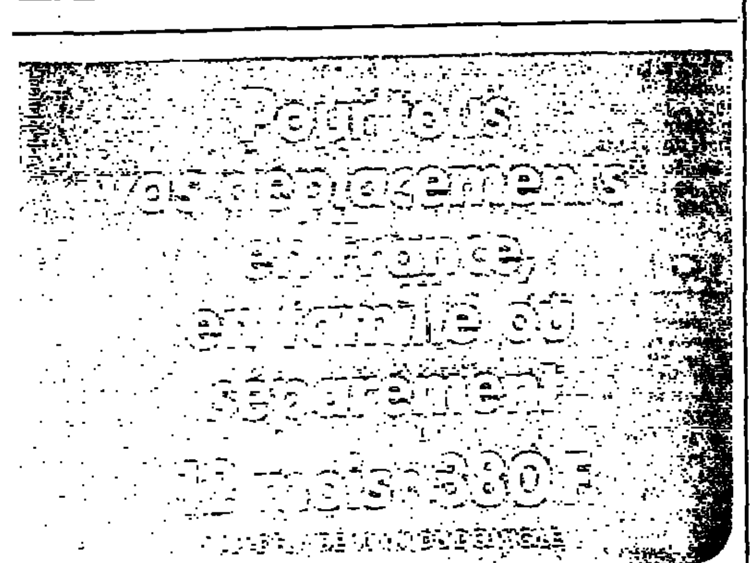
(1) Textes rassemblés par Z. Erard et G.M. Zygier, préface d'Alexander Smolar. Cahiers libres 338/François Maspero. 208 pages, 38 F.

(2) Textes réunis par Pierre Kende et Krzysztof Pomian. Collection Esprit/Seuil. 272 pages, 45 F.

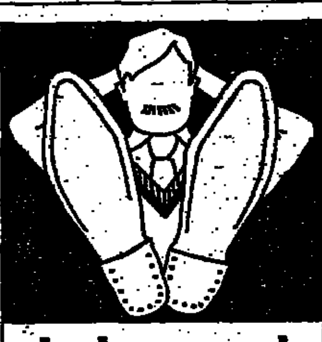


Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.

Le cuir c'est Hermès.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.
PRIME
9-11 rue Benoit Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.



Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.



pieds grands
ou
larges
38 au 50
Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6e à la 11e largeur.
PALAIS DE LA CHAUSSURE
39, av. de la République
75011 Paris Tél. : 357.45.92
Catalogue gratuit - Parking

Le cristal c'est Baccarat.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.
PRIME
9-11 rue Benoit Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

A vélo, à ski, à cheval,
en avion, train, auto,
moto, bateau.
Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.

La voiture de sport
c'est Ferrari.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.
PRIME
9-11 rue Benoit Malon
92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

Dans les banques,
les agences de voyages,
chez les assureurs et
dans les Caisses
d'Epargne Ecureuil.
Forfait Famille Annuel
Europ Assistance.

LES RAPPORTS ENTRE LE P.C. ET LE P.S.

M. Mitterrand ne répond pas à l'appel de M. Marchais et ne souhaite pas un débat avec M. Barre

Jusqu'au premier tour, M. Mitterrand semble vouloir cheminer en solitaire ; il n'est ni pressé de rencontrer M. Marchais ni disposé à accepter un débat avec M. Barre. « L'Humanité » note, jeudi, que le premier secrétaire du P.S. ne répond pas à l'appel lancé par le secrétaire général du P.C. pour ouvrir avant le 12 mars une négociation sur le programme commun, la formation d'un gouvernement de gauche et les désistements. A lire, notamment dans « le Monde » du 23 février, ou à écouter M. Mitterrand, on comprend bien qu'il ne veut, en l'état actuel des choses, négocier sur aucun de ces points. S'il n'exclut pas une rencontre avec M. Marchais, c'est à la condition que l'on n'y parle pas du programme commun !

Le premier secrétaire du P.S. ne suit pas le conseil de sa minorité, le CERES, qui, dans la revue « Repères », recommande de rechercher « un compromis sur le pouvoir » au sein de la gauche, c'est-à-dire un accord sur la composition du gouvernement. Il n'entend pas M. Fiterman, membre du secrétariat du P.C., dire (mercredi soir à France-Inter) : « Pour gagner, nous avons besoin d'un élan populaire et non de discipline. » Il ne voit pas l'intérêt d'une nouvelle confrontation télévisée avec le premier ministre.

« Je trouve, a-t-il déclaré devant la presse diplomatique, que M. Barre ne représente pas beaucoup : il ne représente ni l'U.D.F., ni le R.P.R., ni même les centristes. En dépit de ses déclarations, il ne représente pas non plus les socialistes. S'il s'agit de trouver quelqu'un qui puisse parler pour l'ensemble de la majorité, M. Valéry Giscard d'Estaing suffit à la peine.

« M. Barre est un peu un homme qui se trouve en double, un « bis ». Et je ne vois pas la nécessité, pour le responsable du socialisme, de parler avec « personne ».

Jusqu'au 12 mars, le principal objectif du parti socialiste est d'engranger les suffrages pour atteindre ou dépasser le seuil des sept millions de voix qui, s'il est franchi, prouvera son audience. Pour cela, il lui suffit, selon son premier secrétaire, de continuer sur sa lancée. Les attaques dont il est l'objet, sur sa gauche comme sur sa droite, le servent plus qu'elles ne le desservent du point de vue quantitatif qui est le sien. Aussi bien, n'est-il pas nécessaire de tenir compte des pressions du P.C. et n'est-il pas opportun de servir de faire-valoir à la majorité. Jusqu'au 12 mars, mais après ?

A. L.

Dessin de Chenez.

Le CERES préconise un compromis sur le pouvoir

Dans son numéro de février-mars, la revue *Repères*, organe de la minorité du P.S. (le CERES), consacre son éditorial aux rapports entre le P.C. et le P.S. On y lit : « *La question décisive aujourd'hui est celle du compromis que socialistes et communistes peuvent établir entre eux sur le pouvoir.*

» *A partir du moment où le parti communiste a repoussé au lendemain du premier tour toutes négociations et où le parti socialiste a renoncé à l'y contraindre, ce compromis est la clef de l'accord programmatique. Il est aussi probablement la clef de la majorité parlementaire. Les électeurs souhaiteront certainement aussi savoir, avant le second tour des élections, si la gauche est capable de constituer cette majorité. (...)*

» *Si le chantage communiste au désistement est injustifiable, il ne justifie pas non plus la contradiction qui consiste, après avoir proclamé à juste titre que les désistements ne se marchandent pas, à faire du désistement communiste l'objet d'un marchandage à rebours. Plus grave que cette faute de logique, qui comporte tout de même l'inconvénient de prendre manifestement au sérieux une pression que l'on feint d'ignorer, il y a le risque de manquer le moment le plus favorable pour engager une discussion réelle. Entre deux partenaires électoraux, ce moment n'est pas forcément celui où le plus faible se sent le plus fort, mais certainement pas celui où le plus faible se sent le plus faible. Il est dangereux, lorsqu'on cherche un accord, d'enfermer le partenaire dans l'alternative de capituler ou de rompre. Il est dangereux de spéculer sur les résultats du second tour pour refuser de causer après le premier.*

» *Seul un compromis sur le pouvoir, entre le 12 et le 17, peut permettre de retrouver un accord sur le programme. L'enjeu mérite que les militants socialistes se rappellent que les relations entre leur parti et le gouvernement d'union de la gauche sont et doivent rester avant tout leur affaire.* »

LE PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S. EST PRIS A PARTIE PAR DES MILITANTS DU P.F.N.

M. François Mitterrand, qui était allé soutenir, mercredi 22 février, M. Paul Quilès, candidat du P.S. dans la 14ᵉ circonscription de Paris (XIIIᵉ arr. : Croulebarbe, Maison-Blanche), a été pris à partie par des militants du Parti des forces nouvelles (extrême droite). Il y a eu des jets d'œufs et de tomates, et des échauffourées se sont produites entre les assaillants et les militants socialistes qui accompagnaient leur premier secrétaire.

Après cet incident, M. Quilès a dénoncé ces « *méthodes fascistes* » et s'est étonné que les mesures nécessaires à la protection des personnes n'aient pas été prises par les forces de l'ordre. Le P.F.N. a déclaré de son côté que ses militants, « *présents au centre Galaxie, ont montré à M. Mitterrand comment le peuple traite ceux qui lui mentent* ».

[Le P.F.N., organisation d'extrême droite animée par MM. Alain Robert, Pascal Gauchon et Roland Gaucher, présente quatre-vingt neuf candidats aux élections législatives et n'hésite pas, le cas échéant, à recourir à la violence par l'intermédiaire de son organisation étudiante, le GUD, notamment.]

● *M. Alain Krivine*, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) a déclaré mercredi 22 février à Besançon : « *Il y a un véritable gouffre entre les propos des dirigeants de la gauche et leur pratique. Et nous ne pouvons juger les gens pas seulement sur ce qu'ils disent mais sur ce qu'ils ont fait et sur ce qu'ils font. Le P.C. et le P.S. se réclament de l'autogestion, mais pourquoi avant de signer le programme commun n'ont-ils jamais organisé dans les entreprises, dans les localités, dans les quartiers, des discussions ouvertes avec les travailleurs ?* » — (Corresp.)



« L'HUMANITÉ » : le duplex Mitterrand-Barre.

M. René Andrieu écrit dans *l'Humanité* du 23 février : « *A l'en croire* [François Mitterrand], *la politique qu'il préconise représenterait une troisième voie, moyenne, raisonnable, entre la politique gouvernementale et celle que nous proposons.*

» *C'est la raison pour laquelle il subirait les feux croisés des communistes et des hommes du pouvoir : ce serait le fameux « tiercé » Marchais-Barre-Chirac.*

» *En réalité, cette petite astuce de propagande ne résiste pas à un examen sérieux de la situation.*

» *Ce qui frappe, au contraire, à y regarder de près, c'est une sorte — comment dirai-je — de « duplex » qui existe jusqu'à nouvel ordre entre les solutions proposées par François Mitterrand et celles de MM. Barre et Chirac.*

» *C'est même la raison fondamentale de l'interruption des négociations sur le programme commun et des difficultés qui ont surgi dans la gauche.*

» *(...) Ce n'est pas nous qui pouvons être soupçonnés de vouloir, de près ou de loin, faire cause commune avec la droite. C'est nous en ce moment même qui proposons à François Mitterrand — lequel ne répond pas — de négocier pour battre MM. Barre et Chirac. Car il n'y a pas trois voies, il n'y en a que deux : celle qui consiste à poursuivre pour l'essentiel la politique du gouvernement actuel et celle qui consiste à opérer — dans l'union — les réformes et le changement nécessaires. Tout le reste est (mauvaise) littérature.* »

L'AMBASSADEUR DU JAPON DEMANDE A M. MARCHAIS DE RECTIFIER DES DÉCLARATIONS

L'ambassadeur du Japon en France, M. Hideo Kitahara, a adressé, mardi 21 février, une lettre à M. Georges Marchais, dans laquelle il lui demande de « *rectifier* » la déclaration « *stupéfiante* » que le secrétaire général du P.C.F. a faite au cours du face-à-face organisé par Antenne 2 et Europe 1, qui l'opposait à M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, lundi soir 20 février (*le Monde* du 22 février).

M. Kitahara écrit que les propos de M. Marchais étant « *tout à fait contraires aux réalités sociales du Japon, une rectification semble s'imposer* ». Il poursuit : « *A entendre un chef de parti politique dire que le Japon est le pays le plus retardataire au monde du point de vue de la situation sociale (...) et qu'au Japon, les femmes sont traitées comme de véritables esclaves (...) on a peine à en croire ses oreilles.* »

LES DERNIÈRES CANDIDATURES DU M.R.G.

AISNE. — M. de Villelongue (4ᵉ).

ALPES-MARITIMES. — M. Jean Hancy (3ᵉ).

ARDECHE. — M. Louis Berthon, conseiller général (3ᵉ).

DOUBS. — M. Tochot (3ᵉ).

ILLE-ET-VILAINE. — MM. Bruno Baron-Renault (6ᵉ) ; Jean Taillandier, conseiller général (5ᵉ).

LOT-ET-GARONNE. — M. Jean-Pierre Costes (2ᵉ).

LOIRET. — M. Jean Sabatte, maire de Semoy (1ʳᵉ).

LOIRE-ATLANTIQUE. — M. Le Pape (8ᵉ). Il remplace M. Dejoie.

NORD. — MM. Bertrand Marcais (3ᵉ) ; Jean-Marie Larvelle (19ᵉ) ; René Lavarde (15ᵉ).

PYRENEES-ATLANTIQUES. — M. Eric Gildart (2ᵉ).

RHONE. — MM. Maurice Chevat (3ᵉ) ; Jean-Joseph Ragot (8ᵉ).

SEINE-MARITIME. — M. Serge Gomont (4ᵉ). Il remplace M. Denamur.

VENDEE. — M. Marcel Guilbaud, conseiller général (3ᵉ).

VOSGES. — M. Léone Desmet (2ᵉ).

SEINE-SAINT-DENIS. — MM. Rocher (5ᵉ) ; Maillet (7ᵉ) ; René Magnes (8ᵉ).

Une certaine défense du gaullisme...

Décidément, jamais de Gaulle n'avait entraîné une telle unanimité que pendant cette campagne électorale. On a pu s'en rendre compte, une fois de plus, mercredi 22 février lors du déjeuner-débat organisé par la presse diplomatique en l'honneur de M. François Mitterrand. Prié de préciser en quoi la politique étrangère dont il venait de brosser les grands traits diffère de la diplomatie du fondateur de la Vᵉ République, le premier secrétaire du P.S. a déclaré, après avoir formulé un certain nombre de réserves sur « *le nationalisme déplorable* » du général, son attitude à l'égard de la Communauté européenne, sa politique de vente d'armes, en particulier au Proche-Orient : « *Mais le général de Gaulle a existé ; cette France a existé ; cette France est mon pays. Il a établi des lignes de forces dont je dois tenir compte.* »

De fait, l'exposé de politique étrangère de M. Mitterrand n'avait pas de quoi faire frémir d'indignation les héritiers du général de Gaulle, s'il en reste. Certes, le premier secrétaire s'en est pris à la pratique du « domaine réservé » chère au général de Gaulle et à ses successeurs. Mais il a pris soin de ne pas compromettre l'avenir, affirmant que « *nous ne cherchons pas le moins du monde à ôter au président de la République l'autorité et les moyens de l'autorité que lui confère la Constitution* ». « *Il faudra bien*, a-t-il ajouté, *organiser la coexistence entre le président et l'Assemblée. (...) Comme il n'y a pas de réponse dans la Constitution à cette question, c'est un problème de pratique, et les problèmes de pratique sont résolus selon le degré du sens de la responsabilité et la sagesse des hommes responsables.* »

Sur l'Europe, M. Mitterrand a trouvé comme des accents gaulliens pour affirmer que « *la France ne saurait se fondre dans une Europe qui n'existe pas* », même si « *elle doit respecter les engagements qu'elle a souscrits* ». Car, « *aujourd'hui, Sedan ou Waterloo, celà ne se perd pas sur le terrain, mais celà se perd quand on liquide l'ordinateur au profit des Etats-Unis d'Amérique ou lorsqu'on perd la capacité de contrôle sur ses industries agro-alimentaires* ». Et d'accrocher au passage la majorité actuelle, coupable de « *faire glisser lentement la politique officielle de la France vers une forme d'intégration* (atlantique) *qui a été rejetée par le général de Gaulle et qui n'aurait pas notre assentiment* »...

Mêmes intonations à propos de l'Union soviétique : « *La gauche au pouvoir*, a dit M. Mitterrand, *chercherait à bâtir avec la force principale de l'Europe, je veux dire l'Union soviétique, les conditions d'une bonne entente à partir des traités d'amitié existant. (...) Nous ne partons pas, heureusement, à zéro. Il existe déjà de bons traités d'amitié avec l'U.R.S.S., mais il faut leur donner un contenu réel. (...) Les relations franco-soviétiques doivent être de plus en plus substantielles.* » De quels traités d'amitié parlait M. Mitterrand ? Le premier secrétaire ne s'est pas expliqué sur ce point. Mais, sans doute, voulait-il parler des accords de coopération franco-soviétiques, puisqu'il n'existe, à ce jour, aucun traité d'amitié entre Paris et Moscou, et que, à notre connaissance, le parti communiste est seul à en avoir réclamé un.

En matière de défense, M. Mitterrand n'a pas sombré non plus dans l'hérésie, même s'il a réfuté la stratégie « *tous azimuts* », car « *on ne braque pas ses fusées sur son allié* ». Pas question, donc, d'abandonner la stratégie « *anticités* », qui seule donne quelque « *crédibilité* » à la force de dissuasion française, et pas question non plus de s'engager à ne pas avoir recours en premier à la force nucléaire. Pas question, enfin, comme l'aurait voulu le P.C., de soumettre l'usage éventuel des armes nucléaires à une décision « *collégiale* », même si, pour le premier secrétaire, premier ministre et chef d'état-major doivent être associés à cette décision.

Dans deux domaines seulement, on constate une rupture ouverte avec une certaine idée du gaullisme : le désarmement — et encore s'agit-il davantage, jusqu'à présent, d'un pari sur l'avenir que d'un projet précis — et la politique africaine. Plus d'interventions militaires en Afrique, plus d'aide aux régimes « *sanguinaires, racistes ou fascistes* », a dit M. Mitterrand. Ce qui ne veut pas dire, pour le premier secrétaire du P.S., que les frontières « *originelles* » de la Mauritanie ne seraient pas défendues si l'existence de cet Etat était menacée ou que le contingent français stationné à Djibouti serait rappelé en France au lendemain d'une victoire des forces de gauche. « *Nous examinerions la question* », s'est contenté de préciser M. Mitterrand.

A deux reprises seulement, M. Mitterrand a laissé percer un certain agacement pendant sa prestation qui a duré quatre-vingt-dix minutes. A propos de l'éventuelle fermeture des frontières, en cas d'effondrement de l'économie française d'abord. La faute, a-t-il dit, en reviendrait non à un gouvernement de gauche, mais à la majorité actuelle, puisque « *déjà, à l'heure actuelle, le problème est posé (...). Mais nous partons d'une situation économique mauvaise, d'un échec patent, évident, grave, de M. Barre et de ses prédécesseurs. Nous aurons donc un très lourd héritage, un très lourd passif à assurer, et ce sera notre principale difficulté* ».

Une évocation du « coup de Prague » a paru également irriter fortement le premier secrétaire, qui n'entend manifestement ni finir comme Jan Mazaryk, « *par la fenêtre* », ni connaître « *le sort plus douillet de Kerenski qui, après avoir été chassé du pouvoir à Leningrad, haranguait la garrigue du côté de Montpellier* ».

JACQUES AMALRIC.

M. Poniatowski à « Cartes sur table »
Hors-jeu

Impression de déjà vu ? Insignifiance des questions ? Monotonie du propos ? Placidité naturelle de l'invité ? M. Michel Poniatowski a distillé un grand ennui, mercredi soir 22 février, à l'émission « Cartes sur table » sur la deuxième chaîne.

Ce n'était pourtant pas faute, pour l'ancien ministre, d'avoir préparé son intervention et d'avoir apporté avec lui de quoi nourrir le débat, du moins en théorie.

On peut fort bien imaginer, en effet, que c'est tout à fait délibérément que l'actuel « envoyé spécial » du président de la République a privilégié les développements sur les thèmes sociaux et économiques, qu'il s'est attaché à présenter fort sérieusement « ses » propositions, « ses » suggestions ; celles-ci étant sensiblement différentes des programmes respectifs du premier ministre ou du parti républicain (notamment en ce qui concerne le salaire familial, le blocage des charges sociales, la départementalisation des services du médiateur, etc.).

C'est aussi tout à fait délibérément que l'ancien ministre d'Etat a laissé deviner, avec juste ce qu'il faut d'apparente discrétion, le caractère intime et confiant de ses rapports avec le chef de l'Etat.

Et ce n'est pas innocemment que, somme toute, il a voulu faire preuve de modération, de pondération et de discernement en renonçant à ces mines gourmandes de conspirateur jovial qu'on lui a souvent connues. En se refusant aussi à toute agressivité à l'égard des alliés gaullistes (n'a-t-il pas fait référence par deux fois au général ?) et en se gardant de tout écart de langage, de toute formule trop polémique à l'adresse des socialistes.

Retiré, silencieux, « en réserve » depuis plus d'un an, M. Michel Poniatowski ne se considérerait-il pas autorisé à spéculer sur ses chances de devenir premier ministre après une éventuelle victoire de la majorité ? Et ne s'est-il pas attaché à renforcer son image de ce point de vue là, mercredi soir ?

Seulement voilà, M. Poniatowski n'est, en ce moment, plus rien. Il n'est plus membre du gouvernement, il n'est plus en charge du parti républicain et il ne peut plus être le cascadeur du giscardisme. Hors-jeu, à l'écart des polémiques actuelles, il ne fait pas partie de la petite troupe dont les échanges, les disputes et les insultes constituent finalement le principal intérêt du spectacle politique actuel. Alors, on s'ennuyait à l'écouter n'invectiver personne.

Mais, après tout, n'est-ce pas, là aussi, un atout dans la perspective qui pourrait être la sienne ? — N.-J. B.

ICI ET LA

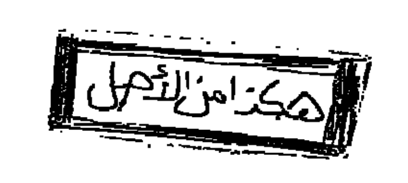
● *Les dirigeants de l'Union pour la démocratie française* (qui regroupe le P.R., le C.D.S. et le parti radical) ont décidé, mercredi 22 février, de mettre en commun, sous le sigle U.D.F., leur temps de télévision, dans le cadre de la campagne officielle. Ils souhaitent ainsi confirmer que « *leur volonté est de rassembler et non de diviser* ». Ils ont lancé un appel à tous les Français « *qui n'ont pas arrêté leur décision* » pour qu'ils se regroupent avec eux « *derrière le président de la République* ».

● *M. René Monory*, ministre du commerce et de l'artisanat, a affirmé, mercredi 22 février, au cours d'une réunion électorale en faveur de M. Georges Mesmin, député, candidat U.D.F. - C.D.S. dans la 20ᵉ circonscription de Paris (6ᵉ arrondissement) : « *Au lendemain des élections, le gouvernement devra rapidement rétablir la liberté des prix, mettre en place de nouveaux circuits financiers, s'attacher à la qualité de la vie, avec comme objectif d'assurer à tous les niveaux le maximum de responsabilités à l'homme.* »

● *M. Alain Peyrefitte*, ministre de la justice, a déclaré, mercredi 22 février, à Rueil-Malmaison : « *Nous voulons que chacun soit libre, que les Français puissent choisir le genre d'éducation qu'ils veulent faire donner à leurs enfants. (...) Le programme commun l'interdit. Le programme commun ne prévoit que des H.L.M. et aime mieux qu'elles soient en locatif qu'en accession à la propriété.* »

● *Mme Simone Veil*, ministre de la santé et de sécurité sociale, a déclaré, mercredi 22 février, au micro de TF 1 : « *L'application du programme commun conduirait la France au désastre. (...) Il est très important que la majorité puisse continuer l'action entamée en matière de santé. (...) Il n'y a pas de pays au monde, en tout cas parmi ceux que j'ai visités, où le système de santé soit aussi satisfaisant qu'en France.* »

● *M. Olivier Stirn*, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, vice-président du parti radical, a « *regretté* » mercredi soir 22 février, à Belfort, que M. François Mitterrand ait « *préféré le pouvoir à l'idéal socialiste* », inspiré en cela « *par son mauvais génie* », M. Jean-Pierre Chevènement (député socialiste de Belfort). Selon M. Stirn, « *la profonde transformation des données de l'économie depuis 1972* » avait pourtant offert à M. Mitterrand « *une chance historique de réconcilier le socialisme et la démocratie en rompant avec le programme commun* ».



هكذا من الأصل

LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

M. Barre et les « gens d'en face »

De notre envoyé spécial

La Baule. — Mardi soir 22 février, à La Baule, où le premier ministre s'est rendu pour soutenir la candidature du maire, M. Olivier Guichard (R.P.R.), ancien ministre d'État, qui se représente dans la 7ᵉ circonscription de la Loire-Atlantique, la « France profonde » si chère à M. Barre était politiquement coupée en deux de la façon la plus expressive qui soit. Les partisans locaux de la majorité avaient en effet dressé leur chapiteau sur la place des Salines, juste en face de l'entreprise Thiriez-Cattin — *seule usine* de la localité — occupée depuis le mois de septembre par quelques-uns des cent quarante-quatre ouvriers condamnés au chômage par sa fermeture.

La C.G.T. ayant estimé que l'organisation de ce meeting à cet endroit relevait de la provocation, *cette confrontation* a donné lieu, tout au long de la soirée, à une escalade sonore, les deux « camps » ayant décidé de rivaliser à coups de haut-parleurs et de décibels. Bien avant l'heure des discours, les nombreuses forces de l'ordre entourant le chapiteau eurent ainsi l'occasion peu commune d'ouïr en même temps *l'Internationale* et *la Flûte enchantée* de Mozart.

Le dialogue eût peut-être été moins cacophonique, en tout cas moins bruyant, si M. Olivier Guichard avait accepté la demande qui lui avait été présentée par M. Claude Poperen, *membre du* bureau politique du P.C., candidat dans la 2ᵉ circonscription, *lequel* avait *exprimé son désir* d'assister à cette réunion en compagnie de quelques amis afin de *poser au chef* du gouvernement « les questions qui intéressent particulièrement les travailleurs », à propos notamment des problèmes de l'emploi. L'ancien ministre d'État lui avait répondu : « *Cette réunion est une réunion privée, sur invitations, qui se tient dans un local privé, comme toutes celles qu'a tenues ou tiendra le premier ministre jusqu'aux élections. Je ne pourrai donc pas vous y donner la parole. J'ajouterai accessoirement que le premier ministre n'ayant pas accepté de dialoguer avec le secrétaire général de votre parti, vous ne trouveriez sans doute pas convenable qu'il le fît avec un de ses délégués régionaux.* »

Le « baron » gaulliste et le premier ministre refusant la contradiction, M. Claude Poperen et les deux autres candidats communistes du secteur, MM. Maurice Rocher — (6ᵉ circonscription) et Pierre Le Berche (7ᵉ circonscription) étaient venus *apporter leur appui aux grévistes* et pendant près de trois heures le chapiteau ministériel a résonné des échos de leurs protestations. Les quelque deux mille supporters de la majorité qui avaient répondu à l'invitation du maire de La Baule et de M. Barre n'en ont manifesté que plus d'ardeur dans leurs applaudissements.

M. Olivier Guichard lui-même, *d'habitude si placide*, a trouvé des accents explosifs pour dénoncer les socialistes « *sectaires de l'école* », « *complexé de la gauche* », « *toujours soucieux de ne pas paraître trahir le prolétariat qu'ils ne connaissent pas et le parti communiste qu'ils ne connaissent que trop* », pour clouer au pilori les communistes « *exploiteurs de la misère et de la haine entre Français* » et reprendre, en particulier, le « *Marchais, cet Ali Baba* », lancé par M. Barre mardi soir à la télévision, afin de pouvoir ajouter : « *Cela finira par les quarante voleurs !* »

Dans cette ambiance passionnée, M. Raymond Barre a un instant, au début de son allocution, trouvé le ton d'un tribun pour susciter les bravos de l'auditoire le plus réceptif qu'il ait eu *depuis le commencement* de sa tournée électorale. « *Nous sommes du même côté pour le même combat* », a-t-il notamment répondu à M. Guichard. Et d'ajouter à propos du fond sonore entretenu par les cégétistes rassemblés de l'autre côté de l'avenue des Noëlles : « *Les gens d'en face sont en train de nous donner une démonstration de la façon dont ils conçoivent dans un pays démocratique la liberté d'association et d'expression. Mais cela ne m'intimide pas (...)* »

Chez M. Barre la fougue ne s'extériorise jamais longtemps. Son naturel reprenant le dessus, le premier ministre a poursuivi sur le ton doctoral qui lui est propre, sans modifier ses propos habituels. Critiquant les projets de l'opposition, il a déclaré qu'« *un gouvernement de la gauche serait le plus hétérogène qu'on puisse imaginer* » et que « *ce sont les pauvres qui sont les plus menacés par l'inflation et l'accroissement des impôts qui résulteraient inéluctablement des mesures qui seraient prises* ».

« *J'ai confiance*, a-t-il déclaré en conclusion. *Nous sommes comptables de l'avenir de la France. L'espoir est de notre côté.* » M. Barre a été applaudi chaleureusement par une foule acquise d'avance, mais moins enthousiaste qu'au début de la réunion. A *convaincre sans péril*... Il était 22 h. 30. De l'autre côté de la rue les « contradicteurs » *continuaient de chanter l'Internationale*. Alors M. Guichard a invité la foule massée sous le chapiteau à *chanter la Marseillaise* « *pour purifier l'atmosphère* ».

ALAIN ROLLAT.

L'augmentation du SMIC à 2 400 F

M. SERVAN-SCHREIBER : le premier ministre a franchi un grand pas.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a commenté mercredi matin 22 février, au micro d'Europe I, les déclarations de M. Raymond Barre. Il a affirmé :

« *Le premier ministre a franchi un grand pas [sur la question du SMIC à 2 400 F]. A mon avis cela change le cours des choses (...) Il a répondu, sur cette grande affaire, d'une manière humaine, raisonnable et compréhensible. Il a montré qu'il avait compris qu'on ne peut plus à l'heure actuelle parler aux Français uniquement un langage de technicien (...) L'émotion qu'il a manifestée a été un événement, venant de lui, c'est-à-dire venant d'un économiste rigoureux et à qui tout le monde reconnaît le sérieux du point de vue économique.* »

M. BARRE REGRETTE LES CANDIDATURES DE DERNIÈRE MINUTE DE LA MAJORITÉ

M. Raymond Barre, qui était jeudi 23 février l'invité du petit-déjeuner de France-Inter a regretté « *les candidatures sauvages déposées en dernière minute par les formations de la majorité* ». Le premier ministre a souligné « *le caractère regrettable de la situation ainsi créée dans des circonscriptions difficiles, où des candidatures uniques étaient considérées comme seul moyen de succès* ». Il a ajouté : « *J'espère que le bon sens prévaudra. J'espère aussi que la loyauté réciproque se manifestera.* »

M. Barre a affirmé : « *Je ne fais pas une campagne tout seul. Je fais une campagne au service de la majorité.* » Il a démenti qu'on lui ait demandé de prendre la tête de l'U.D.F. et qu'il ait refusé : « *J'ai dit depuis le début que, étant donné le caractère varié de la majorité, étant donné le fait que j'avais, comme premier ministre, été soutenu par toutes les formations de la majorité, je n'entendais pas, en tant que premier ministre, prendre la tête d'une formation de la majorité.* »

● *Quel impôt sur la fortune ?* — Une erreur matérielle nous a fait écrire dans certaines éditions du *Monde* du 23 février (p. 7) que le seuil de fortune à partir duquel la plupart des propositions de loi proposent de taxer les contribuables les plus riches était de 2 millions d'anciens francs. C'est évidemment de 2 millions de francs *actuels* qu'il s'agit ; quelque 125 000 personnes possèdent plus que cette somme, selon M. Lattès (*la Fortune des Français*).

M. Chirac prend des engagements formels envers les rapatriés

De notre envoyé spécial

Toulon. — M. Jacques Chirac a *pris, mercredi 22 février, à Toulon*, devant les associations de rapatriés et en réponse à un long cahier de doléances présenté par M. Louis Boutiny, président du Recours du Var, un double engagement. Il a promis, au nom du futur groupe R.P.R. de la prochaine Assemblée *nationale, qu'une « amnistie totale*, intégrale et définitive » serait proposée pour les faits en relation avec les affaires d'Algérie. Il a également annoncé le dépôt d'une proposition de loi *complétant* celle du 2 janvier 1978, relative à l'indemnisation. Les représentants des rapatriés se sont déclarés à plusieurs reprises satisfaits des engagements du président du R.P.R. En conséquence d'ailleurs, M. Mario Bénard, député sortant de la deuxième *circonscription* du Var, ancien maire d'Hyères, qui, en décembre dernier, avait donné sa démission du R.P.R. pour protester contre l'insuffisance du projet de loi sur l'indemnisation, a participé, dans la soirée au meeting présidé par M. Chirac, au Morillon, sous un vaste chapiteau qui abritait plus de cinq mille personnes.

Tout au long de la journée et à diverses reprises, M. Jacques Chirac a évoqué, devant des publics variés, les thèmes habituels de la campagne du R.P.R., s'en prenant plus spécialement *aux socialistes*. Il a particulièrement insisté sur la vocation, spécifique selon lui, du R.P.R. en assignant à son corps électoral de « distancer la droite dès le premier tour pour battre la gauche au second ». M. Chirac, en se gardant bien de citer l'Union pour la démo*cratie française, a toutefois pris soin* de ranger dans « la droite » ses partenaires de la majorité dont les formations ont constitué l'U.D.F. Il a insisté sur « *le caractère populaire du mouvement gaulliste qui lui permet*, et à lui seul, de battre la gauche ». Il a aussi réfuté la « politique de facilité et le libéralisme bon enfant » que les formations de l'U.D.F. représenteraient alors qu'une victoire de la gauche ne manquerait pas d'entraîner « le collectivisme ». Si M. Chirac a rappelé les règles du pacte majoritaire, il ne s'en est jamais pris aux autres candidats de la majorité. En revanche, M. Pierre Mazeaud, ancien ministre, qui se présente pour briguer la succession d'Aymeric Simon-Lorière, décédé, a fait à plusieurs reprises huer par la foule le nom de M. Arreckx, maire de Toulon, président départemental du parti républicain, qui se présente également dans cette 3ᵉ circonscription du Var.

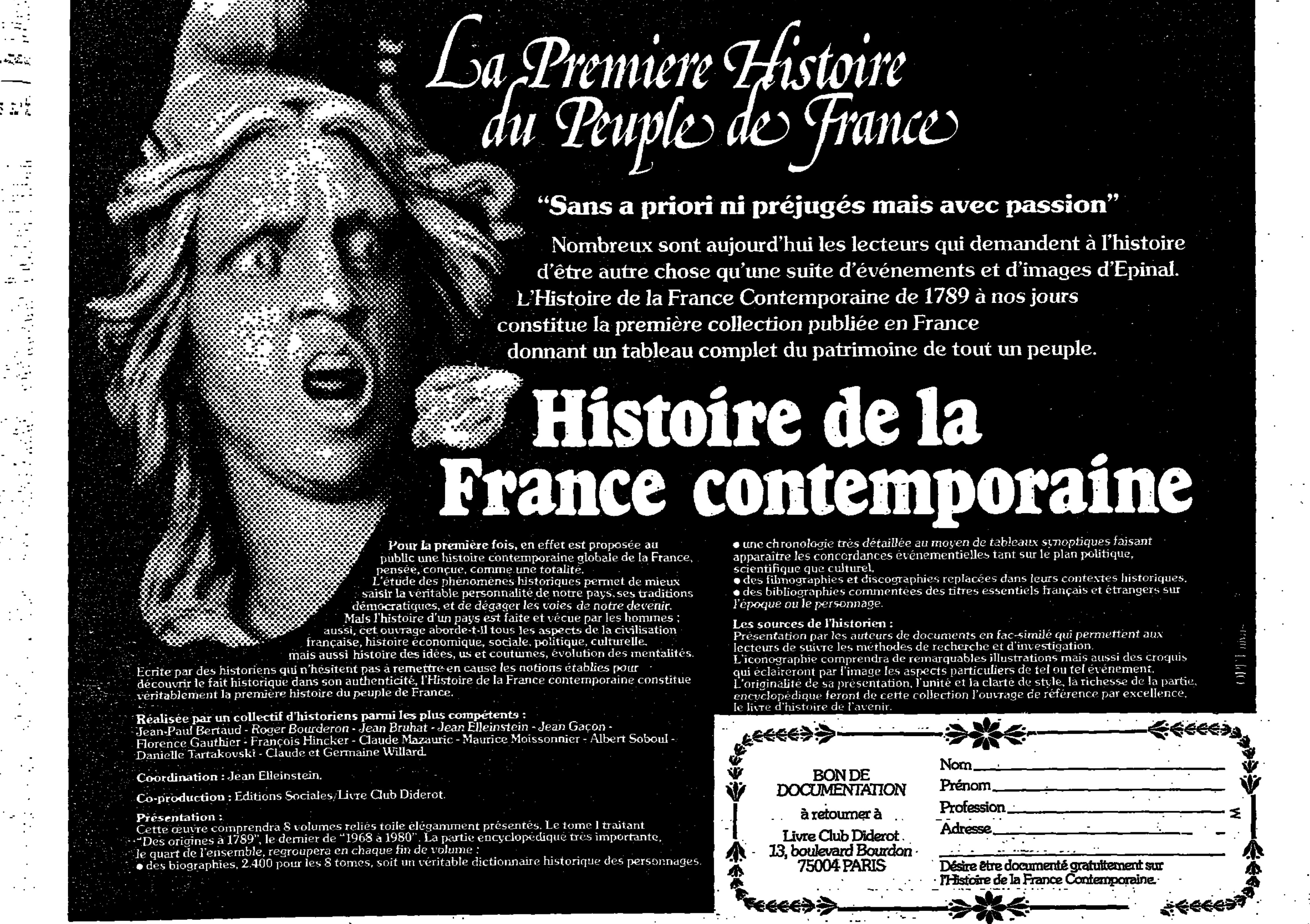
ANDRÉ PASSERON.

Paris-Écologie 78 critique la gestion du maire de Paris

Les responsables du groupe Paris-Écologie 78, parmi lesquels M. Brice Lalonde, ont sévèrement critiqué, mercredi 22 février au cours d'une conférence de presse, la gestion du maire de Paris. M. Brice Lalonde a déclaré : « *Nous avons seulement une mairie-spectacle avec un maire spectaculaire.* »

Les membres de Paris-Écologie 78 ont contesté le bilan de la gestion municipale tel qu'il a été dressé dans un numéro spécial du *Bulletin municipal officiel* (*le Monde* du 25 janvier) ; ils ont notamment remis en cause l'action du maire dans trois domaines considérés par M. Chirac comme prioritaires : le logement social, l'action culturelle et l'aide aux personnes défavorisées.

En ce qui concerne le logement social, le groupe Paris-Écologie 78 a considéré que la solution réside « *dans l'utilisation à bon escient des logements qui existent, et notamment de ceux dont le loyer est régi par la loi de 1948* ». Pour les personnes âgées, il a jugé nécessaire de « *les maintenir dans des logements anciens et de mêler leurs activités à celles des autres habitants afin qu'elles ne soient pas coupées de la vie courante* ».



D'UNE RÉGION A L'AUTRE

XIX. — LORRAINE : des

L'une des régions naguère les plus gaullistes de France (la deuxième pour le nombre de « oui » au référendum d'octobre 1962), la Lorraine est aujourd'hui de celles où la gauche *peut nourrir de sérieux espoirs* (1). Dès cette année, elle peut raisonnablement envisager, si les désistements jouent, d'ajouter quatre ou cinq circonscriptions aux trois qu'elle possède déjà (sur vingt et une). Pour l'avenir, le parti communiste et le parti socialiste songent à la relève d'une majorité *qui n'a pas su renouveler* son personnel politique.

C'est la raison pour laquelle ministres et membres des cabinets ministériels ont été dépêchés pour *témoigner aux Lorrains* l'attention que leur porte le pouvoir central et le prix que mettent les membres ou anciens membres du *gouvernement à représenter* les habitants *et* à défendre les intérêts de cette région. Mme Saunier-Seïté, à Metz, M. Haby, à Lunéville, M. Stoléru, à Saint-Dié, tentent de réussir leur « parachutage », tandis que M. Coulais associe la gestion de Nancy aux fonctions de secrétaire d'Etat à l'industrie et brigue à nouveau le mandat de député qu'il détenait jusqu'à son *entrée au gouvernement, en décembre 1976*. Ancien ministre, le général Bigeard tente sa chance dans sa ville natale de Toul, tandis que M. Poncelet, ancien secrétaire d'Etat, devenu sénateur, suit *de très près l'évolution* des Vosges, *et* M. Messmer, ancien premier minis-

MEURTHE-ET-MOSELLE : M. Haby et le général Bigeard en campagne

La Meurthe-et-Moselle comprend, schématiquement, trois zones : au Sud, un pays à dominante rurale ; au centre, l'agglomération de Nancy ; au nord, la vallée de la Moselle et le Pays-Haut, dont l'activité principale est la sidérurgie. Moins touchée que la Moselle par la crise de cette industrie, la Meurthe-et-Moselle comptait toutefois près de quinze mille chômeurs en décembre, dont un grand nombre (six mille selon le parti communiste) dans la vallée de la Moselle. Celle-ci est comprise dans la 1re circonscription (Nancy-Nord, Pont-à-Mousson), dont le député sortant est M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical.

Depuis son arrivée mouvementée dans la région, en juin 1970, à l'occasion d'une élection partielle provoquée par la démission du député, M. Roger Souchal (U.D.R.), à la suite d'un différend sur le tracé de l'*autoroute Paris-Strasbourg*, M. Servan-Schreiber suscite la controverse. Réélu, en 1973, à nouveau dans une élection « triangulaire » l'opposant au candidat communiste et à M. Souchal, puis élu président du conseil régional de Lorraine en 1976 et en 1977, le président du parti *radical doit disputer*, cette année, les voix de la majorité à M. Claude Huriet, conseiller *général de Nancy-nord*. M. Huriet s'était porté candidat à Nancy, contre la municipalité sortante de *M. Marcel Martin*, après avoir envisagé d'être le premier ou le second d'une liste qu'aurait menée M. Claude Coulais, député de la 2e circonscription jusqu'à son entrée au gouvernement comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie.

M. Huriet, vice-président départemental des R.I. puis du P.R., *avait été encouragé* à se présenter par M. Poniatowski, alors ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et sa candidature était appuyée à un niveau plus élevé encore. Mais M. Servan-Schreiber voyait d'un mauvais œil l'ascension de ce professeur de médecine. Aussi, après avoir laissé entendre qu'il pourrait être lui-même candidat à la mairie, obtint-il de M. Coulais qu'il *se présentât*, ce qui amena M. Huriet à se retirer de la compétition.

C'est donc une revanche qui se joue maintenant entre les deux hommes. La candidature de M. Huriet, soutenue par le bureau départemental du P.R., a été désavouée par M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, mais, depuis, a reçu l'appui du R.P.R. (« *l'homme qui s'impose* », a dit de lui M. Chirac) et celui du C.N.I.P.

Cette concurrence sur sa droite peut avantager M. Servan-Schreiber qui, élu de l'opposition centriste en 1970 et en 1973, pourrait avoir de la peine à retrouver, depuis son ralliement à la majorité, les voix du centre gauche dans cette circonscription où la gauche détient deux des quatre cantons (un socialiste et un communiste), mais où elle n'a, il est vrai, emporté qu'une mairie l'an dernier, celle de Blénod-lès-Pont-à-Mousson (quatre mille habitants).

M. Roland Favaro, secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle-Sud, membre du *comité* central du P.C.F., remplace, cette année, M. Michel Antoine, conseiller *général et maire de Frouard*, qui devient son suppléant. Si le parti communiste peut augmenter sa représentation en Meurthe-et-Moselle, c'est d'abord à Longwy, nous le verrons, mais aussi ici. *Le parti socialiste*, dont le candidat est M. Yvon Tondon, conseiller général et conseiller municipal de Pont-à-Mousson, ne désespère pas toutefois de devancer le parti *communiste*. Il est vrai que le résultat obtenu, en 1973 (9,49 %), par M. Patrice Gassenbach, candidat radical de gauche, soutenu par les socialistes, mais « parachuté », n'est guère significatif de ce que peut espérer, *cette année*, le P.S.

A l'extrême gauche, MM. Henri Begorre (Front autogestionnaire), conseiller municipal de Maxéville, et Bernard Thiery (L.C.R.), et Mmes Michèle Lanchon (L.O.) et Marie-Thérèse Cicilleia (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) ne paraissent pas en terrain très favorable, alors que les électeurs sont requis par le débat qui oppose le P.C. et le P.S. sur la sidérurgie. M. Patrick Kelche (U.G.P.), et Mme Régine Denis-Judicis (Nouvelle Action française), conseiller municipal d'Epinal, semblent devoir se heurter à la même difficulté, *tandis* que M. Joël Dupuy de Méry, rendu célèbre par son action contre l'anti-militarisme, sollicite *les suffrages de l'ordre et* de la discipline.

Il compte que le style « schreibérien » de sa campagne devrait lui attirer les électeurs de cette catégorie.

Ce sont aussi ceux que vise M. *Daniel Groscolas*, *conseiller* général de Nancy-Est, premier secrétaire (CERES) de la fédéra*tion socialiste*, *qui compte* sur la dynamique que son parti a créée dans cette circonscription pour renverser une tendance qui, au vu des résultats de 1973 (32,4 % des voix *à la gauche*), *lui était défavorable*. Faut-il voir, dans la substitution de Mme Yvette Borelli, militante syndicale, à M. *Claude Sourdive*, *considéré* comme l'« idéologue » local du P.C.F., un signe que celui-ci s'attend à être, *cette année*, *devancé* par le P.S. ? Au parti communiste, on le dément et l'on s'affirme aussi résolu ici qu'ailleurs à améliorer le score des consultations précédentes.

MM. Pierre Guilmin (Front autogestionnaire), Pierre Pinaud (L.O.) et Christian Bresillon, candidat « *bio-humaniste* », ne paraissent pas en mesure de troubler le jeu.

Le district urbain de Nancy

A Nancy-Ouest (2e circonscription), *M. Claude Coulais* (P.R.) tente de conserver son siège face au parti socialiste, dont il avait battu le *candidat de mille* cent voix, sur plus de soixante-quatorze mille électeurs inscrits, au second tour *des élections de 1973*. Cette année, le P.S. lui oppose M. Job Durupt, conseiller général et maire de Tomblaine, *membre* du CERES. Un différend local oppose les deux hommes à propos *de la constitution du district* urbain de Nancy, dans lequel Tomblaine avait été intégrée par arrêté *préfectoral*, décision cassée par le Conseil d'Etat en novembre.

Le parti communiste présente M. Gino Capolungo, ancien maire de Neuves-Maisons où sa municipalité, qui l'avait emporté dans une élection triangulaire en 1971, a été battue l'an dernier. *Le candidat* du P.S. risque cependant *d'être gêné par M. Gérard Michel* (M.R.G.), tandis que M. Coulais, qui avait enlevé le siège à l'U.D.R. *en 1973*, *doit compter* avec M. Alain Aubert (R.P.R.), conseiller municipal de Saint-Nicolas-de-Port. *M. Marcel Cordier* (U.G.P.) *vise* cependant, lui aussi, l'électorat gaulliste. MM. Michel Boutonnet (Front *autogestionnaire*), membre du P.S.U., Dominique Barbin (L.O.), et Daniel Clausse (Pour le *socialisme, le pouvoir aux travailleurs*) sollicitent les suffrages de l'extrême gauche, M. Hugues Paterna (P.F.N.) ceux de l'extrême droite.

Dans la troisième circonscription, M. Pierre Wéber, *député* (app. P.R.) depuis 1958, se représente sous l'étiquette U.D.F., qu'il partage avec M. André Rossinot (rad.), deuxième adjoint au maire de Nancy. Ayant voté contre les réformes proposées depuis mai 1974, M. Wéber ne compte que sur lui-même et mène une campagne fondée sur les soutiens dont il dispose parmi les notables de la circonscription. Or, la population a changé. De nombreux jeunes cadres sont venus s'installer dans ces quartiers, et M. Rossinot

(1) *Le Monde* a publié les enquêtes *suivantes* : Haute-Normandie (le 6 janvier 1978), Picardie (le 7), *Corse (le 11)*, *Languedoc-Roussillon* (le 12), Pays de la Loire (le 13), *Pas-de-Calais (le 17)*, *Centre (les 19* et 20), Poitou-Charentes (le 22-23), Midi-Pyrénées (le 25), Basse-Normandie (le 27), Champagne-Ardennes (le 31), Franche-Comté (les 1er et 2 février), Aquitaine (le 4 et le 5-6), Bretagne (les 7 et 8), Alsace (le 10), Nord (le 11), Rhône-Alpes (les 14 et 15) et Limousain (le 18).

Le Monde a aussi publié des enquêtes sur des départements de l'Ile-de-France : Hauts-de-Seine (le 16), Seine-Saint-Denis (le 17), les Yvelines (le 21), Seine-et-Marne (le 22), Val-de-Marne (le 23).

A Lunéville et à Toul

A Lunéville (4e circonscription), où M. Jean Bichat, député sortant (P.R.), soixante-neuf ans, ne se représente pas, M. René Haby, ministre de l'éducation, n'a pas été découragé par son échec inattendu aux élections municipales. Originaire de Dombasle, au sud de Nancy, *M. Haby*, qui se présente sous l'étiquette U.D.F. et bénéficie du soutien de *toutes les formations de la majorité*, espère compenser par des voix rurales celles qui lui manquent *à Lunéville*. *Multipliant*, depuis maintenant un an et demi, les « interventions » de toute sorte au bénéfice des élus locaux ou des simples citoyens, le ministre de l'éducation, présent chaque semaine dans la circonscription, du jeudi soir au lundi matin, fait à présent partie du « paysage ».

En face du ministre, M. Jean Lhommée (P.S.), instituteur en *retraite*, maire de Lunéville depuis mars 1977, a le double avantage d'avoir battu M. Haby à la première manche et de n'être pas concurrencé, comme il l'était en *1973*, par des candidats du centre gauche. Cette situation lui permettra-t-elle, à la différence de *1973*, *de devancer le candidat* communiste qui est cette fois M. Jean-Claude Marchal ?

Sont également candidats, Mme Martine Gillet (L.O.) et M. Jean-Jacques Chappaz (P.F.N.).

Après avoir renoncé à se présenter à Verdun, le général Marcel Bigeard, ancien secrétaire d'Etat à la défense, est parti en campagne à Toul (5e circonscription), sa ville natale, où M. André *Piquot*, *suppléant de* M. Christian Fouchet, ne se représente pas. Le décès de Mme *Claire Leclerc*, *conseiller* général et maire de Colombey-les-Belles, qui était à nouveau candidate après avoir proposé au général Bigeard d'être sa suppléante, a amené celui-ci à répondre à l'appel du *président* de la République. Or, M. Jacques Gossot, (R.P.R.), conseiller général et maire de Toul, était sur les rangs et ne s'attendait pas, semble-t-il, à voir surgir *pareil rival*. *De toute* évidence, sa situation est devenue plus difficile.

A gauche, M. Jean-Paul Chagnolland (*P.S.*), *jeune assistant* à la faculté de droit de Nancy, a *toutes* chances d'accroître l'avance de *son parti*, après une campagne active commencée l'été dernier. La circonscription n'est pas très *favorable* au parti communiste, dont le candidat avait néanmoins obtenu 13,7 % des voix, au premier tour, en 1973, et qui présente cette année M. Bernard Setrolle. Le mouvement des démocrates présente M. Patrick Lochet, Lutte ouvrière présente *M. Didier Cozic et* le parti des forces nouvelles M. Jean Le Fouillé. M. Daniel Feinstein se présente *sans étiquette*.

La gauche dans le Nord

La situation est très différente dans le nord du département, où la gauche est en *position* nettement dominante. A Briey (6e circonscription), le député sortant, *M. Gilbert Schwartz (P.C.)*, *maire* de Jarny, qui avait battu en 1973 M. Hubert Martin, maire de Briey, *devenu sénateur (rép. ind.) en* septembre 1974, ne se représente pas. Le P.C., qui détient trois des *quatre cantons*, *dont celui* de Briey, présente Mme Colette Gœuriot, élue dans ce canton en 1976 et devenue, un an plus tard, à la tête d'une liste d'union de la gauche, maire de Jœuf. Cette institutrice de trente-huit ans est l'une des candidates communistes qui semblent bien placée pour entrer à l'Assemblée nationale. Le parti socialiste, qui est loin *derrière* le P.C. dans cette circonscription, présente un militant syndical de la sidérurgie, *M. Hubert Aubrion*, adjoint au maire de Jœuf, qui, comme son prédécesseur en 1973, doit compter avec un candidat autogestionnaire, M. Alain Raillard (Front autogestionnaire).

Le candidat du parti socialiste *démocrate*, *M. Pierre Gossot*, *semble plutôt* en concurrence avec le candidat de l'U.D.F., M. Jacques Leclerc (rad.), tandis que M. Norbert Georges (L.O.) dispute à Mme Gœuriot les voix de l'extrême gauche.

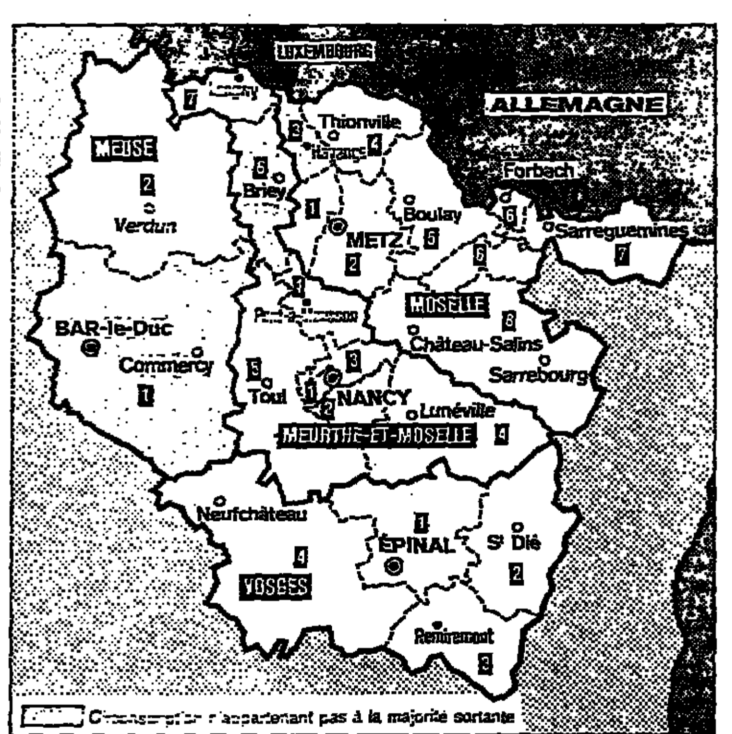
M. Leclerc, conseiller général et maire de Vézelise, dans la circonscription de Toul, époux de Claire Leclerc, avait obtenu le soutien des partis non gaullistes et la *bienveillance* du R.P.R., qui se bornait à appuyer M. Roland Fafet (C.N.I.P.). Au dernier *moment*, le *mouvement* gaulliste a présenté M. Serge Lepeltier, qui peut empêcher M. Leclerc, condisciple de M. Servan-Schreiber à l'Ecole polytechnique et vice-président du syndicat *mixte* de la zone industrielle de Batilly, où doit s'installer une usine Saviem, *d'apparaître comme le candidat* de la « majorité présidentielle élargie » et, sinon de battre *la gauche, du moins de se poser* comme son principal adversaire dans l'avenir.

Le vide de la majorité a conduit M. Bernard Labbé, président-directeur général de Saulnes-et-Gorcy et de Châtillon-Gorcy, administrateur d'Usinor, président de l'Union métallurgique de Longwy et maire de Gorcy (*cf. le Monde* du 23 février), à monter en ligne dans la 7e circonscription (*Longwy*) pour « limiter les dégâts », à défaut de sauver le siège abandonné par M. Robert *Drapier* (*non-inscrit*). Ce dernier avait battu de 62 voix, sur près de 50 000 électeurs inscrits, en 1973, le candidat communiste, M. Antoine Porcu, secrétaire de *la Fédération de Meurthe-et-Moselle-Nord*, qui se présente à nouveau cette année. L'affrontement *entre le dirigeant local du* P.C. et l'héritier d'une des plus grandes dynasties de sidérurgistes de la région, auquel on prête l'influence qui aurait décidé Usinor à privilégier Longwy par rapport à Thionville, résume assez bien la situation politique de la circonscription. *Le candidat socialiste* est M. Bernard Lefort (CERES), employé de la S.N.C.F., âgé de *quarante-neuf ans*.

M. Jacques Délivré (R.P.R.) tente de retrouver les voix gaulliste qui s'étaient reportées, au second tour en 1973, sur M. Drapier. MM. Daniel Gendre (L.O.) et Christian Iceta (U.O.P.D.P.) contestent au P.S. et au P.C. le monopole des solutions socialistes *à la crise*. Enfin, M. Jean Philippe, maire de Beuveille, se présente sans étiquette.

MOSELLE : les

Le bassin *sidérurgique* à l'ouest, le bassin houiller à l'est, partagent la Moselle en deux zones dont l'une renaît au *moment* où l'autre dépérit. La crise de l'énergie a conduit à rouvrir certaines mines de charbon, alors que la fermeture des hauts fourneaux de Thionville prive trois mille personnes de leur emploi. En outre, l'arrivée au travail de tranches d'âge particulièrement nombreuses contraint beaucoup de jeunes à émigrer vers les régions voisines, tandis que le nombre des deman-



deurs d'emploi était, au mois de décembre, de plus de dix-neuf mille. Cette situation n'affecte pas seulement la région *sidérurgique*, mais aussi l'Est, où l'embauche reprend lentement, faute, en particulier, d'un *encadrement que les* fermetures de la fin des années 60 ont empêché de fermer.

La 1re circonscription (Metz I et II), qui associe une partie du bassin sidérurgique aux quartiers *résidentiels de Metz et au canton* rural d'Ars, avait été taillée à la mesure de Raymond Mondon, *député* de 1946 à 1969, maire de Metz de 1947 à sa mort, en 1970, secrétaire général des républicains indépendants. La croissance de Metz a accru la part de l'électorat ouvrier, et la gauche, qui obtenait 37,3 % des voix au second tour en 1973, a toutes chances d'améliorer ce résultat. En mars dernier, Woippy, Rombas, Sainte-Marie-aux-Chênes, Marange-Silvange *ont* été gagnées par l'union de la gauche. Déjà, en 1973, le P.S. avait conquis le canton de Metz II et *le P.C.* celui de Maizières-lès-Metz.

M. Jean Kiffer (C.N.I.P.), *conseiller général* de Rombas et maire d'Amneville, qui l'avait emporté au second tour de 1973 devant le maire de Metz, M. Jean-Marie Rausch (cent.), devenu sénateur, et M. Jean Laurain (P.S.), bénéficie cette fois du soutien *de tous* les partis de la majorité. Présent au meeting du R.P.R. à Paris le 11 février, M. Kiffer, qui a choisi comme suppléant le général Charles Morel, ancien *commandant* de la VIe région militaire, gaulliste de toujours, semble toutefois devoir être mis en ballottage par M. Maurice Demange, maire de Maizières-lès-Metz, qui se présente sous le sigle de la Croix de Lorraine. Dans la lutte passionnée, et parfois violente, qui oppose M. Kiffer aux communistes, ceux-ci ne paraissent pas *mécontents* de la candidature de M. Demange, dont les électeurs pourraient hésiter, au *second tour*, *entre* la majorité et l'opposition.

M. Jean-Paul Anderbourg, en*seignant*, *âgé de trente et un ans*, a fort à faire pour se faire connaître dans cette circonscrip*tion*; *où le candidat du P.C. était* traditionnellement M. Arthur Buchmann, secrétaire fédéral. Il s'agit pour lui de devancer M. Laurain, conseiller général de Metz II, lui aussi enseignant, et, s'il ne parvient pas à battre M. Kiffer, de prendre date, du moins pour l'avenir. M. Laurain, auquel on reproche de ne pas s'être suffisamment manifesté lorsque *la* crise de la *sidérurgie* a éclaté, alors que M. Kiffer menaçait de « *prendre le maquis* », a *la tâche difficile de défendre les* positions du P.S. face au libéralisme effréné du député sortant et à la *nationalisation préconisée* par le P.C. MM. Michel Dubat (Front autogestionnaire), et Alain *Monniaux* (L.O.) *prendront* la mesure de la « radicalisation » d'une frange des travailleurs touchés par la *crise*.

Mme Saunier-Seïté fait des mécontents

La 2e circonscription (Metz III) présentait, en *1973*, *la particularité* d'être la seule de France où il y ait trois candidats de la majorité au *second tour*. *Cela* n'empêcha pas M. Pierre Kédinger (U.D.R.) d'être réélu, avec *39,2 % des voix, devant M. Joseph* Schaff (C.D.P. « mosellan »), maire de Montigny-lès-Metz, auquel il avait ravi, en 1968, le siège que le député centriste *détenait* depuis 1946. Le responsable de cette situation était M. Jean Walgenwitz (centre démocrate), conseiller général et maire de Soigne, qui est, cette année, le suppléant de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, tandis que M. Kédinger ne se représente pas. Le choix de ce suppléant est considéré par certains comme maladroit, M. Schaff ayant apporté son soutien à Mme Saunier-Seïté.

L'arrivée du ministre des universités dans la capitale régionale a suscité des sentiments divers. Soutenue, *sinon appelée*, par *le* maire, M. Rausch, Mme Saunier-Seïté a d'abord séduit les Messins, *qui trouvaient en elle la forte* personnalité qui leur manque depuis la mort de Raymond Mon*don*. *Mais* ce « parachutage » a naturellement mécontenté les candidats locaux. Mme Marie Judlin, d'abord, déléguée régionale à la condition féminine, qui a proclamé bien haut qu'elle ne se *laisserait* pas séduire par les promotions qu'on lui faisait. Mme Judlin, qui a démissionné du parti radical après que l'investiture de l'U.D.F. eut été accordée à Mme Saunier-Seïté, a résisté aux pressions de toutes *sortes qui se sont, paraît-il*, renouvelées. On lui aurait proposé, notamment, de devenir la suppléante de Mme Saunier-Seïté.

Autre mécontent, M. Jean-Louis Masson, jeune polytechnicien, ingénieur des mines, conseiller général de Vigy depuis mars 1976, entré en août dernier au R.P.R. *Celui-ci* l'a investi, après quelques hésitations, sachant que le style de Mme Saunier-Seïté n'est pas fait pour déplaire aux militants et aux électeurs gaullistes. Enfin, M. Kiffer est passé de la méfiance à *la* franche *hostilité* depuis que le ministre des universités a tenu des propos peu amènes au sujet des élus du département.

A gauche, on observe la situation avec intérêt. Certes, le candidat socialiste n'avait obtenu, au second tour de 1973, que 28,5 % des voix, mais M. Mitterrand en recueillait 40,8 % un an plus tard, et cette progression se confirmait aux élections cantonales et municipales, sans permettre toutefois à la gauche d'enlever des sièges. M. Jean-Pierre Masseret (CERES), pour le parti socialiste, et M. Jacques Antoine, pour le parti communiste, tentent de prolonger cette avancée. Lutte ouvrière présente M. Jean-Paul Soula, et M. Roger Vuillaume, conseiller municipal de Goin, se présente sans étiquette, tandis que M. Roger Bour s'affirme « *gaulliste authentique* ».

Dans la 3e circonscription (Hayange, Moyeuvre-Grande, Florange), M. César Depietri (P.C.), *tente de conserver* le siège qu'il avait recouvré, avec deux mille voix d'avance sur plus de soixante-dix *mille* électeurs inscrits, au second tour, en 1973, devant

DEMAIN : la suite de la situation dans la région lorraine avec les départements des Vosges et de la Meuse.

VIENT DE PARAITRE

Un dossier du *Monde*

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout - 10 F

TRACTS EN 24 HEURES

Format 21×29,7 cm	Deux couleurs recto seul	Deux couleurs recto verso
10 000 exemplaires	1 100 F	1 800 F
le mille à la suite	42 F	43 F
25 000 exemplaires	1 730 F	2 445 F
le mille au-delà	32 F	33 F

Ces prix et ces délais s'entendent H.T. composition, photogravure et papier compris, pour des tirages de 10 000 à 1 000 000 d'exemplaires

circulaires, bulletins, affiches, dépliants, journaux, brochures : nous consulter pour devis et délais

IMPRIMERIE L'AVENIR GRAPHIQUE

325, rue de Charenton - PARIS 12e. Tél. : 345-44-45 poste 247

هكذا من الأصل

... ministres aux avant-postes

par PATRICK JARREAU

... tre, élu président du conseil régional, celle de la Moselle.

Ces deux départements sont les plus frappés par la crise industrielle qui a atteint la sidérurgie de plein fouet l'an dernier et mine le textile vosgien depuis une dizaine d'années. Le débat sur la politique industrielle prend donc, ici, un tour particulièrement concret. Entre l'opposition et la majorité d'abord, la gauche réclamant un contrôle accru de l'Etat.

Mais la crise divise aussi socialistes et communistes, les premiers privilégiant le contrôle par rapport à la prise de possession, les seconds préconisant la nationalisation « franche et immédiate ». Ce dernier mot d'ordre a une portée incontestable dans une population ouvrière qui, surtout dans le nord de la région, ne peut admettre la soudaineté d'une « restructuration » décidée par le patronat.

Face aux progrès de la gauche, la majorité croit l'heure venue de serrer les rangs. Les rivalités entre gaullistes et centristes s'amenuisent — du moins les responsables politiques tentent-ils de les réduire — et l'élection de M. Messmer en est une preuve. M. Servan-Schreiber, dont l'entrée fracassante en juin 1970 sur la scène lorraine avait suscité l'espoir des élus centristes et giscardiens, risque de faire les frais de cette réconciliation. Sans le dire, ou parfois en le disant, les notables prennent leurs distances.

Rien n'est joué pour autant.

... conséquences de la crise de la sidérurgie

M. Léon Arnould (R.I.), maire de Florange. Président départemental du P.R., M. Arnould, qui avait été battu par un socialiste aux élections cantonales de mars 1976 à Florange, est à nouveau candidat, cette année, tandis que, pour la première fois depuis 1968, le mouvement gaulliste, qui avait perdu le siège en 1967 au profit de M. Depietri, présente un candidat, M. Roger Gauthier, conseiller municipal d'Hayange, auquel est venu s'ajouter, *in extremis*, M. Jean-Paul Cavajani (C.N.I.P.). M. Depietri retrouve, d'autre part, *son adversaire socialiste* des élections municipales à Moyeuvre-Grande, M. René Drouin (CERES), qui a été désigné par les sections du P.S. à la place de M. Victor Madelaine, conseiller général, maire de Nilvange, candidat du P.C.U. en 1968 et du P.S. en 1973.

Si l'avance de M. Depietri en 1973 était relativement faible, en revanche, M. Mitterrand *obtenait* 60,6 % des voix, dans cette circonscription en 1974. Mais le P.S. détient deux des quatre cantons et trois candidats d'extrême gauche — *Mme Annick Jolivet* (L.O.), MM. Yvon Viry (Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs) et Alphonse Laux (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne) — peuvent mordre sur l'électorat communiste. *L'issue de la vive rivalité* qui oppose le P.S. et le P.C. n'est pas jouée d'avance.

Division à Thionville

La 4e circonscription (Thionville-est, Metzervisse, Sierck), qui *comprend Thionville et son* agglomération, est celle qui a été le plus durement frappée par la restructuration de la sidérurgie. La fermeture du haut fourneau d'Usinor a entraîné la suppression de trois mille emplois, et le *nombre des chômeurs, à Thionville*, est de six mille. M. Henri Ferretti (P.R.), député sortant, avait été élu en 1973 comme suppléant de Maurice Schnebelen, qui avait succédé en 1962 à Robert Schuman, député du département *depuis 1919. La gauche*, qui détenait déjà Terville, a conquis en mars dernier Thionville, Yutz et Guenange ; le parti socialiste occupe deux sièges de conseiller général et le parti communiste un, sur un total de cinq. Faut-il ne voir dans ces résultats, et surtout dans ceux des élections municipales, *qu'une réaction passagère* aux menaces de crise, puis à la crise elle-même ?

C'est ce que paraît penser la majorité, qui se présente en ordre dispersé. Outre M. Ferretti, qui s'est efforcé de compenser le handicap de n'être que le suppléant et de faire oublier la faute qu'il avait *commise en présentant* une liste contre la municipalité sortante, à Thionville, et en favorisant ainsi la victoire de la gauche, on compte une candidate *centriste* et un représentant du R.P.R., Mme Sylvie de Selancy (C.D.S., soutenue par la démocratie chrétienne et le parti radical), maire de Manom, candidate à chaque élection législative depuis 1967, a refusé de s'incliner, cette année, devant la décision des partis non gaullistes, qui ont accordé à M. *Ferretti l'investiture* de l'U.D.F.

M. Thierry Burkard (R.P.R.) est le premier candidat officiellement investi par le mouvement gaulliste dans cette circonscription depuis 1968. Sous directeur *de l'action culturelle* au ministère de la coopération, âgé de trente-sept ans, Malien, M. Burkard voudrait retrouver les voix gaullistes qui s'étaient comptées en 1968 sur le nom de M. Paul Dalmar, candidat à titre individuel, et y ajouter les suffrages des électeurs que l'action de M. *Chirac a pu séduire*.

Cette division de la majorité peut-elle profiter à la gauche ? M. René de Matteis (P.C.), conseiller général de Yutz, maire de Terville, qui a pour suppléant M. Paul Souffrin, maire de *Thionville, semble bien placé* pour devancer à nouveau le parti socialiste au premier tour. Mais, en l'absence d'une candidature écologiste, M. Jean-Claude Bouillé (CERES), qui a pris position contre le projet de centrale nucléaire à *Lattenom*, peut espérer, si le Conseil d'Etat, saisi *de l'affaire, donnait* un avis favorable avant le 12 mars, recueillir les voix des électeurs hostiles à ce projet. Dans un cas comme dans l'autre, le report des voix entre les deux partis de gauche paraît compromis par les divergences qui les opposent à *propos de la sidérurgie. En outre*, l'attitude des électeurs qui auront porté leurs voix sur MM. Dominique Abeille (L.O.) et Marcel Grégoire (Union ouvrière et paysanne *pour la démocratie prolétarienne*), mais aussi sur M. Joseph Pellizary (M.D.S.F.), candidat de la F.G.D.S. en 1967, sera décisive. M. François Coubez, chef d'escadron en retraite, candidat indépendant, ne paraît pas promis *à un grand rôle dans ce* jeu.

***

M. Julien Schvartz (R.P.R.) conseiller général et maire de Boulay-Moselle, député de la cinquième circonscription (Saint-Avold, Boulay, Bouzonville, Faulquemont) depuis 1962, retrouve, cette année, les deux thèmes qui avaient dominé sa campagne de 1973 : la fermeture du puits de Folschviller (en 1973, c'était celui de Faulquemont), qui sera compensée par la réouverture des puits de Sainte-Fontaine et de la Houve, et l'environnement, mis en péril cette année, par la construction d'une centrale thermique à Carling. Le candidat du *C.D.S., M. Armand Nau*, investi par l'U.D.F. et soutenu en particulier par le parti radical, avait été élu conseiller général de Saint-Avold, en mars 1976, en faisant campagne sur ce thème. Maire de Carling, M. Nau doit compter, cette année, avec un candidat écologiste, M. Roger Lanrybowicz (*front autogestionnaire*).

Le parti socialiste aurait pu espérer susciter un courant analogue à celui *qui* avait *donné* 49,3 % des voix de la circonscription à M. Mitterrand en 1974, s'il ne s'était divisé, voici un an, à l'occasion de la *constitution* d'une liste d'union de la gauche à Saint-Avold. Le candidat socialiste de 1973, M. André Podsiadlo, hostile à l'union, menait *une tendance qui a quitté* le P.S. pour le M.R.G. M. Lucien Chevalier (CERES), candidat cette année, doit effacer les traces de cette scission. Quant au parti *communiste*, avec *M. Marcel* Zieder, il entend accroître son audience au détriment de M. Schvartz qui, du fait des positions qu'il a prises, notamment en *1975*, dans son rapport sur les compagnies pétrolières, n'est pas un *adversaire facile*. L.O. présente M. Serge Sapin.

Mme Fritsch et la gauche

A Forbach (6e circonscription), *Mme Anne-Marie Fritsch (U.D.F.-rad.)*, député sortant, affronte à nouveau M. Jean-Eric Bousch (R.P.R.), avec lequel elle s'était mesurée dans une série d'élections cantonales, dues à des invalidations *successives. Victorieuse* en 1973 et en 1975, Mme Fritsch est arrivée en troisième position, en 1976, derrière le candidat socialiste, M. Gérard Communetti, tandis que M. Bousch emportait *l'élection*.

Médecin très populaire dans *l'arrondissement, Mme Fritsch* avait été élue, en mars 1968, grâce aux voix de la gauche, le P.C. et le P.S. n'ayant pas pu se maintenir au second tour. Or les deux partis ont progressé aux élections municipales, enlevant *Behren-lès-Forbach et Cocheren*, et M. Communetti, qui avait obtenu 38,4 % des voix aux élections cantonales, à Forbach, est le candidat du P.S. Il peut espérer devancer le candidat communiste, M. Jean-Marie Colle, qui tente, *lui aussi, d'arriver en tête au* premier tour. Mais l'extrême gauche présente plusieurs candidats : Mme Elisabeth Podgorny (L.O.), *M. Jean-Luc L'Hôte* (L.C.R.) et M. Pierre Brune (Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne). Enfin, M. Paul Mouzard se réclame de la majorité et M. Claude Barthier se présente sans étiquette.

***

Dans la 7e circonscription (Sarreguemines, Bitche), M. Jean Seitlinger avait battu, au second tour, sous l'étiquette C.D.P., le député sortant, M. Etienne Hinsberger (*U.D.R.*) et l'ancien député, M. Robert Pax (centre républicain), maire de Sarreguemines. M. Seitlinger retrouvait ainsi le siège qu'il avait occupé de 1956 à 1958. Cette année, il bénéficie du soutien de M. Pax, tandis que *deux candidats se disputent* les suffrages gaullistes. M. Théophile Hoellinger, conseiller général de Volmunster et conseiller municipal d'Oberfailbach, est officiellement investi par le R.P.R. Mais les sympathies de certains adhérents du mouvement gaulliste vont à M. Olivier Kirsch, un étudiant qui se présente sous l'étiquette « majorité » et avait déjà affronté *M. Seitlinger en mars* 1976, dans le canton de Rohrbach-lès-Bitche, le député enlevant le siège.

A gauche, MM. Pierre Fournel (P.S.), et Fernand Beckrich (P.C.), espèrent, l'un obtenir les *12,5 %* de voix par rapport aux inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour, l'autre atteindre les 10 % de suffrages qui lui seront disputés par M. Alain Delquigny (L.O.).

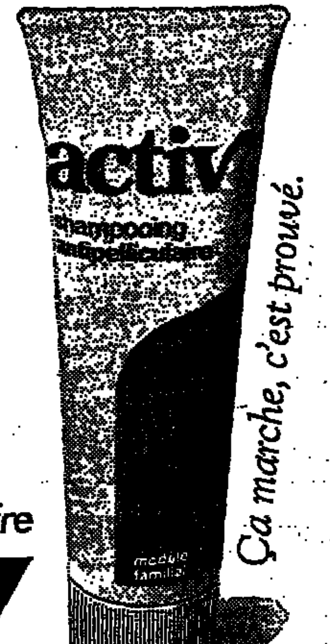
A Sarrebourg (8e circonscription), la situation a le mérite de la clarté. Elu au premier tour, en 1973, avec plus de 72 % des voix, dans une circonscription où M. Giscard d'Estaing en obtenait 73,4 % en 1974, M. Pierre Messmer (R.P.R.) n'a guère de soucis. *Le parti radical* a bien poussé l'impertinence jusqu'à faire mine d'opposer un candidat à l'ancien premier ministre, M. Oscar Gérard.

Conseiller général et maire de Phalsbourg, il s'est maintenu, bien qu'il n'ait pas obtenu l'investiture de l'U.D.F., et il peut espérer retrouver les 16,8 % de voix qu'il avait obtenus contre M. Messmer, en 1974, à l'occasion d'une élection partielle. Mais il disposait alors de l'appui logistique de son parti. Sa présence ôte leurs espoirs aux candidats de la gauche, *MM. Jean-Marie Salen* (P.S.) et Nino Ferino (P.C.), dont les prédécesseurs, en 1973, n'avaient pas totalisé 13 % des voix. La situation de Mme Nicole Brondel (L.O.) ne paraît guère enviable, pas plus que celle de M. Robert Wagner (P.S.D.).

FRÉDÉRIC DELOFFRE
GUIDE DU PROGRAMME COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 ex
J.-J. PAUVERT

FRÉDÉRIC DELOFFRE
GUIDE DU PROGRAMME COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 ex
J.-J. PAUVERT

1978 : les non-pelliculeux auront la majorité.



Ça marche, c'est prouvé.
Shampooing anti-pelliculaire
ACTIV
CFRP

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

COTE-D'OR. — M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre, chargé de mission auprès du président de la République, a indiqué, mardi 21 février, au cours d'un *débat radiodiffusé* par Europe 1, que, s'il est élu député, il demandera au chef de l'Etat de la décharger de ses *fonctions* de porte-parole de l'Elysée. M. Lecat, qui avait été élu en 1968 dans la 3e circonscription de *la Côte-d'Or*, et réélu en 1973, n'avait pu retrouver son siège après avoir *quitté le gouvernement*, lors d'une élection provoquée en octobre 1974 par la démission de son suppléant. Il avait été battu par M. Pierre Charles (rad. g.). Au cours d'un débat qui l'opposait, mardi, à M. *Charles et au candidat communiste* M. Guy Veillet, M. Lecat, qui est candidat unique de la majorité, s'est présenté comme « *candidat d'unité de la majorité et membre du R.P.R.* ».

HAUTS-DE-SEINE. — *L'Union* des jeunes pour le progrès (U.J.P.) a annoncé, mardi 21 février, qu'elle avait constitué un comité de soutien « Jeunes-Florence d'Harcourt » pour appuyer le député sortant (R.P.R.) de la *6e circonscription des Hauts-de-Seine*, face à M. Robert Hersant, candidat unique de la majorité.

PARIS. — Le comité directeur et la section locale de la fédération de Paris du C.D.S. « *invitent les électeurs à apporter massivement leurs suffrages* » à M. Alain Griotteray, délégué national du P.R. chargé des élections, candidat dans la 21e circonscription de Paris (seizième arrondissement), dont le *député* sortant, M. Gilbert Gantier (P.R.) se représente.

D'autre part, M. Yves Lancien, secrétaire de la fédération de Paris du R.P.R., a confirmé mercredi 22 février que M. Jean Aillaud, candidat dans la 11e circonscription (douzième arrondissement) *sous l'étiquette « majorité avec le R.P.R. »*, fait l'objet d'une procédure d'exclusion devant le comité départemental. Le R.P.R. soutient en effet la candidature de M. Paul Pernin (C.D.S.), conseiller de Paris. Le député sortant, *M. Charles Magaud* (R.P.R.) ne se représente pas.

Enfin, M. Georges Sarre (P.S.), candidat de la 9e circonscription (onzième arrondissement) (dont le député sortant, M. André Fanton, *se présente dans* la Vienne) a imputé à M. Alain Devaquet, candidat du R.P.R., la responsabilité de l'annulation d'un débat public contradictoire prévu pour le mercredi 22 février, et organisé par *le Quotidien de Paris*. Ce journal a *indiqué que le débat* a été annulé « *contrairement aux engagements pris par M. Devaquet* ». M. Devaquet a participé le même soir à un débat avec Mme Douceline Bonvallet, candidate du P.C., et M. Bernard Tiélès (rad.-*U.D.F.*).

SEINE-ET-MARNE (2e circ.) Chelles, Lagny. — M. Jean-Pierre Fourré, conseiller général de Chelles, P.S., a pour suppléant M. Pierre Andrieu, P.S., et non *M. Bitler, qui fait équipe avec* M. Leboeuf ; tous deux ont été exclus du M.R.G., car ce mouvement soutient les candidats socialistes.

VAL-DE-MARNE (*8e circ.*, Nogent-sur-Marne). — Mlle Dominique Vanhove, présentée comme candidate O.C.T., L.C.R. et C.C.A. (*le Monde* du 23 février), est la candidate du Regroupement pour le socialisme autogestionnaire et *le pouvoir aux travailleurs*. Sa candidature est soutenue par l'O.G.T. *et* le P.S.U.

YVELINES. — Mme Jenny Consigny (rad.), candidate dans la 2e circonscription, dont le *député sortant*, M. Pierre Régis (R.P.R.), ne se représente pas, a le soutien des instances nationales du C.D.S. et du P.R. Mme Consigny est désormais candidate sous le sigle U.D.F.

Dans la 3e circonscription, dont le *député* sortant, M. Gérard Godon (R.P.R.), se représente, le Front autogestionnaire présente M. Patrice Andrivet, membre du P.S.U.

Dans la 4e circonscription, le Mouvement des démocrates est représenté par M. Bernard-Georges Nicolaïeff, administrateur civil, et le collectif Ecologie 78 par Mlle Adeline Corbeau. Le député sortant, M. Marc Lauriol (R.P.R.), se représente.

Dans la 5e circonscription, le *Mouvement* de la démocratie chrétienne a pour candidat M. Etienne Tremblay, médecin. Le député sortant, M. Bernard Destremau (P.R.), se représente.

Enfin, le Front autogestionnaire présente deux autres militants du P.S.U., M. Michel Arnaud, dans la 6e circonscription (dont le député *sortant*, M. Robert Wagner, R.P.R., se représente), et M. Denis Baize, dans la 7e circonscription (dont le député sortant, M. Pierre Ribes, R.P.R., se représente).

FRÉDÉRIC DELOFFRE
GUIDE DU PROGRAMME COMMUN
préface d'Alain Peyrefitte
30 000 ex
J.-J. PAUVERT

VIENT DE PARAITRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F

Le Connetable
Deux immeubles qui ont du panache
13-15, av. du Maréchal Joffre
CHANTILLY Centre Ville
DU STUDIO AU 6 PIECES.
BEAU DUPLEX.
Quelques appartements et parkings encore disponibles.
PRIX FERMES ET DÉFINITIFS. LIVRAISONS EN COURS.
cogeor
Mme Hunziker. 50, rue d'Aumale (15.4) 457.05.13.
Pour recevoir cette documentation, adressez ce bon à : COGEOR, 30, av. George V, 75008 PARIS. Tél. 261.51.86.
Nom ______ Profession ______
Adresse ______ Tél. ______

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

TRIBUNE DU 12 MARS

Le renoncement ou la grandeur de la France

par PHILIPPE SAINT-PROT (*)

JUSQU'OU glisserons-nous sur la pente fatale de la décadence et du renoncement ? Nous sommes déjà revenus aux errements détestables de la triste IVe République. M. Mitterrand a été quêter un certificat de bonne conduite et de bonnes mœurs auprès de M. Carter ; M. Defferre a affirmé (le 14 novembre) à M. Hartman, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, que le parti socialiste était tout prêt à placer la France sous la protection américaine en ouvrant le port de Marseille à la VIe Flotte, ce qui n'est qu'une étape vers le retour à l'OTAN ; M. Schwartzenberg (M.R.G.) a déclaré à une manifestation sioniste (*le Monde* du 1er novembre 1977) que l'une des raisons qui ont justifié la rupture entre les signataires du programme commun a été le refus des radicaux et des socialistes de reconnaître les droits du peuple palestinien ; M. Marchais a servi de caution à M. Boumediène au plus fort de la mauvaise querelle franco-algérienne ; de nombreuses formations de gauche apportent leur soutien aux séparatistes extrémistes qui veulent briser l'unité nationale...

Le régime des partis est pleinement le règne de l'étranger. La gauche ronge son frein depuis vingt ans et elle poursuit le gaullisme d'une rancune tenace, la voici prête à brader l'indépendance nationale de la même façon que les nostalgiques de la collaboration, que les centristes de l'ex-M.R.P. et que les « indépendants » qui ont tout fait pour persuader l'Elysée qu'il fallait rejeter le R.P.R.

⁂

On devrait s'interroger plus profondément sur les motivations de l'antigaullisme, ne s'agit-il pas d'une hostilité maladive au nationalisme, c'est-à-dire au fait que la France soit indépendante des Etats-Unis, qu'elle ait sa propre défense nucléaire et qu'elle joue un rôle à sa mesure dans le monde en collaboration avec d'autres nations qui veulent sauvegarder leur liberté ?

Il y a dans l'antigaullisme un aspect véritablement malsain : c'est qu'il rassemble tous ceux qui, un jour ou l'autre, ont désespéré de la nation.

Et puisque l'on nous parle du « bon choix », répétons qu'il n'y a qu'un choix digne et conséquent : celui qui privilégie la France aux idéologies et aux « magouilles » des partis. Ceux qui ont cru à une possibilité de gouverner au centre gauche devront reconnaître leur erreur : ils ont placé le pays dans la situation de 1958 mais le général n'est plus à Colombey... L'Etat est faible, les factions s'agitent, l'indépendance est menacée : voilà les véritables problèmes actuels.

Comment croire que la gauche pourra les régler alors qu'une majorité de socialistes et de radicaux est atlantiste, que de nombreux dirigeants de gauche rêvent de restaurer la IVe République et que le parti communiste est prêt à saboter l'action d'un gouvernement socialiste où il n'y aurait pas de ministres communistes ?

En vérité, pour ceux qui choisissent la France, les forces collectivistes ne peuvent être une bonne solution. Mais les hommes qui nous ont conduits à cette situation depuis près de deux ans méritent-ils notre confiance ? Assurément non.

⁂

Il n'y a donc d'autre possibilité pour les patriotes que d'accorder leur confiance aux hommes qui, à l'exemple de Jacques Chirac, invitent les Français à se « rassembler sur la France », à condition toutefois que cette politique se mène tout à fait dans la continuité du renouveau de 1958 et selon un programme de salut public dont les principaux thèmes sont les idées-forces du gaullisme :

— Maintien de l'indépendance nationale et renégociation des conditions d'élections de l'Assemblée parlementaire européenne de façon à exclure toute menace supranationale.

— Augmentation du budget de la défense et des crédits alloués au développement de la force nucléaire et de son environnement qui doivent être parfaitement autonomes.

— Collaboration avec toutes les nations qui refusent les deux grands impérialismes modernes et élaboration d'une politique non alignée avec les Etats méditerranéens, arabes et africains.

— Coopération avec les Etats francophones et les minorités ethniques françaises.

— Lutte contre les menées séparatistes et affirmation de l'unité nationale.

Ces cinq points fondamentaux de la politique d'une France en essor exigent la restauration de l'autorité de l'Etat car c'est la condition de l'indépendance comme l'affirmait le général de Gaulle : « *Toute notre histoire, c'est l'alternance des immenses douleurs d'un peuple dispersé et des fécondes grandeurs d'une nation libre groupée sous l'égide d'un Etat fort.* »

C'est l'alternative qui se présente aux Français : *le renoncement ou la grandeur.*

★ Directeur politique de « la Pensée nationale, » revue d'études pour l'indépendance nationale.

Vu de l'étranger

Moscou : pour de bonnes relations avec Paris quel que soit le vainqueur

Dans une dépêche diffusée jeudi 22 février, l'agence Tass affirme que les informations et les commentaires de journaux occidentaux, selon lesquels l'U.R.S.S. souhaiterait la défaite de la gauche en France, relèvent de la provocation. L'agence précise : « Ainsi, l'hebdomadaire américain « Newsweek », contient dans son dernier numéro, des inventions provocantes concernant l'attitude de représentants diplomatiques soviétiques à Paris, qui auraient soi-disant indiqué à « certaines personnes françaises », que l'on préférerait, en Union soviétique, un revers des forces de gauche aux élections de mars. En fait, le peuple soviétique n'a jamais caché qu'il suivait avec sympathie la lutte des travailleurs dans les pays capitalistes. En même temps, l'U.R.S.S. ne s'est jamais immiscée et ne s'immiscera pas dans les affaires intérieures d'autres Etats. Nous sommes pour un nouveau renforcement, dans tous les domaines, de relations amicales et mutuellement avantageuses entre l'Union soviétique et la France, quelle que soit la situation politique intérieure, et en particulier, quel que soit le vainqueur des élections de mars. »

De notre correspondant

Moscou. — Pour les Soviétiques, qui ne sont informés que par la presse nationale — ils sont cependant de plus en plus nombreux à écouter les radios occidentales, — les Français sont appelés à voter dans une situation de crise telle que la France « n'en a jamais connu ». Les journaux et la télévision peignent un tableau catastrophique de l'économie française : le chômage, qui touche plus d'un million six cent mille travailleurs, est en augmentation constante, les prix ont crû de 58 % en trois ans, le niveau de vie baisse, trente-quatre petites et moyennes entreprises font faillite tous les jours, dix-sept millions de personnes, soit un tiers de la population, « vivent au bord de la misère ».

La conclusion logique de ces considérations serait que le changement s'impose. Mais les milieux d'information soviétiques se gardent bien d'aller jusque-là, même s'ils dénoncent « les promesses démagogiques de la majorité actuelle ». L'U.R.S.S. n'entend pas s'exposer aux reproches d'ingérence dans les affaires intérieures françaises. Elle ne veut pas renouveler le faux pas de 1974, quand son ambassadeur à Paris était allé rendre visite à M. Giscard d'Estaing « en sa qualité de ministre des finances » entre les deux tours de l'élection présidentielle. Au contraire, les diverses déclarations américaines contre la participation des communistes à des gouvernements d'Europe occidentale, ont donné à la presse une occasion facile de s'indigner.

La prédilection des dirigeants de Moscou pour la stabilité, leur crainte des situations nouvelles et imprévisibles, les pousseraient sans doute à préférer le maintien au pouvoir de la majorité actuelle. Les communistes français n'ont pas été les derniers à interpréter comme une caution apportée au gouvernement de M. Giscard d'Estaing l'accueil réservé à l'automne dernier à M. Barre et à M. Bourges, qui ont tous les deux été reçus par M. Brejnev. Depuis, les Soviétiques n'ont pas laissé paraître ce qui, à leurs yeux, est « le bon choix » pour la France.

Pourtant, au cours des dernières semaines, les critiques de la politique étrangère des « milieux dirigeants » sont devenues de plus en plus fréquentes et de plus en plus sévères. Ces milieux « ne cessent de mettre en doute la politique de détente, renforcent les accents atlantiques de leur politique et entravent la coopération avec l'U.R.S.S. », écrit l'hebdomadaire Temps nouveaux. Dans le même temps, la presse soviétique rend compte, d'une manière somme toute sereine, des discussions au sein de la gauche, en reprenant la thèse du P.C.F., mais en évitant d'attaquer de front le parti socialiste.

La seule crainte exprimée ouvertement est celle d'une solution « à la portugaise », une alliance entre les socialistes et les divers centristes qui, croit-on à Moscou, replacerait complètement la France dans le camp atlantique.

Il est clair, en tout cas, que les commentateurs soviétiques qui ne font que refléter les pensées de la direction, n'excluent plus une victoire électorale de la gauche, qu'ils s'y préparent, ou tout au moins ne disent rien qui pourrait hypothéquer leurs relations avec un éventuel gouvernement de gauche. Cette évolution récente ne les empêche toutefois pas de lancer quelques piques au parti frère. La presse n'oublie pas de citer M. Marchais quand il reconnaît que « les communistes ont, à certaines périodes, péché par opportunisme de droite » dans leurs relations avec les socialistes (1) et regrette que « les forces progressistes (françaises) ne donnent pas toujours une riposte digne aux excès de l'antisoviétisme ».

DANIEL VERNET.

(1) Allusion à la déclaration de M. Marchais le 12 janvier sur la décision de ne pas publier son rapport devant le comité central en 1972, au lendemain de la signature du programme commun, rapport dans lequel il critiquait déjà sévèrement le parti socialiste.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les USA.

New York
sans escale.
Le premier 747 de la journée. Départ:12 h 00 - Arrivée:13 h 55

Boston
sans escale.
Le seul vol quotidien sans escale. Départ:13 h 45 - Arrivée:15 h 35

Chicago
Le seul vol direct quotidien. Départ:13 h 45 - Arrivée:19 h 14

Washington
Le seul service quotidien. Départ:12 h 00 - Arrivée:16 h 30.

Los Angeles
San Francisco
747. Vol direct quotidien via le Pôle.
Départ:11 h 40 - Arrivée Los Angeles:16 h 15
Arrivée San Francisco:18 h 53

TWA
No.1 sur l'Atlantique

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.



DU NOUVEAU DANS LA VOITURE D'OCCASION.

GERCA NE PROPOSE QUE DES VOITURES GARANTIES.

Tous les jeudis, dans le Monde, GERCA, centrale des spécialistes de l'automobile, vous propose un choix impressionnant de voitures d'occasion.

Toutes sont révisées, contrôlées, essayées et garanties* par des spécialistes de l'automobile et par des concessionnaires de marque.

Vous les trouverez à partir de 8 000 F.

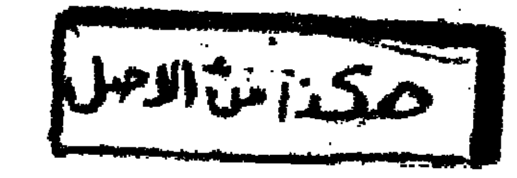
Désormais, grâce à GERCA, vous avez le choix, vous gagnez du temps, vous achetez au juste prix et vous bénéficiez de la garantie conventionnelle du vendeur.





LA CENTRALE DES SPÉCIALISTES DE L'AUTOMOBILE.

* Garantie conventionnelle du vendeur selon le véhicule choisi





CENTRALE GERCA

Une sélection de voitures d'occasion garanties par des spécialistes de l'automobile et des concessionnaires de marque.

GERCA
13 rue Volney 75002 Paris

de 8.000 à 10.000 F

de 10.000 à 13.000 F

de 13.000 à 15.000 F

de 15.000 à 18.000 F

RENAULT R16 TS AUTOM. 627
1974 - 1re main - vitres teint. - blanc - int. simili - 74.000 km.
SABRA 224-07-97

OPEL KADETT CARAVAN BREAK 961
1977 - 1re main - ocre - int. simili beige - 43.300 km.
RENÉ PETIT S.A. 607-93-92

OPEL ASCONA GLS 9 CV 948
1977 - 1re main - rouge - int velours noir - 31.300 km.
RENÉ PETIT S.A. 607-93-92

ADRESSES DES ANNONCEURS

AUGUSTIN-CITROEN : 53, rue Danjou, 92100 BOULOGNE.
AUTO-LUX (GARAGE) : 69, rue de Tolbiac, 75013 PARIS.
AUTO-RITZ : 23, boulevard Arago, 75013 PARIS
CHARLES POZZI : 11, avenue de la Porte-d'Asnières, 75017 PARIS.
CITROEN-BESNARD : 63, avenue de Verdun, 94200 IVRY-SUR-SEINE.
CITROEN-NATION : 42, cours de Vincennes, 75012 PARIS.
COLIN-SEJAC : 42, avenue Aristide-Briand, 92120 MONTROUGE.
DIFFUSION-EST-AUTOMOBILE : 13 à 17, rue Armand-Carrel, 75019 PARIS.
FAIR-PLAY AUTOMOBILE : 88, boulevard Pereire, 75017 PARIS.
FREMICOURT (STE) : 146, boulevard de Grenelle, 75015 PARIS.
GARAGE EDGAR-QUINET : 13 à 15, rue Falguière, 75015 PARIS.
GARAGE LA CHAPELLE : 20, boulevard de la Chapelle, 75018 PARIS.
GARAGE MODERNE : 19, rue de Passy, 75016 PARIS.
GARAGES NATION : 42-48, rue de Picpus, 75012 PARIS.
LEDRU-ROLLIN (AUTOMOBILES) : 133, avenue Ledru-Rollin, 75011 PARIS.
M.A.I. : 91, avenue d'Italie, 75013 PARIS.
MERINO S.A. : 13, rue du Garde-Chasse, 93260 LES LILAS.
PARIS DEFENSE OCCASIONS : 115, av. du Président-Wilson, 92800 PUTEAUX.
PARIS-SACAM : 10, rue Curnonsky, 75017 PARIS.
PARKING BESSIERES : 89, boulevard Bessières, 75017 PARIS.
PAUL-DOUMER-AUTOMOBILES : 94, avenue Paul-Doumer, 75016 PARIS.
PAX GARAGE : 37, rue Dulong, 75017 PARIS.
PIERRE GERARD AUTOMOBILES : 50, rue de Malte, 75011 PARIS.
RELAIS DES NATIONS : 258-272, avenue de la République, 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.
RENAULT ABBE-GROULT : 107, rue de l'Abbé-Groult, 75015 PARIS.
RENAULT-POMPE : 50, rue de la Pompe, 75016 PARIS.
RENE PETIT S.A. : 81, rue de Meaux, 75019 PARIS.
R.V.A. : 93, boulevard Raspail, 75006-PARIS.
SABRA : 105, boulevard Murat, 75016 PARIS.
SAFI : 76, rue de Longchamp, 75016 PARIS.
SAMBOURG AUTOMOBILES : 13 à 17, rue Félicien-David, 75016 PARIS.
SAZIERES AUTOMOBILES : 43, avenue de Stalingrad, 92700 COLOMBES.
SIDAT-PARIS-SUD : 20, rue Barrault, 75013 PARIS.
SIDAT-TOYOTA-ASNIERES : 3, rue de Normandie, 92600 ASNIERES.
SIDAT-TOYOTA-MURAT : 147, boulevard Murat, 75016 PARIS.

RENAULT 16 TL 408
1976 - 1re main - blanc - int. tissu - 54.800 km.
SABRA 224-07-97

RENAULT R12 TL BREAK 266
1976 - 1re main - blanc - int. simili noir - 51.000 km.
SAMBOURG-AUTO 525-84-39

OPEL MANTA 9 CV 950
1976 - 1re main - bleu métal. - int. tissu gris bleu - 76.000 km.
RENÉ PETIT S.A. 607-93-92

PEUGEOT 504 GL 875
1975 - toit ouvr. - blanc - int. tissu bleu.
GAR. EDGAR-QUINET 567-55-45

PEUGEOT GL DIESEL 877
1975 - toit ouvr. - blanc - int. tissu bleu.
GAR. EDGAR-QUINET 567-55-45

PEUGEOT 304 BREAK DIESEL 846
1977 - blanc - int. simili bleu - 17.000 km.
GAR. EDGAR-QUINET 567-55-45

de 18.000 à 20.000 F

de 20.000 à 25.000 F

de 25.000 à 30.000 F

de 30.000 à 35.000 F

de 35.000 à 40.000 F

plus de 40.000 F

Les spécialistes de l'Automobile et les Concessionnaires de Marque annonceurs vous conseilleront utilement pour résoudre votre éventuel problème de financement

La responsabilité de GERCA S.A. n'est pas engagée, directement ou indirectement, dans les transactions qui obéissent aux règles générales du Code civil (art. 1641 et suivants).

(Publicité)

RASSEMBLEMENT MAOISTE POUR L'ABSTENTION

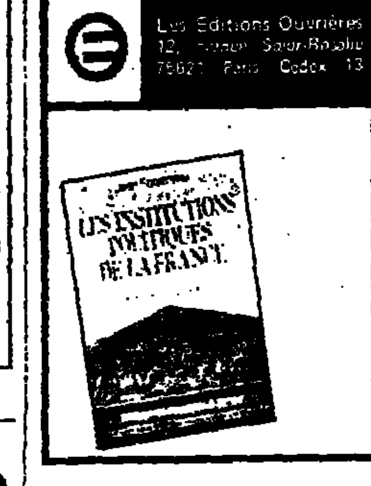
organisé par le groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes (U.C.F.M.L.)

Expositions, débats, 6 forums : + parlementarisme + marxisme + français-immigrés égalité des droits + crise + nucléaire-campagne + situation internationale

MUTUALITÉ

SAMEDI 25 FÉVRIER 14 h. 30

Les Éditions Ouvrières
12, avenue Sœur-Rosalie
75621 Paris Cedex 13



Paris Montréal 1390 F

Départ Paris aller-retour

ATHÈNES 700 F
ALGER 830 F
NEW YORK* 1 485 F
NAIROBI 1 900 F
DELHI 2 350 F
TOKYO 3 400 F

Départ Genève aller-retour

LIMA 2 480 F

* avec prestations
A vols V.A.R.A.
VOLS A DATES FIXES

Tunisie 980 F
à Nabeul 15 km d'Hammamet
1 semaine
toutes les semaines
du 1-2 au 31-3

NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAVENTURE
66, boulevard Saint-Michel
75006 PARIS
Tél. 329.12.14
30, rue des Lois
31000 TOULOUSE
Tél. 21.03.53
119, rue Solférino
59000 LILLE
Tél. 54.24.04 et 54.38.06
LIC. 793 A

(PUBLICITÉ)

LE RECOURS RÉPUBLICAIN

numéro 2 (février)

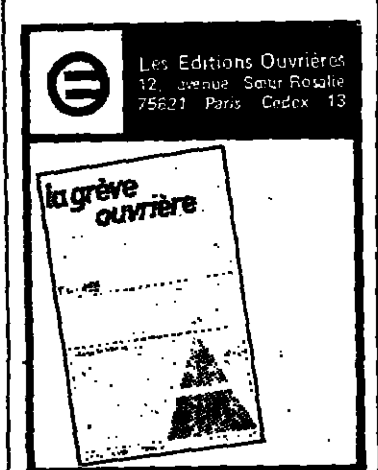
est consacré aux conditions modernes de l'indépendance.

Un sondage S.O.F.R.E.S.

des Textes de :
— Jean Charbonnel ;
— Général Gallois ;
— Louis Baillot ;
— Charles Hernu ;
— Abdelkrim Gheraieb, président de l'Amisale des Algériens en Europe

Demandez ce numéro :
105, rue de Grenelle, 75007 PARIS. Tél. : 705-82-79

Les Éditions Ouvrières
12, avenue Sœur-Rosalie
75621 Paris Cedex 13



VIENT DE PARAITRE

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

PLANTU

84 PAGES — EN VENTE PARTOUT 10F

POLITIQUE

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le nombre des jeunes demandeurs d'emploi a diminué de 6,8 %

souligne M. Beullac

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 22 février, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié.

● STATUT DES UNIVERSITAIRES

Sur proposition du ministre des universités, le conseil des ministres a adopté deux décrets concernant le statut des universitaires.

Ces textes, qui dérogent au statut général de la fonction publique, *introduisent d'importantes dispositions destinées à favoriser l'ouverture des universités, la mobilité des enseignants qui font de la recherche et les services de coopération internationale.*

Le premier texte *permet aux universitaires d'effectuer*, dans l'intérêt du service, des séjours pouvant durer jusqu'à un an dans d'autres établissements d'enseignement supérieur, des centres de recherche et plus généralement tout organisme public ou privé, français ou étranger, en conservant leur rémunération et en poursuivant normalement leur carrière. Par ailleurs, les universitaires *détachés conservent leur emploi* dans leur établissement pendant quatre ans et sont *réintégrés en priorité* à leur retour.

Pour donner à ces dispositions leur plein effet, le projet de décret prévoit des garanties particulières. Les fonctionnaires qui se trouvent en position de détachement, de congé postnatal, ou sous les drapeaux, ne peuvent, sauf exception, être remplacés que par *des enseignants* associés ou sur la base d'enseignements complémentaires, ce qui permet leur réintégration dans leur emploi. Enfin, ce texte confirme expressément la règle selon laquelle les mutations ne peuvent être prononcées qu'à la demande des intéressés.

Le second texte concerne les règles *de classement* des fonctionnaires qui entrent dans l'enseignement supérieur ou qui *passent d'un corps* à l'autre, en leur permettant de conserver leur ancienneté.

● PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1979

Le conseil des ministres a défini, comme chaque année à *pareille* époque, les modalités de la première phase des travaux de préparation du budget de 1979. Cette première phase, de caractère purement administratif, *devra être* achevée le 7 avril prochain.

● CONSEIL DES COMMUNAUTÉS

M. Boulin a rendu compte de la dernière réunion du conseil des ministres de l'économie et des finances des pays de la Communauté à Bruxelles le 20 février.

Il a été convenu que les ministres *se prononceraient sur les modalités* définitives des nouvelles facilités d'emprunt communautaire, lorsque l'avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission aura été recueilli.

L'étude pour la relance de l'union économique et monétaire sera poursuivie.

Enfin, la réunion de lundi a permis de constater qu'il y a unanimité de tous les pays membres pour soutenir la candidature de M. de Larosière au poste de directeur général du Fonds monétaire international.

● DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

Le ministre de l'agriculture a fait une communication sur les conditions de développement des industries agricoles et alimentaires et sur l'orientation, au cours des prochains *mois, de l'action du délégué.*

Malgré les efforts accomplis, tant par les entreprises que par les pouvoirs publics, l'importance des industries agricoles et alimentaires, dans l'économie nationale, n'est pas encore à la mesure des potentialités de développement qui résultent de nos ressources en produits agricoles.

Cette situation est due à un certain nombre de difficultés spécifiques qui conduisent à une rentabilité globalement insuffisante et ne permettent donc pas la mise en œuvre d'une politique de modernisation des équipements, d'expansion à l'étranger et de recherche suffisamment ambitieuse.

Le développement des industries agricoles et alimentaires est un objectif essentiel *de la valorisation* des richesses agricoles de la France. Il dépend, notamment, d'un retour progressif à la liberté des prix suivant un calendrier tenant compte des conditions générales de l'économie et des conditions de concurrence propres à chaque branche, ainsi que de la disparition des distorsions *entraînées par les correctifs* monétaires, de la politique agricole commune. *Indépendamment de ces* mesures de caractère général, un ensemble *d'orientations* concernant plus spécifiquement le secteur des industries agricoles et alimentaires a été retenu. Pour permettre la réalisation d'opérations exemplaires, le délégué disposera d'un crédit d'intervention de 50 MF ; la prime d'orientation *agricole* sera attribuée en fonction d'objectifs sectoriels et révisables *périodiquement en fonction* desquels les critères d'attribution *actuellement retenus seront* précisés : un effort sera fait pour adapter l'offre de nos produits aux nécessités de l'exportation : règlements de qualité, conditions de transport, formation des vendeurs.

Des liens étroits doivent être créés *par ailleurs entre les industriels* et le secteur de la distribution. L'industrie *des équipements des industries* agricoles et alimentaires fera l'objet d'une action prioritaire comportant des objectifs de production et d'exportation.

L'enseignement pour la technologie des industries agricoles et alimentaires sera *fortement renforcé.* Les actions concerneront, notamment, l'École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires de Douai, les grandes écoles d'ingénieurs ainsi que l'enseignement commercial et de la gestion.

L'aide à la recherche sera fortement accrue.

A partir de ces orientations générales, seront menées un certain nombre d'actions d'ordre sectoriel.

Le développement du secteur agro-alimentaire doit être conçu et réalisé *dans le cadre d'une politique* générale de l'alimentation qui doit *veiller* notamment à la *qualité des* produits et à l'équilibre de la nutrition. Un groupe *interministériel* de politique alimentaire sera créé auprès du ministre de l'agriculture à cette fin.

D'autre part, en application des *orientations* arrêtées par le conseil des ministres du 17 août 1977, la *ministre de l'agriculture* a également présenté de nouvelles mesures *tendant à la réduction de la dépendance* nationale dans le secteur des protéines destinées à l'alimentation animale.

L'objectif est de ramener d'ici à 1982 notre taux de dépendance à 65 % malgré l'augmentation prévisible *des besoins.*

Ces mesures s'articulent autour de deux axes : d'une part, une réalisation accélérée du programme d'action prioritaire du VIIe Plan pour développer une production nationale de matières riches en protéines, d'autre part, une politique active dans le domaine des investissements *et du développement*, permettant de réduire la consommation de protéines *importées sans diminuer* la compétitivité de notre élevage.

Parallèlement, il est souhaitable que soit mise en œuvre une politique communautaire de réduction *de la dépendance* de la C.E.E. *et* que soit recherchée une diversification *de nos sources* d'approvisionnement à partir des pays tiers, notamment dans le cadre de notre politique de coopération avec les pays africains. A cette occasion, le ministre du commerce extérieur a informé le conseil des travaux *du Conseil supérieur des exportations* agricoles, créé lors de la dernière conférence annuelle agricole.

● COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et le secrétaire d'État à la recherche ont présenté une communication sur la création d'un commissariat à l'énergie solaire, annoncée par le président de la République, le 26 janvier 1978. (Voir page 33.)

Le commissariat à l'énergie solaire sera le responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'énergie solaire. Il pourra *exécuter lui-même les programmes* de recherche, de développement et *d'industrialisation*, ou en confier l'exécution à des organismes extérieurs et notamment *à ceux qui se* sont engagés dans ce domaine d'action.

Il exercera donc un rôle de conception, d'animation et de coordination *de l'ensemble des interventions en* énergie solaire, qu'elles concernent la recherche ou *les utilisations*, le développement des techniques de transformation et d'emploi de cette énergie ou de ses formes dérivées, ou le soutien de l'industrialisation d'équipements nouveaux.

Le Commissariat à l'énergie solaire sera doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son président, nommé par décret en conseil des ministres, sera placé à la tête d'un conseil d'administration de treize membres, qui regroupera les principaux animateurs actuels, publics *et privés*, de l'effort engagé en matière d'énergie solaire, *et il sera assisté par un conseil* scientifique composé d'experts.

Le président de la République a souligné, à cette occasion, que le développement de l'énergie solaire *constitue une* des *priorités de* la politique à long terme de l'énergie, *car cette forme d'énergie présente* trois avantages : elle permet de *diminuer la dépendance énergétique* de notre pays ; elle est peu polluante et fait donc partie de la politique entreprise pour un meilleur respect de la nature et de l'environnement ; elle ouvre enfin des perspectives nouvelles à l'industrie française dans une technologie de pointe, susceptible d'entraîner d'importants courants d'exportation.

Le président a rendu hommage à l'action menée jusqu'à présent, sous l'impulsion du délégué aux énergies nouvelles. Il a exprimé le souhait que la création du Commissariat permette à notre pays de se maintenir aux *tout premiers rangs dans* le monde, dans cette technique *d'avenir.*

● SITUATION DE L'EMPLOI

Le ministre du travail a dressé le bilan du pacte national pour l'emploi des jeunes mis en œuvre entre juillet 1977 et janvier 1978.

Le nombre des jeunes embauchés ou *formés au titre* du programme dépasse le demi-million. Au total, 600 000 postes de travail ou stages de formation rémunérés ont été offerts à des jeunes et 545 000 ont été effectivement pourvus. Ces postes débouchent principalement sur *un emploi définitif puisque 338 000* jeunes, soit près des deux tiers du *total*, ont des embauches fermes dans les entreprises ou des contrats d'apprentissage. Les stages *pratiques* seront quant à eux, dans leur grande majorité, transformés ultérieurement en embauches, selon une enquête effectuée auprès des employeurs.

L'application de ces mesures a porté un coup d'arrêt important à l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi. Les données de janvier, qui se situent au niveau de 1 million de demandeurs d'emploi en données corrigées des variations *saisonnières, confirment* à nouveau le recul continu observé depuis août 1977.

Cette amélioration intéresse notamment les jeunes demandeurs d'emploi : en chiffres absolus, leur nombre en janvier 1978 a diminué de 6,8 % *par rapport à janvier 1977.*

M. Beullac a souligné que les mesures choisies se sont révélées efficaces : les exonérations des charges sociales ont permis de dégager des emplois latents, notamment dans l'artisanat et les P.M.E. Les stages pratiques correspondaient bien au besoin *profondément* ressenti de combler le *fossé* qui existe entre l'école et la vie active.

Il a indiqué ensuite que ces résultats ont été obtenus grâce au dispositif opérationnel qui a été mis en place. Celui-ci comportait une décentralisation aussi grande que possible des opérations et reposait sur la confiance et la participation de tous les intéressés, et non sur la contrainte.

En définitive, ces résultats sans précédent doivent donc être mis à l'actif de la solidarité nationale.

Le président de la République a marqué son approbation de l'effort *accompli par le gouvernement*, l'administration et les entreprises pour atteindre les objectifs du pacte national pour l'emploi, et répondre ainsi à l'angoisse de nombreux jeunes et de leurs familles.

(Lire page 30.)

● SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Le ministre du travail a présenté un bilan de la politique de prévention des accidents du travail.

Les statistiques provisoires établies *par la Caisse nationale de l'assurance* maladie des travailleurs salariés font apparaître pour l'année 1976 un succès important de la lutte contre les *accidents du travail. Elles révèlent* en effet que, pour une population de salariés en *légère augmentation* (0,13 %), le nombre total des accidents a baissé de 3,55 % tandis que le nombre des accidents graves diminuait de 1,97 % et celui des accidents mortels de près de 4 %. La fréquence des accidents avec arrêt se situe à *un minimum* jamais atteint jusqu'à ce jour.

Le conseil des ministres a, sur proposition de *M. Christian Beullac*, ministre du travail, pris les décisions suivantes.

Un renforcement de la médecine du travail résultera de l'application de quatre mesures complémentaires. Des dispositions législatives assureront mieux *la protection* des médecins du travail et définiront les conditions d'exercice de leurs fonctions dans l'entreprise. Un décret réorganisera les services de médecine du travail. Il aura notamment pour objet de les rapprocher des usagers, d'assurer une plus complète association des partenaires sociaux à leur gestion et de faciliter le contrôle de leur fonctionnement. Le service de l'Inspection médicale du travail sera doté de nouveaux moyens en vue *de développer son rôle* de conseil de l'Inspection du travail, des services *de médecine du travail* et des entreprises ; son statut sera, par ailleurs, *revalorisé. L'effort* entrepris en faveur de l'enseignement de la médecine du travail sera *poursuivi.*

La connaissance des risques du travail sera améliorée par un renforcement de la recherche en *matière* de médecine du travail, une nouvelle impulsion sera donnée à l'étude des causes des accidents du travail, sous l'égide de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), qui présentera un premier rapport dans un délai de deux ans ; la formation *à la sécurité*, notamment dans l'enseignement technique, sera mieux assurée.

Les *conditions de travail des salariés* titulaires de postes de travail comportant des *risques particuliers* seront améliorées : une protection plus efficace de ces salariés résultera de la fixation par décret de seuils à ne pas dépasser en *matière* notamment de bruit, de poussières et de vibrations : ces normes nouvelles, qui modifieront sensiblement *les conditions* de travail dans les *ateliers*, tiendront compte des législations européennes en la matière, *entreront progressivement* en vigueur et seront périodiquement révisées en fonction des progrès des connaissances. Le gouvernement prendra dans le même temps l'initiative d'inciter les partenaires sociaux des branches intéressées à négocier, compte tenu de la taille et de la nature des entreprises, d'autres améliorations des *conditions* de travail. Celles-ci concerneront *notamment la réduction des différentes formes* de travail au rendement, *lorsque cette forme de rémunération* peut conduire à négliger les règles et consignes de sécurité, l'aménagement de la durée du travail aux postes de travail à risques et les aménagements spécifiques du travail organisé en continu.

Un projet de loi réformera le régime des maladies liées au travail et complétera le système existant de réparation des maladies *professionnelles.*

Les victimes d'accident du travail seront mieux *protégées* contre les licenciements ; elles bénéficieront, dans certaines conditions, d'une suspension du contrat de travail pendant *la période d'incapacité.*

Une large action d'information de l'ensemble des Français sur les risques du travail et sur *les moyens* de les prévenir sera engagée par les pouvoirs *publics*, notamment par le canal de la télévision.

Le ministre de la santé et de la *Sécurité sociale et le ministre du* travail mettront à l'étude la création *d'un* centre d'information et de démonstration sur les risques professionnels, qui pourra accueillir toutes les personnes intéressées (salariés, étudiants, élèves...).

Cette politique en faveur de la prévention des accidents du travail sera conduite en *liaison* avec les caisses de Sécurité sociale et les organismes qui, comme l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (I.N.R.S.), en dépendent.

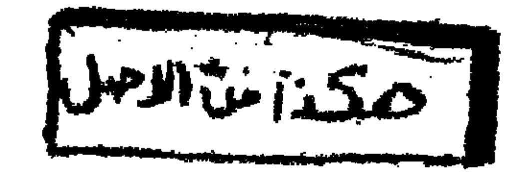
Cette action sera engagée dès *1978*; simultanément l'entrée en vigueur des textes d'application de la loi du 6 décembre 1976 sera poursuivie ; les partenaires sociaux réunis au sein du conseil supérieur de la prévention des risques professionnels qui sera installé au début du mois d'avril, seront notamment consultés *sur trois importants projets* de décrets relatifs au contrôle coordonné des produits chimiques, à la conception des machines et à la formation des salariés à la sécurité.

(Lire page 30.)

● CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le président de la République a constaté que, conformément aux *indications* qu'il n'avait cessé de donner, la campagne électorale pour les *élections législatives s'était ouverte* à la date normale.

Il a invité les membres du *gouvernement à se conformer*, dans leur participation à cette campagne, aux traditions républicaines.



هكذا من الأصل

Le Monde DES LIVRES

Un Père-Lachaise dessiné par le facteur Cheval

● *Dans une encyclopédie fourmillante, Philippe Ariès restitue toutes les attitudes occidentales devant la mort.*

EN ce gros livre, *l'Homme devant la mort*, Philippe Ariès détaille, sans nous faire grâce d'un crâne ni d'un tibia, les thèmes qu'il avait superbement résumés voici quelques années dans son opuscule de Baltimore (paru aux Etats-Unis en 1974 sous le titre *Western Attitudes toward Death (Attitudes occidentales devant la mort, du Moyen Age à l'époque actuelle)* (1). L'Ariès de 1977 est surabondant de données, fertile en arbres qui masquent quelquefois la forêt profonde. Par moments, on aimerait que l'éditeur se soit fait bûcheron, qu'il ait élagué cette masse vivante. N'importe, *l'Homme devant la mort* propose une chronologie dont séduit la simplicité. Rien ne vaut, en histoire, une bonne périodisation. Et là, on la tient.

Premier stade : *la mort apprivoisée*. Elle caractérise le neuvième siècle de Charlemagne et les paysanneries traditionnelles. On n'y triche pas. On sait qu'on va mourir. On sait quand on mourra. Roland, Olivier, les villageois de Tolstoï et de Soljenitsyne sont mystérieusement prévenus, avec un peu d'avance, au nom d'une intuition naturelle, de l'heure et du lieu de leur décès. Malade ou blessé, *sentant sa fin prochaine*, le chevalier carolingien se couche de tout son long, joint les mains, tourne sa calotte crânienne vers Jérusalem, adresse un bref regret aux choses de la vie, demande pardon à ses amis pour les fautes qu'il a commises à leur égard, reçoit l'absoute et remet son âme à Dieu. Son corps ira reposer sous le pavé d'une église ou dans le cimetière proche de celle-ci (cette pratique médiévale qui place le cimetière au centre ecclésial du village, comme la mort est au centre de la vie, se traduit par *une rupture* avec les anciennes traditions romaines : elles exilaient les cadavres, devenus tabous, loin du cœur de la cité, dans les banlieues excentriques et parmi les tombeaux des voies extérieures...). Le corps du chevalier ne perdra rien pour attendre : après quelques décennies de sépulture sous le pavé du sanctuaire, il sera rejeté au charnier commun... son âme sera brièvement errante ou *revenante* auprès des vivants. Elle ne tardera pas à s'immerger au *repos*, dans lequel elle séjournera jusqu'à la fin du monde et jusqu'au jugement dernier.

Au niveau des « élites », les choses changent tôt : une première mutation culturelle intervient à partir du douzième siècle. Elle intéresse la lente émersion de l'individu, et des biographies particulières ; elle évoque, par contrecoup, la *mort de soi*. Non plus « tous-qui-meurent » ; mais « soi-qui-meurt ». C'est là où le bât blesse... Cet individualisme en plein essor s'affirme d'abord, selon Ariès, dans la nouvelle conception du jugement : non plus la fin du monde, mais l'ultime justice. Le Christ, la Vierge, saint Jean et les Anges ailés s'érigent en souverain juge et en intercesseurs. Ils s'arment de gigantesques balances. Ils font le tri des élus et des damnés. La scène s'individualise davantage quand la grande parade de justice, avec les balances et tout l'attirail, se transporte personnellement dans la chambrette du *malade, au-dessus du lit de mort* de l'agonisant ; on dispose, à ce sujet, d'une abondante iconographie médiévale. L'intéressé a tout loisir de faire un bilan presque *commercial de sa biographie, de* ses faits et gestes, bons ou mauvais. En même temps, la tombe se personnalise. Elle émerge enfin des charniers qui bordaient l'église. L'épitaphe était un usage romain, oublié pendant le haut Moyen Age. Elle revient à la mode, à partir de l'époque gothique. Les dalles funéraires se couvrent de statues ou de bas-reliefs.

Aux quatorzième et quinzième siècles, l'homme des classes *supérieures* ne considère plus son existence comme une destinée. Se coucher pour mourir au terme



Hans BALDUNG : « la Mort et la Femme »

d'un destin inéluctable, c'était bon *pour Olivier ou Roland*.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

(Lire la suite page 18.)

(1) Version française aux éditions du Seuil, 1975 : première partie des *Essais sur l'histoire de la mort en Occident, du Moyen Age à nos jours*, par Ph. Ariès.

New-York, rendez-vous du désarroi

● *La chronique d'un désastre intime.*

NEW-YORK est la meilleure ville pour les naufrages. Déjà Mustapha Tlili, écrivain tunisien, avait situé son *premier roman, la Rage aux tripes* (1), dans un Manhattan crépusculaire, devenu au vingtième siècle le rendez-vous du désarroi. Nous assistons dans *Le bruit dort* aux derniers jours d'un vieil homme, solitaire et vaincu, Albert Nelli, écrivain d'origine française, prisonnier de New-York, et pour qui le bruit de la vie s'est endormi. Il ne parvient à calmer ses tourments qu'en se mêlant aux vieillards, assis à Washington Square. Là, « *les traces du cauchemar sur nos visages ne se distinguent point des rides naturelles du temps* ». Mais trop souvent, dit-il, « *des montagnes et des montagnes de tristesse m'oppriment le cœur* ». « *Je ne suis plus qu'un vieux souvenir de moi-même.* »

Séparé de sa femme et de sa fille, exilé de sa vie, Albert Nelli tient le journal de sa déchéance, la chronique de son désastre intime. On aime le ton de cette confession mélancolique : cette manière nuancée, *parfois* brûlante, de transcrire les variations d'une conscience malheureuse. Mustapha Tlili dépeint, avec beaucoup de sensibilité, la détresse de la *défaite*, le *naufrage* des amours : « *Baisers d'acier, statues de marbre qui s'enlacent dans la nuit froide, mais rien n'est là à posséder : comprends-tu ? Ni à toucher, sinon le marbre glacé, et l'on voudrait tant que ce soit l'éternité de deux corps qui se calcinent, aspirés l'un dans l'autre, dans le soleil du désert...* »

D'autres personnages — d'autres « paumés » — s'agitent, se débattent dans cette histoire : Adel Safi, qui cherche l'absolu, et son amie Tara Matheson, « mystérieusement assassinée » à Forest Hills. Albert Nelli, qui les a connus, en fait les acteurs d'un roman, qu'il intitule *Exils*, et dont nous pouvons lire seulement les deux premiers chapitres, car la fiction s'interrompt, laissant place au monologue du vieil écrivain. L'illusion littéraire se trouve ainsi désavouée.

Nous sommes pris dans « une fiction généralisée ». La vie n'est qu'un songe à New-York, comme dans toutes les villes d'Occident, mais New-York a cette particularité : c'est une ville qui fait de terribles aveux, qui éclaire brutalement l'envers de l'illusion, et la montre comme le « triomphe de l'exil », le « triomphe de l'angoisse ». « *Rien n'importe à New-York : Degré zéro de la valeur* », écrit Mustapha Tlili. C'est la réalité misérable de son *existence, à Manhattan, qui* empêchera le vieil écrivain de donner une suite à sa propre fiction. Ses personnages seront à peine esquissés : un homme et une femme égarés, qu'il abandonne pour ne décrire que son égarement. Mustapha Tlili confirme, dans ce récit très attachant, l'acuité de son style et de sa vision de l'époque.

FRANÇOIS BOTT.

★ LE BRUIT DORT, de Mustapha Tlili. Gallimard. 210 p., 37 F.

(1) Voir *le Monde* du 10 septembre 1975.

Le Nil du néant

● *La prodigieuse résurrection du pharaon Akhenaton par un romancier finnois.*

ETRANGE aventure que celle de ce roman du Finlandais Mika Waltari. Au bond *fictif à travers les millénaires*, ces *Mémoires d'un médecin vers l'an 1350 avant J.-C.* ajoutent, chez nous, un retard réel de traduction (mais quelle traduction !) de *près de trois décennies*. Enfin brisé, le sceau de la nécropole s'ouvre sur la chambre aux trésors. Voici l'un des rares livres qui, avec les *Mémoires d'Hadrien*, fassent revivre le monde antique avec une troublante magie divinatoire et lui rendent l'évidence transparente et familière du vécu (1).

Sinouhé trompe l'ennui de l'exil en contant sa trop longue vie. Comme Moïse, il a été recueilli par des parents d'adoption dans le panier de jonc tressé. Le secret de sa naissance, son premier chagrin, s'éclairera un jour d'une lueur de tragédie. Mais le petit garçon qui n'est pas dupe des singeries des prêtres, l'adolescent faussement *docile* qui joue le jeu du système en place, le médecin à l'œil sagace, traversent l'une des plus grandes aventures spirituelles de l'histoire du *monde* : l'hérésie du pharaon qui ose substituer à Amon la divinité solaire d'Aton, annoncer l'Unique, maître de justice, dispensateur universel de la bénédiction que symbolisent les mille mains *figurées* au bout des rayons de l'astre.

Durant cette révolution, dans la confidence des grands qu'il soigne, mêlé aux missions politiques, aux guerres lointaines, aux déchirements de la cité, Sinouhé mène *une vie plus* sanglante que beaucoup d'autres et tout aussi vaine. Dans le récit de ses aventures, l'égyptologue de profession s'irritera sans doute des erreurs *ou* des *licences*. Mais quelle prodigieuse fresque pour tous les autres lecteurs !

A la lisière de la modernité, un autre médecin trop lucide, le Zénon de Marguerite Yourcenar, souffrait de ne plus croire à une *Révélation dont* commençait l'agonie. La torture de Sinouhé ne tient pas à la mort de Dieu mais à la conscience qu'il ne pourra jamais naître. Lorsque, six ans *après* avoir coiffé la double couronne, Aménophis IV, dans l'éblouissement d'une conversion sans exemple, devient Akhenaton, « le serviteur d'Aton », *il décide, dans le beau* portrait qu'en fait Mika Waltari, de sombrer dans la folie de la fraternité, de la justice et de l'amour. Son calvaire commence et sa « *faute* » le rongera jusqu'au lit de mort où Sinouhé lui tendra la coupe du suicide purificateur.

Faillite de l'idéalisme ? La tristesse inconsolable qui habite ce livre n'est pas celle, banale, de la désillusion. En ce monde damné, Hadrien et d'autres pourront bien mettre l'ordre provisoire mais habitable de l'intelligence au pouvoir. Qu'importe ! Ils ne peuvent toucher à l'essence même de la perversité d'un univers sans rédemption où nul, *mourût-il sur la croix, ne* sera jamais en droit de se prétendre la vérité et la vie. Comme Plotin, cet autre fils du Delta, Sinouhé le solitaire a compris que le mensonge et la déraison sont inscrits dans les structures de la matière et dans la tragédie de l'individualisation et que « le principe du mal dans l'univers est de vouloir être soi ».

L'homme est seul, enseigne dans cette odyssée pessimiste l'Egyptien, docteur en amertume. Par deux fois, il tente d'échapper à la malédiction, et les deux femmes qu'il aime lui sont arrachées. La première, entraînée dans le labyrinthe crétois du Minotaure, est sacrifiée à la cruauté de la tradition. La seconde, tuée dans la flambée destructrice de la foi nouvelle, est assassinée par l'espérance. Que reste-t-il, sinon, comme l'écrira Schopenhauer, de « retrouver son essence vraie en s'appropriant la douleur universelle » ? Sinouhé en mourra.

« Comme homme, je vivrai éternellement dans l'homme et je n'ai pas besoin d'offrande sur ma *tombe* ni d'immortalité pour mon nom. » Tels sont les derniers mots de cet admirable roman, puissant et poétique, qui coule entre les villes fugaces et les sépultures éternelles, Nil du néant, dans la jeunesse déjà flétrie de l'histoire.

P.-J. FRANCESCHINI.

★ SINOUHE L'EGYPTIEN, de Mika Waltari, traduit du finnois par Jean-Louis Perret. Olivier Orban, 636 p., 64 F.

(1) Publié en finnois en 1945, ce livre fut traduit en français par Jean-Louis Perret en 1947 et édité chez Jehber à Genève. Cette traduction reprise aujourd'hui par les *éditions Orban* a paru en feuilleton dans « Combat » en 1947.

Nouveautés

COCO PERDU. — *Dans cet « essai de voix », Louis Guilloux met à nu le cœur brisé d'un vieil homme qui soliloque en un pudique* lamento. *(Gallimard.)*

LE CŒUR A L'AISE. — *Un roman du cinéaste Jean Renoir où l'auteur de la* Règle du jeu *retrace dans une farandole sensuelle les étapes de la vie de Clément Bourdeau, allègre centenaire. (Flammarion.)*

MONTAUK. — *Max Frisch, qui reçut en 1958 le Prix Georg Büchner, donne cette « déclaration d'amour » où le narrateur évoque, à la faveur d'une brève rencontre, les compagnes de sa vie. (Gallimard.)*

LES LACHES. — *En une semaine, en 1945, les « zazous » du Tchèque Josef Skvorecky passent de l'adolescence à l'âge adulte et connaissent le visage de la défaite et de la mort. Publié en Tchécoslovaquie en 1958, ce roman valut à son auteur l'interdiction de publier durant cinq ans. (Gallimard.)*

LE FAIT FEMININ. — *Sous la direction d'Evelyne Sullerot, la réponse de biologistes, de psychologues, d'historiens et de sociologues à la question : qu'est-ce qu'une femme ? Un ouvrage de référence désormais indispensable. (Ed. Fayard.)*

Guy Lardreau, Robert Linhart

L'ange et la bête

par Bertrand Poirot-Delpech

SONT-ILS de droite ? Sont-ils de gauche ? La distinction, *paraît-il, n'est plus de mise. Il faudra pourtant* bien nommer un jour ce qui est en train de diviser radicalement les intellectuels issus du gauchisme de 1968.

Ce sera malaisé, car leurs divergences portent moins sur des questions de fond que sur des priorités. D'un côté, *ceux qu'on nomme* les « nouveaux philosophes » estiment que la dénonciation du Goulag et de ses germes théoriques doit primer, voire exclure, la critique du libéralisme. De l'autre, des anti-soviétiques tout aussi *farouches jugent* que *le* marxisme peut encore servir, notamment à l'analyse de nos sociétés, coupables à leurs yeux de friser, elles aussi, la barbarie.

Le hasard veut que paraissent la même semaine deux *textes symptomatiques de cette coupure selon* l'urgence et la sensibilité.

« NOUVEAU philosophe », Guy Lardreau l'était bien avant que fleurisse l'étiquette. Dès 1976, il se *demandait* avec Christian Jambet, dans *l'Ange*, quelle figure d'éternel rebelle opposer aux maîtres penseurs qu'allait stigmatiser Glucksmann. Trois ans plus tôt, son *Singe d'or* soupçonnait déjà *le* marxisme de régression, et toute pensée de visées policières.

La Mort de Joseph Staline se veut le prolongement de cette défiance systématique, sous forme de comédie bouffonne. L'auteur explique dans une préface qu'il compte sur *le dialogue pour stimuler sa* pensée *et sur* la *dérision pour* mieux déconsidérer son héros.

Le second objectif ne paraît pas atteint. Très vite, la mise en farce d'un Staline coureur de fillettes cède le pas à des échanges de vues statiques sur la philosophie et le pouvoir. Là où il aurait fallu de la *démesure à la manière d'Aristophane et de Jarry, ou une dialectique serrée* à la Brecht, Lardreau, *qui* se réclame bizarrement d'Offenbach sans prendre *exemple sur sa vis comica,* tombe dans le piège de l'afféterie rhétorique où se perd souvent le théâtre d'universitaire, y compris celui de Giraudoux, à qui, finalement, on pense le plus. Nous ne tenons pas, semble-t-il, un nouveau dramaturge. Ce qu'il a à dire n'a pas assez besoin de la scène pour s'y enrichir et l'enrichir.

LE philosophe a raison, en revanche, de recourir au dialogue et de s'apprêter à récidiver. Sa langue se dépouille ainsi des tics à la mode dont elle s'encombre *ailleurs : témoin, dans l'avant-propos,* les « *se décider de* », « *se légitimer de* », « *bougonner de* », et autres lacanismes manifestes, auxquels *l'Ange* n'a pas étendu sa rébellion contre le « Maître ».

Son raisonnement, surtout, gagne à l'échange entre plu*sieurs voix une netteté qui a fait ses preuves en philosophie,* de Platon à Sartre. Certaines formules lapidaires telles qu'y incline le théâtre moraliste français se marquent dans la mémoire : sur la prétention du marxisme à faire coïncider nature et conscience ; sur la dimension pédagogique que le *Goulag apporte à l'horreur nue des nazis* ; *sur la liberté que* ménage la marge d'incertitude des religions, par rapport aux systèmes philosophiques ; sur le rêve ahuri du rebelle, non de tuer le maître, mais d'en trouver un qui le reconnaisse ; sur le passage de la théorie aux camps, que Marx n'a certes pas voulu, mais qui n'a pas eu lieu au nom de Spinoza, et qui ne saurait donc se réduire, en bon marxisme, à une « *mauvaise plaisanterie de l'histoire...* ».

Lardreau clarifie son propos à plus long terme : ne pas se contenter de démystifier le marxisme en tant qu'il s'est approprié la représentation de la misère et s'est changé en force matérielle, déployer une pensée qui n'ait plus besoin *de lui, définir une morale.*

On devine enfin le secret de son ressassement acharné contre le dogme communiste. Il y a cru lui-même. Il s'agit pour lui d'exorciser un cauchemar, de piétiner le manteau de cuir qu'il portait alors, et qui a failli habiller un bourreau.

ROBERT LINHART n'a pas de tels comptes à régler. Agrégé de philosophie comme Lardreau, *il* n'ignore *pas* les difficultés théoriques que pose l'avatar soviétique ; il a même contribué brillamment à élucider les origines du *despotisme russe et l'adoption du taylorisme par l'U.R.S.S.*, « *prix à payer* », pensait Lénine, pour que le prolétariat dégage le temps de gérer ses affaires (*Lénine, les paysans, Taylor,* Le Seuil, 1976). Mais il est de ceux pour qui ces spéculations et la dénonciation des oppressions lointaines ne dispensent pas de témoigner sur nos propres tares.

Il se trouve qu'il a éprouvé ces tares dans sa chair. Comme pas mal de dirigeants gauchistes après l'échec de mai 1968, il s'est « établi », c'est-à-dire qu'il a épousé volontairement la condition des prolétaires les plus défavorisés. Pendant plus d'un an, jusqu'à son licenciement en juillet 1969, il a été employé, à la chaîne ou comme magasinier, aux usines Citroën de Choisy. C'est le *Journal de cette descente* aux enfers du travail posté qu'il livre, sans théorie ni commentaire, sous le titre de *l'Etabli*, dans la collection « Documents » où, symbole, les Editions de Minuit ont publié naguère *la Question*, sur la torture en Algérie. Après la spéculation *brillante, retour à la réalité oubliée de la lutte de classes* ; après l'ange, la bête !

(Lire la suite page 18.)





Construire pour survivre demain.

Les bidonvilles, architecture de demain? Inséparable des problèmes de survie, l'architecture de l'avenir devra se préparer; nous préparer, à vivre dans un monde différent, le monde de demain : le monde de la pauvreté?
Plus qu'un essai sur l'architecture, le dernier livre de Yona Friedman est l'esquisse d'une éco-technique de la survie. 172 pages. 39 F.

L'architecture de survie.
Yona Friedman.

casterman

NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE
dirigée par
J.-B. Pontalis

I - Incidences de la psychanalyse
II - Objets du fétichisme
III - Lieux du corps
IV - Effets et formes de l'illusion
V - L'espace du rêve
VI - Destins du cannibalisme
VII - Bisexualité et différence des sexes
VIII - Pouvoirs
IX - Le dehors et le dedans
X - Aux limites de l'analysable
XI - Figures du vide
XII - La psyché
XIII - Narcisses
XIV - Du secret
XV - Mémoires
XVI - Ecrire la psychanalyse

à paraître :
L'idée de guérison

GALLIMARD

GEORGES SADOUL
JOURNAL DE GUERRE
39-40

EfR

C'est l'odyssée d'un peuple par un homme pris dans l'histoire vivante. Un beau et grand livre qui s'adresse à toutes les générations.

(Jacques Siclier
Le Monde)

LES EDITEURS FRANÇAIS REUNIS
21, rue de Richelieu 75001 PARIS

39 F

NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES
Enfin au format 16 x 24 et toujours à «l'échelle du monde»

"Les États et la mer"
Le nationalisme maritime
Une étude de Laurent Lucchini et de Michel Voelckel qui, avant la prochaine conférence des Nations-Unies, en diversifiant les approches, vise à atteindre les comportements nationaux.
nº 4451/52, 468 p. .... 42 F

"L'organisation judiciaire en France"
La presse en parle chaque jour. Une synthèse sur les problèmes qu'elle pose et les réformes à accomplir était nécessaire.
nº 4453, 140 p. .... 14 F

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
29-31 quai Voltaire 75340 Paris Cedex 07
165 rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 03

la vie littéraire

Heurs et malheurs posthumes de George Sand

Si près de son centenaire, voir une œuvre immense réduite à quelques titres, toujours les mêmes, c'est un des malheurs posthumes de George Sand.

C'en est un autre que de connaître pour la publication de sa *Correspondance*, entreprise en 1964 par Georges Lubin aux Editions Garnier dans l'enthousiasme général, de telles difficultés que, à la sortie d'un tome, on doute toujours pour le suivant, tant le prix monte et les acquéreurs se raréfient.

Mais soulever des passions collectives comme celle qui a saisi la municipalité communiste et dauphinoise d'Echirolles, cela est un bonheur.

Là-bas, si loin du Berry, on a fait sienne la cause de la bonne dame de Nohant. Avec le concours de l'université de Grenoble-III, une association pour l'étude et la diffusion de l'œuvre de George Sand y est née. Elle a organisé colloque, exposition. Elle va tenir du 18 au 30 avril une Quinzaine George Sand. Elle fait étudier dans les classes *la Petite Fadette* et *Maupas*. Soucieuse de voir paraître le tome XIII de la *Correspondance*, elle a envoyé à Paris une délégation qui s'est fait confirmer par le directeur du Centre national des lettres la sortie du volume en avril, avec une avance de 70 % dudit centre.

Elle vient enfin de se donner un bulletin ; on y lit que les Editions des Femmes ont réédité pour les fêtes un des *Contes d'une grand-mère*. Fort bien. Mais, sans crier gare, le *Zéphir* qui en était le héros a été métamorphosé en *Brise* ! L'écrivain féministe pouvait-elle prévoir ce nouveau malheur ?

La philosophie malgré tout

Le numéro de février de la revue *Critique* pose la question de la philosophie. Qu'est-elle au fond ? A quoi peut-elle prétendre ? Quand sort-elle de son domaine ? Jean Piel, qui dirige la revue, précise le contenu du « malgré » qui accompagne le titre du numéro, « La philosophie malgré tout » : « *Malgré les impatients trop habiles ; malgré les prisonniers du dogme et de la secte, malgré le malaise paralysant qui s'amuse de certains philosophes quand on les interroge sur leur travail, malgré les conditions dans lesquelles est conçu, notamment en France, l'enseignement de la philosophie.* »

De jeunes philosophes comme Clément Rosset, Yves Michaud, d'autres plus chevronnés comme Jacques Bouveresse, François Châtelet, Gilles Deleuze, Emmanuel Levinas, répondent en deux pages ou en vingt. Cela fait un numéro exceptionnel où loin de la polémique on remet la philosophie sur ses pieds, en évitant de la confondre avec ce qu'elle n'est pas : la politique.

Un peintre officiel du « rêve américain »

Si Norman Rockwell n'avait pas existé, l'Amérique ne serait sans doute pas ce qu'elle est ! Paradoxe gratuit ?... Que non. Car l'imagerie des Etats-Unis du vingtième siècle doit tout à cet homme qui a été le plus célèbre des illustrateurs américains et qu'on retrouve partout : depuis les couvertures des magazines à grand tirage — il travailla pour le *Saturday Evening Post* pendant quarante-sept ans, — jusqu'aux calendriers de boy-scouts, aux cartes de vœux de Hallmark, aux publicités pour des cafés solubles ou des assurances sur la vie, à l'exaltation bienveillante du sportif, du G.I., du cosmonaute ou du candidat à la présidence des Etats-Unis d'Amérique...

On peut dire de Norman Rockwell qu'il fut *de facto* le peintre officiel du « rêve de l'Amérique ». Une affiche qui annonçait à New-York l'exposition Soixante ans de rétrospective de Norman Rockwell résumait en peu de mots les raisons de son succès : « *Il a peint l'Amérique comme elle était et comme nous aimons à penser qu'elle était...* »

Un petit album largement illustré vient de paraître en France qui donnera un bon aperçu de l'œuvre d'un homme tout entier dévoué à la chronique de l'Amérique nostalgique, gentiment réactionnaire, patriotard, méfiant envers le modernisme dans la vie des hommes ou dans l'éducation des enfants, l'auteur invétéré de la religion et des vertus qui ont fait l'Amérique, et toujours prêt à se muer en croisé des « bonnes causes », dans un graphisme exaltant et radieux qui vise tellement à rapprocher les hommes, loin des idéologies, qu'on ne sait plus très bien quelle différence il peut y avoir entre « réalisme social » et « réalisme socialiste » ... — N. Z.

★ SOIXANTE ANS DE RETROSPECTIVE, de Norman Rockwell. Chêne, 157 p., 160 ill., dont 90 en couleurs, 79 F.

Sartre en images

Liliane Sendyk-Siegel a réuni les images, toujours intéressantes, parfois émouvantes, de la vie de Sartre : Sartre enfant, avec ses boucles, Sartre entouré de ses classes de philosophie au Havre et du lycée Pasteur à Neuilly. Sartre avec Nizan. Sartre au champ de tir, en uniforme, conversant avec Simone de Beauvoir, avec Boris Vian ; Sartre en train d'écrire, de se promener, de lire, de sourire, devant Fidel Castro ; Sartre durant ses voyages... Cet album nous fait pénétrer dans la vie intime et nous rappelle la vie publique de ce philosophe qui a été tant lié à son époque. Quelques documents complètent le volume, notamment ce savoureux bulletin scolaire où un professeur portait ce jugement sur le jeune Sartre : « *Très irréfléchi. Ne fait presque jamais une réponse juste du premier coup. Doit s'habituer à penser davantage.* » (*Sartre, Images d'une vie*, Gallimard.)

vient de paraître

Romans

RENAUD ROSSET : *Parce que c'était lui, parce que c'était moi.* — Dans son second roman, Renaud Rosset trace le portrait de deux hommes, deux amis, aux désenchantements de la trentaine. (J.-C. Lattès, 257 p., 44 F.)

BEATRICE BECK : *Noli.* — L'histoire d'un amour impossible entre deux jeunes femmes dans un pays lointain et froid. Un roman « féminin » de l'auteur de *Léon Morin, prêtre.* (Sagittaire, 126 p., 32 F.)

BOILEAU-NARCEJAC : *l'Age bête.* — Deux adolescents enlèvent leur jeune et jolie professeur de mathématiques. La fatalité s'en mêle... (Denoël, coll. « Sueurs froides », 224 p., 30 F.)

Poésie

JAMES SACRE : *Figures qui bougent un peu.* — Dans ce sixième recueil, l'auteur cherche l'envers et l'endroit du monde à travers la répétition des « formes figurantes ». (Gallimard, 96 p., 32 F.)

Nouvelles

JEAN MOUTON : *Nouvelles nouvelles exemplaires.* — Un recueil de six nouvelles où, selon Cervantès, « il n'en est aucune de laquelle on ne puisse tirer un exemple profitable ». (Desclée de Brouwer, 160 p., 35 F.)

Lettres étrangères

GONZALO SUAREZ : *Doble dos.* — Le chassé-croisé des rendez-vous avec l'histoire d'un héros « paumé » où l'attendent hommes d'Etat et agents doubles. Trad. de l'espagnol par Albert Bensoussan. (Gallimard, 238 p., 45 F.)

Philosophie

W.V.O. QUINE : *le Mot et la Chose.* — La première traduction française d'un célèbre philosophe américain, dont l'œuvre est en prise directe sur la science actuelle, spécialement la linguistique et la mathématique. Trad. de l'américain par P. Gochet. (Ed. Flammarion, coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique », 391 p., 110 F.) Chez le même éditeur, Paul Gochet publie *Quine en perspective* (229 p., 65 F), étude d'ensemble des travaux du chef de file de la philosophie américaine.

JACQUES D'HONDT : *l'Idéologie de la rupture.* — Paradoxalement, la rupture absolue ne suscite-t-elle pas des idéologies paralysantes ? (PUF, coll. « Philosophie d'aujourd'hui », 189 p., 42 F.)

Psychanalyse

ERNST KRIS : *Psychanalyse de l'art.* — Une contribution majeure de la psychanalyse à la psychologie de la création artistique. (PUF, coll. « Le fil rouge », 432 p., 110 F.)

Polémique

FREDERIC GRENDEL : *Raymond Barre.* — Le premier ministre épinglé par un gaulliste de gauche. (Ed. Régine Deforges, « Nos grands hommes », 126 p., 16 F.)

Humour

ROLAND TOPOR. — Jacques Sternberg trace un portrait et propose des extraits de Roland Topor, peintre, dessinateur et aussi écrivain. (Seghers, coll. « Humour », 192 p., 19,50 F.)

Arrabal. — Présentée par Jacques Roman et proposée par *les Cahiers du silence*, une revue sur Arrabal, où textes, collages, illustrations se mêlent. (Kesselring.)

Histoire

MICHEL MESLIN : *l'Homme romain.* — Un essai d'anthropologie historique. (Hachette, 296 p., 45 F.)

Economie

OTA SIK : *Pour une troisième voie.* — Version abrégée et plus accessible du précédent ouvrage de cet économiste tchécoslovaque, compagnon de Dubcek et théoricien de la réintroduction du marché dans l'économie socialiste. (Presses universitaires de France, 254 p., 54 F.)

Société

MICHEL MARIE et JEAN VIARD : *la Campagne inventée.* — Les rapports entre les paysans, leurs communautés et l'environnement urbain dans quatre villages d'un pays de la moyenne Provence. Un essai d'écologie sociale. (Editions Actes/Sud, mas Martin B.P. 13.125 « Le Paradou », 239 p., vingt-cinq cartes et croquis, 35 F.)

Document

JEAN LESAGE : *l'Italie des enlèvements.* — Les dessous d'une industrie scandaleusement prospère dans l'Italie d'aujourd'hui. (Olivier Orban, 336 p., 44 F.)

VALERY CHALIDZE : *le Crime en Union soviétique.* — Par un dissident, la criminologie d'une société communiste. (Olivier Orban, 243 p., 42 F.)

Spiritualité

ANDRE FROSSARD : *Les 36 preuves de l'existence du Diable.* — En trente-six lettres, l'auteur de *Dieu existe, je L'ai rencontré* se demande si nous ne nous sommes pas « diabolisés » par nos propres moyens. (Albin Michel, 214 p., 29 F.)

HENRI-CHARLES PUECH : *En quête de la Gnose.* — En deux tomes, *la Gnose et le Temps* et *Sur l'Evangile selon Thomas*, sont réunis les principaux articles et cours de Henri-Charles Puech, professeur au Collège de France. (Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences humaines », tome I, 300 p. ; tome II, 320 p. ; 75 F les deux volumes.)

en poche

« Le Nazisme et la Culture »

C'EST beaucoup plus qu'une réédition. Non seulement de nombreux documents — les seuls accessibles en français — se sont ajoutés aux essais, mais les analyses elles-mêmes ont été complétées et enrichies. Alors qu'il existe en Italie et en Allemagne d'importantes études consacrées à l'art et à la littérature sous le IIIe Reich, ces problèmes n'ont fait l'objet en France d'aucune analyse systématique. *Le Nazisme et la Culture* retrace ce que fut, au niveau des lettres, la barbarie nazie que certains s'obstinent à imputer à la bêtise de quelques fonctionnaires.

Citant les textes, L. Richard montre qu'il n'en est rien : la vie culturelle du IIIe Reich, les autodafés, les expositions d'art dégénéré, la médiocrité qui caractérise les arts plastiques, l'arrestation des écrivains furent la mise en pratique des principes déjà édictés dans *Mein Kampf* par Hitler. Aussi analyse-t-il les valeurs, les idéaux politiques et racistes qui ont présidé à ce démantèlement de la culture de Weimar. Si les nazis ont été incapables d'inventer un style, une esthétique, ils ont largement puisé dans tous les courants antérieurs — du réalisme du dix-neuvième siècle au kitsch en passant par le prussianisme, les idéaux petits-bourgeois, les thèmes rustiques qui constitueront le courant *Sang et Sol*.

Ce que montre aussi L. Richard, c'est que les productions de l'époque hitlérienne n'ont pas été ensevelies avec elle : de nombreux écrivains qui collaborèrent ou se rendirent complices du nazisme sont réhabilités et traduits en français. La littérature de gare qui, sous prétexte d'écrire l'histoire du fascisme, alimente le sadisme petit-bourgeois, certaines productions de la « culture de masse » sont encore imprégnées des idéaux nazis. Tout cela souligne la justesse de la phrase de Max Horkheimer, qui avait été mise en exergue à l'exposition de Francfort sur l'art nazi : « *Celui qui parle du fascisme ne doit rien taire du capitalisme.* »

J.-M. P.

★ LE NAZISME ET LA CULTURE, de Lionel Richard, Maspero, 393 pages, 22 F.

● Parmi les rééditions : *l'Ancre de miséricorde*, de Pierre Mac Orlan (Presses Pocket) ; *les Soulèvements populaires en France au dix-septième siècle*, de Boris Porchnev (« Champs », Flammarion).

en bref

● Le PRIX OSSIAN 1978 doté de 20 000 marks (environ 45 000 F), a été attribué à Hambourg par la Fondation « F.V.S. » (Freiherr von Stein), au docteur Francesco de B. Moll, savant et écrivain catalan. Ce prix récompense des personnalités ou des sociétés qui œuvrent en faveur de la survie des langues et des communautés culturelles menacées. Le docteur Moll, responsable du « Diccionari Catala-Valencia-Balear » en dix volumes, s'est, selon la Fondation « F.V.S. », particulièrement engagé pour la sauvegarde de la langue catalane, en particulier aux îles Baléares.

● LE PRIX DU MEILLEUR LIVRE ETRANGER pour 1977-1978 vient d'être décerné à deux auteurs italiens, Mario Pomilio et Mario Praz.

Mario Pomilio, cinquante-six ans, reçoit ce prix pour son livre « le Cinquième Evangile » paru en Italie il y a deux ans, et traduit en français chez Fayard par Henri Louette. J.R. Armogathe a dit, dans « le Monde des livres » du 4 mars 1977, l'importance de cet ouvrage.

Mario Praz, célèbre critique italien, partage ce prix pour son essai de 400 pages sur le « romantisme noir » en France, en Italie et en Angleterre, intitulé « la Chair, la Mort et le Diable », paru chez Denoël, et traduit par Constance Thompson-Pasquali (voir « le Monde des livres » du 9 septembre 1977).

● LE PRIX LITTERAIRE DE LA VILLE DE CAEN a été décerné à Catherine Rihoit pour son roman « Portrait de Gabriel » (Gallimard).

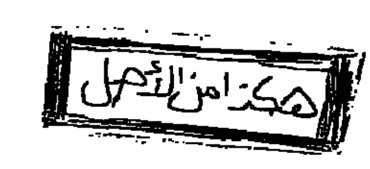
● LE PRIX DES ROUTIERS a couronné le livre de Gaston Martineau « Chien perdu en Arabie » (Ed. Cadrat).

● LE PRIX FRANÇOIS-VILLON, qui couronne chaque année un recueil de poèmes inédits, a été décerné à Georges Rose pour son manuscrit intitulé « Passages ». Le prix Jeune Poésie, réservé aux moins de trente ans, a été décerné à Colette Klein pour son manuscrit « Cécités ».

● MAURICE MALOUX recevra, le 28 février, le prix Scarron pour son livre « l'Esprit à travers l'histoire » (Albin Michel).

● L'HERBIER DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU AU MUSEE DES ARTS DECORATIFS. — En guise d'ouverture aux manifestations du bicentenaire de la mort de Rousseau, le Musée des arts décoratifs expose un des herbiers du promeneur solitaire. Ce volume de poche, dans un état étonnant de conservation, avait été légué au musée en 1912 (bicentenaire de la naissance) par le comte de Rambuteau. Il est entouré de dessins et d'objets évoquant Jean-Jacques et le goût de son temps pour la botanique. (Entrée libre, jusqu'au 2 octobre.) A signaler l'excellente présentation de Gérard Mabille, vendue 1 F à l'entrée de la salle, et qui reproduit un article des « Cahiers de l'Union centrale des arts décoratifs » (nº 1, mars 1978).

● « LE ROMAN DE 1945 A NOS JOURS », tel est le thème du colloque international qui se déroulera à la faculté des lettres de Pau les 3, 4 et 5 mars. Il réunira des professeurs, des romanciers français comme André Pieyre de Mandiargues, Alain Robbe-Grillet, et des romanciers d'Amérique latine, en particulier Juan Carlos Onetti.



هكذا من الأصل

lettres étrangères

Les débuts d'une littérature amérindienne

● ***Quatre générations d'Indiens Washos, ou quatre personnages en quête de pouvoir.***

AVEC *Rabbit Boss*, on assiste — on participe à la naissance du roman amérindien. On connaissait les autobiographies (*Géronimo*), les visions (*Elan noir*), les contes et poèmes (curieusement négligés par l'édition française) (1), les mémoires (*Un siècle de déshonneur*), les chroniques historiques (*Enterre mon cœur à Wounded-Knee*), les clameurs d'un peuple qui s'éveille (*Vine Deloria parmi tant d'autres*) — point de roman, ou presque. Sans doute la spécificité indienne rendait-elle difficile l'insertion dans un genre occidental et bourgeois fortement marqué. Thomas Sanchez relève le défi : c'est un roman qu'il écrit — le roman de l'altérité absolue.

Les personnages. Gayabuc, le Washo. C'est l'hiver 1846. Des hommes blancs perdus dans les neiges du Névada. La famine. L'anthropophagie. Gayabuc observe à travers les arbres. Il les voit manger la chair de leurs corps. Dans la moelle de ses os, le *ruissellement de sa force se* tarit. Il perd son pouvoir — sa « Musege ». Il perd la raison. Il ne peut plus chasser le lapin — *k « peileu »*. La Bête Blanche est entrée dans la Maison de la Montagne. Le Renard de la terre est lâché. Le Maître des lapins est devenu gibier.

Birdsong. Un siècle plus tard. Le dernier des Washos. Les Blancs l'appellent « Joe ». Ses frères « l'exterminateur ». Ce Rabbit Boss des temps modernes est payé par l'homme blanc pour anéantir les lapins qui creusent des terriers où les chevaux se prennent les pieds. *Mais la machine* à exterminer les lapins est commandée. Elle arrive l'année suivante. Le Maître des lapins est au chômage.

Capitaine Rex, le fils de Gayabuc, le représentant de la seconde génération. Pour survivre, il collabore avec l'ennemi : il ramasse l'herbe à cochon qui entrave la voie ferrée. Il imite l'envahisseur : il s'attaque aux jaunes qui posent les rails du transcontinental, il tue l'un d'eux et vole 50 dollars. Il découvre que son pouvoir est illusoire : à la ville, l'homme blanc récupère l'argent et la foule le lynche ; dans la *plaine, l'homme jaune viole sa* femme. Il meurt vers 1899.

« Hallelujah Bob » — encore un nom ridicule donné par celui qui a pouvoir sur les choses et sur les mots. A la troisième génération, le descendant du *Maître des lapins essaie de* retrouver sa force : il « *naît pour la seconde fois* ». Avec son haut-de-forme sur la tête et son évangile sous le bras, il prêche son peuple. Il achète une Ford — car un prédicateur sans voiture, c'est comme un Jésus sans croix. Lorsqu'il retrouve enfin la « Musege de l'Antilope », le pouvoir des rêves, la vision ancestrale, deux *fourgons de police l'in*terpellent et l'emmènent — lui et le reste de son peuple : douze hommes, cinq femmes, six enfants.

Quatre personnages en quête de pouvoir. Quatre générations *d'hommes privés de leur puis*sance, pathétiques, dérisoires. On glisse sans transition de la première à la quatrième génération, puis à la seconde, puis à la troisième, et on recommence.

Insectes minuscules et passagers à la surface d'une terre où le daim est perçu comme le frère de l'homme, ces hommes et ces femmes ne sont pas résignés : au-delà des viols et des humiliations, des tueries de personnes et d'animaux, au-delà du pouvoir blanc qui exploite et mutile et dévore, ils perçoivent — à certains moments de leur existence — leur réalité, leur vision, leur pouvoir. Ils savent que la femme est nuage et l'homme foudre et que l'on ne peut pas détruire le *tonnerre avec une hache*.

Rabbit Boss est le récit de la vie quotidienne de quatre générations d'Indiens détruits. C'est aussi la vision d'une autre relation aux hommes et au monde. C'est enfin le cri d'un peuple qui affirme et réaffirme sans cesse des « racines » qu'il n'a jamais perdues. A la différence du roman afro-américain, le tout jeune roman amérindien s'installe d'emblée dans l'altérité — eux et nous. Ainsi évitera-t-il, sans doute, la vaine étape de l'intégration.

PIERRE DOMMERGUES.

★ RABBIT BOSS, de Thomas Sanchez, *traduit de l'américain par* Guy Durand. Le Seuil, collection « Fiction & Cie », 384 pages, 56 F.



★ Dessin de Cagnat.

(1) *American Indian Prose and Poetry*, anthologie présentée par M. Astrov, Capricorn Books, N.Y., 1946 ; *The Trickster*, un conte présenté par Paul Radin, Schocken Books, N.Y., 1956.

sciences humaines

Lou Salomé, génie de la vie

AURAIT-ELLE exercé semblable fascination sur ses contemporains, Lou Salomé, *si elle n'avait cessé de déjouer l'emprise* — physique ou intellectuelle — qu'ils cherchaient à exercer sur elle ? Et comment expliquer qu'aujourd'hui encore elle nous interpelle, sinon par cette affirmation brutale et constante de son *Moi, qui la conduisit à transformer sa vie en un champ d'expérience pour ses idées* ? On comprend que Nietzsche, blessé, ait comparé cette héroïne stirnérienne au sirocco, ce vent mauvais qui rend fou...

François Guery, dans un essai intempestif qui bouscule allégrement les genres (biographie, psychanalyse, philosophie, histoire), interroge cette puissance fécondante que symbolisa Lou, non pas *femme de génie, mais « génie de la vie »*.

S'il s'est limité, et c'est dommage, aux relations qu'elle entretint avec Nietzsche et Rée, son livre abonde néanmoins en aperçus originaux sur cette jeune Russe qui sut enflammer l'imagination des intellectuels européens de la fin du dix-neuvième siècle, sans pour autant se prendre au jeu de leurs fantasmes. — R. J.

★ Ed. Calmann-Lévy. 240 p. 45 F.

Le travail amoureux

ELOGE DE L'INCERTITUDE, tel est le sous-titre de cet ouvrage attachant, mais inabouti, où Max Pagès, professeur de psychologie sociale à l'université de Paris-Dauphine, tente de rapprocher et de mêler des genres considérés habituellement comme incompatibles : le journal intime, le poème, la réflexion théorique.

S'il s'élève contre la fiction mystifiante qui veut que *nous* séparions notre intellect de nos émotions, de notre corps, de nos amours et de nos peurs, il ne va pas jusqu'au bout de son projet : mettre en rapports réciproques la pensée et la vie. Certains chapitres (sur Freud, sur Reich, sur le changement social) sont d'un universitaire rompu aux débats d'idées à la mode, cependant que ses confessions souvent émouvantes piquent notre *curiosité — notre voyeurisme ? — sans lui donner suffisamment* matière à s'emballer.

L'auteur reconnaît honnêtement, il est vrai, qu'il ressent encore sa pensée rationnelle et son expression personnelle comme deux blocs hétérogènes, deux personnes étrangères qui prennent peur et se fuient...

ROLAND JACCARD.

★ Ed. Dunod, 144 p., 49 F.

roman

Une journée dans la mort de François Fydal

● ***André Rollin et son « beautiful » livre***

IL y avait autrefois dans chaque village, chaque petite *ville de France un original* qui se faisait livrer son cercueil à domicile et venait y dormir les soirs de spleen ou d'ébriété.

André Rollin (ou François Fydal son double) imagine et décrit son cortège funèbre traversant la ville, sa ville rose, dans un corbillard 1925 spécialement construit par son père antan, pour le même usage, cortège qui *avance-vance, déambule-bulle*, vagabonde-bonde, au hasard des souvenirs, au gré des étapes, vers le chœur-cœur de la cathédrale *où l'attend la foule de ceux qu'il* a conviés sur bristol, à ce rendez-vous macabre, son « beautiful day ».

Cette promenade brisée, à rebours du souvenir, où les réminiscences, les évocations anciennes, la mémoire immédiate se mêlent à la mise en scène de l'auteur-héros écrivant son livre, aux réflexions et divagations que *cette entreprise lui suggère* n'est pas d'une démarche simple.

L'art, la science presque surnaturelle (le surnaturel étant la forme achevée du naturel) par lesquels ce romancier débutant se joue de tous les obstacles surprennent autant que la maîtrise avec laquelle il incorpore et assimile les innovations les plus modernes et audacieuses en *matière d'écriture et de composition*.

Ce livre décousu donne l'impression du cousu main, et son équilibre est fait de légers déséquilibres successifs, comme la démarche d'un ivrogne ou d'un somnambule à la recherche de sa mémoire et de ses rêves.

Mais ces considérations techniques ne doivent pas faire *oublier que derrière la construc*tion romanesque se dissimule une vie, comme, dans le corbillard 1925, repose un homme. Un homme jeune encore, qui a une histoire. Et qui la recrache, d'amertume, de désespoir. Un *homme qui n'a pas réussi* à se guérir de son enfance et de ces chocs que sont la mort d'une mère, d'un père, d'une grand-mère, ni de ces révélations qu'apportent à un regard en éveil les premières déchirures du corps familial et social.

Un fauteuil vide d'où est tombé un livre ouvert... Un lit de fer où gît une agonisante... Une femme morte allongée sur *le* canapé d'une pièce grise que regarde un enfant en longue chemise de nuit... Un collège de jésuites... Une machine à écrire sur fond de vigne vierge où un écrivain écrit tous les mardis le livre en train de se faire, ce livre d'un homme qui enterre sa vie comme un enfant rageur qui mêle les pleurs aux sarcasmes, les sanglots aux ricanements.

Un livre qui règle des comptes et ne respecte rien d'autre que lui-même. Un livre fantasque qui débouche sur le fantastique de la détresse. Un livre qui saigne et nous fait saigner. Un « beautiful » livre.

PAUL MORELLE.

★ CORTEGE DANS LA VILLE, d'André Rollin. Le Seuil, 160 p., 39 F.

ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHERS



de l'Académie Goncourt

Les enfants pillards

"Un roman qui plaira tout de suite, par sa vigueur dure et sauvage, et qui restera en chacun de nous comme une musique aimée." Dominique Fernandez / L'Express

"Un merveilleux album d'images... Un livre de toujours... Oui, faites la promenade dans le jardin de Cayrol, allez à la découverte des souvenirs d'un homme qui n'a jamais perdu le sens inouï de l'enfance." Françoise Xenakis / Le Matin

"...Merveilleux, direct, simple, transparent... Sa flûte mozartienne, savante et naïve, a rarement produit un chant aussi pur et qui va si loin." J. Piatier / Le Monde

"Jean Cayrol retrouve la parole libre, audacieuse, qui est toujours à l'origine du roman." Daniel Oster / Les Nouvelles littéraires

"Une évocation du passé vivante et vibrante." Robert Kanters / Le Figaro

Récit 192 pages 37 F



ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHERS

ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHERS

deux romancières / JULLIARD

Henriette Jelinek

Ann Lee rachète les âmes

Raymonde Vincent

Les Terres heureuses

L'ange et la bête

(Suite de la page 15.)

DE telles expériences soulèvent toujours la même objection de principe, à laquelle n'ont pas échappé les prêtres-ouvriers, après Simone Weil, ni le Christ lui-même : *la condition qu'on épouse par choix, et avec la possibilité de s'y arracher, n'a rien à voir avec celle que subissent les* « vrais exploités ».

Linhart en est conscient. Il ne tente d'ailleurs pas l'épreuve en bourgeois honteux et soucieux de réforme personnelle ni en missionnaire, mais en militant politique curieux des possibilités d'action à la base. Il n'empêche que la machine ne tarde pas à *annihiler la réserve de forces physiques et morales dont il disposait.* En quelques semaines, il est engourdi, englué, par la seule nécessité de survivre. Il s'agit d'économiser gestes, minutes, paroles, désirs, sous peine de « couler » en aval de la chaîne, de « craquer », de se retrouver à l'asile *ou à la rue. Le plaisir de s'appartenir, en* rentier, le temps d'une cigarette se paie d'une matinée entière.

SI un conflit survient, la pression anonyme de l'organisation s'accentue encore. Ainsi lorsque la direction prétend récupérer en heures *non payées les avantages* qu'elle a consentis en mai 68 dans la peur. A la moindre *velléité de riposte ouvrière, les interprètes cloisonnent et* sermonnent les nombreux étrangers, les contremaîtres brandissent la liberté du travail, on repère, on brime, on mute.

C'est le cas avec Linhart. Avant de le licencier en plein *été pour* « *compression de personnel* », *on l'isole dans un* magasin de pièces détachées, puis à une tâche de manœuvre à tous les vents, on cherche à payer un mouton pour l'impliquer dans une bagarre. Il ne reste plus alors d'autre consolation, même pour un agrégé qui sait qu'il regagnera bientôt le paradis des nantis, que la fraternité de la chiourme.

par Bertrand Poirot-Delpech

Les visages des compagnons défilent, d'une vérité évidente. Voici le petit Breton tuberculeux qui ne vit que de *projets, l'O.S. noir qui pousse la coquetterie jusqu'à quitter* l'usine avec un attaché-case. Primo le Sicilien, Ali le fils de *marabout qui nettoie les latrines du quai de* Javel et qui, dans le vent des hangars, parle en seigneur de la culture arabe. Voici l'histoire insoutenable du retoucheur dont on change brutalement l'établi, dont la main, la veille si sûre, se met alors à bafouiller devant les chefs, et qui rougit de honte, et qui en tombera malade...

Par instants, le normalien se souvient de son état et des sortilèges de l'écriture. En une phrase boulonnée comme une chaîne de montage, il fait sentir le poids de temps broyé que pèsent les carcasses de tôle, l'âcreté des odeurs de suint et de graisse, l'immense vacarme sous les verrières.

Mais aussitôt *l'Etabli* reprend le ton du constat, d'autant plus poignant que glacé. Je n'ai rien lu de plus atroce, de plus accusateur, dans la nudité, depuis *Une journée d'Ivan Denissovitch*, de Soljenitsyne. Avec cette circonstance, que chacun *peut trouver aggravante ou pas, que cela ne se passe* pas en Sibérie mais sous nos fenêtres, ni vu ni connu, à un jet de boulon.

★ **LA MORT DE JOSEPH STALINE, de Guy Lardreau, coll. « Figures ». Grasset, 184 pages, 38 F.**

★ **L'ETABLI, de Robert Linhart, coll. « Documents ». Editions de Minuit, 180 pages, 22 F.**

histoire

Le cas Babeuf

● ***Controverses autour d'un révolutionnaire français.***

TOUS les Français ne savent pas que Gracchus Babeuf, personnage secondaire de leur révolution, est aujourd'hui encore une vedette internationale. En Union soviétique particulièrement, sa notoriété est grande, et double.

Du côté de chez Marx, l'histoire officielle du socialisme voit en Babeuf le génial précurseur de Lénine. Il est en 1796, sous le Directoire, le chef et l'inspirateur de la conjuration des Egaux, « *premier parti communiste agissant* », selon l'expression de Marx. Babeuf est alors champion de la justice sociale, de la défense des « *ventres creux contre les ventres dorés* ». Cent vingt ans avant les bolchéviques, il prépare la transformation égalitaire de la société par un coup d'Etat révolutionnaire organisé par un « directoire secret ». Il conçoit et propose l'absorption du secteur privé par l'Etat.

Du côté de chez Ivan Denissovitch, les dissidents soviétiques sont encore plus impressionnés par le personnage. Dans son programme de 1796, Babeuf n'a-t-il pas rêvé toute l'histoire future de l'Union soviétique : dictature de transition qui n'en finit pas, fermeture des frontières, assignation à résidence des étrangers, contrôle du commerce extérieur par l'Etat, expulsion des dissidents avec privation de nationalité, camp de travail forcé et militarisation sociale ? L'anachronisme prophétique du personnage de Babeuf déclenche chez les dissidents le rire nerveux des enterrements. Igor Chafarévitch, l'un des plus brillants intellectuels soviétiques, mathématicien et historien, lui consacre, dans *le Phénomène socialiste* (le Seuil, 1977), ses pages les plus critiques et les plus drôles.

C'est une biographie orthodoxe, une *hagiographie précise et sentimentale*, que nous donne Jean Bruhat, historien spécialiste du mouvement ouvrier, plus inspiré par les travaux officiels des *historiens soviétiques*, Daline, Volguine et Markov, que par les interprétations hérétiques de Chafarévitch. Mais il restitue bien, par les *textes*, le style *humain très particulier de la* période, le mélange de froideur et de passion, de rationalité et de guillotine, qui enveloppe l'esprit des acteurs politiques du *temps. Les lettres de Babeuf* à son fils, tracées de sa belle et géométrique écriture d'arpenteur, frappent par leur tendresse abstraite. On y voit le théoricien *révolutionnaire* entretenir son enfant, âgé de moins de neuf ans, de « *ce système d'égalité parfait qui assurera une félicité d'autant plus ravissante qu'elle sera basée sur des dispositions qui la rendront invariable* ». Et il conclut : « *Ton papa t'embrasse, G. Babeuf.* »

La conspiration débouche sur un suspense digne d'un roman policier. Une course de vitesse se livre entre le Directoire et les Egaux. Trahi par un mouchard, Babeuf est pris au moment où il achève, avec Buonarroti, sa proclamation révolutionnaire : « *Le peuple avance, la tyrannie n'est plus. Vous êtes libre...* »

Malheureusement pour le suspense, nous savons d'expérience que le capitalisme règne toujours *en France. On ne peut* donc raisonnablement comparer Gracchus Babeuf à Arsène Lupin et Jean Bruhat à Maurice Leblanc.

Emprisonné, jugé, Babeuf est guillotiné le 28 mai 1797 après une tentative *de suicide. Qui* a-t-on tué ce jour-là ? Un héros de la justice sociale ? Ou le premier théoricien de la transition au totalitarisme ?

EMMANUEL TODD.

★ ***GRACCHUS BABEUF ET LES EGAUX OU LE PREMIER PARTI COMMUNISTE AGISSANT, de Jean Bruhat, Librairie académique Perrin, 247 pages, 50 F.***

Un Père-Lachaise dessiné par le facteur Cheval

(Suite de la page 15.)

Le marchand flamand ou parisien de la fin du Moyen Age voit plutôt sa trajectoire comme une *promesse* de bonheur possible et de liberté *créatrice* douée d'une âpre saveur. La mort, en cette affaire, est une gêneuse, une casseuse. D'où l'*amertume* de l'échec, à l'heure du bilan final. De là découle aussi l'horreur fascinée qu'on éprouve pour le cadavre décomposé : elle s'empare de la *culture et de la peinture* du bas Moyen Age, si éprouvé par la peste en masse.

La plus grande réussite de l'âge baroque

Au dix-septième siècle s'impose la mort baroque, probablement l'une des plus grandes réussites esthétiques, quant à l'art de mourir et d'être enterré, qu'ait mises au point l'Occident. L'inhumation baroque unifie l'individuel et le social ; elle accepte les faits macabres, mais pas dans leurs versions névrotiques, centrées sur les pourritures. Elle répond aux soucis qui se font jour, pour le salut de l'âme du décédé. Au son des cloches, elle reconstitue l'ordre social de la ville, des pauvres aux privilégiés : *cet* ordre est pompeusement recomposé au fil de la procession funèbre qui accompagne le corbillard de luxe, derrière les têtes de mort et les larmes d'*étoffe* brodée.

La sinistre chouette prend son vol

Hélas, l'oiseau qui semblait si bien apprivoisé finit par s'échapper de sa cage. La sinistre chouette va prendre son vol. Le dix-neuvième siècle sur ce point commence vers 1780, au temps de Greuze et des mélos larmoyants : ce n'est pas encore l'époque de la mort sauvage. Mais les temps sont déjà porteurs d'un certain décès romantique ; il l'est, passionnellement, émotionnellement, hystériquement vécu par les proches du disparu. Bref, ce n'est plus la mort de soi, la mort de l'autre, frère, conjoint, être aimé... *L'émotion devant la mort* d'autrui peut aller jusqu'à l'érotisme macabre, préparé par toute une tradition qui va de Baldung à Sade.

Dès avant la révolution, les tableaux de Greuze donnent le ton. Ils sont pleins de pleurs. Un fantastique culte familial et civique des morts, où communient les *chrétiens de tous* bords et les positivistes laïques, se met en place dans les cimetières monumentaux après 1850, dont le Père-Lachaise est l'archétype. En attendant que surgissent les monuments aux morts des guerres mondiales...

La pornographie de la mort

Dernier stade : le nôtre. Il se caractérise, déclarent gravement les spécialistes, par la pornographie de la mort. *Relégué* à l'hôpital, hérissé d'appareils tubulaires, le mourant est *évacué* du social. Il cesse de présider (comme il l'avait toujours fait jusqu'alors, de *Charlemagne* à Poincaré) à la *mise en scène* de son agonie et de son décès. Les derniers instants, la messe funéraire, l'inhumation, sont bâclés ; sauf à gauche, où l'on sait toujours, à *défaut* d'autre chose, « s'unifier » dans le *défilé* d'un beau cortège d'enterrement, derrière le char funèbre d'un grand leader. L'extrême onction fut une préparation solennelle à *l'au-delà* ; *elle devient le simple* « sacrement des malades » : un antibiotique de plus, mais spirituel. Les familles continuent à se rassembler autour des tombes *largement fleuries lors de la* Toussaint. Mais, déjà, les présidents de la République, signe des temps, refusent d'« inaugurer les chrysanthèmes ».

Un livre décidément foisonnant. L'opuscule de Baltimore, qui avait tracé, pour l'essentiel, les grandes lignes de la périodisation d'Ariès, se visitait en *un tournemain, comme un cimetière* de campagne. L'auteur nous a donné cette fois-ci, en six cent quarante-deux pages, un gigantesque Père-Lachaise, dessiné çà et là par le *facteur* Cheval. (Qu'on ne prenne pas cette remarque pour une critique. Amoureux de la Drôme, je suis un fanatique du facteur.) On y va *et vient dans tous* les sens, du charnier au colombarium, de la voirie au serrement de mains... Une encyclopédie fourmillante ! Par moments, elle donne le tournis et envie de mourir, ou de s'y préparer avec bonne conscience.

Une succession d'images culturelles

Je connais d'avance les objections qu'on pourra lui faire : Ariès a vu trop long, ou trop large. Les médiévistes le chicaneront sur ses théories. Il confond l'art de mourir de l'homme de la rue en général, bien mal connu de nous, avec la culture mortuaire d'une minuscule élite occidentale, commodément révélée par de nombreux textes... Mais, justement, le film d'Ariès est une succession haletante d'images culturelles. Avec brio, il introduit l'ordre souverain de la raison historienne dans un paysage de très longue durée, où n'avait régné jusqu'alors que l'alignement *désolé* des files de squelettes et de *transis*.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

★ ***L'HOMME DEVANT LA MORT,* de Philippe Ariès. Le Seuil, « l'Univers historique », 640 pages, 69 F.**

Mourir à Paris
Mourir à Londres au XVIIe siècle

DEUX livres récents complètent utilement les réflexions sur la mort de Philippe Ariès.

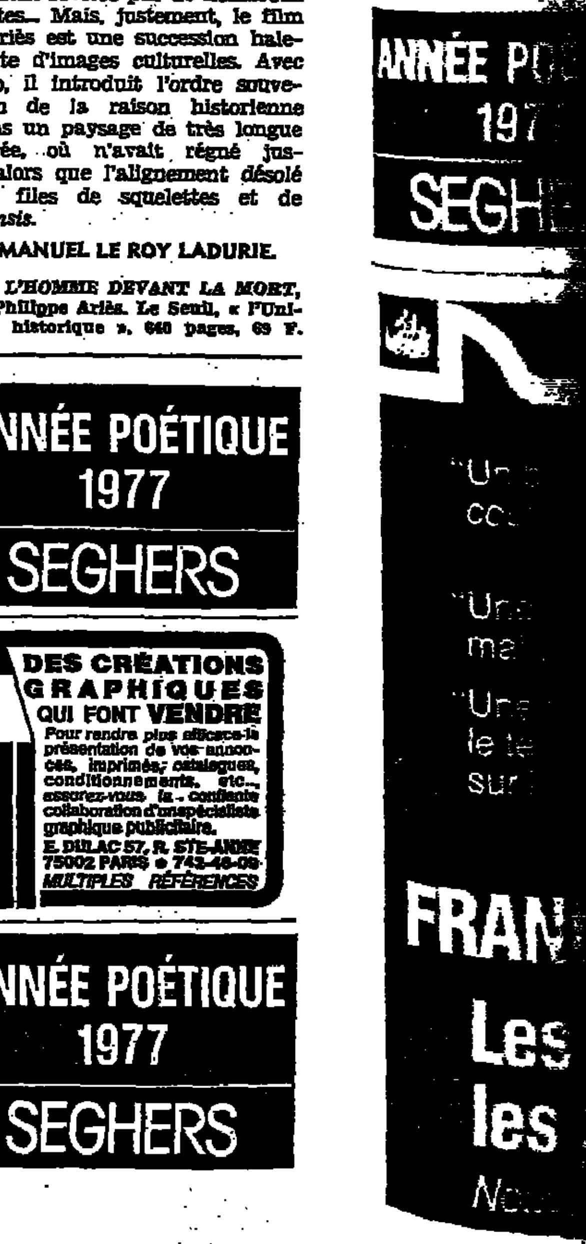
Pierre Chaunu propose, dans *la Mort à Paris, XVIe, XVIIe, XVIIIe siècle*, un supplément de « discours sur la mort ». Ce gros volume *combine plusieurs approches.* D'abord, une présentation des débats récents, allant de Gorer à Ariès, de Vovelle à Thomas, mais oubliant l'initiatrice réelle du débat, Sylvia Anthony, auteur dès 1939 d'un ouvrage pionnier *intitulé The child's discovery of death* (la découverte de la mort par l'enfant). Chaunu rappelle ensuite l'évolution du « discours chrétien » sur la mort. Il débouche sur une analyse quantitative des testaments parisiens de l'Ancien Régime, dépouillement par sondage inspiré des travaux de Michel Vovelle. Ce livre, débordant de faits et de chiffres, s'achève *par* des considérations rapides et discutables sur les rapports entre l'accroissement du suicide *et* l'abandon de la religion chrétienne.

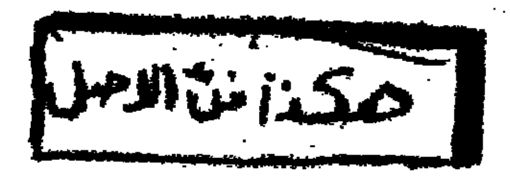
Les Observations naturelles et politiques de John Graunt, citoyen de Londres, sont à la fois un document et une analyse. L'Institut national d'études démographiques vient de publier en français, dans une très jolie édition imitant la présentation anglaise d'époque, *ce texte pittoresque et capital du premier des démographes. Car* Graunt est aux statisticiens et aux sociologues ce que Galilée est aux physiciens, l'artisan d'une révolution mentale. En 1662, il met la mort en chiffres et en tableaux, brisant de nombreux mythes concernant les causes de décès. Il compare les morts de peste, *de jaunisse, de vérole, d'hydropisie, de chagrin et de peur !* Il conçoit la régularité statistique de la mort, évinçant l'intervention divine de chaque mort particulière. L'introduction et les notes remarquables du traducteur, Eric Vilquin, permettent à chacun de saisir le rôle décisif de cette percée intellectuelle. — E. T.

★ **LA MORT A PARIS, XVIe, XVIIe, XVIIIe SIECLE, de Pierre Chaunu. Fayard, 543 p., 99 F.**

★ **OBSERVATIONS NATURELLES ET POLITIQUES... SUR LES BULLETINS DE MORTALITE, de John Graunt, Institut national d'études démographiques, 173 p., 57,80 F. (En vente à l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Cedex 14.)**







هكذا من الأصل

romans policiers

Peter Cheyney, le revenant

● *Ses héros ne sont pas fatigués.*

CURIEUSE vie que celle de cet Anglo-Irlandais, une vie à tenter un biographe. Etudiant en droit, puis acteur à seize ans, un vaste théâtre attend Peter Cheyney et sa génération. Nous sommes en 1914. Cheyney a dix-huit ans. A dix-neuf ans, il sera le plus jeune capitaine de l'armée britannique. Blessé à la tête, comme Apollinaire, comme tant d'autres, le voici hors-jeu. Il écrira des poèmes, fera du journalisme, en vivra fort mal, fondera une agence de police privée. Cette expérience ne sera pas perdue. En 1936, il va relever un défi : écrire un roman policier à l'américaine. Comme Vian. Résultat : *Cet homme est dangereux*, un triomphe.

De nouveau la guerre. Cette fois, Cheyney la fera dans l'Intelligence Service. Beaucoup de choses changeaient, à l'époque. Les V-1 s'écrasaient sur Londres. Cheyney en tirera l'argument d'un roman d'espionnage : *Sinistres rendez-vous*. Il poursuivra dans la même veine avec l'histoire du démantèlement d'un réseau nazi en Bretagne, *Sombre interlude*.

Et cette fois, c'est la guerre froide. Cheyney l'évoque dans *Ces dames n'aiment pas attendre !*, où s'affrontent réseaux russes et anglais. L'enjeu : l'échange d'un agent occidental contre un savant allemand.

Les héros de ces récits, Kells, O'Mara, Guevalda et leur chef, le « vieux », sont peu connus du grand public français. C'est que « Cheuney » sera découvert à la libération, dans l'euphorie qui suit une longue pénitence. Il va lancer, sur un marché avide de tout ce qui est américain, un personnage de dur, le célèbre Lemmy Caution. Placé d'abord sous les couleurs de Sven Nielsen, aux Presses de la Cité, il bénéficiera ensuite, dans la « Série noire », des soins de Marcel Duhamel, qui saura traduire ses tics verbaux en argot percutant, et faire du banal : « *Vous voyez ce que je veux dire ?* » le fameux « *Vous pigez ?* » Donc place à Caution.

Pourtant, Vallon, le « privé » de *Gare-toi, beauté !*, n'est pas mal non plus. Il sait éclaircir une histoire d'héritage diantrement obscure. Mais le client reste fidèle aux marques déposées.

A chaque nom, son cliché. Dites : Cheyney ? On vous répondra, comme dans la chanson, cigarettes et whisky et petites pépées... Les cigarettes, soit. Mais les pépées ne semblent guère là que pour le *décor*. Cheyney est un chaste, au fond. Il décrit plus volontiers les robes que les corps, à l'exception des chevilles, dont il vante invariablement la finesse, et quand il dit qu'une fille a du « ça », il a tout dit. Ces êtres de convention sont là pour la parade, comme la communiante sur la pièce montée. Belles, dangereuses tant que vous voulez, ce ne sont que des faire-valoir de luxe. Il y a donc peu d'érotisme dans Cheyney. On trouve bien un baiser dans *Gare-toi, beauté !* mais c'est pour prélever le rouge à lèvres de la suspecte à des fins d'expertise !


★ Dessin de Berenice Cleeve.

La véritable héroïne, c'est l'action elle-même, rapide, imprévisible; c'est cette fuite en avant qui n'exclut pas ni l'humour ni la lucidité. Ni la violence, certes, mais sans excès. Le pire *supplice envisagé* reste celui de la goutte d'eau. Nous en étions encore à l'époque où un gentleman pouvait atteindre des tirages fabuleux simplement par la qualité des péripéties.

Reste le whisky. Dire que c'est le faible des héros de Cheyney relève de la litote. Ils boivent. L'action l'exige : « *Et ça ne sert à rien de faire semblant d'être saoul. Il faut se saouler vraiment ; alors, les autres y croient.* » (Kells, dans *Sinistres Rendez-Vous*.) O'Mara devra même devenir alcoolique, par devoir, dans *Sombre Interlude*. Pire, il mènera à bien cette mission avec une infecte gniole française. Vallon boit par nécessité, pour y voir clair.

Ce whisky qui trempe ses créatures, Cheyney ne s'en est pas privé. Devenu l'écrivain le mieux vendu de l'époque, il lui faut fournir des rasades d'imaginaire à des amateurs avides, il les fournira. Sourd depuis sa blessure, il n'a pas perdu le verbe. Il va dicter en marchant, dicter une soixantaine de romans, qui garderont une unité de ton, ce rythme inévitable du soliloque. Cheyney y va franc jeu et pour cela il boit comme ses personnages. Il constate : « *L'impossible, ça n'existe plus. On aura tout vu et, d'un sens, ça simplifie l'existence. Ça abrège aussi, parfois.* » *(Ces dames...)*

Nous sommes en 1951. Il a cinquante-cinq ans. Il est usé. Pour lui, c'est la fin de la route. Mais ses héros ne sont pas fatigués, puisque les revoici parmi nous.

CLAUDE COURCHAY.

★ **SINISTRES RENDEZ-VOUS, SOMBRE INTERLUDE, CES DAMES N'AIMENT PAS ATTENDRE ! GARE-TOI, BEAUTE ! Ed. Pygmalion, 200 p., 29,50 F chaque volume relié.**

« LE MAUVAIS ŒIL »

PARCE qu'elles poussent à la campagne, le voyageur pressé confère aux petites villes des vertus à la mode en leur attribuant volontiers de la *douceur de vivre* quand d'autres n'y verraient que de l'ennui. La ville de sept mille âmes où nous transporte le roman d'Yvon Toussaint est une de ces bourgades du Sud endormies au creux d'une vallée et bercées par les ronds discours des notables. Une « *erreur de programmation* » s'est-elle glissée quelque part ? Toujours est-il que la ville, saisie d'une soudaine frénésie de suicides, s'abandonne à la fascinante horreur de mourir.

« *Chaque homme possède au moins autant de raisons de se suicider que de ne pas le faire* », dit le personnage principal, un *commissaire de police revenu* dans sa ville natale au soir de sa vie, à l'heure du bilan. *La Mort est dans la ville* comme la maladie s'empare d'un corps qu'on croyait sain. Les transfuges étant aussi frappés, le gouvernement fait appel à l'armée — ce pratique cordon sanitaire — pour isoler la cité empestée du reste du pays.

Le rationnel et l'illogique

« *Si, un peu partout dans le monde civilisé, des collectivités allaient prendre de vitesse ceux qui, notez-le en passant, flirtent également avec le suicide, mais sur un grande échelle, cette fois, puisqu'il serait nucléaire... Si donc ces collectivités-là, les unes après les autres, se suicidaient ?* », alors les habitants de la petite ville seraient l'avant-garde du nihilisme collectif. Ces « si » et ce rôle de « précurseurs » ne les réjouissent pas du tout et ils se rebiffent comme l'agonisant s'insurge à l'approche de la mort. Incendies, foule en *furie, barricades, charges policières*, sont la dernière rébellion avant l'acceptation de la Faucheuse.

Puis, dans un lent reflux, les vagues de suicides disparaissent. Les morts gardent leurs secrets et le livre un certain mystère.

Dans *Un incident indépendant de notre volonté*, pour lequel il reçut le Grand Prix de littérature policière, Yvon Toussaint, qui est journaliste, avait abordé la politique-fiction. Il glisse ici vers la « métaphysique-fiction », genre qui demande au lecteur de mettre à l'écart tout esprit rationnel. Paradoxalement, il exige une explication, aussi illogique soit-elle.

Toute en suggestions, en demi-teintes, celles d'Yvon Toussaint — *un nom prédestiné* — *laissent* perplexes, et l'on quitte sa petite ville dévastée sans trop savoir qui de l'auteur, de ces personnages ou du lecteur avait le « mauvais œil ».

BERNARD ALLIOT.

★ **LA MORT EST DANS LA VILLE, d'Yvon Toussaint. Albin Michel, 275 pages, 35 F.**

AUBIER MONTAIGNE
13, Quai Conti - Paris 6e

Récit de la vie de Mrs Jemison enlevée par les Indiens en 1755 à l'âge de douze ans
Préface d'Yvon Simonis
collection Etranges étrangers
35 F

Jean-Thierry Maertens
Ritologiques
Le dessein sur la peau
39 F

Edgar Poe
Poèmes
Introduction de Cl. Richard
Traduction d'Henri Parisot
Collection bilingue
48 F

Schopenhauer
Le fondement de la morale
Introduction d'Alain Roger
Bibliothèque philosophique
48 F

Marcel Légaut
Prières d'homme
15 F

science-fiction

La révolution à la portée de toutes les bourses

● *Une mise en équation du dérisoire.*

POUR Philippe Goy, docteur ès sciences, chercheur en physique au C.N.R.S., les mots apparaissent comme des outils rangés sur un établi, des éprouvettes dans un laboratoire ; le style n'est donc qu'une manière *mathématique d'opérer* avec le vocabulaire, sans se préoccuper des modèles culturels. Ainsi peut-il passer sans transition du récit paysan à l'impromptu psychédélique, utiliser l'arsenal sémantique des linguistes ou celui, plus restreint, des radio-amateurs.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que son dernier livre soit un recueil de nouvelles ; déjà, ses deux premières œuvres, *le Père éternel* et *le Livre machine*, traduisaient cette nécessité de se renouveler sans jamais se répéter. Sa forme de recherche le conduit naturellement à changer d'inspiration, tant sur le plan de la forme que celui du contenu. Toute solution aboutie ne peut lui servir qu'à être transgressée pour servir de base à un nouveau travail.

Plus qu'une œuvre spéculative où l'*extrapolation* à partir du réel serait prétexte à de savants *développements thématiques*, ce recueil de nouvelles est inclus dans un avenir où la S.F. serait prise en charge par la société, où ses tabous et ses tics tiendraient lieu de référence, où le futurible serait devenu un nouvel avatar du passéisme. Ce décalage subtil produit par l'insertion de notre futur dans notre psychologie et dans nos mœurs d'aujourd'hui confère à *Vers la révolution* ce piment d'absurde, ce relevé d'humour qui fait de ce livre l'un des plus insidieux qui soient.

Qu'il s'agisse de « Larzac », où les valeurs culturelles inversées produisent un conflit ubuesque entre militaires et écologistes, de « Q.S.O. sur 27 mégahertz », où se vulgarisent de façon réjouissante les clichés diffusés par les médias, de « Un but dans l'existence », remise en question subversive de nos motivations existentielles, ou de « Vers la révolution », dernière des nouvelles de ce volume, qui constitue une sorte de mode d'emploi pour accéder à la révolution grâce à la science amusante, tous ces textes frappent par leur dissemblance et leur inventivité; ils sont le fruit d'une véritable mise en équation du dérisoire.

Si la science-fiction française existe, c'est grâce à des œuvres comme celle-ci qu'elle s'exprime de manière originale.

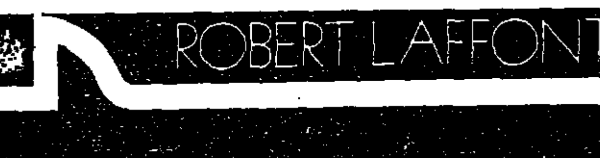
PHILIPPE CURVAL.

★ **VERS LA REVOLUTION, de Philippe Goy. Editions Denoël, collection « Présence du futur », 251 pages, 15,50 F.**

Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon – Paris VIe
Nos deux derniers catalogues de livres, neufs et anciens, consacrés aux
PROVINCES DE FRANCE
viennent de paraître
Ils seront envoyés contre la somme de 15 Francs (par timbres ou chèque) remboursable dès le premier achat.

ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHERS

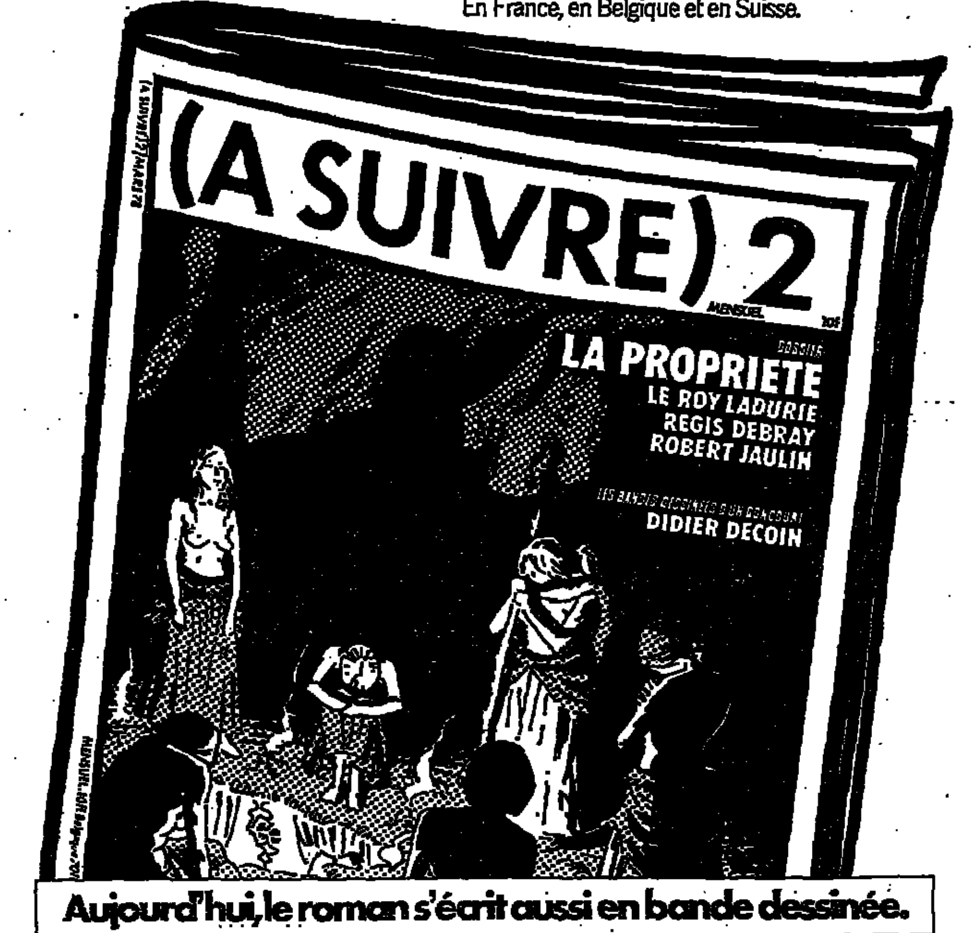




"Un bouquet que tout amateur du court récit se devra de lire". *Le Figaro*
"Une prose vive, transparente, malicieuse". *La Quinzaine Littéraire*
"Une pointe de nostalgie pour le temps passé, un délire farceur sur l'ordre du monde." *Les Nouvelles Littéraires*
FRANÇOIS CLÉMENT
Les moyens les plus simples
Nouvelles

ANNÉE POÉTIQUE 1977 SEGHERS

LISEZ LA SUITE.
Les meilleurs auteurs de la bande dessinée d'aujourd'hui écrivent de véritables romans. *Ils ont enfin un mensuel pour s'exprimer librement au rythme de leur imagination.*
Voici le N° 2. Avec la suite de la grande légende celtique d'Auclair et Deschamps ; la suite de l'épopée de Corto Maltese en Sibérie par Hugo Pratt ; le second chapitre de "Ici même", roman fantastique de la petite propriété, écrit par Tardi et Forest.
La propriété, c'est aussi le sujet du Dossier avec Emmanuel Le Roy Ladurie, Regis Debray, Robert Jaulin. Et puis encore, la bande dessinée vue par un Goncourt, Didier Decoin.
A Suivre, le magazine du récit, 108 pages, 10 F, chez votre marchand de journaux. En France, en Belgique et en Suisse.



relations internationales

Le socialisme réunifiera-t-il le continent ?

● *Jacques Huntzinger cherche comment l'Europe peut s'arracher aux tentations de l'abandon.*

L'EUROPE recommencerait-elle à faire recette ? Coup sur coup, au cours des derniers mois, elle a fourni leurs titres à une série d'ouvrages importants. Nous avons eu la *Pavane pour une Europe défunte*, de Jean-Marie Benoist ; le *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, de Raymond Aron ; *l'Europe interdite*, de Jean-François Deniau. A défaut de qualificatif, Jacques Huntzinger ajoute au mot Europe un « s », imprimé en rouge sur la couverture de son livre, pour bien montrer qu'il a voulu parler *des Europes* et non pas d'une Europe unique, puisque, aussi bien, celle-ci n'a d'existence, pour le moment, que selon la géographie.

Professeur d'université et membre du comité des experts du P.S., l'auteur, qui a donné à plusieurs reprises des articles au *Monde*, s'est consacré aux relations internationales et plus spécialement aux problèmes de défense et de désarmement. Mais il est de ceux, de plus en plus rares à notre époque, qui n'ont pas peur de la synthèse. Dans ce volume, qui n'a guère plus de trois cents pages et qui est divisé, comme un manuel scolaire, en une série de chapitres, sections, paragraphes et sous-paragraphes, il a cherché à rassembler tous les éléments — philosophiques, idéologiques, culturels, économiques, militaires, diplomatiques, voire historiques — de la problématique européenne.

Un système « barbare »

Il y parle étonnamment peu des Communautés et de leurs institutions : sans doute est-ce qu'à ses yeux elles ne peuvent guère contribuer à ce qui devrait être pour lui l'ambition majeure de tous les Européens, de part et d'autre du rideau de fer : s'arracher au système Est-Ouest. Car il s'agit d'un système « barbare » coupable de perpétuer la coupure du monde en deux camps.

Huntzinger invite donc avec force les Européens à conjurer les démons de la décadence et de la résignation et à ne plus se satisfaire d'une division qui a d'autant moins de raisons d'être que les déchirures véritables « *ne sont pas entre les deux Europes, mais traversent chaque peuple du continent* ». Mais n'est-ce pas là pure utopie ? Outre qu'il est convaincu qu'il n'y a pas d'action, précisément, sans utopie, l'auteur voit des raisons d'espoir dans ce qu'il appelle un « *réveil général des nations européennes* » dont la Yougoslavie titiste, la France gaulliste et la Roumanie de Gherghiu Dej et de Ceausescu ont montré la voie, mais qui se manifeste en fin de compte un peu partout.

Il s'y ajoute que chacun des deux empires est en crise. Malgré ses prétentions socialistes, « *le régime de l'Union soviétique est en réalité celui de l'Etat sans le peuple* », la croissance ne cesse de ralentir, la société est devenue « *apathique* », la contestation politique et économique se développe, l'hérésie ou le schisme menacent un peu partout dans le bloc : « *L'empire soviétique devient comme l'Empire ottoman : trop grand pour être détruit, il est trop faible pour être stable.* » L'Occident, de son côté, est durement ébranlé, ses contradictions crèvent les yeux. Ni le « conservatisme » à la Chirac ni le « modernisme » à la Giscard ne sont à la hauteur des défis du monde moderne. Et cependant, « *seule la démocratie occidentale constitue un champ possible pour la pratique de la démocratie populaire : le monde de la liberté est le seul laboratoire politique des sociétés développées* ».

A l'Europe de l'Ouest, il appartient donc de faire la preuve que ce qui jusqu'à maintenant n'a jamais été possible l'est devenu, en inventant, alors qu'aucune formule de ce genre n'a jusqu'à présent réussi, la synthèse du socialisme et de la liberté. Pour y parvenir, Jacques Huntzinger ne fait guère confiance, malgré le phénomène de l'eurocommunisme, qu'il analyse attentivement, aux P.C. occidentaux. Pour lui, « *le communisme peut très difficilement retrouver la vérité du socialisme sans se renier lui-même. Ce n'est pas la faute de Marx, c'est la faute de Guesde, de Lénine et de Staline* ». « *Ce sont les partis socialistes occidentaux, malgré leurs défauts, malgré leurs limites, qui ont vocation à remettre le socialisme à l'heure du temps présent.* » L'auteur appelle de ses vœux une sorte d'« *euro-socialisme* » qu'il définit comme le « *développement d'une dynamique entre l'ensemble des partis socialistes occidentaux, pour renforcer les chances de construction d'un socialisme occidental tout à la fois spécifique et diversifié* ».

On voit que le livre est infiniment plus ambitieux que ne le suggère son titre à la Paul Valéry ou à la Larbaud. Il l'est même peut-être un peu trop, telle ou telle affirmation de Jacques Huntzinger pouvant paraître, à l'occasion, superficielle ou discutable. Ainsi de ce qu'il dit de la dictature du prolétariat : il est vrai que l'expression est bien de Marx, mais il ne l'a employée que très rarement. C'est Lénine qui en a fait le fondement de la pratique révolutionnaire. L'auteur est-il vraiment sûr, d'autre part, que la présence de trente divisions blindées soviétiques en Europe centrale n'a d'autre but que de « *satisfaire les dignitaires de l'armée rouge* » ? N'est-il pas exagéré d'affirmer que le président Carter, que l'on voit si attentif, de la Corée à l'Afrique, à ne pas engager les Etats-Unis dans de nouveaux conflits, a « *complètement renoué avec la doctrine Truman* », autrement dit avec l'acceptation délibérée de la guerre froide ?

Un vide spirituel

Sans doute a-t-on peine, lorsqu'on n'a pas vécu soi-même les innombrables parties au bord du gouffre qui, de l'affaire d'Azerbaïdjan en 1946 à celle des fusées de Cuba en 1962, et au Vietnam, ont marqué l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, à se persuader de la terrible âpreté d'un conflit destiné, selon toute probabilité, sans l'existence des armes nucléaires, à déboucher sur la troisième guerre mondiale. Rétrospectivement, les passions et les psychoses qui ont marqué cette époque peuvent paraître artificielles, futiles ou morbides. Elles n'en ont pas moins profondément marqué le monde où nous vivons, contribuant aussi bien à la rapidité de sa croissance qu'à son vide spirituel et à la crise financière et économique dont il souffre actuellement.

De toute manière, c'est seulement en réaction contre ce passé que l'Europe a une chance de s'arracher, comme Jacques Huntzinger l'y invite opportunément, aux tentations de l'abandon. Comment d'ailleurs les Européens, avec les fantastiques ressources matérielles et intellectuelles dont ils disposent, pourraient-ils se résigner, eux qui depuis deux millénaires ont écrit, notamment par leurs idées, l'histoire du monde, à s'abstraire en quelque sorte de la suite de cette histoire ?

ANDRE FONTAINE.

★ EUROPES, Jacques Huntzinger, un volume de 320 pages, aux Editions Ramsay, 43 F.

L'Amérique à la recherche d'une politique

● *Les manières du successeur de Kissinger à l'égard des alliés ne sont pas meilleures que les siennes.*

ZBIGNIEW BRZEZINSKI joue auprès du président Carter le rôle approximatif auquel s'employa Henry Kissinger auprès de Richard Nixon puis de Gerald Ford. D'origine catholique et polonaise à la différence de son prédécesseur dont l'origine était juive et allemande, il est comme lui de formation, de méthode et de comportement assez typiquement « universitaire américain ». Dans divers ouvrages, dont *les Malentendus atlantiques*, Henry Kissinger avait fait connaître sa pensée politique avant de l'exercer : pensée intéressante en ce sens qu'au pouvoir il en prit exactement le contrepied. Après avoir sermonné d'importance Kennedy et Johnson pour leurs mauvaises manières à l'endroit de leurs alliés, il donna plutôt à ces derniers, dans la suite des choses, l'impression d'en rajouter en insolence et en mépris.

L'ouvrage de Z. Brzezinski rassemble des textes politiques également antérieurs à la prise du pouvoir du président Carter, et des plus critiques à l'endroit des deux précédentes présidences, dont l'inspirateur en politique étrangère est constamment malmené. Mais j'avoue que ce qui oppose Z. Brzezinski à H. Kissinger m'apparaît beaucoup moins nettement qu'à certains commentateurs, et d'autant moins nettement que l'administration Carter n'est pas en train de faire la démonstration que sa politique est très différente de la précédente.

Ainsi, parlant en 1974 des rapports des Etats-Unis avec leurs alliés, Brzezinski écrivait : « *La recherche d'une confiance mutuelle et d'une égalité plus grande a fait place à un unilatéralisme croissant, avec des manifestations positives ou négatives. L'unilatéralisme enragé de Connally (alors secrétaire au Trésor) n'a pas conduit à augmenter la fréquence des consultations : il a débouché sur un unilatéralisme chronique. Les Européens ont été unilatéralement invités à rédiger des rapports atlantiques et à préparer une déclaration commune en vue d'élaborer avec les Etats-Unis et le Japon un grand programme énergétique. Toutes ces initiatives*, recommandables en soi (c'est nous qui soulignons), *auraient été mieux acceptées si elles avaient été mieux préparées et mieux présentées*, etc. » La fin de la diatribe montre que seule la forme, au fond, est en cause, et il est connu que tout candidat au pouvoir se montre toujours persuadé que, lors même qu'il ferait la même politique que celui qui l'exerce, il y réussirait mieux en y déployant plus d'habileté ou de ruse...

La continuité des préjugés

En 1976, l'opinion de Z. Brzezinski sur l'Europe apparaît de même, et contrairement à ce que certains commentateurs voudraient nous faire croire, comme parfaitement étrangère aux réalités historiques et politiques du Vieux Continent. Bien sûr, l'auteur écrit que « *la passivité de l'Amérique dans le domaine des rapports Est-Ouest et l'absence d'initiatives américaines visant à forger des liens plus étroits entre l'Est et l'Ouest n'ont fait que renforcer les craintes des Européens quant à l'exercice d'un condominium américano-soviétique, conçu pour perpétuer la position favorable à laquelle ces deux puissances sont parvenues, en évinçant l'Europe de la place qu'elle occupait dans les affaires mondiales* » — mais que veut-il dire au juste ?

On lit quelques lignes plus loin : « *Certes, l'Amérique continue d'avoir besoin d'une réelle coopération américano-européenne pour s'attaquer aux nouveaux grands problèmes du globe ; mais peut-être n'a-t-elle plus, aujourd'hui, besoin d'une Europe véritablement unie.* » Puis cette conclusion qui marque assez l'absolue continuité des préjugés : « *Mais on ne pourra promouvoir une semblable coordination que si l'Europe, même dans sa forme* (ou son manque de forme) *actuelle s'engage concrètement à tous les niveaux, aux côtés de l'Amérique et du Japon, pour trouver une solution concertée aux dilemmes doctrinaux, régionaux et globaux qu'aucune des trois régions ne peut résoudre seule.* »

On sait ce qu'une telle philosophie veut dire : d'ailleurs, « *une orientation, dans le domaine des affaires internationales, est nécessaire et l'Amérique seule est en mesure de la donner* » (p. 215). Ainsi Z. Brzezinski a-t-il beau mettre en pièces la doctrine Nixon, ridiculiser les fantasmes metternichiens de Kissinger tout en taxant l'administration Kennedy de naïveté et en démontrant la faillite de la vieille doctrine des *White Anglo-Saxon Protestants* (WASP) qu'incarnaient encore Acheson et Dulles, il est lui-même dans la ligne exacte des préjugés immuables d'un grand pays imbu d'une puissance et d'une supériorité dont il se fait toujours une idée quasi religieuse (Robert Kennedy parlait encore d'un droit de l'Amérique à la « *direction spirituelle de la planète* », en pleine guerre d'Indochine), mais qui n'a tout simplement *pas de politique*.

Ce serait un jeu de reprendre certains raisonnements dans le détail, où perce le manque de maturité ou simplement l'absence de réflexion. Z. Brzezinski entonne l'habituel péan sur la victoire diplomatique et quasiment militaire que les Etats-Unis auraient remportée à Cuba à l'encontre des Russes obligés de rembarquer leurs fusées : mais si l'enjeu était aussi le maintien du régime de Fidel Castro, qui a gagné ?

En 1971, notre auteur avancera cependant que la « *subsistance politique du Sud-Vietnam non communiste* » devrait être considérée comme une victoire pour l'Amérique : les deux conflits souffrent donc sur ce terrain une comparaison qui n'est pas en faveur de la politique américaine, mais que Brzezinski se garde d'approfondir et même d'envisager.

Autre exemple de légèreté d'analyse : la modernisation et la rationalisation de l'économie soviétique, à quoi les Américains ont effectivement choisi d'aider depuis Nixon, « *auront*, lit-on, *diminué d'autant les pressions qui pouvaient s'exercer en Union soviétique en faveur des réformes* ». Par hasard, Z. Brzezinski ne se serait-il pas aperçu que le franquisme était mort du développement économique de l'Espagne ?

Toutes ces *illusions* quant à l'*équilibre des puissances* que Z. Brzezinski s'est employé à dénoncer de 1971 à 1976 en cet intéressant recueil de textes — document à cet égard capital — où l'on sent à chaque page l'impatience de faire ses preuves, on peut dire à leur lecture qu'il est loin d'en être détaché lui-même. Jean-Pierre Cot dénonce dans sa préface l'*idéologie trilatérale* dont Z. Brzezinski est le chantre, mais il la définit comme *une tentative réformiste intelligente pour mieux asseoir l'hégémonie américaine* qui lui semble cependant minée par des *contradictions insurmontables*. A quoi le préfacier oppose sa propre idéologie.

Je doute du remède et je songe à ce que rapporte Olivier Germain-Thomas dans l'admirable essai qu'il consacre ces jours-ci aux *rats-capitaines* : « *Dans une saison ocre à Athènes, au cours d'un colloque sur l'avenir de la démocratie, je me souviens de Perroux-Jupiter.* Il tonnait : « *Les multinationales peuvent dormir tranquilles, après avoir entendu d'honorables hommes de gauche expliquer comment tout allait se régler par les vertus du socialisme.* » On mettra sur le compte des manies bien connues du signataire de ces lignes le soin qu'il prend de rappeler que, jusqu'à nouvel ordre, seul ce qu'on a, faute de mieux, appelé le gaullisme a su et sans doute pourrait encore déranger la politique, ou l'absence de politique, américaine...

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

★ ILLUSIONS DANS L'EQUILIBRE DES PUISSANCES, de Zbigniew Brzezinski, préface de Jean-Pierre Cot. Editions de l'Herne, 48 F, 284 pages.

essai

« Angoisse et certitude »

(*Suite de la première page.*)

A chacun de finir la phrase. Mort de l'Etre : l'angoisse. Ecoutons Maurice Schumann, grand électeur de Martin Heidegger : « *J'avais à peine plus de vingt ans quand j'ai lu* l'Etre et le Temps, *nettement plus de soixante quand je l'ai relu. La première fois, j'ai refermé le livre en me disant que l'auteur voulait m'empêcher de vivre, la seconde fois en me disant qu'il voulait m'épargner de mourir.* »

La vie : Malraux domine ce chapitre, un Malraux inattendu, saisi dans sa querelle avec Jacques Monod, lui-même contredit par François Jacob. C'est « *la biologie moléculaire, expression nouvelle de l'antidestin* ». Dans l'agilité intellectuelle du débat ainsi restitué, cette redécouverte de l'angoisse « *au point de rencontre du mythe de la science et du destin de l'homme* » conclut sur « *le refus du refus de Dieu* ». Maillon le plus fragile peut-être de la chaîne, la démonstration débouche sur la grande interrogation, celle de la liberté.

Ici l'auteur abandonne la pure spéculation pour les exemples concrets. Deux illustrations éblouissantes : la jeunesse de Mussolini, poursuite frémissante de la liberté d'un seul, la vieillesse de Chateaubriand, recherche de la liberté de droit divin. Chacun de ces deux chapitres, par la richesse du récit autant que par la sagacité du conteur, aurait pu fournir à lui seul la matière d'un livre. Du premier, on retiendra cette définition donnée par un jeune nazi : « *Le fascisme, cela consiste à vouloir avec sang-froid l'anarchie du monde moral* », assortie de ce commentaire : « *Quiconque rêve d'une liberté sans limites et sans frein porte en soi le germe du fascisme, même s'il crie son antifascisme à tue-tête.* » De l'autre surgit une image toute nouvelle d'un Chateaubriand hégélien qui croit en la liberté comme instrument d'un progrès indéfini, à la fois utopiste et réaliste.

Le troisième récit, consacré à « la liberté promise » s'ouvre par le Mythe de la feuille de charmille, du philosophe Jules Lequier, penseur tragique, mort à quarante-huit ans en 1862, que Maurice Schumann déclare lire et relire sans cesse depuis l'âge de dix-sept ans afin de ne jamais oublier, dit-il, que « *le libre arbitre est la condition de la certitude* ». Ce mythe, le voici, résumé : « *Un enfant joue dans le jardin paternel. Il touche une feuille de charmille. Le jeu s'arrête. La perception de la liberté surgit : cueillir ou ne pas cueillir la feuille... Pour s'assurer de son pouvoir, l'enfant arrache la feuille de charmille. La secousse effraie un oiseau. Un épervier le saisit. « S'envoler, c'était périr... » En devenant agissante, la liberté a convoqué l'angoisse.* » Alain, son vieux maître, Camus, qui publie *l'Homme révolté* l'année même de la mort d'Alain, nourrissent la réflexion de l'auteur, qui parfois dérive vers l'histoire en train de se faire, puis foisonne, des nouveaux philosophes à un curieux rapprochement entre Thomas More et Lyssenko ; enfin, elle le conduit à formuler trois lois dialectiques minutieusement étayées et qui s'énoncent ainsi : « *1) Ne jamais croire qu'une société historique puisse se confondre avec la société idéale ; 2) Toujours croire qu'une société historique peut et doit être l'image imparfaite d'une utopie transcendante ; 3) Préserver en moi-même l'utopie nécessaire au progrès des sociétés.* »

L'angoisse, c'est la dignité de l'homme. La certitude, l'espérance, pour Maurice Schumann, c'est sa foi chrétienne, une foi qu'il exprime dans le beau cri inspiré de Kierkegaard : « *Un Dieu, pas de maître* », et qui est sa réponse à la question de Malraux : « *Quelle signification peut avoir l'histoire de l'homme s'il n'y a pas de Dieu ?* » On comprend son angoisse, on envie sa certitude, on voudrait partager sans réserve son espérance. Nous voilà bien loin, n'est-ce pas, des mandats, des ministères, des partis et de la politique. L'humaniste recelait un philosophe spiritualiste. Il lui sera beaucoup pardonné parce qu'il a beaucoup cru et beaucoup espéré.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

★ ANGOISSE ET CERTITUDE, de Maurice Schumann, Flammarion, 285 pages, 38 F.

Les Editions de L'Herne

...le seul ouvrage de référence que nous possédions sur la pensée politique de Z. Brzezinski.
Philippe de St-Robert
Le Monde - 6 Janvier 1978

Remarquable recueil d'essais de Z. Brzezinski.
P. M.
La Croix - 4 Janvier 1978

On trouve dans ce livre l'exposé le plus complet de la politique globale américaine.
G. Carrat
Le Quotidien du Peuple 4 Janvier 1978

Comment ne pas être sensible à son plaidoyer constant pour la constitution d'une Europe puissante...
Alfred Grosser
L'Expansion - Novembre 1977



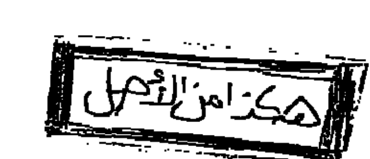
288 pages - 48 F

41, rue de Verneuil, 75007 Paris Tél. 261.25.06

VIENT DE PARAITRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez.

COTE VAROISE FACE A LA MER
RECHERCHONS APPARTEMENT
LOIN DE LA FOULE DANS UN GRAND PARC FLEURI - stop
LIVRABLE IMMEDIATEMENT - stop - POSSIBILITE DE LOCATION - stop
PINEDE ST GEORGES A ST MANDRIER NOUS INTERESSE - stop
Bon à retourner à la Pinède Saint-Georges, B.P. 9 - 83430 SAINT-MANDRIER pour recevoir une documentation en couleur
la Pinède Saint-Georges
Nom ....
Adresse .... M 8
on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7 (face au port de Saint-Mandrier). Tél : (94) 94 97 03
Georges Battini Conseil



Le Monde

culture

LE JOUR DU THÉATRE

Suspense à Saint-Étienne

Le metteur en scène Jean-Louis Thamin (l'Etourdi et l'Amie Rose *au Théâtre national de Strasbourg,* l'Ile de la raison *à la Comédie-Française) a été pressenti par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, pour succéder à partir de juillet 1978 à Daniel Benoin et à Guy Lauzin, codirecteurs du Centre dramatique de Saint-Etienne. M. Joseph Sanguedolce, maire (P.C.) de Saint-Etienne, a fait connaître son opposition à ce choix et s'est déclaré* « attaché à la continuité de direction, car un changement porterait atteinte à la qualité du travail et au bon fonctionnement de l'entreprise ». *La question est soumise au conseil des adjoints ce jeudi 23 février.*

Mission d'études à Nancy

Alain Crombecque, ancien directeur artistique du Festival d'automne, a été pressenti par Jack Lang pour succéder à Michèle Kokosowski, à la direction du Festival mondial de Nancy, en accord avec le maire M. Claude Coulais (P.R.). Jack Lang, fondateur du Festival, a annoncé son départ, ainsi que Michèle Kokosowski qui a été chargée, avec Alain Crombecque, d'une mission d'études en vue de la réorganisation du Festival, dont les conclusions doivent être présentées le 15 avril.

Pour sauver Romain-Rolland

L'Association des amis du théâtre Romain-Rolland de Villejuif organise ce 23 février, à 20 heures, une assemblée-débat au cours de laquelle seront exposées les difficultés de ce lieu de création et de diffusion, qui existe depuis quatorze ans, a touché plus d'un million de spectateurs et est financé par la seule municipalité sans aide de l'Etat.

On chante Milhaud à Marseille

Pour la première fois de son histoire, le Mini-Théâtre de Marseille se lance dans l'art lyrique. Il présente le 24 février, les 2 et 4 mars, une légende médiévale de Pierre Lantier sur un poème de Marc Berthomieu, Vers la lumière, *et* le Pauvre Matelot, *de Jean Cocteau et Darius Milhaud. Réconcilier le théâtre et la musique, détruire les clichés caricaturaux de la trille et du contre-ut, faire connaître les compositeurs de notre siècle et prospecter le répertoire de notre temps, tels sont les objectifs du Mini-Théâtre, qui n'abandonne pas pour autant l'art dramatique et présente jusqu'au 18 mars une pièce d'Israël Horowitz — absurde et humour grinçant — dans une adaptation de Claude Roy (créée au Théâtre de Poche) :* le Premier.

Douai interroge l'Allemagne

Au centre d'action culturelle de Douai, on interroge le quotidien, le nôtre et celui de l'Allemagne — modèle de puissance et de discipline, terre de violence, — pour comprendre ce qui se passe au-delà des légendes. Le 24 février, à la maison des jeunes, une lecture spectacle de Concert à la carte *— description minutieuse et muette de la vie machinale d'une femme que la solitude amène tout doucement au suicide — prépare aux représentations de cette pièce de Kroetz qui auront lieu les 23, 24 et 29 mars. Elles seront suivies de débats et le 30 mars, le cinéaste allemand Volker Schlondorff est attendu, il parlera de la société allemande aujourd'hui.*

■ La directrice du Théâtre de Dix-Heures, connue sous le nom d'Oléo, est morte mardi soir 21 février, dans son théâtre, d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-quinze ans. [Repr]ésentatrice du spectacle pendant [tr]ente ans, elle avait succédé à son [m]ari, Raoul Arnaud, mort il y a [di]x ans, à la direction de l'établissement.

■ RECTIFICATIF. — « Le Grand [Li]vre du cirque » (Edit. Rencontre), [do]nt nous avons publié un compte [re]ndu dans « le Monde » du [..] février, coûte 297 francs, et non [.]97 francs, comme une erreur [m]atérielle nous l'a fait écrire.

Théâtre

« En attendant Godot », à l'Odéon

Depuis combien de temps Roger Blin a-t-il fait découvrir *En attendant Godot ?* Le sens de la question se défait sous les coups que Beckett porte au temps. Son œuvre stagne dans l'éternité d'un monde *« qui n'en finit pas de finir ».* Aujourd'hui on abrège, on dit *Godot* comme s'il n'était même plus besoin de prononcer le mot-clef : attendre. *« L'acte d'attendre en tant qu'aspect essentiel et caractéristique de la condition humaine »* est le thème de la pièce. L'attente, le temps immobile tandis que les corps s'usent, que les cellules meurent, que l'oubli déforme le passé, tandis que l'énergie s'épuise en gestes obsessionnels, en phrases répétées au cœur d'un cercle fermé, un désert des Tartares.

On dit *Godot* parce qu'il faut bien donner un nom au mystère, à ce qui est ailleurs, inaccessible, pour ne pas sombrer. Dieu, l'amour, la mort, le pouvoir, le paradis, l'enfer, chacun a son Godot qui ne ressemble à aucun autre. Et peu importe quel est celui de clochards de Beckett. Ils ont cessé d'espérer, ils ne font plus que s'interroger. Gribouilles arrêtés au milieu du lac sans savoir s'ils doivent avancer ou reculer.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le pessimisme pervers de Beckett ait d'abord été refusé : l'instinct de conservation a joué. Quoi de plus mutilant qu'une vérité fragmentaire, mais douloureuse comme le feu ou le froid sur un nerf à vif, mais inéluctable, universelle ? Il n'y a rien d'étonnant, donc, que *En attendant Godot* se soit insinué dans la mémoire collective, ait fini par devenir un classique. Rien d'étonnant que la Comédie-Française demande à Roger Blin de le lui offrir. Elle pourrait ne pas s'arrêter là, continuer avec *les Nègres* et tant d'œuvres qui seraient moins bien nées sans lui. Elle pourrait se fier à lui pour découvrir ce répertoire contemporain qu'elle envisage à l'Odéon.

Le luxe n'a pas détourné Roger Blin de sa rigueur aristocratique. Le décor de Mattias, c'est encore et seulement, dans un univers gris, un arbrisseau sec aux branches grêles et tordues, des doigts de vieillard arthritique. Sur ce gris de pierre tombale s'inscrivent les comédiens. François Chaumette, Pozzo-Pickwick, cabotin enluminé et hâbleur. Georges Riquier, Lucky, marionnette jaunie, parcheminée, jadis élégante. Jean-Paul Roussillon et Michel Aumont sont Estragon et Wladimir, liés comme un couple très ancien chez qui la résignation est une forme d'amour. Leur complicité s'évalue jusque dans leurs différences. Ils ont des gestes décomposés, cassés, qui poussent le naturel du quotidien jusqu'à celui d'une danse barbare et puissante, juste à côté du grotesque, on pourrait dire parallèle au jeu clownesque. Ils en suggèrent le dessin, comme s'ils le prenaient pour le dévier dans le tragique halluciné de la solitude. Ils ont l'un envers l'autre les élans d'une tendresse irrésistible qui se rétracte, repoussée par une sombre ironie, dès qu'ils s'enlacent : un couple trop ancien pour être dupe encore du pouvoir de l'amour sur l'angoisse.

Il faut voir Jean-Paul Roussillon assis, le buste penché, les mains pendantes, endormi d'un sommeil sans repos, corps abandonné, fœtus lourd flottant dans d'épaisses eaux mortes. Il faut voir Michel Aumont fuir les rêves, embarrassé d'une force inutile, vieux dans un corps jeune, hacher ses phrases comme s'il voulait briser sa peur. Ils portent en eux un désespoir cynique d'éternels orphelins qui se jouent des comédies d'adultes. Tout ce que la vie impose, les allers-retours des rapports de forces dans tous les domaines des relations, affectives, sociales, politiques, est là, montré brutalement, avec une sécheresse déconcertante. Le pathétique n'a pas droit de cité, ni le mépris. Estragon et Wladimir debout, une corde à la main, pétrifiés par la lumière glaciale de la Lune tandis que le rideau se baisse, c'est la dignité indestructible des hommes.

Alors on est rejeté violemment en soi-même. On sort sans trop savoir, sur le point d'être déçue. Et dehors, rue de Rivoli, passe une image : trois clochards assis, serrés l'un contre l'autre. Ils se tiennent par l'épaule pour être ensemble, pour avoir moins froid, tout simplement pour regarder rouler les voitures. Beckett.

COLETTE GODARD.

★ Odéon, 20 h. 30.

SARAH BERNHARDT AU T.P.N.

Un spectacle « chichois »

Sarah Bernhardt, vieille dame indigne, retourne le temps comme un long gant, et fabrique avec ses souvenirs des bouquets d'artifices et de sincérités. L'idole de nos aïeux dans sa gloire immortelle, le dernier des monstres sacrés et la première des stars, la reine de pacotille à la charnière de deux siècles, sous le regard de la Belle Epoque et sous celui de Marx, vient vers nous portée par les vagues de la comédie musicale style rock.

Peut-être parce qu'il s'agit d'elle, la dame du temps jadis, resurgit un vieux mot, plus guère employé : « chichois ». Aujourd'hui on dirait plutôt « ringard » mais la différence est sensible. Si, aujourd'hui, l'étiquette « ringard » peut prendre une coloration de marginalité arrogante, à l'origine le mot désigne le comédien dont tout le monde oublie le nom, qui se décrépit dans les tournées poussiéreuses et les matinées chahuteuses en attendant sa chance. C'est le Michel Simon à Pont-aux-Dames de la Fin du jour, *c'est Aznavour se voyant déjà en haut de l'affiche, moins l'amertume.*

A l'origine, la connotation première de ringard est « naïveté », tandis que « chichois » véhicule quelque chose de plus trouble, la contrefaçon appliquée, pauvre, maladroite de modes plus ou moins démonétisées. Les M. Perrichon, les bourgeois de vaudeville qui s'empêtrent dans les belles manières, et rêvent de beaux mariages pour leurs enfants, sont des caractères de chichois. Sarah Bernhardt *d'Alexis Tikovoï et de Claude Chestier qui balance entre la contrefaçon des* Idoles *de Marc'O et de* Vierge *du groupe T.S.F. est un spectacle chichois.* — C. G.

★ Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30.

Danse

Le « Roméo et Juliette » de Youri Grigorovitch

Curieuse idée qu'a eue l'Opéra de demander à Youri Grigorovitch, le chorégraphe soviétique de « Spartacus » et de « Ivan le Terrible », de remonter une version prétendue toute neuve pour le « Roméo et Juliette » de Prokofiev. Car la soirée du mercredi 22 février nous a présenté un énorme pensum, d'une indigence chorégraphique insigne, abominablement mélo dans la forme et sans aucun respect dans le fond pour l'inspiration shakespearienne, ce qui est tout de même le comble pour la plus universellement connue des légendes d'amour. Je me souviens avoir vu et revu, avec une émotion chaque fois plus forte, *la version originale signée Léonide Lacroski,* que le Bolchoï était venu interpréter à l'Opéra en 1958, et je garde encore sur la rétine la vision de rêve de l'admirable Galina Oulanova cambrée à bout de bras par son partenaire Youri Idanov. Pourquoi, vingt ans après, ce laborieux « remake » devant des rideaux noirs où les « masques » supposés être de Vérone ne sont jamais en situation ?

La première partie annonce tout de suite le désastre : une pavane d'une lourdeur accablante au bal *Capulet suivie d'une débauche* de fouettés par Juliette puis par Mercutio et conclue par un marathon de grands jetés qu'exécute Roméo avant que celui-ci ne joue la scène du balcon — que tout amoureux a escaladé dans ses rêves — au fond d'une cuve. La deuxième partie commence par la scène des duels : d'abord la demi-finale Tybalt-Mercutio, ensuite la finale *Tybalt-Roméo, sans autre relief* que les agonies interminables des deux victimes et leur bizarre trépas les jambes en l'air. Des valets en noir et des gardes en crêpe s'empressent d'ailleurs de faire disparaître les cadavres : la pompe funèbre de M. Grigorovitch est sans doute motorisée.

Ici se placent les deux seuls temps chorégraphiques qui peuvent *se soutenir : l'adage à la nuit* d'amour (« non ce n'est pas le jour, non ce n'est pas l'alouette ») et la longue variation de Juliette avant son mariage avec le tout beau Pâris. Mais la mort de Roméo sur un plan incliné du lointain (jeu de scène cher aux chorégraphes, voir « Ivan le Terrible ») est absolument incompréhensible, l'anecdote du Frère Jean et de sa délégation maudite ayant été « sucrée », de même que la réconciliation finale des deux maisons, dénouement shakespearien essentiel.

Cette grande fresque vide où la pantomime est nulle et la danse entêtante a été défendue avec un cœur admirable par le corps de ballet. Côté solistes, je n'ai pas *été le moins du monde ému, à ma* propre surprise, par l'interprétation de Mlle Dominique Khalfoumi en Juliette et M. Michael Denard en Roméo, tous deux davantage obnubilés par leurs variations qu'habités par leur roman d'amour. Mlle Khalfoumi, assez transparente dans les expressions mutines du rôle, s'est pourtant transformée, si belle avec ses cheveux de jais, dans le désespoir — c'est décidément une tragique. Quant à M. Denard, aussi peu latin que possible quand la mémoire évoque un Attilio Labis ou un Paolo Bortoluzzi, il ne m'a paru aucunement bouleversé par le fameux coup de foudre du bal, restant étrangement clos sur lui-même. Ce sont deux seconds rôles qui « ramassent tout » : M. Jean Guizerix en Tybalt, inquiétant et tranchant à souhait, et M. Georges Piletta en Mercutio, celui-ci bondissant aux frises, transformé hors de propos en acrobate de cirque, moulé dans un affreux maillot canari, mais d'une présence extraordinaire, un personnage enfin.

Costumes reculant les limites du pompiérisme et la merveilleuse partition de Prokofiev, bien dirigée par l'excellent chef du Bolchoï, Algis Juraitis. Des hou-hou bien sentis au rideau final aussitôt submergés par les bans rituels de la brigade des acclamations.

OLIVIER MERLIN.

Le FIC sept ans après

Les *Cahiers de la culture et de l'environnement,* mensuel publié par le ministère, consacrent un numéro spécial au Fonds d'intervention culturel, organisme interministériel créé en 1971 pour lancer ou soutenir des expériences nouvelles en matière culturelle, en coopération avec les différents ministères intéressés, d'une part, et les collectivités locales de l'autre.

Doté d'un budget annuel de l'ordre de 15 millions de francs, il a financé en sept ans cinq cent soixante-cinq opérations (dont cent trente pendant deux ans, durée maximum) pour lesquelles il a versé environ 96 millions de francs, soit 24,6 % du budget global de ces actions, les ressources complémentaires provenant des divers ministères (38,7 %), des collectivités locales (25,9 %) et de fonds privés (10,7 %).

Si l'on exclut l'année 1977, 10 % seulement des opérations ont échoué, 15 % sont en cours de réalisation, 65 % vivent encore. Paris et la région parisienne (cent cinquante-trois interventions, 23 millions), Rhône-Alpes (cinquante-deux interventions, 7,2 millions), Provence - Côte d'Azur (64 interventions, 6,2 millions), ont été les principaux bénéficiaires.

Dans un éditorial, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, rappelle *que depuis* 1977 les nouvelles orientations du FIC « s'ordonnent autour d'une triple perspective : l'accès de chacun à la culture, la reconnaissance du pluralisme culturel, le développement concerté au niveau local ».

*

Lors de sa dernière session, mardi 21 février, le comité interministériel, qui se réunit trois fois par an pour attribuer les subventions, a approuvé soixante-cinq opérations (dont cinquante-quatre nouvelles), dont le budget global est d'environ 25 millions de francs, la participation du FIC étant de 6,5 millions, soit 25,5 % du total. Ces opérations répondent aux trois *orientations* définies en 1977.

Trente-sept se proposent de « favoriser la démarche de chacun vers la culture » : c'est le cas notamment de l'introduction d'ateliers d'expression artistique dans des centres de loisirs et de vacances (Essonne, Charente-Maritime) et dans des musées (Arles, Paris), de tentatives d'animation dans des bibliothèques (Caen, Cambrai, Castres, Chaville, Evry, Metz, Bas-Rhin) et des musées (objets gallo-romains dans l'Oise, arts et traditions populaires en Basse-Normandie), de la création d'un centre d'initiation à l'art lyrique pour les jeunes à l'Opéra de Paris.

Vingt-six opérations tendent à « reconnaître le pluralisme culturel » : parmi celles-ci, « l'année des châteaux et villages en *Franche-Comté* », la mise en place d'ateliers musicaux en Corse, des recherches en Alsace sur les jardins familiaux, en Bretagne sur la mémoire collective de Saint-Brieuc et sa région, en Languedoc-Roussillon, par le Théâtre de la Carriera, sur les fêtes et carnavals traditionnels, en Auvergne, par l'équipe d'Olivier Périer, sur le village d'Hérisson, et des rencontres européennes sur la ruralité à Fontevraud.

Enfin, si toutes les opérations visent à « favoriser l'action culturelle concertée au niveau local », sept d'entre elles sont conclues dans le cadre d'une charte culturelle, d'un contrat de pays ou d'un parc naturel.

Vente

POUR L'ÉGLISE DE LE CORBUSIER A FIRMINY

Des œuvres données par Miro, Dubuffet, Léonor Fini, Etienne Martin, Le Moal, Manessier, Stahly, Vasarely, César, Arman, seront vendues aux enchères en nocturne à Beaubourg, le 25 février prochain, pour l'achèvement de l'église de Le Corbusier, à Firminy (le Monde *du 14 janvier).*

L'architecte avait travaillé à cette œuvre, dont les plans étaient terminés en 1963, jusqu'à sa mort en août 1965. Interrompu l'année même de sa disparition, le chantier a été repris récemment par la ville de Firminy qui possède déjà un ensemble architectural de Le Corbusier avec, notamment, une maison de la culture et une unité d'habitation. Deux millions et demi de francs sont nécessaires pour mener à bien la construction de l'église.

D'autre part, la bibliothèque de la Fondation Le Corbusier, square du Docteur-Blanche, à Paris, est fermée provisoirement au public pour des raisons de réorganisation. Toutefois, la villa Laroche, construite par Le Corbusier en 1923, reste ouverte au public les mardi, mercredi et jeudi, de 14 heures à 17 heures, sauf les jours fériés, au 10, square du Docteur-Blanche, à Paris-16e.

Notes

Cinéma

« IL ÉTAIT UNE FOIS... LA LÉGION » de Dick Richards

Le romantisme de la légion étrangère, dont les hommes perdus se rachetaient dans les combats contre les « rebelles » nord-africains, fit fureur au cinéma pendant les années 30. Dick Richards a reconstitué ce romantisme comme, dans « Adieu ma jolie », il avait reconstitué, avec son atmosphère d'époque, celui du film noir.

Cela ne l'a pas empêché de transformer quelque peu la mythologie du genre, en portant, sur ce monde « rétro », un regard moderne. Au Maroc, en 1919, un officier légionnaire (américain, il est vrai) chargé de protéger un chantier archéologique s'oppose au colonialisme culturel de la France, pour sauver la paix, tandis qu'El Krim, le chef dissident, réalise l'union des tribus arabes. Les rapports de ces deux personnages, interprétés par Gene Hackman et Ian Holm, constituent ce qu'il y a de plus original dans le film. Par ailleurs, Dick Richards retrouve la tradition hollywoodienne dans l'attaque du chantier, « morceau de bravoure » superbe.

Le reste, l'histoire du voleur engagé dans la légion et devenant un vrai soldat, reste fidèle aux clichés, mais Terence Hill n'est pas précisément romantique. Catherine Deneuve, blonde ambiguë et troublante, apporte la part du rêve amoureux dans les images, parfois poétisées, de cet univers de baroudeurs.

JACQUES SICLIER.

★ U.G.C. Odéon (v.o.) ; Berlitz, Montparnasse 83, Gaumont Ambassade, Gaumont Convention, Wepler Pathé, Gaumont Gambetta (v.f.).

« HARO ! » de Gilles Béhat

Les producteurs français prenant de moins en moins de risques, *Gilles Béhat,* comédien passé à la réalisation, a tourné son premier long métrage en coopérative, avec ses techniciens et ses acteurs. Le système est tel qu'il ne laisse guère aux cinéastes qui ont quelque chose de personnel à dire d'autre façon de s'exprimer.

Loin des modes parisiennes, « Haro ! » est un film où se manifeste le style lyrique d'un conteur d'histoires qui s'adresse au public populaire. Un village du centre de la France, dans les années 20, l'hécatombe de la guerre pesant sur des hommes aigris ou mutilés et des femmes en deuil, la difficile réadaptation à la vie « normale » : Voilà, retrouvés, tous les pouvoirs du roman régionaliste où des personnages affamés de liberté et d'amour s'opposent à l'ordre et à la loi pour vivre en harmonie avec la nature et leurs instincts.

Passons sur certaines faiblesses dues au manque de moyens. La description des comportements et l'atmosphère d'un milieu paysan, sont rendues avec une force convaincante. Laurent Malet, jeune acteur en pleine ascension, s'impose aux côtés de Jean-Claude Bouillon, Valérie Mairesse et Nathalie Courval. — J. S.

★ Panthéon, Balzac, Madeleine, Studio Raspail, Clichy-Pathé.

Photo

« ILES » de Janie Gras

Janie Gras présente à la Galerie Contrejour une série de photos auxquelles elle a donné un titre général : « Iles ». Janie Gras, donc, a voyagé, en Grèce ou au Portugal, peu importe, et, comme les gens qui voyagent, elle a emporté son appareil photo et elle a appuyé sur le déclic quand quelque chose frappait sa vue : objets « déplacés », mouvements *humains,* rassemblements et dispersions : quand, en regardant dans son viseur, il lui semblait possible de découper un espace et d'y faire surgir un semblant de situation, soit anecdotique (le marchand ambulant sur un quai de gare, la femme qui prend un bain de soleil sur sa terrasse), soit graphique (le linge blanc tendu). Le soleil rendait toute surface écrue. Et l'œil était aux aguets, pour un oui, pour un rien : « de toutes pièces » le dépaysement crée l'exceptionnel.

Se pose au retour de vacances le problème du choix : sur les planches-contacts, que garder, que faire tirer ? Et, si l'on a suffisamment bonne opinion de son carnet de voyage, pourquoi ne pas le montrer ? Pourquoi ne pas l'exposer ?

HERVÉ GUIBERT.

★ Galerie Contrejour, 19, rue de l'Ouest, Paris (14e).

■ En hommage au chanteur Woody Guthrie, mort il y a onze ans, un spectacle *est organisé* au Stadium les 23 et 24 février à 21 heures, et à la maison de la culture du Havre, le 25 février, en matinée et en soirée, avec la participation de Graeme Allwright, Steve Waring, Roger Mason, Deroll Adams, Sammy Walker.

Variétés

EMMYLOU HARRIS

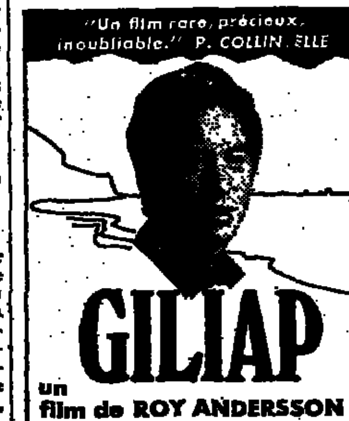
Dernière en date des grandes chanteuses américaines, Emmylou Harris, qui était lundi soir au Théâtre Mogador, avait déjà présenté un concert l'an dernier au Théâtre des Champs-Elysées, et on connaît bien maintenant son passé, c'est-à-dire sa collaboration avec le jeune chanteur de country-rock Gram Parsons mort prématurément il y a cinq ans, sa participation à la Rolling Thunder Review en 1976 et ses albums (quatre) réalisés depuis 1975, qui l'ont imposée dans ce qu'on peut appeler la country moderne avec des chansons de Merle Haggard, de Waylon Jennings, de Hank Williams, de Gram Parsons, de Chuck Berry, ou encore composées par elle-même.

Emmylou Harris n'a pas un espace musical figé, mais au contraire large, ouvert aussi bien à Alvin Pleasant Carter (et sa musique venue des Appalaches dans les années 30) qu'aux Beatles et au rock-country contemporain. Très belle, la chanteuse-guitariste fait du beau travail dans la chanson folk teintée de country comme dans la ballade limpide, chantée sobrement, avec parfois un accompagnement réduit à la guitare acoustique, à un harmonica, à une autre voix. Ecouter Emmylou Harris ne donne que du plaisir et de l'émotion.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Dernier album : « Quarter moon in a ten cent town » chez W.E.A. Filipacchi Music 56443.

OLYMPIC ENTREPOT



CONNAISSANCE DU MONDE

PLEYEL - Dimanche 12 mars, 14 h. 30 - Mardi 14 mars, 18 h. 30 et 21 h.

L'INDE — DES AHURISSANTES REALITES

UN NOUVEAU VOYAGE raconté et filmé par VITOLD DE GOLISH

LES GRANDES ENIGMES DE L'INDE ETERNELLE - Temples-Hôpitaux pour vaches, moustiques et rats. Mariage de pigeons. Fête du dernier repas pour cobras. Les vêtus d'espace. UNE REVELATION : la vie quotidienne des paysans.

La critique salue le triomphe de « la Mouette », de Tchekhov à l'Atelier :

« A l'Atelier, le charme presque inexprimable de la Mouette a, magiquement, une fois de plus, agi, sur nous. Et c'est le pur miracle de Tchekhov... »
JEAN-JACQUES GAUTIER (« Le Figaro »)

« Il faut entendre Pierre Michaël auquel cette représentation fournira l'occasion d'un triomphe. »
FRANÇOIS CHALAIS (« France-Soir »)

« A l'Atelier, dans une distribution excellente, et équilibrée, la Mouette module une plainte douce, grave et couverte. Il faut prêter l'oreille : cela en vaut la peine. »
DOMINIQUE JAMET (« Journal du Dimanche »)

« Pas de petits rôles chez Tchekhov. Pour le jouer il faut une troupe. Nous l'avons. D'où le coulé du spectacle. »
HENRY RABINE (« La Croix »)

« Marie-Hélène Breillat est ici remarquable. Que la Mouette Breillat vole longtemps place Charles-Dullin. »
JAN MARA (« Minute »)

« Une mise en scène qui n'étouffe pas les acteurs, un théâtre qui les laisse vivre, c'est reposant, parfois. »
MATTHIEU GALEY (« Quotidien de Paris »)

« Judith Magre est née pour être Arkadina, l'actrice, elle en a l'élégance, l'ironie, la violence et l'intelligence. Prenez vos billets ! Allez à l'Atelier du côté de chez Tchekhov ! »
FRANÇOIS TUDEAU (« Pariscop »)

« Tout est exactement en place dans cette représentation. »
ROBERT KANTERS (« L'Express »)

« Une musique de chambre où chacun est à sa place, on joue la partition et on ne se permet aucune licence, c'est ce parti qu'a pris Pierre Franck et qu'il a parfaitement réussi. »
PHILIPPE TESSON (« Le Canard enchaîné »)

« Un des signes de la justesse de la mise en scène de Pierre Franck est que l'on rit comme le souhaitait Tchekhov. »
GEORGES LERMINIER (« Le Parisien libéré »)

DROUOT
Rive Gauche

Cie des Commissaires Priseurs de Paris

GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 270906

LUNDI 27 FÉVRIER (Exposition samedi 25)

S. 1. - Dessins, tableaux anc., mobil. 17e et 18e. Mes Boisgirard, de Heeckeren. MM. Lemonnier, Lepic.
S. 3. - Livres anc. et mod., autog. Me Oger, Mme Vidal-Megret.
S. 4. - Tableaux : Charchoune. Meubles, bibelots. Me Robert.
S. 6. - Dentelles, linge, jouets. Mes Ader, Picard, Tajan, Mme J. Daniel.
S. 9. - Tableaux, bibel., meubles, tapiss. Me Deurbergue, M. Lepic.
S. 12. - Art Déco, Art Nouveau. Mes Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur. Mlle Thornton. M. Marcilhac.
S. 17. - Meubles, obj. de vitrine. Mes Pescheteau, Pescheteau-Badin.

MARDI 28 FÉVRIER (Exposition lundi 27)

S. 8. - Dessins et tableaux anc. Mes Ader, Picard, Tajan, MM. P. Antonini, G. Herdhebaut.
S. 14 - Objets marine. Me Chambelland.

MERCREDI 1er MARS (Exposition mardi 28 février)

S. 1. - Objets d'art et d'ameubl. des 18e et 19e s., instrum. scientif. Mes Ader, Picard, Tajan, MM. J. et L. Lacoste, Ch. Bernard.
S. 2. - Ameublem., obj. de vitr. Mes Boisgirard, de Heeckeren.
S. 3 - Vol., bib., mob., Me Oger.
S. 4. - Meubles. Me Chambelland.
S. 7. - Timbres-poste mod., épr. de luxe, monnaies or antiques franç. et étrang., livres anciens romant. et mod. Me Chayette, Mme Vidal-Mégret, MM. Roumet, Bourgey.
S. 13. - Art d'Asie. Mes Laurin, Guilloux, Buffetaud et Tailleur, M. Beurdeley.
S. 19. - Mobil. anc. et de style, objets de vitrine. Mes Couturier, Nicolaÿ.

JEUDI 2 MARS (Exposition mercredi 1er mars)

S. 9. - Dessins anc., peintures antiq. IIIe Epoque. Mes Godeau, Solanet, Audap. M. Roudillon.
S. 12. - Provenant Succession A. Dunoyer de Segonzac et de la collect. Sacha Guitry et apparten. à divers amat : estampes, dessins, tableaux modernes, sculptures. Mes Ader, Picard, Tajan, Mlle Callac, MM. Durand-Ruel, Lecomte, Pacitti, Cézanne, Jeannelle.

JEUDI 2 MARS

S. 7. - Coll. d'affiches de cinéma « La femme au cinéma », films bouts d'essai. Me Chayette.

VENDREDI 3 MARS (Exposition jeudi 2)

S. 1 - Dessins et tableaux modernes. Mes Ader, Picard, Tajan. MM. Pacitti, Maréchaux, Jeannelle.
S. 6 - Argenterie anc. et mod. Me Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur. M. Baur.
S. 8 - Objets d'art et d'ameubl. principalem. des XVIIIe et XIXe. Mes Ader, Picard, Tajan, M. J.-P. Dillée.
S. 11 - Extr.-Or. Mes Boisgirard, de Heeckeren. M. Moreau-Gobard.
S. 16 - Vins et alcools grands millésimes. Mes Godeau, Solanet, Audap.
S. 20 - Bibelots, mobilier anc. et style. Mes Couturier, Nicolaÿ.

PALAIS D'ORSAY, 7, quai Anatole-France (75007)

MARDI 28 FÉVRIER à 21 h.
(Exposition lundi 27 de 21 à 23 h., mardi 28 de 11 à 17 h.)

Dessins et tableaux modernes par Degas, Chagall, Renoir, Dufy, Pissaro, Sisley, Soutine, Utrillo. Mes Ader, Picard, Tajan, MM. Durand-Ruel, Pacitti, Maréchaux, Cézanne, Jeannelle.

Etudes annonçant les ventes de la semaine

— ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 742-95-77.
— BOISGIRARD, DE HEECKEREN, 2, r. de Provence (75009), 770-81-36.
— CHAMBELLAND, 1, rue Rossini (75009), 770-16-18.
— CHAYETTE, 10, rue Rossini (75009), 770-33-39.
— COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44.
— DEURBERGUE, 262, boulevard Saint-Germain (75007), 556-13-43.
— GODEAU, SOLANET, AUDAP, 32, rue Drouot (75009), 770-15-53, 770-67-68, 523-17-33.
— LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 1, rue de Lille (75007), 260-34-11.
— OGER, 22, rue Drouot (75009), 523-39-66.
— PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.
— ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 727-95-34.

RUFUS HALLER
du 21/2 au 26/2 — du 27/2 au 4/3
du 7/3 au 12/3 — du 13/3 au 18/3
du 21/3 au 26/3 — du 27/3 au 1/4
en alternance
1 semaine sur 2
Palais des Arts
325 rue St-Martin 75003 PARIS
278.04.68 et 272.62.98

CINÉMA INTERDISCIPLINAIRE
LE THÉATRE ET LA VIE
6 Leçons de théâtre d'ANTOINE VITEZ
avec les élèves du conservatoire dans 6 films d'une heure de MARIA KOLEVA
PALAIS DES ARTS

STUDIO LOGOS
OLYMPIC ENTREPOT
UN FILM SUR LES PATRONS
LA VOIX DE SON MAITRE
de Gérard Mordillat et Nicolas Philibert

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : les Acteurs de bonne foi ; On ne badine pas avec l'amour.
Chaillot, grande salle, 20 h. 30 : Meurtre dans la cathédrale. — Gémier, 20 h. 30 : Candide.
Petit-Odéon, 18 h. 30 : les Inquiétudes de M. Delumeau.
T.E.P., 20 h. 30 Films : Charlot, gentleman vagabond ; Une vie difficile.
Petit T.E.P., 20 h. 30 : Libre parcours variétés.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 21 h. : la Thébaïde ou les Frères ennemis. — Salle Papin, 20 h. 45 : Yiddish Story ; 22 h. 30 : le Dernier Eden.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Inti Illimani ; 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain.

Les autres salles

Aire libre Montparnasse, 18 h. 30 : la Maison de l'inceste.
Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si t'es beau, t'es con.
Atelier, 21 h. : la Mouette.
Athénée, 21 h. : l'Aigle à deux têtes.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : le Petit-Fils du cheik.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David Copperfield. — Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Dom Juan.
Centre culturel du Xe, 20 h. 30 : Penalty ; 22 h. : l'Etalon... net.
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : Charlie McDeath.
Cité internationale, la Galerie, 20 h. 30 : la Comtesse d'Escarbagnas ; les Femmes savantes. — La Resserre, 21 h. : Britannicus. — Grande salle, 21 h. : les Pâques à New-York.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipaia.
Espace Cardin, 20 h. 30 : Cripure.
Fontaine, 21 h. : le Roi des cons.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino, 20 h. 30 : Louise la Pétroleuse.
La Bruyère, 21 h. : Angèle.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : les Eaux et les Forêts ; 20 h. 30 : les Ecrits de Laure. — Théâtre rouge, 20 h. 30 : Boite Mao boite et Zoo Story.
Mathurins, 20 h. 45 : La ville dont le prince est un enfant.
Michel, 20 h. 30 : Lundi la fête.
Michodière, 20 h. 30 : les Rustres.
Montparnasse, 21 h. : Trois lits pour huit.
Œuvre, 21 h. : Eclairage indirect.
Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Rhinocéros. — Petite salle, 20 h. 30 : les Portes du soleil.
Palais des arts, 18 h. 30 : les Jeanne ; 20 h. 45 : Rufus.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas d'orchidées pour Miss Blandish.
Studio des Champs-Elysées, 21 h. 15 : les Dernières Clientes.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : l'Espoir gravé.
Théâtre-en-Rond, 21 h. : Marie Octobre.
Théâtre de l'Ecole normale supérieure, 20 h. 30 : Marchands d'avenir.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tueur sans gages.
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 : Ahmed Ben Dhiab ; 20 h. 45 : Gotcha ; 22 h. 30 : Just Hamlet.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : l'Ignorant et le Fou ; 21 h. : la Lève.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : Sarah Bernhardt.
Théâtre la Péniche, 20 h. 30 : le Psychopompe.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Nefertiti.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Tour de Nesle.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups, 21 h. 30 : la Goutte.
Théâtre Saint-Médard, 20 h. : Cendrillon.
Théâtre 13, 20 h. 45 : Baroufe à Chioggia.
Théâtre le 28-Rue-Dunois, 20 h. 30 : Claudine, les enfants pleurent.
Théâtre 347, 20 h. 30 : la Ménagerie de verre.
Troglodyte, 21 h. : l'Amythocrate.
Variétés, 20 h. 30 : Féfé de Broadway.

La danse

Elysée-Montmartre, 21 h. : Grands Ballets d'Afrique noire.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 45 : P. Brunold ; 22 h. : la Femme rompue ; 23 h. : Dupecnot Story.
Les Blancs-Manteaux, 20 h. 15 : P. Rotily ; 22 h. : Au niveau du chou.
La Bretonnerie, 21 h. : C'est pour de rire.
Café d'Edgar, I, 20 h. 30 : Un petit bruit qui court ; 21 h. 30 : Popeck ; 22 h. 45 : les Autruches. — II, 22 h. 15 : la Vie de jeunesse.
Café de la Gare, 22 h. : Plantons sous la sule.
Le Connétable, 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : la Cruche enchantée.
Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. : les Frères ennemis.
Cour des Miracles, 22 h. : Fromage ou dessert.
Lucernaire, 20 h. 30 : J.-P. Sentier.
La Mama du Marais, 19 h. 45 : Copain copain à Miami ; 20 h. 45 : Aquilon et Zéphir.
La Mûrisserie de bananes, 20 h. 30 : France Léa.
Petit Bain-Novotel, 21 h. : En attendant la prochaine lune ; 22 h. 30 : D. Wetterwald.
Petit Casino, 21 h. : Du duc au duc ; 22 h. 30 : J.-C. Montells.
Le Plateau, 20 h. 30 : Rosine Favey ; 22 h. : Green et Lejeune.
Aux Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : l'Autobus ; 21 h. 30 : Qu'elle était verte ma salade ; 22 h. 30 : la Goutte.
Le Sélénite, I, 19 h. 15 : Huis clos ; 21 h. : Grivoisons ; 22 h. 30 : les Franccozos. — II, 20 h. 30 : les Bonnes ; 21 h. 30 : M. Sateu ; 22 h. 30 : Ah ! les p'tites annonces.
Au Tout-à-la-Joie, 20 h. 30 : J.-P. Sèvres.
La Veuve Pichard, 20 h. 30 : Renaud.
La Vieille Grille, 20 h. 30 : Tiempo argentino ; 22 h. : Tiens, Jules ficelé sur les rails.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.
Mogador, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Palais des congrès, 20 h. 30 : Porgy and Bess.

Les concerts

Porte de la Suisse, 20 h. 30 : Opéra Gouffre (C. Lauzanna et R. Gottlang).
Salle Gaveau, 21 h. : Hommage à Ferdinand Sor.
Salle Pleyel, 21 h. : D. Wayenberg, piano (Chopin).
Eglise Saint-Georges, 20 h. 30 : Ensemble instrumental Ars Longa (Vivaldi, Bach, Mozart).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Ce soir on actualise.
Deux-Anes, 21 h. : Aux ânes citoyens.
Dix-Heures, 22 h. : Mars ou crève.

Jazz, pop', rock, folk

Palais de la découverte, 19 h. 30, 20 h. 45 et 22 h. : Laserium, rock.
Mouffetard, 20 h. 30 : le Groupe Gilles Hottot.
Théâtre la Péniche, 22 h. : Steve Lacy et Steve Potts.
Stadium, 21 h. : Hommage à Woody Guthrie : Graeme Allwright, Steve Waring, Roger Mason, Deroll Adams, Sammy Walker.
Porte de la Suisse, 20 h. 30 : Al'sidur dame c'est l'heure, jazz.
Gibus, 24 h. : Boogaloo Band.
Musée d'art moderne, 20 h. 30 : Raga-Jazz, improvisations.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 23 février

Un film de WIM WENDERS
FAUX MOUVEMENT
Scénario de Peter HANDKE d'après le roman de Goëthe
« Les années d'apprentissage de Wilhelm Meister »
STUDIO GIT-LE-CŒUR 320.80.25

DEMAIN
RENCONTRE DU PREMIER TYPE
Observation d'un OVNI
RENCONTRE DU SECOND TYPE
Evidence Physique
RENCONTRE DU TROISIEME TYPE
Contact
NOUS NE SOMMES PAS SEULS
RENCONTRES DU TROISIEME TYPE
GAUMONT CHAMPS-ELYSEES 70% VO • FRANÇAIS 70% VF • HAUTEFEUILLE VO
ST-GERMAIN HUCHETTE VO • MARIGNAN VF • GAUMONT RICHELIEU VF
GAUMONT RIVE GAUCHE VO • WEPLER VF • GAUMONT SUD VF
SON STEREOPHONIQUE DANS TOUTES LES SALLES





هكذا من الأصل

SPECTACLES

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Mabuse le joueur ; 18 h. 30 : l'Aventurier du Texas, de B. Boetticher ; 20 h. 30 et 22 h. 30 : Regards sur le jeune cinéma français (20 h. 30 : Dehors, dedans, d'A. Fleischer ; 22 h. 30 : A. Constant, d'A. Laurent).

Les exclusivités

L'AMANT DE POCHE (Fr.) (*) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Victor - Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) (**) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
L'AMOUR VIOLE (Fr.) (*) : Richelieu, 2e (233-56-70), jusqu'à J. ; Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M.-St-Jacques, 14e (734-42-96).
ANGELA DAVIS, L'ENCHAINEMENT (Fr.) La Clef, 5e (337-90-90).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
AU-DELA D'UN PASSE (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18), en soirée ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Normandie, 8e, en matinée ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
BANDE DE FLICS (A., v.o.) (**) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), en soirée.
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
BRANCALEONE S'EN VA-T-AUX CROISADES (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
CINEMA CHINOIS (v.o.) : Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91) : mer., sam. : les Fleurs rouges du Tienchan ; J., D. : le Torrent de la révolution ; V., L. : le Détachement féminin rouge ; Mar. : l'Orient rouge.
LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), en soirée ; Ermitage, 8e (359-15-71), en soirée ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon et Ermitage, en matinée ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
COMMENT SE FAIRE REFORMER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint - Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
LE CRABE-TAMBOUR (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).
CROIX DE FER (A., v.f.) (*) : jusqu'à jeudi : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
DEUX SUPER-FLICS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
DE L'AUTRE COTE DE MINUIT (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
DIABOLO MENTHE (Fr.) : Saint-Germain Village, 5e (633-87-59), jusqu'à jeudi, à partir de vendr. au Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
DROLE DE SEDUCTEUR (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Murat, 16e (288-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
ELLES DEUX (Hong., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Racine, 6e (633-43-71) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Jean-Renoir 9e (874-40-75) ; Olympic, 14e (542-67-42).
EMMANUELLE 2 (Fr.) (**) Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 11e (343-89-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
ET VIVE LA LIBERTE (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (380-50-70), jusqu'à J. : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), à partir de V. : Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) en matinée.
FAUX MOUVEMENT (All., v.o.) (**) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25)
LE FOND DE L'AIR EST ROUGE (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
GENERATION PROTEUS (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenüe - Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LA GUERRE DES ETOILES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-47-19) ; (v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32).
L'HERETIQUE (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
HOTEL DE LA PLAGE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), jusqu'à J. ; Omnia, 2e (233-39-36) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54), à partir de V. : Lord-Byron, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) jusqu'à J. ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
IPHIGENIE (Grec, v.o.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36) jusqu'à jeudi ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27), à partir de vendredi : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
JESUS DE NAZARETH (It.-Ang.) (première partie) v. ang. + v.f. : Arlequin, 6e (548-62-25). — V.f. : France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Madeleine, 8e (073-56-03).

Les films nouveaux

BARO, film français de Gilles Behat. Panthéon, 5e (033-15-04) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LA VOIX DE SON MAITRE, film français de G. Mordillat et N. Philibert. Studio Logos, 5e (033-26-42) ; Olympic, 14e (542-67-42)
AUM SHIVA, film français de Claude Lamorisse. La Pagode, 7e (705-12-15).
GILIAP, film suédois de R. Andersson (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
IL ETAIT UNE FOIS LA LEGION, film américain de D. Richards (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Berlitz 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
ANN ET ANDY, film américain de R. Williams (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Balzac, 8e (359-52-70).
BEN GOURION, film anglais de S. Hesera (v.o.) : Maxéville, 9e (770-72-86)
ÇA FAIT TILT, film français de André Hunebelle Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25)

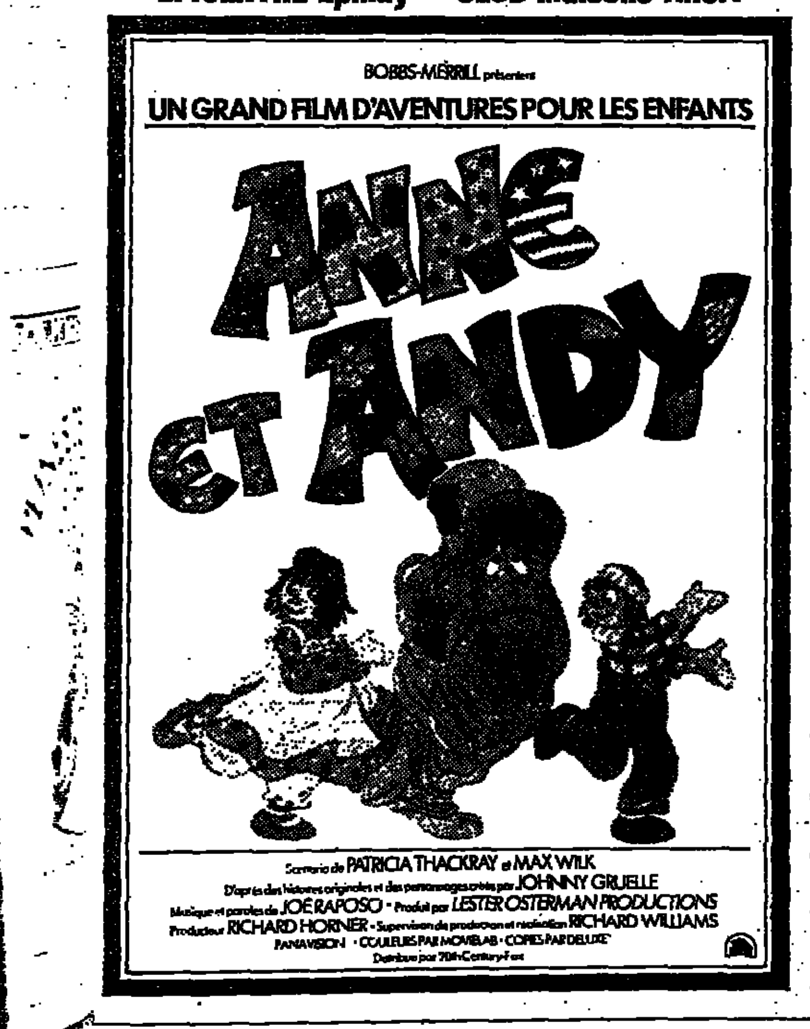
A PARTIR DE VENDREDI :
RENCONTRES DU 3e TYPE, film américain de S. Spielberg (v.o.) : Saint-Germain - Huchette, 5e (633-87-59) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Wepler, 18e (387-50-70)

JULIA (A., v.o.) : Saint - Germain - Huchette, 5e (633-87-59), jusqu'à jeudi ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), à partir de vendredi ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES LIENS DE SANG (Fr.) (*) V. ang. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe - Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE MIROIR (Sov., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46), à partir de vendredi ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), jusqu'à jeudi ; Olympic, 14e (542-67-42).
MON BEAU LEGIONNAIRE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
MORT D'UN POURRI (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Galerie Point Show, 8e (225-67-29), à partir de vendredi.
NOUS IRONS TOUS AU PARADIS (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
L'ŒUF DU SERPENT (A., v.o.) (*) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38), jusqu'à jeudi ; Galerie Point Show, 8e (225-67-29), jusqu'à jeudi ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81). — V.f. : Saint - Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43).
LES PETITS CALINS (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), jusqu'à jeudi.
PITIE POUR LE PROF (A.-Can., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
POUR QUI LES PRISONS (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
POURQUOI PAS (Fr.) (*) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
PREPAREZ VOS MOUCHOIRS (Fr.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
RAONI (Fr.-Belg.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
SAFRANA (Maur.) : la Clef, 5e (337-90-90) (débats ven. et mar. à 21 h. 45).
LE SAHARA N'EST PAS A VENDRE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42) H. Sp.
SECRETE ENFANCE (Fr.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
TENDRE POULET (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LES TZIGANES MONTENT AU CIEL (Sov., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
UN COUPLE EN FUITE (A., v.f.) : Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) jusqu'au jeu. ; v.o. : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
UN RISQUE A COURIR (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
UN MOMENT D'EGAREMENT (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).
LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Studio-J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
VOYAGE A TOKYO (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42).
VOYAGE AU JARDIN DES MORTS, (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33).
VOYAGE EN CAPITAL (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.

Les festivals

AU NOM DU PROGRES : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
MUSIQUE (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 20 h. : Aïda ; 16 h. 15, 22 h. 15 : Chronique d'Anna Magdalena Bach ; 18 h. 15 : Olivier Messiaen et les oiseaux.
CINEMA POLONAIS (v.o.) : Action République, 11e (805-51-33) : Barrière.
A. TANNER : Studio Galande, 5e (033-72-71) : Jonas.
M. DURAS : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 30 : India Song ; 14 h. 30 : Baxter, Vera Baxter.
CINEMA BRESILIEN (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 18 h. 45 : Perdition ; 20 h. 45 : Féminin pluriel.
H. HAWKS (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Captive aux yeux clairs.
TENDANCES DU CINEMA AMERICAIN (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Breezy.
C. CHAPLIN (v.o.) Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : le Kid.
M. BROTHERS (v.o.), Action Christine, 6e (325-85-78) : Une nuit à l'Opéra.
PASOLINI-FELLINI Acacias (17e) (v.o.) (754-97-83) : 13 h. : Fellini-Roma ; 15 h : les Clowns ; 16 h. 30 : Huit et demi ; 19 h. : les Mille et Une Nuits ; 21 h. : Satyricon ; 23 h. : la Dolce Vita.

BALZAC ELYSEES VF • GAUMONT RICHELIEU VF
FAUVETTE VF • CAMBRONNE VF • ATHENA VF
EPICENTRE Epinay • CLUB Maisons-Alfort



BOBINO
Directeur Jean-Claude Dauzonne
THIERRY LE LURON
avec
RICHARD CLAYDERMAN
EVELYNE GRANDJEAN
PIERRE DESPROGES
PACHACAMAC
les marionettes de
JEAN et J-CLAUDE DEHIX
Ts les soirs 20 h 45. Mat. dim. 14 h 30 et 18 h 30 (relâche dim. soir et lundi soir)
Loc. ouv. Théâtre, Agences et par tél. 322-68-70 et 322-74-84 - PARKING GRATUIT



En vers. anglaise sous-titres français : U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. DANTON
En version française : CINÉMONDE OPÉRA - MONTPARNASSE-BIENVENUE - MISTRAL - U.G.C. GARE DE LYON - MEAUX BUXY Boussy-Saint-Antoine

UN SUPER POLICIER SIGNE CHABROL
DONALD SUTHERLAND
LES LIENS DE SANG
un film de CLAUDE CHABROL

MERCREDI 1er MARS



Après CASANOVA UN ADOLESCENT A VENISE et L'ARGENT DE LA VIEILLE
l'incompris
un récit bouleversant
un film éblouissant
l'œuvre la plus marquante de
LUIGI COMENCINI

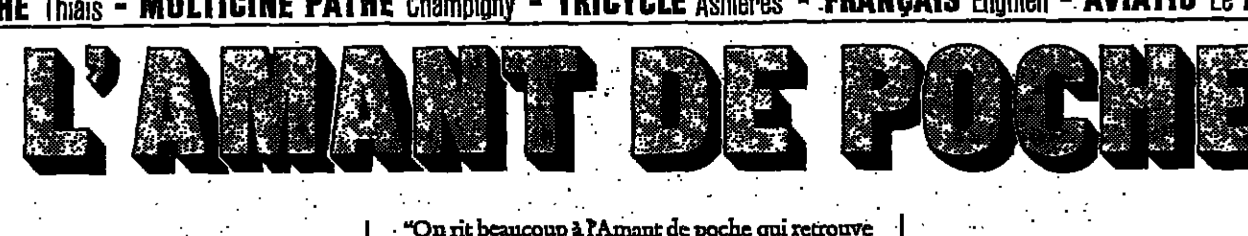
MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT LUMIÈRE - CLICHY PATHÉ
(jusqu'au 23 février)
MONTPARNASSE-83 - QUINTETTE - ATHÉNA - GAUMONT SUD
GAUMONT Évry - LE PERREY Sainte-Geneviève-des-Bois
FLANADES Sarcelles - CARREFOUR Pantin

LES PETITS CALINS



Pétaradant et tendre ; comédie de caractère et comédie de mœurs, le film de Jean-Marie Poiré séduit par sa jeunesse, son pittoresque, sa manière de dire drôlement des choses vraies.
LE MONDE / Jean de Baroncelli.

GEORGE V - UGC BIARRITZ - GAUMONT RICHELIEU - BRETAGNE - GAUMONT CONVENTION - UGC DANTON - GAUMONT GAMBETTA - VICTOR HUGO PATHÉ
BELLE EPINE PATHE Thiais - MULTICINE PATHE Champigny - TRICYCLE Asnières - FRANÇAIS Enghien - AVIATIC Le Bourget - GAUMONT Evry





"Hélèna, c'est Mimsy Farmer dont la grâce, l'humour et l'émotion font merveille".
Robert Chazal/FRANCE SOIR

"On rit beaucoup à l'Amant de poche qui retrouve parfois le ton des comédies américaines de l'après-guerre qui nous manquent tant aujourd'hui"
Marc Esposito/PREMIÈRE

"Un film drôle et tendre que je vous recommande personnellement".
Léon Zitrone/R.T.L.

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

ELLES TOUTES

Louis Pauwels nous montrait, mercredi soir, sur TF 1, après la diffusion de la seconde partie de l'adaptation du roman de Montherlant, les coupures de presse qui ont accueilli au cours des années 30 la sortie des quatre volumes des Jeunes Filles. *Nous venions justement de quitter un Costals radieux enfin débarrassé de ces « crampons », de ces « pots de colle », les Dandillot, les Hacquepaut, toujours pendues au téléphone :* « Moins on décroche, plus elles s'accrochent. » *Et on avait beau faire, on était renversé par l'enthousiasme qui s'est manifesté un peu partout avant la guerre : ce cri mille fois répété d'admiration et, oui, de libération. La force créatrice du mâle, la jubilation virile, s'octroyaient là tous les pouvoirs, tous les droits. On entrait dans le temps du mépris.*

Les femmes, des femmes célèbres, il y en eu aussi pour crier « bravo ! ». Elles n'étaient pas toutes, apparemment, taillées sur le modèle seizième arrondissement de la charmante Solange et de sa chère maman. Ces femmes elles-mêmes s'interrogeaient à longueur de colonnes pour savoir s'il convenait de « tanner » — je cite — un homme qui refusait de vous épouser..

Rien à redire donc à la mise en images réalisée pour TF 1. Encore une fois, elle est parfaite, bien jouée, bien dirigée, beaux décors, beaux extérieurs ; il n'y a pas une virgule à changer ; on ne peut rien trouver de plus fidèle à l'esprit et à la lettre de l'ouvrage. Un régal, sûrement, pour l'amateur.

Cependant, à la lumière de ce que l'on voit aujourd'hui et plus particulièrement au cinéma (je pense à l'adorable Dentellière, *à sa sensibilité pudique, à sa justesse psychologique), on mesure tout le chemin parcouru pour remonter, depuis la dernière guerre, la pente fatale, pour échapper aux discriminations faites de généralisations, d'idées reçues et amplifiées, à partir d'increvables prototypes : les Noirs, les femmes, les vieux... Barrière mille fois plus résistante que bien des barricades.*

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 23 FEVRIER

— *M. François Mitterrand*, premier secrétaire du P.S., répond aux questions des auditeurs, au cours du magazine « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 15.

— *MM. Jean Lecanuet*, président du C.D.S., et *Jean Kanapa*, membre du bureau politique du P.C. se rencontrent au cours de l'émission « l'Evénement », sur TF 1, à 21 h. 30.

VENDREDI 24 FEVRIER

— Marcel Paganelli interroge *MM. Robert Boulin*, ministre délégué à l'économie et aux finances, et *Christian Goux*, membre du comité directeur du P.S., à propos de « la politique économique française », sur R.M.C., à 13 h. 20.

— *M. Fernand Icart*, ministre de l'équipement, intervient sur R.M.C., à 18 h. 30.

— *M. René Piquet*, membre du bureau politique du P.C., et *Mmes Simone Veil*, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, et *Edith Cresson*, membre du secrétariat national du P.S. débattent de « la politique sociale », sur Europe 1, à 19 heures.

— Un débat réunit *MM. Alexandre Sanguinetti*, membre du bureau du R.P.R., *Georges Sarre*, conseiller municipal (P.S.) de Paris, *Henri Malberg*, membre du comité central du P.C., et *André Diligent*, secrétaire général du C.D.S., sur France-Inter, à 19 h. 15.

JEUDI 23 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

Les personnels C.F.D.T. de Radio-France ayant déposé un préavis de grève pour ce jeudi de 0 heure à 24 heures, les programmes de France-Culture, France-Musique et France-Inter pourraient être perturbés.

18 h. 24, Pour les petits ; 18 h. 32, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : La passagère ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 43, Eh bien... raconte !

20 h., Journal.

20 h. 30, Feuilleton : La filière ; 21 h. 30, L'événement (spécial élections) : M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates-sociaux, et M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C. ; 22 h. 30, Allons au cinéma.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 25, Isabelle et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2.

20 h., Journal

JULIEN CLERC
ENREGISTREMENT PUBLIC
TRIPLE ALBUM C 154-14491/92/93
et Coffret 3 Musicassettes
PATHE MARCONI EMI

20 h. 35, Le grand échiquier : Julien Clerc, par J. Chancel.

Avec Véronique Samson, Brigitte Engerer, Gérard Depardieu, Coluche, Mary Marquet, Alain Souchon, Zouc, Stevie Wonder, les écrivains Cl. Manceron et M. del Castillo, le grand orchestre du Splendide et l'ensemble de musique de chambre de Bernard Thomas.

23 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : La femme en montagne (prod. FR 3 Nice) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : L'ADIEU AUX ARMES, de Ch. Vidor (1957), avec R. Hudson, J. Jones, V. de Sica, A. Sordi, K. Kasznar, M. McCambridge (rediff.).

Pendant la première guerre mondiale, un officier américain, servant sur le front d'Italie, tombe amoureux d'une infirmière anglaise. Il déserte pour s'enfuir avec elle.

Le beau, tendre et virulent roman d'Hemingway transformé en superproduction où l'histoire d'amour s'enlise d'autant plus que Jennifer Jones n'est pas la femme du rôle.

22 h. 55, Journal.

23 h. 10, Magazine : Un événement (La sécurité nucléaire, avec le professeur Tubiana, du centre de cancérologie de Villejuif).

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Nouvelles de Tchékov : « Impassibilité » ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

20 h., Nouveau répertoire dramatique, par L. Attoun : « Un morceau de la vraie croix pour le petit-fils d'une catin et d'un roi fou », de S. Ganzl, avec R. Dubillard, A. Cuny, R. Farey (rediffusion) ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : à 22 h. 35, Bruits de pages : les livres artisanaux, par N. Faloci ; à 23 h. 35, Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Musiques magazine (pop, rock, jazz) ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Musique au feu rouge : Reyer, C. Franck, Lecocq, Sarasate, Weber, Cimarosa ;

20 h. 30, Entrée de jeu : « Fantaisie et fugue en la mineur BWV 904 », « Trois préludes et fugues du clavecin bien tempéré », « Concerts en ut majeur », « Ouverture à la française » (Bach) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit... Paris, début de siècle : « Francis Poulenc, le charme de l'improvisation » ; 23 h., Actualité des musiques traditionnelles ; 0 h. 5, Russiana : Glazounov ; 1 h. 30, Suite de ballets français : Bondeville.

JACQUES CHANCEL
LE TEMPS D'UN REGARD
VIENT DE PARAITRE
Hachette littérature

VENDREDI 24 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

12 h. 12, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 26, Les aventures de Monsieur Lemetre ; 12 h. 34, Midi première ; 13 h., Journal ; 14 h. 25, Emission du C.N.D.P. : Cousons, cousines.

14 h. 55, FILM : LE DERNIER TIERCE, de R. Pottier (1964), avec O. Versois, M. Noël, M. Le Royer, R. Souplex, D. Moreno, J. Richard (N.).

16 h. 15, Pour les jeunes : Spécial vacances ; 16 h. 51, Nous sommes Lapons ; 17 h. 8, Dessins animés ; 17 h. 55, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : La passagère ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! 20 h., Journal.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : Monsieur chasse, de G. Feydeau, avec M. Roux, W. Sabatier, Fr. Fleury, Y. Godeau.

Moricet aime Léontine, Léontine aime son mari, le mari de Léontine aime Mme Cassagne... Brusquement, des petits pâtés viennent tout gâter.

22 h. 20, Magazine musical : La musique est à tout le monde (avec l'orchestre de la Garde républicaine).

22 h. 50, Journal.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Le dessous du ciel ; 14 h. 3, Aujourd'hui madame ; 15 h., Série française : Dossiers danger immédiat ; 15 h. 59, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur : Les poètes et leurs images ; 18 h. 25, Isabelle et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Feuilleton : Les Eygletière ; 21 h. 30, Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (le boire et le manger).

Avec MM. L. Bréchard (Papa Bréchard, vigneron du Beaujolais) ; J.-B. Chaudet (Marchand de vin) ; J. de Coquet (Lettre aux gourmets, aux gourmands, aux gastronomes et aux goinfres sur leur comportement à table et dans l'intimité) ; P. Troisgros (Cuisinier à Roanne) ; S. Tsuji (Etude historique de la cuisine française) ; Mme N. Châtelet (le Corps à corps culinaire) ; et O. Kahn (la Petite et la Grande Cuisine).

22 h. 40, Journal.

22 h. 45, Télé-club : « Ubu roi », d'A. Jarry, musique de Cl. Terrasse, chorégraphie de Dirk Sanders. Avec J. Bouise, R. Varte, H. Deschamps, H. Virlojeux. Réal. J.-C. Averty.

Première diffusion : 1965.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Scènes de la vie de province : Le berger des fleurs, d'A. Castanet (prod. FR 3 Toulouse) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Série documentaire : La qualité de l'avenir (huitième partie : Les nourrisseurs du monde, d'E. Leguy et Fr. Wuilliaume, réal. D. Mosmann).

21 h. 30, Série documentaire : Les maîtres-d'œuvre (La trame et la chaîne), de J. Lallier et M. Tosello.

De l'histoire de la mode à celle du tissu, de l'industrie au retour de l'artisanat.

22 h. 20, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Relecture : Picabia, par H. Juin, avec O. Revault d'Allones, M. Le Bot, J.-J. Brochier, B. Delvaille ; 21 h. 30, Musique de chambre : la pianiste P. Clidat (Rachmaninoff), le violoniste S. Blanc et le pianiste A. Clidat-Pipo (Weber), le violoncelliste J. Wiederker (Philippot), les violonistes C. Lorrain et G. Devries (Honegger, Hubeau) ; 22 h. 30, Nuits magnétiques ; à 22 h. 35, Les lieux de fête : Strip tease ; à 23 h. 35, Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Cycles d'échanges franco-allemands (retransmission en direct de Stuttgart). Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. U. Segal, avec S. Marcovici, violon : « Ruy Blas », ouverture (Mendelssohn), « Concerto pour violon et orchestre n° 2 » (Bartok), « Symphonie n° 3 en mi bémol majeur, opus 97, Rhénane » (Schumann) ; 22 h. 15, France-Musique la nuit : grands crus, « Da Capo », Yves Nat : Stravinsky, Schubert, Liszt, Brahms ; 0 h. 5, Russiana : Scriabine, Arenski, Rachmaninov ; 1 h. 30, Suite de ballets français : Jolivet.

SPORTS

FOOTBALL

UN PUZZLE POUR LA FIN DE SAISON

C'est un véritable puzzle qui est proposé aux amateurs de football. Les terrains encore enneigés ont entraîné le report de deux nouveaux matches de Coupe de France, mercredi 22 février : Reims-Tours et Strasbourg-Bastia. Douze rencontres ont néanmoins pu être jouées, dont une pour le compte du championnat.

En Coupe de France, on connaît désormais neuf des seize qualifiés pour les huitièmes de finale. Il s'agit que cinq clubs de première division (Bordeaux, Marseille, Monaco, Nancy et Valenciennes) et de quatre de deuxième division (Angoulême, Dunkerque, Lille et Martigues). La seule surprise est venue de Nîmes, où Dunkerque a obtenu un match nul (1 à 1) et s'est qualifié grâce à ce but marqué sur terrain adverse.

—Cinq matches « retour » restent à disputer : Lucé-Nantes (25 février), Paris S.G.-Nice (26 février), Ajaccio-Viry-Châtillon (26 février), Reims-Tours et Metz-Red Star (14 mars). Quatre clubs n'ont pas encore pu disputer leurs matches « aller » : Strasbourg et Bastia, d'une part ; Sochaux et Saint-Etienne, d'autre part. Ces deux derniers clubs joueront à Sochaux le 2 mars et à Saint-Etienne le 14 mars.

Pour résoudre le problème de calendrier que pose désormais Bastia — qualifié en Coupe d'Europe, et qui compte aussi deux matches de championnat en retard — Michel Hidalgo a dû supprimer le stage de l'équipe de France, prévu au Touquet du 13 au 16 mars, et a accepté de ne pas sélectionner de joueurs corses ou strasbourgeois le 8 mars contre le Portugal. Les rencontres entre les deux clubs sont fixées au 25 février à Strasbourg et au 7 mars à Bastia.

Pour le compte du championnat, Saint-Etienne a battu Rouen par 2 buts à 1, mais, après Dominique Bathenay, Dominique Rocheteau a dû quitter le terrain à la suite d'une entorse et Christian Sarramagna a été victime d'une fracture du tibia de la jambe droite. A cause de la Coupe de France, quatre matches de la prochaine journée de championnat seront reportés : Paris S.G.-Nantes, Bastia-Troyes, Strasbourg-Marseille et Laval-Nice.

Trois équipes nationales qualifiées pour la Coupe du monde ont gagné des rencontres amicales, le 22 février : la République fédérale d'Allemagne par 2 à 1 contre l'Angleterre, à Munich, l'Ecosse par 2 à 1 contre la Bulgarie, à Glasgow, et les Pays-Bas, toujours sur le même score, contre Israël à Tel-Aviv.

COUPE DE FRANCE
(seizièmes de finale)

Matches « aller »

*Nantes b. Lucé	2-1
*Red Star et Metz	2-2

Matches « retour »

*Marseille b. Troyes	3-0	(2-2)
*Monaco b. Fontainebleau	5-1	(2-1)
*Valenciennes b. Avignon	2-0	(1-3)
*Bordeaux b. Limoges	2-0	(2-3)
*Nîmes et Dunkerque	1-1	(0-0)
*Nancy b. Saint-Brieuc	3-0	(2-0)
*Angoulême b. Arles	2-0	(1-0)
Lille b. *Saint-Dié	1-0	(1-0)
*Toulouse et Martigues	0-0	(0-1)

Entre parenthèses figurent les scores des matches « aller ».



CARNET

Naissances

— Mme Jean Beylot, en union avec son mari décédé, a la joie d'annoncer la naissance de ses neuvième et dixième petits-enfants,

Alexis,
chez Annie et Loïc TROADEL, le 28 novembre 1977,

Sophie,
chez Françoise et Alain CLOUZET, le 17 février 1978.

— Brigitte et Robert ETIEN ont la joie d'annoncer la naissance de

Claire,
le 21 février 1978.
83, rue Damrémont, 75018 Paris.
Cité Bainem H 168,
Bains Romains, Alger.

Décès

— M. et Mme Wilfred Lasry, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Azerad et Robert,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Robert AZERAD,
née Amélie Emsalem,

survenu le 20 février 1978, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
La famille vous prie de l'excuser de ne pas recevoir.

46 et 48, avenue Paul-Doumer, 75016 Paris.
23 bis, avenue Niel, 75017 Paris.

— L'Ordre Souverain du Temple Solaire fait part du rappel à Dieu de son grand Législateur.

Robert-Baptiste CHABRIER-BERTHIER,
survenu le 16 février 1978.
« Une voix a crié dans le désert du monde... »

Josette BLOCH
a été arrachée à l'affection de sa famille et de ses amis le 11 février 1978.
Son inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.
De la part de :
Me Jean-Edouard Bloch, et son épouse,
Pierre Bloch et son épouse,
Marie-Pierre Baret,
Francine Marchand,
A ses frères et sœurs se joignent les membres de la famille et tous ses amis.
67, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris.

— Mme Emile Bruguiere, son épouse,
Sœur Jeanne Bruguiere,
M. et Mme André Bruguiere, ses enfants,
M. et Mme Alain Bruguiere,
M. et Mme Joël Bruguiere,
M. et Mme François Catarel,
Mlle Pascale Bruguiere,
Arnaud, Olivier et Caroline Bruguiere,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile BRUGUIERE,
survenu le 18 février 1978, dans sa quatre-vingt-septième année.
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale le mercredi 22 février 1978, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Aubais (Gard).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Dorfman-Effantin,
M. et Mme Jacques Menard, à Ville-d'Avray,
M. et Mme Jacques Belorgey, à Paris,
M. et Mme Denis Dorfman, à Crest,
M. et Mme Lucien Dorfman, à Fez,
Leurs enfants :
Laurence et Annick Menard,
François Belorgey,
Xavier Dorfman,
ses petits-enfants,
Mme Effantin, sa belle-sœur,
M. et Mme Michel Effantin et leurs filles,
M. et Mme Jean-Pierre Brun et leurs enfants,
M. Claude Effantin et ses filles,
M. Rodolphe Guilland, professeur honoraire à la Sorbonne, spécialiste de Byzance,
Ses sœurs, ses neveux, qui sont au loin dans le monde,
ont la douleur de faire part du décès de

M. le docteur Marcel DORFMAN,
médecin généraliste
de la faculté de Paris,
survenu le 1er février 1978, en son domicile, dans sa soixante-quinzième année.
Requiescat in pace.
De profundis clamavi ad te Domine.
Maubec, 38700 La Tronche.

— Montréal (Canada).
Mme Pierre Giroud a la vive douleur de faire part de la mort accidentelle de son fils unique, le

docteur Claude, Jean-Pierre GIROUD,
professeur de médecine expérimentale à l'université McGill (Montréal),
le 9 janvier 1978 au Yucatan, île de Cancoun (Mexique).

— M. et Mme Gabizon, de Paris,
Mme Esayag et Mme Benassayag, de Caracas,
M. et Mme Albert Sicsu, de La Flèche, et leurs enfants, M. et Mme Sicsu, de Massy, et leur fille,
M. et Mme Lucien Sicsu, de Chartres, et leur fille,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de leur sœur et mère,

Mme veuve Elie SICSU,
née Alo Benassayag,
survenu dans sa quatre-vingt-sixième année.
Les obsèques ont eu lieu à Massy, le 13 février 1978, dans la plus stricte intimité.

— Le docteur et Mme Pierre Solignac,
Catherine, Denis, Antoine et Vincent,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la mort de leur fils et frère,

François SOLIGNAC,
décédé accidentellement le 9 février 1978, à l'âge de vingt-quatre ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 14 février 1978, à Coulonges-les-Sablons (Orne).

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Robert WIBAUX,
survenu le 20 février 1978.
Les obsèques ont eu lieu à Condette, le 23 février, dans l'intimité familiale.

De la part de ses enfants :
M. et Mme Daniel Wibaux,
M. et Mme Pierre Wibaux,
M. et Mme Sylvain Wibaux,
Et de ses petits-enfants.
6, rue Chomel, 75007 Paris.

Remerciements

— Profondément touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. René RICHARD,
Mme René Richard et toute sa famille prient tous leurs amis qui, par leur présence ou envois de messages, se sont associés à leur peine, de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements

Anniversaires

— Pour le septième anniversaire du décès de

Georges MEYER,
président des officiers honoraires Terre, Air, Mer,
une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Messes anniversaires

— Pour le trentième anniversaire de sa mort à Dalat, le 1er mars 1948, une messe sera dite en l'église Saint-Louis des Invalides, mercredi 1er mars 1978, à 18 h. 30, à la mémoire du

lieutenant-colonel Gabriel BRUNET de SAIRIGNÉ,
ancien commandant de la 13e demi-brigade de Légion étrangère,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération.

Avis de messe

— La messe pascale des « X » sera célébrée le mercredi 8 mars, à 19 h., en l'église Saint-Etienne-du-Mont.

Communications diverses

— M. Alain Poher, président du Sénat, a remis mercredi les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à M. Kurt Dickerhof, président du directoire de Mercédès-Benz-France.

« Indian Tonic »
et SCHWEPPES Lemon :
les deux façons SCHWEPPES
de bien traiter sa soif.



هكذا من الأصل

Le Monde

société

DEUX VERDICTS

• ROUEN : douze ans de réclusion pour une « mère indigne »

De notre correspondant

Rouen. — Hugo, Camus, Kafka : les références littéraires ont été nombreuses au cours du procès de Sylvie Joffin, qui se tenait mardi 21 et mercredi 22 février devant les assises de la Seine-Maritime. La gravité des faits, leur absurdité, leur complexité autorisaient, il est vrai, toutes les comparaisons, même allusives. Mais, mercredi soir, on était loin de la fiction romanesque lorsque les jurés, rendant leur verdict, ont condamné Sylvie Joffin à douze ans de réclusion criminelle.

Sylvie Joffin a donc été reconnue coupable du meurtre de ses deux enfants, François-Xavier, quatre ans, et Sébastien, deux ans, qu'elle avait laissés seuls quinze jours durant dans son étroit appartement de Dieppe (*le Monde* du 6 avril 1977). Coupable, en tous les cas, de « *privations à enfants de moins de quinze ans avec intention de donner la mort et l'ayant entraînée* », comme l'indiquait l'acte d'accusation. Coupable, comme l'avait souligné l'avocat général, M. Charles Michon, de n'avoir pas eu « *ce sentiment inné que l'on trouve même chez les animaux et qui conduit les mères à se battre pour protéger leurs petits* ».

Coupable ? Jamais au cours des deux jours d'audience, Sylvie Joffin n'a dit ce qu'elle en pensait. Silencieuse, prostrée sur son banc, sans émotion apparente, elle a seulement « assisté » à l'audience. Aux questions du président, M. Michel Svahn, elle a expliqué sa rencontre avec Fabrice Letellier, le père de ses enfants. Elle avait alors seize ans. *Un an plus tard naissait François-*Xavier. Puis, en 1975, arrivait Sébastien.

Elle était une « bonne mère », diront les voisins. Mais à Noël 1976, alors qu'il était en Allemagne depuis trois mois, son mari lui annonce par lettre qu'il a décidé de rompre. Elle se retrouve seule, sans ressources, sans emploi, dans un logement où l'électricité a été depuis longtemps coupée, où le chauffage a toujours été inexistant et où les meubles ont été vendus, à l'invitation de son compagnon. Le 18 mars 1977, elle quitte son appartement en y abandonnant seuls ses deux enfants, leur laissant pour toute nourriture une bouteille d'eau et de la grenadine, *après avoir fait disparaître « tous les objets qui pourraient les blesser »*.

Le père, libre

Le président Svahn cherche à comprendre. Réponse de l'accusée : « *François-Xavier était très débrouillard. Je pensais qu'il n'y avait pas de danger.* » Mais le 4 avril lorsqu'elle revient, parce qu'une rencontre avec sa belle-mère « *a joué comme un déclic* », les deux enfants sont morts. « *A cause du manque de tout* », dit Sylvie.

« *Est-ce le comportement d'un monstre ou d'une folle ?* », s'interroge le président. « *Elle n'était pas armée pour une rupture sociale ou affective, en raison sans doute de son immaturité considérable. Mais elle ne présente pas de signes de maladie mentale* », répond le docteur Leyrie, expert psychiatre.

L'interrogatoire sans complaisance des responsables des services sociaux apporte d'importantes précisions. Pour les quatorze mille habitants du secteur dont dépendait Sylvie, il était bien prévu un poste d'assistante sociale. Mais il était vacant. Seule une retraitée du service, Mme Anquetil, assurait le « *dépannage* ». « *En tant que remplaçante vacataire, je ne pouvais prendre aucune initiative. Je n'avais pas le droit de me rendre chez Mme Joffin*, déclare Mme Anquetil. *Je ne l'ai pas convoquée, car cela ne dépendait pas de moi.* »

Et la famille ? A la barre, Fabrice Letellier ne paraît pas gêné. S'il a abandonné sa concubine, c'est « *parce qu'il n'avait plus envie d'elle* ». S'il ne s'est pas inquiété des enfants, c'est « *parce que c'était à elle de s'en occuper* ». S'il ne lui a pas envoyé d'argent, c'est « *parce qu'il pensait qu'elle travaillait* ». Pendant ce temps, Sylvie ne touche bientôt plus que 160 F par mois pour vivre. Elle n'a plus droit au salaire unique. Comme elle n'a pas demandé le renouvellement du secours à l'enfance, on le lui a automatiquement supprimé...

Aux explications du geste, à l'environnement de Sylvie, l'avocat général préfère l'examen des faits. Face à « *un crime indigne de la condition humaine* », il se refuse à voir en Sylvie Joffin quelqu'un de dépressif ou d'effondré. Ses errements dans les boîtes de nuit, ses « *coucheries nocturnes* » — qu'il s'attache à décrire minutieusement — ne sont-ils *pas la preuve de son « détachement, de son incommensurable égoïsme » ? Et cet autre procès* que l'on tente de faire aux services sociaux, *n'est-il pas déplacé, « alors qu'elle était la première à savoir qu'il y avait urgence » ? « Parce qu'il y a des limites à l'épouvante »*, M. Michon réclamera quinze années de réclusion criminelle.

Après deux heures de délibéré, la cour d'assises de la Seine-Maritime a condamné Sylvie Joffin à douze ans de réclusion criminelle. *Le père, lui, est reparti comme il* était venu. Libre.

MARC LECARPENTIER.

• BEAUVAIS : vingt ans de réclusion pour un violeur

De notre correspondant

Beauvais. — La cour d'assises de l'Oise, présidée par M. Emile Couderette, a prononcé, mercredi 22 février, une peine de vingt années de réclusion criminelle à l'encontre de M. Lakhdar Setti, trente-cinq ans, un ouvrier algérien, accusé de trois viols, d'une tentative de viol et d'un vol avec armes. Tous ces faits ont été commis au cours de l'été 1976.

Le ministère public avait réclamé une peine d'au moins quinze ans de réclusion criminelle, en demandant cependant les circonstances atténuantes. Sur ce dernier point, les jurés ont suivi l'avocat général puisque le vol avec armes est puni, aux termes de la loi, de la peine de mort, tandis que le viol est sanctionné par une peine maximum de vingt années de réclusion criminelle.

Les cinq agressions, qui ont fait six victimes, se sont toutes déroulées selon le même scénario. Une jeune fille fait de l'auto-stop, porte de la Chapelle, en direction de la province. Une voiture conduite par un Nord-Africain s'arrête.

Après quelques kilomètres sur l'autoroute, sous prétexte de prendre de l'essence, le véhicule s'égare sur des chemins forestiers de l'Oise où le chauffeur ne fait plus mystère de ses intentions. A chaque fois la portière avant droite est condamnée de l'intérieur par de l'adhésif noir. L'agresseur exhibe un couteau pour soumettre la passagère prisonnière.

Le médecin expert, le docteur Jules-Edgard Célestin a exposé à la barre toute la difficulté qu'il y avait à constater les viols « *nouvelle manière* » exécutés avec violences morales, par rapport aux « *viols à l'ancienne* » qui s'accompagnaient de coups. « *Jadis, les marques corporelles constituaient la preuve du crime, aujourd'hui l'absence de violences ne signifie pas consentement* », a-t-il admis.

Lors des plaidoiries, Mᵉ Josvane Moutet, porte-parole du Collectif *de défense des femmes* et partie civile au nom de Carole K., a déclaré que si elle entendait dénoncer la conspiration du silence entourant le viol, elle ne voulait pas pour autant servir de caution à une répression. Pour sortir de cette contradiction, l'avocate a suggéré une peine de prison avec sursis et mise à l'épreuve. Et d'ajouter : « *Si une lourde peine était prononcée, nous renoncerions à plaider au civil pour des dommages et intérêts puisque, dans le régime pénitentiaire actuel, il serait payé par 10 % du salaire du prisonnier exploité par des industriels bien contents de trouver de la main-d'œuvre à bon compte.* » Telle n'a pas été l'opinion de l'autre partie civile, représentée par Mᵉ Serge Catelin, de Lille, qui, au nom de Françoise C., a réclamé 50 000 F à l'audience civile, et en a obtenu 30 000. — M. L.

VISITANT L'ÉCOLE NATIONALE DES SAPEURS-POMPIERS

M. Giscard d'Estaing annonce un renforcement des moyens de sécurité dans les grandes villes

M. Giscard d'Estaing a saisi l'occasion d'une visite, mercredi 22 février, au domaine de Nainville-les-Roches (Essonne), qui abrite actuellement le Centre national d'études de la Sécurité civile et où l'on construit l'Ecole nationale des sapeurs-pompiers, pour annoncer que les moyens de sécurité seraient renforcés, cette année, en particulier dans les banlieues des grandes villes.

Accompagné par MM. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, Marc Bécam, secrétaire d'Etat, et Christian Gérondeau, directeur de la Sécurité civile, le président de la République a passé en revue un millier de sapeurs-pompiers venus de toute la France. Il a assisté à plusieurs exercices de sauvetage, dont celui qui consiste à découper, dans un minimum de temps, les tôles d'une voiture accidentée pour en dégager les occupants.

Le président de la République s'est ensuite entretenu avec les inspecteurs départementaux et les présidents d'unions départementales de sapeurs-pompiers, qui regroupent deux cent douze mille des deux cent vingt mille sapeurs-pompiers français (douze mille sont des employés communaux ou départementaux, et deux cent mille des volontaires), le reste constituant les brigades de sapeurs-pompiers militaires, à Paris et à Marseille. Une trentaine de sapeurs-pompiers particulièrement méritants ont ensuite été présentés au chef de l'Etat.

Dans l'allocution qu'il a prononcée, M. Giscard d'Estaing a souligné « *les Françaises et les Français aspirent plus que jamais, aujourd'hui, à la sécurité* ». Il a ajouté :

« *La sécurité, c'est d'abord la lutte résolue contre la violence et la criminalité. C'est pour moi un impératif. Une tâche fondamentale des pouvoirs publics aujourd'hui est de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité des Français dans le respect des libertés. C'est l'effort qu'a poursuivi le gouvernement en s'attaquant aux racines mêmes de la violence et de l'insécurité. Ce doit être une tâche prioritaire du gouvernement.*

» *Un renforcement des moyens de sécurité sera mis en place dès cette année, notamment dans les grandes zones d'urbanisation où l'insécurité est le plus vivement ressentie par la population, comme certaines banlieues des grandes villes. Il faut, en effet, assurer, dans tous les quartiers d'habitation, une présence suffisante des personnels chargés de la sécurité publique, police et gendarmerie.* »

Le président de la République a ensuite indiqué que la « *politique nationale de sécurité civile* », mise en place par le gouvernement, devait être poursuivie, en premier lieu, dans le sens d'une meilleure prévention des risques.

« *Trop souvent encore*, a déclaré M. Giscard d'Estaing, *l'Etat doit se substituer aux individus dans la recherche de leur propre sécurité. Il doit même parfois la leur garantir presque malgré eux. Le souci de sécurité est un devoir de chacun de nos concitoyens. Il faut qu'il devienne un réflexe naturel. Il y va de leur propre sécurité, mais aussi de celle de leurs familles et de leurs voisins.* »

Le président de la République a ensuite évoqué les missions accomplies par les sapeurs-pompiers, la nécessité de « *poursuivre l'équipement du corps des sapeurs-pompiers et d'améliorer les moyens propres de la Sécurité civile* », et le rôle de l'Ecole nationale, qui dispensera aux sapeurs-pompiers et à leur encadrement « *un enseignement approfondi et de qualité* ».

Faits et jugements

Guignol contrefait Guignol

La troisième chambre civile du tribunal de grande instance de Lyon a décidé, dans un jugement rendu mardi 21 février, que le titre *Allô Lyon, ici Guignol*, sous lequel a été mis en vente à partir du 4 janvier 1978, dans la région *lyonnaise*, un hebdomadaire « *humoristique et satirique* », constitue « *une contrefaçon de la marque Guignol* » (*le Monde* du 13 janvier 1978). Le titre, moyen d'identification d'une revue ou d'un journal, explique en substance le jugement, peut constituer une marque, et le terme Guignol représente « *une appellation de fantaisie suffisamment originale pour constituer un signe distinctif* ».

La société Alig, éditrice du journal, le gérant de celle-ci, M. Christian Crouton, et le directeur de la publication, M. Roland Rolland, sont condamnés à 1 franc de dommages et intérêts et au versement de 1 500 francs à M. Jean-Joannès Bertin, ancien gérant de la société Editions Guignol, propriétaire de la marque *Guignol*, déposée à l'Institut national de la propriété industrielle depuis le 29 janvier 1976. Le tribunal a ordonné, en outre, la suppression, sous astreinte, de la dénomination contrefaite, la destruction immédiate de toute édition du *journal* et, d'une manière générale, de tout document porteur de la marque en question et enfin la publication du jugement dans cinq journaux. — *(Corresp. rég.)*

Le licenciement d'un éducateur.

Une instance en référé engagée par le directeur du foyer des Epinettes, situé 15, rue Saint-Just, à Paris (17ᵉ), organisme habilité pour la prise en charge d'adolescents *sur décision judiciaire et* administrative, a été examinée mardi 21 février collégialement par le tribunal de grande instance de Paris, présidé par M. Pierre Drai. Cette action visait à interdire à M. Mohamed Benamor, éducateur congédié, de reparaître au foyer.

Ce dernier a expliqué aux magistrats qu'il n'avait reçu sa lettre de licenciement que le 20 février, sans aucun avertissement antérieur, qu'il n'était pas revenu au foyer le 21 février et n'avait pas l'intention de s'y représenter tant *que la juridiction prud'homale* n'aura pas statué sur la légalité de son licenciement. Les magistrats ont décidé de donner acte à M. Benamor de ses déclarations, réservant au requérant la possibilité de formuler au besoin une *nouvelle demande si l'éducateur* retournait au foyer malgré son engagement de n'y point revenir.

M. Jean Burgelin est nommé directeur de l'École nationale de la magistrature.

Sur proposition du garde des sceaux, *ministre de la justice*, le conseil des ministres a nommé, mercredi 22 février M. Jean Burgelin, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, directeur de l'Ecole nationale de la magistrature, en remplacement de M. Liaras.

[Né le 17 décembre 1936 à Metz, licencié en droit et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit privé, M. Jean Burgelin a exercé successivement les fonctions de substitut au tribunal de Nancy, à partir du 18 septembre 1965, puis de premier juge au tribunal de Pontoise, le 13 novembre 1973. Le 23 avril 1975, il est nommé secrétaire général de la première présidence de la cour de Paris.]

● *Nomination de magistrats.* — Par décret, publié au *Journal officiel* du 21 février, M. Claude Goudet, premier substitut à l'administration centrale, est nommé procureur de la République, et M. Victor Graffan, conseiller à la cour d'appel de Paris, est nommé président du tribunal de grande instance de Pontoise.

DIX ANS DE PROCÉDURE POUR UN TABLEAU CONTESTÉ

Le 21 février 1968, à l'hôtel Drouot, les époux Saint-Arroman mettaient en vente un tableau du dix-septième siècle, attribué à l'école des Carrache, intitulé « Apollon et Marsyas » (ou « Olympos et Marsyas »). La toile était adjugée pour 2 200 francs à un important marchand de tableaux parisien, puis réclamée par le musée du Louvre, *qui avait exercé son droit* de préemption.

Peu après, en mars 1968, les époux Saint-Arroman apprenaient que ce tableau serait en réalité une œuvre de Nicolas Poussin, et ils purent le voir, *d'ailleurs, accroché en bonne* place aux cimaises du Louvre.

Aussi avaient-ils réclamé l'annulation de la vente de cette toile au tribunal de grande *instance de Paris*, qui leur donnait satisfaction le 23 décembre 1972 (« le Monde » du 25 décembre 1972). Mais le 2 février 1976 (« le Monde » du 4 février 1976), la première chambre civile de la cour d'appel de Paris les déboutait *de leurs prétentions*.

Mercredi 22 février 1978, la première chambre civile de la Cour de cassation, siégeant sous la présidence de M. Henri Charliac, a cassé cet arrêt. *Les magistrats* ont motivé leur décision en déclarant que « la cour d'appel a statué sans rechercher si, au moment de la vente, le consentement des vendeurs n'avait pas été vicié par leur *conviction erronée que le tableau* ne pouvait pas être une œuvre de Nicolas Poussin » et qu'ainsi elle « n'a pas donné de base légale à sa décision ».

Les magistrats ont également précisé que l'arrêt de la cour d'appel de Paris était « cassé en son entier ». Ils ont renvoyé l'affaire devant la cour d'Amiens.

En Grande-Bretagne

Un projet conservateur vise à modifier dans un sens restrictif la loi de 1967 sur l'avortement

De notre correspondant

Londres. — A la faible majorité de 181 voix contre 175, les *Communes ont adopté un projet* de loi visant à modifier l'application de la loi de 1967 sur l'avortement dans un sens restrictif.

La mesure envisagée concerne en premier lieu le délai au-delà duquel un avortement ne sera pas autorisé. Cette limite fixée actuellement à vingt-huit semaines serait ramenée à vingt semaines de la grossesse. Sir Bernard Braine, député conservateur, auteur du projet, a indiqué que la très grande majorité des gynécologues étaient favorables à la *limite des vingt semaines et* que son projet visait essentiellement à mettre fin à la « *destruction d'enfants* » viables en dehors de la matrice dans les limites de vingt-huit semaines.

D'autre part, le projet vise à *renforcer la loi concernant le* droit des médecins et du personnel hospitalier de refuser de participer à une opération d'avortement pour « *raisons de conscience* ». Enfin, aux termes du projet, les divers bureaux et organisations informant et conseillant les femmes en matière d'avortement devraient être autorisés par le ministre des services sociaux. Cela à la condition essentielle de l'attribution d'une licence qui certifiera que ces organismes *n'aient pas de liens financiers* avec les cliniques d'avortements.

Néanmoins, Sir Bernard a indiqué que, tant que le service national de santé ne pourra assurer tous les avortements légaux, les organisations charitables *pourront être exemptées de l'obligation* d'une licence à condition d'exclure les avortements « à la demande ».

Un autre député conservateur, Sir George Sinclair, s'est opposé à la motion, en considérant qu'il s'agissait là « *de la première salve* » d'une campagne de pression visant à restreindre l'application de la loi. Il note que les avortements accomplis au-delà de la limite des vingt semaines étaient exceptionnels, précisant que 80 % des *avortements* intervenaient avant douze semaines de la grossesse. Pour ce qui concerne l'objection de conscience du personnel médical, il souligne que la loi de *1967 l'avait déjà formellement* reconnue et il ajoute que les femmes, auxquelles l'avortement était refusé, étaient en droit de savoir si ce refus était fondé en fonction de critères médicaux ou sur des raisons de conscience.

En fait, le projet voté par les Communes à la majorité de 6 voix et, en l'absence de près de la moitié des députés, a très peu de chances de devenir loi étant donné le refus du gouvernement de le mettre à l'ordre du jour de la session parlementaire. Néanmoins, le vote reflète assez bien le souci d'une large fraction du Parlement et de l'opinion de réviser de manière restrictive la loi de 1967.

HENRI PIERRE.

UNE ASSOCIATION POUR LES SOINS D'URGENCE PROPOSE LA CRÉATION D'UNE CARTE D'IDENTITÉ MÉDICALE

La création d'une carte d'identité médicale, annoncée officiellement mardi 21 février par l'Association pour le développement de l'information médicale d'urgence (1), devrait permettre *aux médecins qui prennent en* charge en urgence un malade ou un blessé de disposer dans les plus brefs délais d'informations concernant ce patient.

Ces renseignements, donnés par les médecins traitants eux-mêmes et comportant les antécédents essentiels, la pathologie actuelle, les traitements en cours des malades, pourraient éviter certaines contre-indications et diminuer les risques *opératoires*. Un tel document, accroché à la carte nationale d'identité, apparaît donc particulièrement utile pour tous ceux qui ont eu des antécédents chirurgicaux ou médicaux qui font l'objet de traitements de longue durée.

De plus, cette initiative permet au malade éventuel de donner des instructions particulières et confidentielles sur les personnes qu'il souhaite prévenir de son hospitalisation, sur le don d'organes ou même sur le choix d'un établissement.

Pour répondre aux inquiétudes exprimées notamment par l'ordre des médecins, les dirigeants de *cette association*, présidée par le docteur Poisvert (SAMU de Paris) ont eu le souci de soumettre cet échange de renseignements aux règles strictes du secret médical. Seul un des douze médecins de l'association sera habilité à fournir les renseignements demandés enregistrés sur informatique. Quant aux médecins de l'urgence, ils ne pourront pas obtenir d'informations directement, mais seulement après avoir fourni les coordonnées de leur cabinet médical ou du SAMU où les médecins de l'association les rappelleront eux-mêmes.

D'autre part, le médecin traitant est systématiquement informé par écrit de tout appel concernant ses propres malades.

(1) 31 bis, rue Louis-Blanc, 75010 Paris. Prix de l'inscription à l'association : 50 F.

LE GAZ CARBONIQUE : SA CONCENTRATION DANS L'ATMOSPHÈRE AUGMENTE.
les forêts qui le fixent sont en voie de défrichement
LES BACTÉRIES : ELLES COLLENT A TOUT MILIEU.
cette adhérence est la cause des infections bactériennes.
et des articles sur la prothèse du genou, l'analyse des données, la Carthage romaine, la structure du milieu interstellaire, la structure spatiale de l'ARN de transfert, l'efficacité des algorithmes, les jeux mathématiques, les expériences d'amateur.
POUR LA SCIENCE
édition française de SCIENTIFIC AMERICAN
MARS-N°5 - en vente chez les marchands de journaux.

VIENT DE PARAITRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F

ÉDUCATION

Les difficultés de l'académie de Versailles

Près de deux cents enseignants et agents de service de l'académie de Versailles se sont rassemblés, le 22 février, devant la trésorerie de la ville, pour exiger le réemploi et la titularisation des auxiliaires, et pour protester contre les projets de transfert de postes entre les quatre départements de l'académie.

Cette manifestation, organisée par la Fédération de l'éducation nationale pour la « Quinzaine d'action en faveur des non-titulaires », *a réuni des représentants du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.), du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), du Syndicat national des enseignements techniques et professionnels (SNETP-C.G.T.), du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), et du Syndicat national des agents de l'éducation nationale (SNAEN-FEN).*

La délégation s'est rendue au rectorat de Versailles, où elle a remis une motion demandant la création de postes d'enseignants et d'agents. En réponse à une lettre de M. André Henry, secrétaire général de la FEN, qui avait demandé une audience au recteur le 16 février, celui-ci a confirmé qu'il recevrait une délégation de la FEN le 10 mars.

Pour sa part, le SGEN-C.F.D.T. indique que, d'après la carte scolaire établie pour l'Essonne (groupe de travail réuni le 20 février), « l'administration impose soixante-treize suppressions de postes, cinquante-sept transferts et dix-neuf compléments de service, ainsi que la suppression de dix-sept postes d'instituteurs spécialisés ».

Un recteur en béton armé

« *Maintenant, quand je vais au ministère demander des postes, on m'en donne.* » Le recteur Albarède est satisfait : on lui avait parlé de cinquante nouveaux postes d'enseignants à la prochaine rentrée. Il en aura cent quatre-vingts pour l'académie de Versailles qui regroupe, depuis 1975, les départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines. Un succès personnel pour cet agrégé de médecine, recteur de la plus grande académie de France.

Sa recette ? Une politique de « *remise en ordre* » — et non d'austérité, tient-il à préciser. « *J'ai des dossiers en béton armé.* » Comment refuser des postes à un recteur qui, lui-même, refuse toute démagogie, tout laxisme ? « *Maintenant, l'académie de Versailles est crédible* », constate fièrement M. Pierre Albarède, qui en veut pour preuve les promesses reçues tout récemment du ministère : deux cent cinquante nouveaux postes d'agents de service pour l'académie, alors que celle-ci reste « *excédentaire* » de cinq cents postes si l'on se réfère au barème établi en 1966 — et qui n'est toujours pas officiellement révisé.

Normaliser

M. Albarède se défend, cependant, de jouer les tyrans dans son académie. « *Pour « normaliser » la situation comme me le demandait le ministère,* dit-il, *il aurait fallu transférer autoritairement cinq cent dix-neuf postes d'agents entre les quatre départements de l'académie. J'ai préféré faire appel au volontariat.* » Ce sont, en effet, près de neuf cents postes d'agents (personnels ouvriers et de service des lycées et collèges) qui sont actuellement « *mis au mouvement* », c'est-à-dire appelés à être transférés pour « coller » davantage aux besoins.

Explications : « *Il faut se rendre compte que certains établissements sont très « surdotés » (vingt-six ou vingt-sept postes d'agents en surnombre par rapport au barème de 1966), alors que d'autres vivent une situation intenable. Par exemple, deux agents dont l'un tombe malade et l'autre part en congé de maternité. Il arrive que le principal fasse la vaisselle pour assurer la demi-pension...* »

Et les transferts de postes entre les Hauts-de-Seine et les trois autres départements ? « *Voilà cinq ans que les effectifs des Hauts-de-Seine baissent, tandis que ceux des trois autres augmentent* » (1), explique le recteur. « *L'année dernière, on a supprimé cent cinquante postes dans les Hauts-de-Seine sans histoires. Cette année, à la simple lecture de la loi de finances, qui reste notre Bible, on prévoyait cent vingt transferts. En fait, avec les créations de postes que je viens d'obtenir, ce sont seulement une vingtaine de professeurs qui recevront leur avis de transfert après le 30 mars.* » (2)

Quant à sa réputation de recteur inflexible, M. Albarède précise : « *J'ai six cents établissements dans mon académie et seulement cinq cents employés au rectorat, du recteur au balayeur. Ce qui ne fait en réalité que quatre personnes au cabinet susceptibles de répondre au courrier dit d'« intervention », c'est-à-dire non administratif. Ces quatre personnes répondent à quatre mille lettres par an, c'est le maximum qu'elles puissent faire.* » Et comme, d'autre part, le recteur ne peut voir tout le monde *(« impossibilité technique »)*, il ne reçoit pratiquement personne *(« sauf les interlocuteurs autorisés »)*, et, en tout cas, « *jamais les manifestants* ».

ROGER CANS.

(1) Entre la rentrée 1976 et la rentrée 1977, les Hauts-de-Seine ont perdu 1,09 % de leurs effectifs scolaires, tandis que les Yvelines ont vu les leurs augmenter de 1,67 %, le Val-d'Oise de 1,82 % et l'Essonne de 2,98 %.

(2) C'est le 30 mars que le recteur, au vu des dossiers de demande de mutation, signe le transfert.

● *Près de trois cents parents, enfants et enseignants de l'école Decroly ont manifesté,* mercredi 22 février après-midi, à Paris. Ils demandent la reconstruction immédiate de l'école dont les locaux actuels sont en très mauvais état, à tel point que le maire de Saint-Mandé a pris un arrêté interdisant l'usage du bâtiment principal (*le Monde* du 23 février). Créée après la guerre, l'école Decroly est une école publique expérimentale unique en France. Elle accueille trois cent trente élèves et dépend de la Ville de Paris, qui a voté, en 1974, une autorisation de programme de 8 600 000 francs pour sa reconstruction.

● *M. Nicolas Wahl,* professeur à l'université de Princeton, est nommé professeur associé ès sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Paris.

RADIOSCOPIE D'UN « TREIZE ANS »

Il ne joue pas, ne court pas, ne lit pas...

Leonidas Callogeropoulos a treize ans. Il est en classe de quatrième au lycée Montaigne, à Paris. Il a une sœur de dix-sept ans, un père chercheur au C.N.R.S. et une mère psychanalyste. Et il était interviewé le 22 février par Jacques Chancel à l'émission « Radioscopie » *(France-Inter).*

Etonnant Leonidas : il ne joue pas, il ne fait pas de sport, il ne lit pas — sauf parfois un peu de poésie (Aragon, Baudelaire). Il n'a même pas besoin de lire : sa famille le fait pour lui. « Je peins, je sculpte... des œuvres abstraites. » *Il fait aussi du « baby-sitting » à 8 francs de l'heure pour se procurer un peu d'argent de poche.*

« Avant de mourir, je voudrais rendre service aux gens », *dit-il. C'est pourquoi il pense à un métier « politique ». Est-il de gauche ?* « Non, je suis Leonidas. Je ne veux pas étiqueter mes pensées. » *Est-il vieux avant l'âge ? Leonidas reconnaît que ses camarades le trouvent* « trop sérieux ». *Et il les juge sévèrement :* « Le karaté, le football, la planche à roulettes, à côté du million et demi de chômeurs et des enfants qui ont faim, c'est débile. » *Il préfère la compagnie des filles* (« plus évoluées ») *à celle des garçons* (« bloqués dans leur football »). *Et il n'a que mépris pour les* « émissions guili-guili » *du mercredi après-midi à la télévision.*

Leonidas reconnaît que son milieu familial fait de lui un privilégié. Il parle à ses parents. Il leur fait confiance, et réciproquement. Jacques Chancel : « Est-ce que tu dis tout à tes parents ? » *Réponse, après un temps de réflexion :* « Est-ce qu'eux me disent tout ? » *Leonidas a treize ans.*

R. C.

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE
OISE Oxford Intensive School of English
pour un séjour vraiment profitable :
Programme de cours individualisé, familles consciencieusement choisies; niveaux scolaires, universitaires, adultes; programme loisirs.
O.I.S.E. (Information) 16 rue de Boulainvilliers, 75016 Paris - Tél. 224.42.22

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE
★ Hôtel confortable et école dans le même bâtiment
★ 5 heures de cours par jour pas de limite d'âge
★ Petits groupes (moyenne 9 étudiants)
★ Ecouteurs dans toutes les chambres Laboratoire de langues moderne
★ Ecole reconnue par le ministre d'Éducation anglais
★ Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer
Ecrivez au REGENCY RAMSGATE KENT, G.-B.
Tél. : THANET 512-12
ou : Mme Bouillon 4, rue de la Persévérance 95 - EAUBONNE
Tél. : 959-26-33 en soirée

Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre
Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.
● Cours de langue généraux, intensifs et études très intensives
● Cours préparatoires aux examens ● Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais ● Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes ● Logements choisis avec grand soin.
Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG.
ACEG 33 Wimborne Road, Bournemouth, Angleterre. Tél. 29 21 28, Telex 41438
ACEG Seefeldstrasse 17, CH-8008 Zurich/Suisse. Tél. 01/47 79 11, Telex 52 529
F2B
Nom ______ Prénom ______
No postal
Rue ______ Domicile ______
ACEG

DÉFENSE

Le malaise s'accentue au SDECE

(Suite de la première page.)

Sous la direction de M. de Marenches, qui a accompli, à ce jour, le plus long mandat de directeur général depuis la création du service à la fin de la dernière guerre mondiale, le SDECE a absorbé le Groupement des contrôles radio-électriques (G.C.R.) qui intercepte, pour le compte de l'Etat, les communications intergouvernementales et les émissions radio du monde entier et de toutes origines. Il s'est lancé dans l'informatique pour le traitement des renseignements recueillis et a réaménagé sa base du Cercottes, près d'Orléans, qui sert à la formation de la plupart des personnels, et à l'entraînement des agents du service « action » à l'extérieur.

Aujourd'hui, en dépit de cette réorganisation, l'impression prévaut dans les milieux gouvernementaux que le fort accroissement continu de ses fonds — le service dispose, officiellement, de 170 millions de francs environ en 1978 — n'a pas été utilisé de service, que le travail du SDECE On entend souvent dire, dans plusieurs administrations destinataires de la « production » du née aux recherches du SDECE. n'est pas toujours à la hauteur des investissements engagés.

Subversion et terrorisme

Le personnel fait, depuis peu, ouvertement état du départ éventuel de M. de Marenches, lequel ne dissimulait pas, dès l'an dernier, qu'il aurait apprécié de pouvoir reprendre sa liberté d'action durant l'hiver 1977-1978. Des agents se réjouissent même de cette perspective ; d'autres s'en inquiètent.

C'est que le climat s'est progressivement détérioré, en sept années et demie, à l'intérieur du SDECE parmi les plus obsédés sein de la direction du contre-espionnage, sous la responsabilité du colonel de Jenvry.

Les critiques ne portent pas seulement sur certaines dépenses excessives, comme l'aménagement des bureaux directoriaux (style anglais) du siège parisien, à la cité administrative des Tourelles (vingtième arrondissement), ou l'installation en souterrain d'une salle dite d'opérations dont l'importance et l'équipement sont sans commune mesure avec l'activité réelle du service.

Les critiques les plus graves visent, en fait, l'orientation donnée aux recherches du S.D.E.C.E. D'aucuns condamnent la « déviation » des activités du service tournées vers l'intérieur du territoire national, alors que ses missions, officiellement, doivent surtout s'exercer à l'extérieur des frontières.

Apparemment, cette évolution tient au fait que les animateurs du contre-espionnage se déclarent persuadés que les services étrangers agissent de préférence, en France, par l'intermédiaire d'agents d'influence ou d'agents de subversion accusés d'intoxiquer et de « désinformer » l'opinion publique (1). Déceler ces sources d'intoxication à l'étranger et invoquer le « droit de suite » avec la surveillance de leurs relais en France, c'est un processus que réclament des responsables du S.D.E.C.E. parmi les plus obsédés par le mouvement communiste international.

Dès lors, le contre-espionnage a plus spécialement développé un nouveau secteur, celui de la recherche antisubversive et antiterroriste, dont l'activité concurrence ou contrecarre celle des organismes déjà existants au ministère de l'intérieur.

Un climat de suspicion

Comme le champ de ces recherches a une tendance naturelle à s'élargir ou à déborder, les soupçons ne cessent de s'étendre aussi à toutes les personnes jugées non orthodoxes ou trop « indépendantes » d'esprit, y compris à l'intérieur du SDECE. D'où, un climat général de suspicion, dont avouent souffrir quelques-uns des mille huit cents agents du service, et les risques d'une « chasse aux sorcières » qui paralysent ou divisent le personnel du SDECE.

D'où, aussi, une intensification de certaines catégories d'écoutes téléphoniques (*le Monde* du 27 janvier) de personnalités françaises dans l'espoir, ou sous prétexte, d'obtenir indirectement des renseignements sur leurs correspondants étrangers. Des agents du SDECE travaillent au service chargé des écoutes téléphoniques, qui est indépendant du G.C.R.

L'un des derniers incidents, en date, de cette chasse aux sorcières a eu pour victime un fonctionnaire ancien dans la carrière et occupant des responsabilités importantes à Paris, séquestré puis malmené par l'équipe de sécurité du SDECE, sous prétexte qu'il aurait travaillé pour les services soviétiques. Il a fallu la menace d'un procès public, de longues tractations par l'entremise d'avocats et l'intervention discrète de plusieurs personnalités appartenant au service ou extérieures à lui, pour que les deux parties en cause parviennent à une transaction et que la direction du SDECE admette, dans une lettre rédigée « en tant que de besoin », que l'intéressé n'avait pas failli à l'honneur.

A la même époque, la fédération C.G.T. des travailleurs de l'Etat a eu connaissance, dans un autre ordre de faits, du suicide de deux agents du G.C.R., en poste à Berlin et à Domme (Dordogne), où le SDECE dispose d'installations pour l'écoute des communications gouvernementales dans les monde.

Nombreux ont été les agents du G.C.R., parmi les cinq cent cinquante membres de cet organisme, qui n'ont pas approuvé leur intégration dans le personnel des services secrets, lorsque le gouvernement décida de réunir les deux organismes. Les personnels fusionnent moins aisément que les administrations et leurs budgets (2).

Les spécialistes du G.C.R., qui relevaient précédemment du premier ministre et de la fonction publique, affirment avoir perdu, dans cette opération qui s'est achevée en 1972, leurs droits acquis, syndicaux et politiques, de fonctionnaires. Le statut des agents du SDECE relève, en effet, d'un décret particulièrement contraignant et restrictif du 27 novembre 1967, ce qui explique, du reste, les difficultés de recrutement dans toutes les catégories, les plus élevées comme les plus subalternes. Certains de ces fonctionnaires se plaignent de vexations, de tracasseries constantes ou de pressions multiples et ils n'ont pas hésité, en son temps, à mettre la mort des deux agents de Berlin et de Domme sur le compte d'une machination à laquelle il leur avait été difficile de résister.

C'est dans ce climat que sont intervenues les récentes nominations ou promotions de nouveaux responsables (*le Monde* du 25 janvier), après le départ de M. Didier Faure-Beaulieu, directeur du cabinet de M. de Marenches et le remplacement du directeur des services financiers et administratifs.

Dans un service où règne une prudence soupçonneuse, du haut en bas de la hiérarchie et où le personnel est entretenu dans le sentiment assez général que son sort professionnel demeure précaire, l'arrivée à deux postes de confiance d'un jeune sous-préfet, M. Michel Roussin, ancien officier de gendarmerie, et d'un officier général, le général René Candelier, précédemment directeur adjoint de la sécurité militaire, a été très diversement appréciée.

Une épuration

On s'interroge, en effet, au SDECE, sur le sens à donner à ces changements au plus haut niveau si, dans le même temps, ils ne s'accompagnent pas d'un retour à la rigueur dans la qualité des sources d'information, la recherche et l'exploitation des renseignements recueillis et dans la direction technique ou l'administration des personnels. Si M. de Marenches obtenait de quitter prochainement ses fonctions, comme il en a déjà exprimé le vœu, la désignation de son successeur devrait être l'occasion d'une remise en ordre du service.

Les agents les plus suspectés par l'actuelle direction vont jusqu'à souhaiter une certaine « épuration », sur la base de nouvelles directives gouvernementales qui rappelleraient au SDECE sa mission essentielle de recherches hors des frontières nationaes.

Car, le SDECE n'est pas la seule source de renseignements de l'Etat. Divers organismes, comme le secrétariat général de la défense nationale, le Quai d'Orsay, les états-majors, le ministère de l'intérieur ou l'administration des finances et du commerce extérieur concourent à l'information gouvernementale sur les sujets dits « sensibles ». Le pouvoir peut tirer avantage de la multiplication de ces sources, à condition que chacune se tienne à sa place dans la communauté nationale du renseignement. Le SDECE ne peut avoir la prétention de les concurrencer sur tous les terrains.

(1) La « désinformation » est la dissimulation ou le travestissement de ses intentions réelles par un adversaire.

(2) Le SDECE peut placer ses agents, à tout moment, dans la position de disponibilité dans l'intérêt du service, ce qui comporte une rémunération qui ne peut excéder la moitié du traitement en activité. Dans un délai de cinq ans maximum, les agents soumis à ce régime peuvent être mis à la retraite avec une pension à jouissance immédiate.

● *Augmentation de la solde des appelés du contingent.* — A compter du 1er juin prochain, la solde de l'homme du rang passera à 8,50 francs par jour ; celle du caporal à, 9,50 francs ; celle du caporal-chef, à 10,50 francs ; celle du sergent, à 12 francs ; et celle de l'aspirant à 18 francs par jour (*Journal officiel* du jeudi 23 février).

RELIGION

Devant les informateurs religieux

Il faut évangéliser le monde politique et non l'utiliser

déclare le cardinal Marty

Hôte, le 22 février, de l'Association professionnelle des informateurs religieux, le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a précisé qu'il ne quitterait pas ses fonctions prématurément comme le bruit en courait périodiquement. Le prélat aura soixante-quinze ans le 18 mai 1979, âge auquel Paul VI a invité les évêques à présenter leur démission au Saint-Siège.

Evêque depuis vingt-six ans — à Paris depuis dix ans — le cardinal égrène ses souvenirs. A sept reprises il a déjeuné en tête à tête avec le président Georges Pompidou, avec lequel il avait eu des attaches campagnardes. En septembre 1968, Charles de Gaulle l'avait reçu à l'Elysée et avait comparé « *les journées de désordre* » du mois de mai précédent « *aux craquements du barrage de Fréjus. De Gaulle lui-même* — c'est toujours le général qui parle — *ne peut arrêter un barrage qui s'écroule* ». Il devait ajouter : « *Monsieur l'archevêque, l'Eglise elle aussi aura son barrage de Fréjus.* » A part soi le cardinal pensait : « *Ce ne sera pas tout à fait la même chose parce que l'Eglise vient d'avoir son concile et parce qu'elle a reçu de surcroît les paroles de la vie éternelle.* »

Avec les trois présidents de la République qu'il a connus, Mgr Marty a eu le plaisir de constater qu'ils partageaient sa conception de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Être la voix des sans-voix

L'archevêque de Paris a souligné que l'Eglise se devait de refuser « *toute tentative de récupération* » en ce domaine et « *toute tentation de pouvoir* » en ce qui la concernait. « *L'Eglise a trop conscience des risques courus dans le passé par cette tentation de pouvoir. Il faut évangéliser le monde politique et non l'utiliser.* »

« *Je dois,* a dit encore le cardinal, *être la voix des sans-voix. Le risque de se taire est plus grand que celui de se tromper en prenant position.* »

Rappelant sa récente déclaration sur l'Argentine (*le Monde* du 21 février), Mgr Marty a rappelé que « *l'Evangile n'était pas neutre, et que les autorités officielles de l'Argentine devaient faire preuve de sentiments humanitaires* ».

Le gouvernement français, a-t-il indiqué d'autre part, ne s'est pas manifesté auprès de l'archevêché à la suite de la prise de position que l'on sait.

L'archevêque de Paris place la foi au premier rang de ses préoccupations. « *Je n'ai pas peur,* dit-il, *devant un certain éclatement de la culture théologique. Mon intuition de toujours est que l'Eglise doit sortir d'elle-même pour vivre son message. Il faut avoir l'audace de la différence. Vatican II, qui fut à la fois un concile pastoral et un concile doctrinal, a voulu opérer un recentrement sur le mystère du Christ.* »

Enfin, se souvenant qu'il s'adressait à des journalistes, le cardinal reconnaît qu'il a peut-être été un peu lent à comprendre l'importance de la presse, mais qu'aujourd'hui il lui apparaît clairement qu'elle exerce « *une influence énorme, peut-être même plus grande que les journalistes ne le pensent eux-mêmes* ». Il demande aux rédacteurs chrétiens de « *l'aider à faire comprendre la tendresse de Dieu, dont les hommes ont plus que jamais besoin* ».

Interrogé sur l'occupation de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, Mgr Marty s'est borné à dire : « *Il appartient aux pouvoirs publics de faire leur devoir. Quant à nous, nous avons à tendre la main à temps et à contretemps. D'autre part, je prie pour que Mgr Lefebvre soit libéré de son aveuglement.* »

« RAS-LE-BOL »

Le cardinal Marty a sans doute exprimé l'opinion de nombreux Français en estimant que la campagne électorale — au sens large de ce mot — durait depuis trop longtemps, ajoutant dans un sourire : « Je n'irai pas jusqu'à dire ras le bol, mais... »

D'autre part, l'orateur a exprimé le désir que les débats politiques soient moins violents et plus déférents tant à l'égard des personnes que des idées : « La diversité, a-t-il précisé, ne supprime pas le respect. »

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
CENTRES PLURIDISCIPLINAIRES
SC.PO
PREMIÈRE PRÉPARATION PARISIENNE
ENSEIGNEMENT ANNUEL et VACANCES
Pour préparer les examens de 1re et 2e années
L'ISTH met gratuitement à la disposition des étudiants intéressés
2 nouvelles brochures complètes
■ Des conseils méthodologiques sur l'organisation des Etudes préparatoires
■ Des annales corrigées, Plans détaillés et fiches de Synthèses
SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS
121 Etudiants entrés en AP - Oct. 77
27
Centre AUTEUIL 6, avenue Léon-Heuzey 75016 Paris 288.52.09 870.46.14
Centre TOLBIAC 83, 87, av. d'Italie 75013 Paris 588.63.25 588.63.91

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Importante Société Industrielle du Sud-Ouest
cherche

POUR CREATION SERVICE EXPORT

Jeune Cadre Responsable

Formation E.S.C. - E.S.S.E.C. - E.A.P. ou équival.
Expérience exportation nécessaire.

Anglais indispensable - Autre langue souhaitée.

Résidence Paris ou Toulouse.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo, à « le Monde » Publicité, sous le numéro 8.634, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e, qui transm.

GIXI

Filiale du groupe CISI recherche, pour **l'étude et la réalisation de données scientifiques et industrielles,**

un ingénieur réf. 01
2 à 3 ans d'expérience

un ingénieur réf. 02
débutant

Ecole d'Ingénieur ou maîtrise d'informatique.
Ayant une connaissance pratique ou une formation dans les domaines suivants :
- systèmes d'exploitations sur mini-ordinateurs,
- système de gestion de fichiers,
- S.G.B.D.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi
GIXI Ingénierie Informatique
ZA de Courtabœuf - Avenue de la Baltique
B.P. 110 - 91403 ORSAY CEDEX

ingénierie informatique

Emplois et Carrières




emplois régionaux

SOCIÉTÉ DE SERVICE, secteur alimentaire
en expansion continue
recherche pour son **SIÈGE :**

ATTACHÉ
DE DIRECTION GÉNÉRALE

IL SERA CHARGE :
— d'assister le Directeur Général dans l'analyse des tableaux de bord ;
— de suggérer et de conduire des études ponctuelles concernant la gestion ;
— de préparer les éléments nécessaires à la prise de décisions.

IL DEVRA :
— être âgé d'environ 27 ans ;
— avoir une formation supérieure H.E.C.-E.S.S.E.C.-E.S.C.-SCIENCES Eco. ou équivalent ;
— avoir une expérience professionnelle d'au moins 2 ans ;
— être ouvert aux problèmes de gestion ;
— posséder une grande rapidité d'assimilation et un esprit de synthèse ;
— avoir un esprit très concret.

Ce poste permettra d'acquérir une formation très complète et offrira des perspectives d'avenir à un candidat de valeur.

Le poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire de la région RHONE-ALPES.

Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., photo et prétentions, ss le n° 51.438, à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra. — PARIS (1er).

Importante Société Sud-Est

recherche

CHEF DES VENTES

Produits sidérurgiques, sous l'autorité du directeur commercial, dirige et coordonne les ventes de ce secteur d'activité. Doit avoir une formation supérieure, type H.E.C. ou E.S.C. Plus une expérience pratique dans entreprise de commerce de gros non alimentaire, une connaissance approfondie des produits sidérurgiques est souhaitée. Âge 30 ans minimum. Position cadre. Envoyer C.V. + photo à PROVINCE PUBLICITE HAVAS VALENCE n° 9684.

Société de comptabilité et gestion d'entreprise recherche pour
DROME SUD
COMPTABLE
confirmé avec expérience cabinet exigée.
Position cadre.
...yer C.V. et prétentions au ...709, P.P.H., 26000 Valence.

...iété nationale distribution ...ODUITS ALIMENTAIRES ...leader dans sa branche recherche
JEUNES E.S.C.
ou EQUIVALENT
...our étoffer DIRECTION ...MMERCIALE et animer ...réseau de VENDEURS.
... des qualités de gestion..., les cand. devront posséder les aptitudes au commandement, un goût marqué pr la ... ou même une expér. ds ...maine. Adr. C.V. et photo .../423, HAVAS (B.P. 907), ...002 ROUEN CEDEX.

...ITUTION SAINT-JOSEPH
74200 THONON
...ntrat pour 3e trimestre.
...e lettres, philo, français.
...éléphoner (50) 71-00-13.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE *DU MORBIHAN*
recherche pour diriger un centre de perfectionnement à la gestion hôtelière un cadre responsable des études, chargé de la conception et de la coordination des programmes du recrutement et du placement des stagiaires.
— Age 25 à 35 ans ;
— Niv. d'études supér. exigé ;
— Pratiq. de la gestion hôtelière et expér. de la formation ;
— Goût du travail en équipe.
Poste à pourvoir le 1er septembre 1978.
Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions à :
M. le Directeur de l'I.C.F.P., 6 à 12, rue de Kerguélen, 56100 LORIENT.

Caisse primaire assurance maladie 18014 BOURGES recherche médecin psychiatre orientation infanto-juvénile, poste plein tps. Etabl. neuf. S'adr. au Directeur.

Recherchons
Masseurs kinésithérapeutes D.E., pour saison 1978. Ecrire Etablissement thermal, Brides-les-Bains, 73600 MOUTIERS.

Le Centre médical national M. G. E. N., 68410 TROIS-EPIS recrute des

INFIRMIÈRES D.E.
pour son nouvel établissement. Ecrire au Directeur avec C.V.

Société d'Etudes Paris
recherche

JEUNES INGÉNIEURS
INFORMATICIENS

Grandes Ecoles ou équivalent
- 1 à 5 ans d'expérience en réalisation système temps réel.
- Applications commutation téléphonique et microprocesseurs particulièrement appréciées.

INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES

ou équivalent ayant de préférence quelques années d'expérience en :
- analyse, conception et développement de systèmes techniques complexes (transports, défense, télécom., industrie, etc.) ;
- traitement statistique des données, relations homme-machine ;
- modélisation, simulation et analyse numérique ;
- recherche opérationnelle (études coût-efficacité, techniques d'optimisation, etc).

Qualités d'imagination et créativité particulièrement appréciées.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 30.999, CONTESSE *Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er),* qui tr.

Éditeur parisien
pour la jeunesse

recherche

assistant(e) d'édition

- de formation supérieure Lettres,
- maîtrisant parfaitement la langue anglaise,
- *ayant de préférence une expérience de l'édition ou du journalisme.*

Il (ou elle) devra notamment participer à la recherche et à la sélection d'ouvrages et de manuscrits, et assurer les divers travaux rédactionnels concourant à leur publication.

Adresser c.v. et prétentions sous référence 653, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.



CAP SOGETI LOGICIEL
recherche
POUR EMPLOI IMMEDIAT

• POUR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS PROCHE BANLIEUE SUD

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES
(Réf. 808/1.)
1 à 2 ans d'expérience dans l'utilisation ou la réalisation de moniteurs temps réel sur mini-ordinateurs, pour un poste à responsabilités logiciel.

• POUR SON DEVELOPPEMENT INTERNE

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL
(Réf. 808/2.)
pour la vente de la nouvelle version du produit programme SYSIF.
Expér. de la vente de produits logiciel appréciée.

20 INGÉNIEURS INFORMATICIENS
(Réf. 808/3.)
Grandes Ecoles ou E.N.S.I./Option informatique. 3 à 4 ans d'expérience logiciel pour assurer le développement de projets dans les domaines : Temps réel industriel, logiciel de base et système.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis-Lejeune, 92128 MONTROUGE CEDEX.
Métro : Porte d'Orléans.

HACHETTE

recherche
pour son *Département* TRESORERIE

ASSISTANT DE GESTION

Il sera chargé de la gestion de la Trésorerie de Sociétés du Groupe, et du Contrôle et suivi des prévisions. Il aura notamment à suivre l'application et le fonctionnement des procédures, et à analyser les écarts avec les prévisions.
Il aura aussi à assurer progressivement un rôle de conseil et d'assistance auprès des Filiales.
Il devra posséder une formation E.S.C. ou équivalent, option Comptabilité Finances. Il peut être débutant, ou aura 1 à 2 ans d'expérience.

Env. C.V., prét., sous référence 1187, à SWEERTS, BP 269, 75424 PARIS, Cedex 09, qui transmettra.

IMPRIMERIE
ETIQUETTES ADHESIVES LUXE

50 ans d'existence
Effectif 40 personnes

cherche

DIRECTEUR

Responsable organisation générale.
Contacts clientèle, fournisseurs.
Lancement fabrication.

Adresser curriculum vitae à *HAAS S.A.*, 8, rue Jacob-Petit, 77300 Fontainebleau.

LA DIRECTION GENERALE
DES TELECOMMUNICATIONS
recherche un

DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE OU EN SOCIOLOGIE

possédant une solide formation de base en statistiques et ayant eu une première expérience dans le domaine de l'analyse de la communication (structure d'un réseau, contenu des messages, échange d'informations,...).
Le candidat animera des études de psychologie sociale liées à la planification du développement des techniques de télécommunications.

Adresser C.V. détaillé, photographie et prétentions sous référence 6388 à

ltp 31, Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE
faisant partie d'un groupe multinational
recherche
pour sa circonscription établie à SARTROUVILLE

1 COMPTABLE DE CHANTIER
2e ÉCHELON

Ayant au minimum 25 ans et 2 ans d'expérience.

Le poste consiste à assumer au niveau d'un secteur géographique couvrant plusieurs activités, des fonctions de comptabilité générale et analytique, en liaison permanente avec la direction financière de la société.

Adr. C.V. + Photo + Prét. ss réf. 1186 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

JEUNES INGÉNIEURS

Débutants en Electronique

MAINTENANCE ET MISE EN ŒUVRE D'APPAREILLAGES DE PROSPECTION MINIERE A L'ETRANGER

Groupe Minier Français

offre à

DES INGENIEURS EN ELECTRONIQUE

Après période de formation.

La responsabilité de gestion et de mise en œuvre des moyens techniques pour effectuer la détection des minerais en avions, au sol et en forage pour assurer le fonctionnement des réseaux internes de télécommunications.

Env. lettre manuscrite, curriculum vitae et photo, sous la référence 36/179, à CRONOS.
99, boulevard Sakakini - 13005 MARSEILLE.

Importante société électronique proche banlieue Ouest

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

— Diplômé Grande Ecole d'Ingénieurs, 30 ans minimum.
— *Anglais parlé, rédigé, indispensable, autre langue souhaitable.*
— Expérience commerciale exigée, si possible dans domaine composants de technologies de pointe.
— *Disponible pour missions courte durée France et étranger.*

Adr. C.V., photo (retournée) et prét. n° 51.159, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, *PARIS-1er*, q. t.

Société de Presse enfantine recherche pour son service Gestion
COLLABORATEUR
dynamique
DECS - Ecole sup. commerce, option gestion finance.
Ecr. n° 734.861 M. Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

NATIONAL SEMICONDUCTOR
Deuxième Fabricant mondial circuits intégrés, recherche pour son expansion :

a) INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
AT3 B - ATP ING.
désirant changer orientation et intéressés par contacts humains Vente - Services

b) INGÉN. D'APPLICATION
ATP ING.
exerçant dans département Etudes avancées

c) AGENTS TECHNIQUES DE CONTROLE
AT1 - AT2

d) AIDES-COMPTABLES
C.A.P. - B.E.C.
Env. C.V. + prét. + photo, sous pli confidentiel, à Direction du Personnel, 28, r. de la Redoute, *92260 FONTENAY-AUX-ROSES*

Filiale groupe américain à FONTAINEBLEAU recherche
COMPTABLE HME
âge minim. 25 a., not. comptab. anglo-saxonne indispensable. Anglais niveau scolaire exigé. 2e échelon minimum. Possibilité promotion, libre rapidement. Ecr. av. CV et prét. n° 280073 B BLEU, 7, rue Lebel, 94300 *Vincennes qui transmettra.*

Urgent, recherche ANALYSTES PROGRAMMEURS. Connaiss. GAP. Téléph. : 304-96-94 ou C.V. *DAVEL INFORMATIQUE* Zone Industrielle les Richardets, *41-49,* allée du Closet, 93160 NOISY-LE-GRAND

Dans le cadre de la coopération technique recherche
ENSEIGNANTS DE :
— *MATHEMATIQUES*
— INFORMATIQUE
— STATISTIQUES
— *CHIMIE*
— PHYSIQUE
— DESSIN INDUSTRIEL
Ces postes sont à pourvoir à : l'ÉCOLE D'INGENIEURS DE BOUMERDES DE L'INSTITUT ALGERIEN DE PETROLE
Adresser candidature avec C.V. *manuscrit et prétentions à :* Départem. Coopération - I.N.P.L. E.N.S.M.I.M. Parc de Saurupt 54042 NANCY.

Société
NORBERT BEYRARD FRANCE
Etudes économiques, financières
Génie industriel
spécialisée dans assistance technique aux pays en voie de développement
68, rue Pierre-Charron, Paris-8e
recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
ayt sérieuse formation économiq. et informatique, pouv. envisager séjours à l'étranger. Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo.

OFACIL 19, rue Turgot PARIS (9e)
recherche
1) pour ses EDITIONS PÉDAGOGIQUES primaires (mathématiques)
1 ou 2 INSTITUTEURS disponibles très rapidement, pour mise à jour anciennes éditions
2) pour son ACTIVITE SEJOURS pour JEUNES à l'étranger
CORRESPONDANTS
parmi membres de l'enseignem. *ou personnes en relations avec les établissements scolaires.*
Ecr. ou tél. : 878-55-41 ou 42.

Clinique Les Jasmins
93 Stains, recherche
INFIRMIERES - PANSEUSES
INFIRMIERES D.E.
Tél. 826-61-45

CHERCHE PERSONNE SER. POUVANT S'OCCUPER ENFANT SIX ANS ET MENAGE 11 h. 30 à 17 h. lun. à vend. *Ecr. n° 6 657, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e,* qui transmettra.

Pour école de langues Paris
PROFESSEUR ALLEMAND
expérimenté, adultes. Envoyer C.V. et prétent. sous n° 61 173 *HAVAS CONTACT,* 156, bd Haussmann, Paris-8e.

Sté engineering recherche *pour missions Etranger*

1) INGÉNIEURS
ayant expérience travaux offshore en rapport avec pose *pipelines, sous-marins* et bouées de chargement.

2) INGÉNIEURS
de travaux ou équivalent, expér. montage structures offshore et jackets.

3) INGÉNIEURS
débutants, techniciens supérieurs mécanique, génie civil. Intéressés par complément formation *travaux offshore.*

Pour tous ces postes, pratique courante de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V. s/référ. 5757 en précisant le poste demandé à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 *Paris Cedex 02,* qui transmettra.

Société de négoce à MELUN *recherche pour son département informat. 1 Programmeur GAP 2* Situation stable et d'avenir. Tél. à M. LACHENY : 437-82-32

Niveau PUBLIC-RELATION *pour situation grand standing.* Ecr. n° 4586, ORGANISATION et PUBLICITE, 2, rue de Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

Recherchons
COLLABORATEUR
Intéressé par les probl. d'interprétation *et de compilation. Ecr.* av. réf. GAI/IBL, 152 bis, av. *Marx-Dormoy, 92-MONTROUGE.*

GROUPE EUROPEEN DE CONSEILS recherche des
COMMERCIAUX
Nous offrons :
— Formation + recyclages ;
— Statut salarié ;
— *Salaire incitatif.*
Il faut :
— Bonne culture générale ;
— *Forte personnalité ;*
— Etre libre de suite ;
— Auto + téléphone.
Pr plus amples renseignements appelez M. BARROT les 23 et 24 *février,* de 9 h. à 19 h., à Saint-Maur, au 886-11-27, ou envoyer C.V. à ZENITH-PUBLICITE, sous n° 080, au 36, avenue Hoche, 75008 PARIS.

Cabinet Détectives rech.
ENQUÊTEUR (TRICE)
sérieux, compétent - T. 770-63-28

GESTION 2000
pour déplacement Afrique
INGÉNIEURS-
CHEFS DE CHANTIER
Montage - Tuyauterie
Références, anglais exigés.
102, rue Lafayette, PARIS (10e).
Téléph. 246-42-01.

Société de transformation de matières plastiques recherche pour la diffusion de ses produits d'isolation en région parisienne
AGENT COMMERCIAL
STATUT CADRE
Adresser C.V., photo et prétent.
INTERPAC 58, quai de la Marine
93450 ILE-SAINT-DENIS.

INFORMATIS SYSTÈMES
recherche pour démarrage de systèmes temps réel en FRANCE et à L'ETRANGER.
INGÉNIEURS LOGICIELS
NOVA-MITRA-PDP 11-SOLAR
INGÉNIEURS IRIS 50
réelles possibilités de promotion pour éléments de valeur,
26, rue Daubenton (5e), 337-99-72.

secrétaires

Recherchons
SECRÉTAIRE
STENODACTYLO
consciencieuse, expérimentée
FRANÇAIS - ALLEMAND
Appointement à convenir. Place *stable. Ecrire avec bref C.V. à* STRANSKY, 62, r. du Louvre-2e.

STE EXPERTISE COMPTABLE BANLIEUE OUEST recherche
SECRÉTAIRE
responsable secrétariat 4 pers., expérience cabinet souhaitée, *formation comptabil. appréciée,* sérieuses réf., PLACE STABLE. — Ecrire SETECI, 9 bis, rue Gambetta, 78800 HOUILLES.

représent. offre

Importante imprimerie OFFSET *province ch. pour la représenter* sur PARIS et limitrophe : HOMME DYNAMIQUE connaissant l'imprimerie, désirant se faire une situation en rapport du travail fourni. Ceci s'adresse à UN BATTANT PRATIQUANT DEJA LA VENTE OU DESIRANT SE RECONVERTIR. Env. C.V., photo : *HAVAS,* 81, rue République, 69002 Lyon n° 3.865.

capitaux ou proposit. comm.

INDUSTRIE POUR LA MISE EN BOUTEILLES D'EAU MINÉRALE

A Vendre :
— Source, à 80 km de Barcelone, en cours d'exploitation, rentable.
— Actif : 47.000.000 / Passif : 9.000.000 (70 % à longue échéance).
— L'opération de vente concerne 90 % des actions de la société propriétaire exploitant l'affaire.
— Prix : *40.000.000* (60 % au *comptant, le solde* en un an).

Ecrire : à Emilio SANCHEZ, Viladomat, 165 ATC. 3A - BARCELONA - 15.

Importante Société marocaine *(Casablanca), entièrem. équipée* pour la fabrication de pièces et montage, automobiles et poids lourds, CHERCHE SOCIETE française ayant l'expérience de cette branche ; propose action à 30, 40 %. - Téléphoner au correspondant à Paris 583-26-43, pour prendre contact.

cours et leçons

ANGLAIS par profess. d'origine, résultats garant. Tous niveaux, exam., affaires, etc. - 233-37-81.

demandes d'emploi

Célibat. 23 ans, dégagé obligat. milit.
Licence Philo, Licence Lettres Modernes, possédant voiture. Connaissances anglais et espagnol
-cherche 1er emploi.
Branches : Presse, Édition, Audiovisuel, Publicité, Relations Publiques.
Prétentions réduites si travail intéressant ou formateur, accepterait voyages ou séjours à l'étranger.
Écrire : ASCO - W - 10, rue de Constantinople 75008 PARIS ou tél. : 969-63-92

Femme 48 ans

CHEF COMPTABLE

- Sérieuses années expérience.
- Responsable comptabilité.
- Bilans.

Cherche place stable dans P.M.E. Paris ou 93.

Ecrire n° 6816, *le Monde* Publ. 5, rue des Italiens 75427 Paris-9e, qui transmettra.

Cadre technico-ccial, 36 a., 5 a. exper. vie aluminium, ch. poste
AGENT REGIONAL
région Ouest (possibilité dépôt). Ecr. *M.* Plante, La Daguenière, 49800 Trélazé. T. 88-01-83 (41)

J. F., 33 a., rech. pl. à resp., préf. sect. PUBLICITE (ag., am., supp.), 12 a. expér., sér. réf., lib. imm. Fr. BREWER, 32 bis, r. Sorbier, Paris-20e ou TEL. : 797-53-65.

CAPACITAIRE
34 a., esprit initiative, sens prat. et responsab., *étud. ttes propositions* en entrep. ou cabinet. Ecr. n° 8 642, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Homme 37 ans, négociateur haut niveau spécialiste commerce international, dynamique, ambitieux, tenace, meneur. En outre-mer *dep. 4 ans pour création et direction agence,* import. groupe américain-anglais, espagnol, ch. sit. à sa mesure France, o.-m. sera à Paris jusqu'au 10 mars. Ecrire Michel VALENTIN, 32, r. de la Procession Paris-15e qui transmettra.

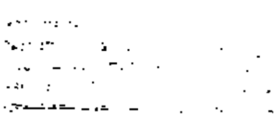
DIRECTEUR FINANCIER administratif et comptable, femme 49 a., 17 a. exp. Sté *Matériels* pr travx publics ch. poste à resp. Ecr. à 2.336, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. 22 ans, 4 ans expér. prof. cherche place employé de bur. *Mme Ménard,* 122, r. de Roissys 92220 Châtillon-sous-Bagneux.

J. F. 30 a., 7 a. exp. gal. Art ht niv., ch. sit. équival. resp. Ecr. n° 8 639, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre infirmier Ass. Pub., 35 a. expér. en dom. médico-social, expér. en dactylogr., motorisée, ch. poste banl. S.-O. de Paris ou Paris ds entr. méd. du trav. Ecr. n° 8 640, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre - 34 ans
CHEF APPROVISIONNEMENT ACHATS
Bilingue anglais - Notions allemand - 12 ans de pratique, libre de suite, cherche place stable Paris ou région.
906-11-02



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES		
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

Mº LEDRU-ROLLIN
Bel imm. récent, standing 4 p., 97 m2, tél. asc., loggia, **630.000 F** cuis. équipée, 2 bains, 2 w.-c., parking. Vendredi, samedi : 15, place d'ALIGRE - 12e de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. - Tél. 345-40-05.

ETOILE Rez-de-chaussée, beau studio tt confort, tél., poss. prof. libérale. - 285-38-96.

DIRECTEMENT S/PARC
MONCEAU
DANS PRESTIGIEUX HOTEL PARTICULIER
1) DUPLEX 130 m2 avec terrasse
2) APPTS 250 m2 et 500 m2
Vente directe par propriétaire. Pour renseignements et VISITE - 734-93-36

AV. DES TERNES
Très beau studio 43 m2, état neuf, salle de bains, cuisine entièrement équipée, w.-c., placards. 198.000 F. - 770-73-77 le matin, ou 522-95-20.

XVIIe - WAGRAM
Dans bel imm. pierre de taille entièrement REFAIT NEUF PROPRIETAIRE VEND
STUDIO CONFORT
IDEAL pour PLACEMENT
PRIX : 175.000 F
14 h à 17 h 30, jeudi, vendredi : 4, rue PUVIS-de-CHAVANNES

SUR SEINE
VUE EXCEPTIONNELLE réception + 3 chambres, plan parfait, 150 m2. T. : 256-05-95.

BEAUBOURG
Dans très bel immeuble rénové, asc., vide-ordures. BEAUX DUPLEX refaits neufs à partir de 305.000 F. 770-73-77 le matin, ou 522-95-20

LAMARCK
Dans bel imm. pierre de taille 2 p., cuis., w.-c., bains, refait nf. 175.000 F. - 522-95-20.

17e Vd chambre de bonne, rue Guy-Môquet, bel imm. 30.000 F. - Tél. : 504-15-29.

17e ETOILE (près)
Beau studio tt conft. T. 260-53-78

16e MUETTE Résidentiel immeuble grande classe. Magnifique 220 m2. Téléphone : 260-53-78.

138, AV. VICTOR-HUGO
A SAISIR, côté soleil, immeuble standing, étage élevé, bon plan, 7-8 pièces, 2 salles de bains + cabinet de toilette, cuisine office, 2 chambres domestiques. Convient profess. libérale jeudi, vendredi 15 h. à 18 h. 30 ou Tél. : 551-68-39 le matin.

PALAIS-ROYAL. Beau 5 pièces 160 m2. Prof. libér., 740 000 F. A DISCUTER URGENT PROMOTIC 322-10-74.

MARAIS proche THORIGNY
Bel immeuble XVIIIe restauré, cour de caractère, aménagement verdure payé par propriétaire.
1) Petits et grands studios tout conft av. poutres, de 99.000 à 160.000 F. Part. pr location.
2) Séjour de caract. + 2 chbres en duplex sur rue et cour, bains moderne, chff. central, tél. Prix 350.000 F.
Pptaire, jeudi, vendredi, 14 h30 à 17 h 30 : 31, rue CHARLOT.

Bois de Vincennes près R.E.R. Beau 3 p. entrée, cuisine, w.-c., s. de bains, chf. centr., calme, soleil, 250 000 F. T. 345-82-72.

TERNES
RUE PONCELET
Immeuble ancien ravalé 38 M2 ENVIRON
2 P. Entrée, cuisine, bains
ENTIEREMENT RESTAURE SUR COUR TRES CALME
Renseignements et visites : 227-91-45 ou 755-98-57.

VOLTAIRE - BON IMMEUBLE
3-4 P. cuis. équipée, bains, wc, chff. cl, 4e ét., BALC., 80 M2, IMPECC. - 285-44-61.

Près du bd Voltaire, beau 2 p., entrée, cuis., w.-c., s. d'eau, chf. centr., 185 000 F. T. : 346-63-85.

9, rue du Docteur-Finlay (15e). Avec terrasse d'angle 45 m2 au 10e et der. étage, et très belle vue sur Seine et le Trocadéro. Part. vd appt 55 m2 dans imm. récent, gd stdg, living dble + ch. + s. de bns, 500 000 F Tél. : 720-17-51 et 624-94-23 (le soir).

DAUMESNIL Gare de Lyon récent, gd stdg, sompt. triple liv., 2 ch., 110 m2 état impecc., ét. élevé, calme, verdure, parkg « TAC » 329-33-30.

SQUARE MONTHOLON pptaire vend dans imm. en rénovation appt de 82 m2, 3 pièces, entrée, cuisine, w.-c., salle de bains, chauffage, état parfait. TEL. : 757-84-50.

PARIS (18e) - Mº J.-JOFFRIN
STUDIO 25 m2 tt cft, 5e ét., asc., balc. Rapp. 800 F mens. ou lib. à la vente 130.000 F. - 540-79-68.

Particulier vend 16e arrdt près AV. HENRI-MARTIN liv. dble, 4 chbres, salle de bains, cuis. équipée EN DUPLEX 5e étage 6e ét. SUR RUE, BALCONS. Vis jeudi - vendredi - samedi : 15 h. à 20 h. 111, RUE DE LA TOUR. TELEPH. : 504-12-36.

VOSGES-TURENNE
pptaire vend splendide appart. sur 2 niveaux, 250 m2 caractère personnalisé. Prix : 1 700 000 F. TEL. : 566-65-09.

TUILERIES Immeuble rénové, 2 PIECES LOGGIA, tt confort. TEL. : 233-58-45.

VRAI MARAIS
5-7-9, rue des Tournelles
Rénovation de grande qualité Du STUDIO au 2-3-4-6 PIECES en DUPLEX. Visite ts les jours de 14 à 17 h. même dimanche, ou tél. heures bureau **359-30-85**

20e, GAMBETTA. Dans impasse calme, MAISON 150m2 sur deux niveaux. A RENOV., 450 000 F. Tél. : 589-20-97, après 18 heures.

PALAIS-ROYAL rénovation luxe dans bel immeuble pierre de taille, asc., vide-ordures. STUDIOS à partir de 750 000 F. EXCELLENT PLACEMENT TEL. : 292-20-51.

ST-MANDÉ - TOURELLE
Grand 3-4 pièces tt confort, bel imm. 1930, asc., chauff. central. Prix 325.000 F. - Tél. 307-57-15.

Près **ARC-DE-TRIOMPHE**
Imm. ancien. APPT 4/5 P., très beau liv., cuis., bains, moquette, chff. central. 670.000 F. 522-38-20

PROCHE BOIS VINCENNES
pptaire vend studio 35 m2 en duplex refait neuf. Rez-de-jdin. Prix 150 000 F. TEL. : 734-76-13.

4e EXCEPTIONNEL
DUPLEX CARACTERE dans HOTEL RENOVE, poutres apparentes, salle de bains, tt confort, 81 m2 et 172 m2. Claude LACHAL S.A. 766-02-02.

Place Passy, 7, rue Duban. Spécial placement : 180 000 F. 5 p. tt cft en nue-propriété. Usufruitier monsieur 37 a. 224-02-86.

Porte de Vincennes beau séj. + salon, 2 chambres, entrée, cuis., w.-c., s. de bains, asc., chff., boxe, 475 000 F. T. : 344-71-97.

IXe, 2e et 3e ét. d'un HP splendide DUPL. 5/6 p. tt cft+gren. 170 m2 env. s/rue et verdure. Except. créd. poss. T. 878-41-65.

PORTE-DE-SAINT-CLOUD (5')
IDEAL PLACEMENT
bel immeuble brique ravalé. Beau 2 p. tt cft, 155 000 F., av. 20 000 F comptant + crédit. Sur place : samedi, lundi, 14 à 18 h. 31, bd République Boulogne.

NATION. Avenue de St-Mandé, 2 pièces cft, 2e étage sur rue. Px : 165 000 F. Tél. : 296-25-86.

Mairie 18e résid. stdg 71. Part. vd beau 3 p. 68 m2, 6e ét. Sit. except., 410 000 F. T. 254-66-03.

Mº Place-Clichy, 65 m2 cft, Nf, Ensoleillé, Calme s/voie privée, 195 000 F. par part., 272-75-76.

PLACE D'ALIGRE immeuble récent, standing, magnifique 3 pièces, 70 m2, terrasse sud. Px : 365 000 F. Tél. : 734-36-17.

Paris-16e à vendre :
7 BIS, RUE MERIMEE.
2 pièces, état neuf, Téléphone, moquette, cuisine équipée.
Sur place de 13 h. 30 à 19 h.

Paris Rive gauche

VANEAU Immeuble bourgeois. BEAU 2 pièces, entrée, cuisine, w.-c., salle de bains, TELEPH., REFAIT NEUF. TEL. : 325-75-42.

DENFERT-ROCHEREAU
8, rue Saint-Gothard
Neuf. Gd 4 pièces + terrasse. Sur place tous les jours de 11 h à 18 h 30, sauf mercredi et dimanche.

ATELIER Duplex 16e siècle
70 m2 - Gd volume - 10, rue DOMAT, jeudi, vendredi, 11-18 h.

CONVENTION Bel immeuble pierre de taille
2 P. Tt conft. Px exceptionnel. 148.000 F. — 579-79-55.

13e - PEUPLIERS -
Londres dans Paris
dans petit immeuble NEUF : 2 appartements-ateliers d'artistes, 106 et 91 m², réunion poss. Livraison début 1979. Téléph. : 589-20-97 après 18 h.

PARC MONTSOURIS
Bel imm. 71, 8e étg., part. vd 3 p., parf. état, balc, pkg, cave. Px 415.000 F. Tél. 589-36-71.

PLACE D'ITALIE. P. préf. P., 27e étg., 3 p., 76 m², séj., 2 ch., c., bs, cellier, tél., tt cft, cave, pkg. 340.000 F. Tél. 727-44-16.

CHAMBRE DES DEPUTES
Imm. XVIIIe classé, 5 p. en duplex, 123 m2, possib. profess. libérale - 260-39-11, poste 242.

CŒUR MONTPARNASSE
Atelier artiste 60 m², clair, calme, caractère, à rénover. PRIX 380.000 F - 566-65-09.

MONTPARNASSE-VAVIN
Propriétaire vend magnifique atelier d'artiste 200 m², calme, caractère, entièrement rénové. Prix : 1.400.000 F. TELEPHONE : 734-76-13.

153, rue de l'Université
Dans bel immeuble neuf, STUDIO, 33 m² + balcon. Prestations luxueuses, tél., parkg. GEFIC, 555-09-96. Ou sur place ce jour et demain.

IMM. PIERRE DE T., 8e ET. asc., dble séj. + 3 chb., s. de bains, cuis., 100 m² + gd balc. + garage - 325-00-06.

32, RUE ROBERT-LINDET
Récent, ravissant 2 pièces, tout conft, parkg, tél., soleil, verdure. URGT. S/place, jeudi, 12 h. à 19 h. Tél. 533-96-65.

MONTPARNASSE-VAVIN
2 pièces, refait neuf, soleil, 5e étage - 747-15-00.

MONTPARNASSE-RASPAIL
Dble livg+chbre, cuis. équipée, chauffage central - 747-15-00.

GOBELINS Immeuble neuf Très beau
4 P., 80 m2, cuis. équip., bains, TEL. Gar. 2 voitures. BALC. 540.000 F. - 325-89-90.

MAZARINE PLEIN CIEL
110 m2. Caractère. Charme. Soleil. - ODE. 95-10.

DENFERT-ROCHEREAU
8, rue Saint-Gothard
Neuf. 2 pces, 6e étage + loggia. Sur place tous les jours de 11 h à 18 h 30, sauf mercredi et dimanche.

5e - ATELIER DUPLEX
Cardinal-Lemoine, living, chbre, dernier étage, asc., gd standing, charme. 390.000 F. — 266-27-55.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
Face CAFE DE FLORE et des DEUX MAGOTS, appart. 145 m2 compr. sal. av. chemin., sal. à mang., 2 ch., 2 bns, balc. Etat neuf. Prix 1.200.000 F. 757-15-57.

3, RUE DE L'ÉPERON
Mº ST-MICHEL. Propriétaire vd studio, 2-3 p. dans imm. récent. Ce jour, 14 h. 30 à 17 h. 30.

QUAI ILE SAINT-LOUIS
dans prestigieux immeuble 18e siècle. Vue. Soleil. Superbe 5-6 pces, 3 s. de bns. Tél. 260-53-78.

ODÉON
RUE HAUTEFEUILLE
HOTEL XVIe siècle restauré, 2 à 5 pièces, de 92 m² à 170 m². Parkings possibles. 755-98-57 ou 227-91-45.

DENFERT-ROCHEREAU
8, rue Saint-Gothard
Neuf. Grand 3 pièces + loggia. Sur place tous les jours de 11 h à 18 h 30, sauf mercredi et dimanche.

Région parisienne

Mº M.-SEMBAT
BEAU 2-3 PIECES, refait neuf, cuisine équipée, ascenseur. 225.000 F. — 522-95-20.

R.-GARROS (Près)
Face au BOIS de Boulogne. Restauration d'un hôtel particulier, prestations de luxe, 3, 4, 5 PIECES, 2 bains. Création d'un garage en sous-sol.
SUR PLACE
mercredi, vendredi, samedi, 14 à 17 h., 7, bd Anatole-France, à BOULOGNE, ou 256-13-72.

VERSAILLES
Ligne Saint-Lazare, 7e étage IMM. récent. Appartem. 3-4 p., 83m², balcon, parking. 445.000 F. AGENCE COLBERT, 950-48-24.

NEUILLY
IMM. NEUF DE QUALITE CALME ET VERDURE
6 PIÈCES 125 m2 + BALCON 14 m2
PRIX 1 150 000 F
9-11, villa de Villiers,
VOIE PRIVEE
72, BD V.-HUGO
Sur place tous les jours 14 h à 19 h, sauf le dimanche. Z. Immobilier : 267-37-77.

ISLE-ADAM
700 m. gare, comm., bel appart. ds résidence. Hall, séjour dble, 4 bel. chbres, gde cuis., s. bns, s. d'eau, chff. cal. Vue s/parc. Px 199.000 F, avec 39.800 cpt.
ACB 25, rue Nationale, BEAUMONT - 470-20-94

Mº ISSY. Partic. vend studio 1 entrée, 1 cuisine aménagée, 1 débarras, chauff. cent., wc, cave, tél., 29 m². Impeccable. Px : 85.000 F. Tél. : 645-18-94.

A V. CHATOU appt 4 p. 70 m², rés. calme, imm. 2 étg., 1/4 h. RER. A partir 14 h. : 071-08-01.

Près R.E.R., vue sur bois, 84, bd Gambetta, Nogent-sur-Marne, dans bel imm. récent, magnifique appartem. 4 pièces, 102 m², grand balcon, soleil, cuisine équipée, bains, moquette, luxueux, parfait état, parking - Visite vendredi, 14 h. 30 à 16 h. 30. COURTOIS, 265-49-85.

LA CELLE-SAINT-CLOUD. Spl. 6 P., 110 m², plein sud, séjour triple, cuis. équipée, 3 chbr., 2 s. de bs, asc., 2 caves, parkg. Prix vue urgence : 530.000 F. Me voir uniquem. les 23, 24, 25, de 10 h. à 18 h. S'adresser à M. Ellg, 54, rés. Elysée, 3e droite.

LE PERREUX
Bord de Marne, résidentiel, part. vend dans petit imm. réc. stdg, 105 m², livg double, 3 ch., 2 s. de bs, balcon, situation except. face club tennis, piscine, calme, verdure. 480.000 F. Tél. après 19 h. 30 et w.-e. : 872-67-86.

SAINT-MANDE - Près bois, 4 pces, bains, 83 m², 2e étg. Prix intéressant - 567-22-88.

NEUILLY
Rue St-James, chbre de serv., 6e étage, asc., chauffage cent., 65.000 F - 747-15-00.

ASNIERES - Front Seine, standing, F-3, 68 m² + loggia. Vue imprenable, parking. 276.000 F - 793-29-26.

Fontenay-aux-Roses. 3 p., 67 m², petite résid. bien placée, gde cuis., gds rangem., 2 parkings, 300.000 F - Tél. : 660-39-11.

Mº ROBINSON. P. à P. vd appt pet. imm., 85m², dble livg, 2 ch., s. bains, cave, box + garage, plein sud. T. 631-63-68 ap. 17 h.

L'HAY-les-ROSES. Près RER, parc Sceaux, roseraie, 11e étg., 3 p., 70 m², tt cft, loggia + garage - 702-36-61.

BOULOGNE
17, RUE BERANGER
Quartier calme et résidentiel. Superbe 4 p., 85m² + gd balcon, dernier étage. Exposition plein Sud. Téléph. Mme ESTIENNE. GEFIC, 723-78-78.

BOULOGNE PONT-DE-SEVRES
Vue sur verdure et Seine LIVING DBLE + 3 chambres. Jean FEUILLADE - 566-00-75.

CHAMPIGNY Bord Marne 4 P. tt cft 210.000 F. - 288-07-07.

LE VESINET 5' R.E.R. - Centre Dernier étage
Petit imm. stand. Séjour dble, 3 ch., 2 bns, 115 m2 + 12 m2 loggia, box. Ag. Durand, 966-00-48.

LE VESINET CENTRE prox. R.E.R.
BEL APPARTEMENT 115 M2 dernier étage dans résidence stand. Réception + 3 chambres, BALCON, tt confort. BOX. AGENCE de la TERRASSE LE VESINET - 976-05-90

PUTEAUX Boul. Richard-WALLACE
2 p., cuis., s. bains, wc, 45 m2, chauff. central, 2e étage. Soleil. ETAT NEUF. - 266-19-00.

VINCENNES Centre Imm.
récent, living dble + 2 chbres tt cft, balc., rue et jardin. Prix 335.000 F. Hres bur. : 373-60-51.

BOULOGNE NORD
Constr. 1965, entrée, séj., 2 chb., cuis., bains, wc, 81 m², 375.000 F - Tél. 825-60-40.

NEUILLY - ROULE
ATELIER ARTISTE
Tout confort - 747-15-30.

BOULOGNE - IMM. NEUF
Studio, entrée, cuisine, w.-c., s. bains + terrasse. Plain-pied. IDEAL PLACEMENT
109.500 Avec 35.000 F Crédit 15 ans
S/place merc., jeudi, vendredi, de 14 h. à 18 heures, 31, rue des LONGS-PRES. - T. 879-47-02.

NEUILLY BOUL. BINEAU Imm. 1960
Gd 2 P., 55 m2, tt cft, s/jard. Prix 270.000 F. - 229-44-61.

VIROFLAY. 5 pces, 120 m² stdg 2 s. de bs, entrée de service, séchoir, état nf. Px à déb., fac.+crédit. ELY. 05-48, p. 320.

SAINT-CLOUD - 5 min. GARE 4 PCES 105m²+balc., standg. 530.000 F - 924-10-72.

Province

CANNES
Dominant la mer
Directement par propriétaire
MAGNIFIQUE 3 PIÈCES
dans résidence récente de très grand standing, au 9e étage. Prix 900.000 F. Renseignements : téléph. (93) 88-60-73.

HAMEAU PROVENÇAL
près STE-MAXIME, à 300 m. de la mer, 2, 3, 4 p., mezzanine, loggia, PISC. PRIVEE. TERI, 3, r. Vézelay, Paris-8e. 522-92-10.

Etranger

Sud Espagne, face mer, Studio 1975, équipé, 4 pers., cuis., bns. 70.000 F. Valois 073-04-99 H.B.

appartements occupés

15/SQ. ST-VINCENT-DE-PAUL DS BEL IMM. RENOVE, asc., STUDIOS OCCUPES, à partir 65.000, reprise, poss. crédit 80 %. Tél. : 504-22-56

82, AV. GAMBETTA
Imm. p. de t. APPTS 2 et 3 P. confort. Renseig. : tél. 371-00-90.

appartem. achat

POUR PERSONNEL SOCIETES recherchons STUDIOS, APPTS, Paris, Neuilly, Boulogne. Tél. : 265-53-94

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet-15e - 566-00-75 rech. Paris-15e et 17e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeuble. - Paiement comptant.

constructions neuves

SAINT-MANDÉ (94)
RESIDENCE JEANNE DU LAC
20-22, rue Jeanne-d'Arc, à 200 m. du Bois de Vincennes.
Un luxueux immeuble PIERRE DE TAILLE STUDIOS, 4 et 5 PIECES
Vastes loggias, terrasses, jardin, livrables 2e trimestre 1978. PRIX FERME ET DEFINITIF. Sur pl. tous les jours, 11 à 18 h., sf mardi, ou GECOM, 747-59-50.

SECURITE PIERRE
Mº CHARLES-MICHELS
A 300 m du Front de Seine
Studios + terrasse 220.000
3 p. 61 m2 + loggia 422.800
Habitables de suite
IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland - 225-93-69

SECURITE PIERRE
XVe - PRES FELIX-FAURE
Prix nets et non révisables à la réservation
Habitables décembre 78
— Studio - 2 - 3 pièces.
— 7 pièces, 130 m2 + terrasse.
IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland - 225-93-69

VAVIN
26, rue Delambre, Studios et 2 pièces.
Sur place, de 11 h. à 19 h., sauf mercredi et dimanche. CIME - 538-52-52.

DUPLEIX
STUDIO à 5 P. Imm. de luxe, livrais. juillet 78, 6.500 F le m². LOYER S.A. - 277-97-26.

échanges

6e arrdt. 3-4 p. Charme. Boiserie 18e. 1er ét. Tr. calme. Loyer 48, contre 5-6 p., calme, loyer 48, 4e, 5e, 6e ou 7e arrondissement. Tél. : 633-05-85

locations non meublées Offre

Paris

WAGRAM Récent - 2e étage Balc. Liv. dble + chbre, tél. 85 m2. Gd cft. Poss. parking. 2.250 F. — 548-65-61.

MARAIS STUDIO caractère. Tt cft. S. de bs. Tél. Ascens. 1.600 F C.C. - 273-40-56.

PT MIRABEAU. Direct. pptaire beau 5 p. loggia, imm. récent. 3 100 F + charges. T. 525-07-53.

7e, rue du Général-Bertrand. Studio, Téléph., cuisine équipée, 1 300 F c.c. Téléph. : 073-32-34.

PRES FOCH STANDING
163 m2, imm. ancien, 1er étage, 5 500 F ch. compr. 259-77-48.

Rue LA BOETIE
EXCEPTIONNEL, appartement de caractère, 2 p. — belle mezzanine, tt cft, refait nf. TEL. : 073-74-52.

9e SANS COMMISSION
4 p. 84 m2, cft, cuisine équipée, Tél., clair, calme, 2 300 F + ch. Voir gardienne, 21, rue Chaptal.

BON 15e, 6/7 pièces. Duplex, état neuf, 236 m2. 2 chbres serv. T. 227-11-69. BOURDAIS APPARTEMENTS.

Vous pouvez encore louer
50, AVENUE FOCH
Appartements luxueux à PRIX EXCEPTIONNELS.
Double living 2.700 + charges ;
2 PIECES, 2.200 F + charges ;
2 PIECES, GDE TERRASSE 100 m² environ, 3.700 + ch. ;
3 PIECES, 3.500 + charges ;
4 P. en duplex, 4.200 F + ch.
Magnifique 4 p., 8.000 F + ch.
S/pl., 14-18 h. Pour visite, s'adresser 122, avenue Malakoff.

PEREIRE NORD - Beau 4 p., ref. neuf, imm. p. de t., conft individuel. 3.120 F charges comprises.
COURTOIS 266-40-76 266-40-77

POMPE Tr beau 5 p., 150 m2, standing, refait neuf, sal., s. à mang., 3 chb., 2 bains, service. 5.100 F charges compr.
COURTOIS 266-40-76 266-40-77

ECOLE MILITAIRE
Beau 5 pièces + service, salon, s. à manger, 3 chbres. Loyer 3.850 F charges comprises.
COURTOIS 266-40-76 266-40-77

EN LOCATION-VENTE
PYRENEES 139, imm. neuf, jamais habité, dispon. immédi., appt 3 et 4 pces à partir de 2.800 et 3.330 F par mois. - RECUPERATION INTEGRALE DES LOYERS
Sur place, 139, r. des Pyrénées, ts les jrs 14-19 h. T. 373-04-70.

Région parisienne

94 FONTENAY-SOUS-BOIS
PRES R.E.R. et bois de Vincennes, 3 p. cuis., bains, 1 300 F mensuel + ch. 350 F. TEL. : 837-74-73.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Pr société européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. T. 283-57-02.

locations meublées Demande

Paris

URGENT rech. 5 à 6 pièces luxueusement meublées pour cadre supérieur. Ag. s'abst. T. 271-35-87 ts les soirs ap. 20 h.

Immobilier (information)

LOCATIONS SS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
18, rue la Michodière, Mº Opéra. Frais abonn. 350 F. - 266-52-04

hôtels-partic.

VERSAILLES résidentiel Hôtel partic. Caractère. 10 p. Rare. 850.000 F. 953-22-27.

Près av. MOZART, MAGNIF HOTEL PARTICULIER, 9 P., cuis. équ., 320 m² habitables. JARD. 100 m², gd cft. Parfait pour PROFESSION LIBERALE. 2.600.000 F - 325-89-90.

immeubles

VERSAILLES Immeuble de rapport
Libre et occupé - Px exception. 600.000 F - 575-23-75

Ach. compt. imm. LIBRES ou OCCUPES, Paris et proche banl. STE C.F.C. - 380-70-41.

POUR INVESTISSEUR, imm. en totalité dans le 12, 13e et Vincennes. Propriétaire. - Bon rapport. - Agence s'abstenir 555-54-48

GARE SAINT-LAZARE
Immeuble moellon 600 m2
Libre + 2 commerces, rapport 21.000 F annuel. - Tél. 380-64-44.

BOBILLOT. Imm. pierre de t. et brique. R.-de-ch. + 6 étages. 14 LOGEMENTS. Cft + boutq 1.250.000 F - 522-95-20

domaines

80 km N.-O. DOMAINE BOISE 60 HA - MANOIR 15 PCES
Trois annexes - Beau parc Chasse - Equitation - Tennis
MICHEL et REYL - 265-90-05.

bureaux

11 bis, RUE DU COLISEE
Bel imm. stand. Refait neuf. A VENDRE LIBRE OU A LOUER AVEC OU SANS PAS-DE-PORTE
17 BURX, dépendances, 594 m2 en totalité ou séparément. 8 lignes téléph. - Parkings +
7 BUREAUX en 1 seul lot. 123 m2, 2 lignes tél.
Sur place ce jour : 14 à 18 h.

10e GARE SAINT-LAZARE
métro direct
BUREAUX
entièrement aménagés, équipés et cloisonnés, divisibles par 400 mètres. LOCATION OU VENTE.
Tél. : 266-92-75 poste 359.

Boutiques

7e - QUAI VOLTAIRE
proximité SALLE DROUOT
IMMEUBLE XVIIIe
MURS DE BOUTIQUE
avec
MAGNIFIQUE APPART.
Décoration et boiserie classée
FIN DE BAIL : 1er-7-78
TEL. 256-67-05

GARE LYON - Bout. refait nf, 35 m2 + ss-sol, 3 lignes téléph., parfait pour assurance, agence voyages, etc. - C.B. 70.000 F. Loyer annuel : 10.000 F Reste 7 ans. — Tél. : 325-89-90.

fonds de commerce

NOUS CHERCHONS UN FONDS DE COMMERCE, nous appeler 293-50-30 - 836-97-60.

Très bonne affaire :
LABORATOIRE
analyses médicales.
Sud-Ouest, ville très agréable (15.000 hab.). Seul labo exclusif en ville qui travaille avec 2 grandes villes proches. Installat., matériel modernes. Appartem. coquet attenant. Px exception.
700.000 F
M. ROBIN, 34, rue de Bretagne 94000 CRETEIL.

Bail à céder 3-6-9 renouvelable. récent Paris-14e, boutique 40 m2 parf. état, tél. pt loyer. Libre de suite. Appeler le 574-27-64.

BELLE AFFAIRE NEGOCE
chiffre d'affaires 3 millions. Px 1,5 million, rente 400 000 F. TEL. : 387-96-58.

PERSONNEL TEMPORAIRE
PREFECTURE DU MIDI
vends agence, bureaux neufs. Implantat. excell. C.A. import. Ecr. nº 80 663 M Rég.-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

locaux commerciaux

SAINT-DENIS (Centre) Vends
grand garage avec habitation M. Martin, 17, r. Godot-Mauroy, 75009 PARIS. — Tél. 742-99-09.

Menuis., ébéniste, cherche local atel. 50/100 m2 + évent. petite boutique. Paris intra-muros. Tél. : 366-55-21, ap. 19 h.

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
18, r. la Michodière. Mº Opéra. 84, rue d'Alésia. Métro Alésia. Frais abonn. 250 F - 266-52-04.

usines

BELLE AFFAIRE DE TRAITEMENTS anticorrosion, brevets exclusifs. Chiff. affaires 8 M. Px intéress. 522-57-30.

viagers

Pptaire, réalisez mieux votre viager, indexation - Garanties
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00
Estimation gratuite - Discrète

16e Quai Blériot - 9e ét. - Vue Seine. 55 m2. Tt conft. Balcon terrasse. Occupé monsieur 75. Compt. 83.000, rente 1.800 F.
LE VIAGER 130, rue de Rivoli 233-05-75

LA VARENNE
Résident. VIAGER OCCUPE. 4-5 p. princ. Sur 450 m² terr., 135.000 F CPT + rente 2.500 F par mois 2 têtes 73 ans. LES IMMEUBLES - 883-14-22.

terrains

78-CRESPIERES. 30 km. Paris, ds domic. résid., situat. except. beau terrain 1.515 m², tennis pisc. - Tél. : 770-29-57.

LE PARC DU PERREUX
810 m², façade 20 mètres, 1.167 m², façade 20 mètres. Possibilité de réunir les 2 lots. THUMAL - 883-12-11.

A 12 MINUTES A PIED DE LA STATION R.E.R.
LE VÉSINET - CENTRE -
TERRAINS
VIABILISES
DE 800 m² A 1.300 m²
pour villas résidentielles
A CROISSY
Pour tous renseignements : ROUTE DE SAINT-GERMAIN Sam., dimanche, 12 à 19 h., ou Bruno-Rostand, 4, av. Opéra, 75001 PARIS. - Tél. 296-01-25.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
600 m² - 320.000 F.
Téléphone : 984-00-23/34.

manoirs

TOURAINE. Manoir XIIe-XVe, 8 p. pr., chapelle classée M.H., futaie, p. eau, 1 ha. 1/2, charme except. Etude ADER, 226, bd Saint-Germain, PARIS.

pavillons

SEVRES R.G. 5 P. S/SOUS-SOL Garage. - Jardin 670 m2. 442.000 F. - 027-53-48.

CHAMPIGNY - SUPERBE PAV.
5 P. tt cft gd garage, jardin d'angle clos - 628-60-49.

AULNAY-SOUS-BOIS. P. à P. vd pavillon sur 400 m² terrain, un étage, entièrement refait nf, tt cft. Pour visiter, sam., dim. Tél. après 19 h. - 929-39-75.

maisons de campagne

85.000 F.
80 m2 HABITABLES
Maison indép. 4 p.+2 aménag. habit. de suite, G.-O. exc. ét., toit ardoises nves, E., él., sanit., terr. att. et clos 670 m². Dans région touristique près station climatique et thermale. POSSIBILITE CREDIT 80 %. PROGECO, B.P. 159 90, avenue du Génér.-de-Gaulle, 03105 MONTLUÇON cedex. - Tél. : (15-70) 28-38-30.

fermettes

75 km A-6 - REGION
LARCHANT Fermette tt pierre. Séjour, cuisine + 3 ch. Eau. El. Chemin. Dépend. 120 m2 amén. Verger 1.200 m2. Le tt parft état. 245.000 F. Facil. C.I.N. - 428-26-63 FACE EGLISE NEMOURS.

villas

LE VESINET S/900 m2 boisés
VILLA, séjour, 5 chambres, sous-sol, garage. TRAVAUX A PREVOIR. - Agence de la MAIRIE 976-52-52.

15 km. OUEST - Bords Seine, villa 8 p., dépendances, jard. Ag. MALMAISON - 749-00-30.

MAT IMMOBILIER
rech. VILLAS à VERSAILLES et REGION OUEST - 953-22-27.

VIROFLAY - Résident., récept., bureau, 5 chambres, 2 bains, jardin. 1.180 F. - 027-58-11.

propriétés

PART. A PART.
Cse dép. vds limite SENS mais. camp. close en dur sur terrain 3.400 m2 planté d'arbres fruit., compr. 2 corps bât. : 1) entrée, séj., 2 chbres, bns, wc, cuis. amén., buand., gren. aménag., cave voûtée, chff. ctl fuel. Tél. 2) 2 ch., gar. 2 volt. av. fosse. PRIX : 550.000F. Tél. : 16 (86) 65-30-09 ou 88-83-41.

Rég. GISORS MAISON parfait état. - Entrée, séjour, cheminée, cuis., 2 chbr., s. d'eau, cave. Jardin 1.150 m2. Px 280.000. Cabinet BLONDEAU-LEBLANC, 2, faubg Cappeville, GISORS. - Tél. : (16-32) 55-06-20.

Etude de Maîtres
POUPINET ET HEBERT
notaires associés,
31, rue G.-Clemenceau, 27150 ETREPAGNY. Tél. 16-32-55-80-60
A VENDRE A L'AMIABLE DE GRE A GRE PROPRIETES
Hameau de la forêt de LYONS belle propriété normande avec maison à colombages de 6 p. et 2 salles d'eau, tt conft, logement d'amis, boxes pr chevaux, dép., jardin d'agrément, verger et prairie de 80 ares environ. TRES BELLE RESTAURATION

Bord de Seine : propriété de standing compr. : mais. princ., maison de gardien, logt d'amis, vastes dépendanc., parc, prairie, bois. Ensemble 16 ha. environ.

PRIX ELEVE JUSTIFIE
561 PROPRIÉTÉS
de la fermette au château, autour de Paris : 0 à 120 km.
L'ordinateur de la
MAISON DE L'IMMOBILIER
sélectionne gratuitement l'affaire que vous recherchez. Consultation sur place ou par tél., questionnaire sur envoi de votre carte de visite. Chambre Syndicale des Agents Immobiliers F.N.A.I.M. 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. : 757-62-02.

PART. 40 km N.-O. PARIS Propriété originale
Pièces rondes, tt cft, 6.700 m2 bois ds forêt protégée. - Prix exception. à déb. cse départ. T. 577-28-18 ou à déf. 452-00-32 (4)

130 km OUEST - Charmante ppté, liv., 4 chbres, 2 s. de bains. Vue. 6.600 m2. RIVIERE - EXCLUSIVITE
LARGIER ANJ. 18-83 ANJ. 18-87

Proximité UZES (Gard)
MAS 5 P. et dépendances + 12 ha oliviers, chataigniers, vigne. Tél. : 66-81-00-37, h. repas.

RECH. pour habitation principale FERME AMEN. 7 P., 3.000 m2, 35 à 65 km N.-O. - O. - S.-O. Site rural. REYL, 6, r. Greffulhe, 265-90-05.

PROVENCE
Environs AIX, MAS TYPIQUE, bon état, 5 pces et dépendances, sur 13.000 m2 bois. Jolie vue. Calme - 650.000 F
Proche AIX, ANC. FERME, gde surface, restauration à finir, sur 5 ha lande. Bonne exposition. 350.000 F
LUBERON SUD, GRAND MAS, tt confort, dans hameau, proximité village, sur 2.000 m2 jardin, 735.000 F, avec piscine et 3.500 m2 jardin - 855.000 F.
LUBERON, BASTIDE PIERRE, grand confort, grande surface Vue 180° sur 8 ha bois. Bonne exposition - 1.400.000 F.
JOHN CHEETHAM
13410 LAMBESC. T. (42) 28-00-14

SOLOGNE
à vendre
Terrains et territoires de 4 à 100 ha avec possibilité création étangs, dont certains constructibles. Tél. matin, 9 h 30 à 11 h : au 15-16 (38) 35-00-58.

chasse-pêche

A LOUER BELLE PECHE A TRUITE, RISLE-CHARENTONNE, 2 km environ, dont une partie de rive. - Tél. : 083-54-63.

automobiles



MERCEDES-BENZ LONGCHAMP
Exposition voitures SÉLECTIONNÉES
80, rue de Longchamp 75016 Paris - tél.: 553.57.35 - 553.44.35
La garantie "Etoile" est un label de qualité Mercedes. Un contrôle extrêmement rigoureux sélectionne les véhicules, vendus avec une garantie de six mois/10 000 km sur moteur, embrayage, boîtes de vitesses, etc. pièces et main-d'oeuvre.

8 à 11 C.V.

VEND
R 16 TL 1975 Très bon état
Tél. 370-87-86, après 20 heures.

SIMCA 1100 TI
Première main, 15.600 kilom. Bleu nuit, garantie crédit possib. 757-48-90

divers

MERCEDES . BENZ
NEUF et OCCASION
EURO - GARAGE
Concessionnaire
73/77 Av A. BRIAND
Montrouge 735.52.20

locat.-autos

LOCATION VEHICULES MOINS CHERE EXPRESS ASSISTANCE 504-01-50

occasions

PIANOS NEUFS depuis 6.800 F, occasion 3.500. Crédit. Daudé, 75, av. Wagram. WAG. 34-17.

LIVRES. Achat comptant à domicile - LAFFITTE, 13, rue de Buci (6e) - 326-68-28.

EN SOLDE - Moquette et revêtements muraux 1er et 2e choix, 50.000 m² sur stock. Tél. : 589-86-75.

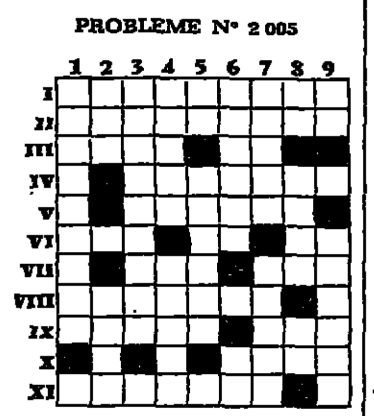
les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

هكذا من الأصل

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 005



HORIZONTALEMENT

I. *Connaissaient* la vie de château. — II. Sont propres à écorcher. — III. Bien charpenté ; Elever (épelé). — IV. A la base d'un précaire équilibre de la terreur. — V. Assurent un brassage salutaire. — VI. Quitte la meule pour le fléau ; Préposition ; Ne dure qu'un temps. — VII. Se détend ; Grecque. — VIII. Se donnèrent bien du mal. — IX. *Enfoncées dans les côtes* ; Franchit le Rubicon. — X. Revient souvent sous la plume d'un biographe. — XI. Intéresse la robe et l'épée.

VERTICALEMENT

1. Ne reste pas une seconde tranquille. — 2. Intéressent des personnages de Gerhart Hauptmann ; Château. — 3. Témoignent de sanglantes rencontres. — 4. Simple explication de fonds perdus ; Tragédie. — 5. Emis par des héros de Pagnol ; Communes à la scie et à la torpille. — 6. Facilitent certaines interventions : Localité de France — 7. Utilisé à des fins de dégagement ; Manque de retenue involontaire. — 8. Fin de participe ; Etat étranger ; Nazi. — 9. Abréviation ; Variété de cornichon.

Solution du problème n° 2 004

Horizontalement

I. Palme ; Las ! — II. Laies ; Ire. — III. Arène ; Etc. — IV. Ra ; Avis. — V. Sorciers. — VI. Idées ; Etc. — VII. Ri ; Usée. — VIII. La ; As. — IX. Pétarades. — X. Rivière. — XI. Bretesses.

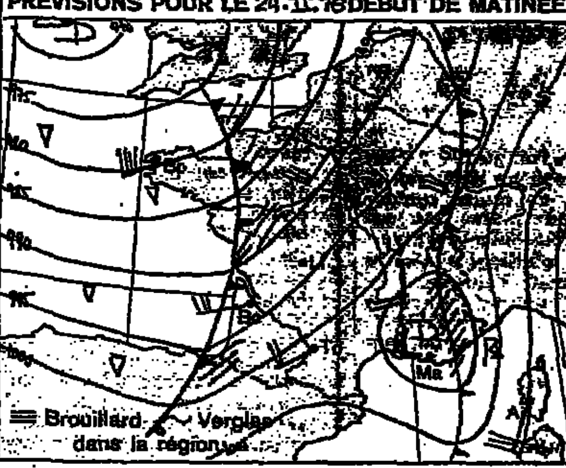
Verticalement

1. Plaisir ; Pub. — 2. Aar ; Odile. — 3. Lierre ; Atre. — 4. Menaces ; Ait. — 5. E.S.E. ; Is ; Arve. — 6. Ae ; Usais. — 7. Lièvres ; Dés. — 8. Artiste ; Ere. — 9. Secs ; Censés.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 24-II-78 DÉBUT DE MATINÉE



SITUATION LE 23.II.1978 A 0 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 23 février à 0 heure et le vendredi 24 février à 24 heures :

La zone dépressionnaire du proche-Atlantique se rapprochera de notre pays en provoquant un renforcement des vents de secteur sud, puis sud-*ouest*.

Vendredi 24 février, le temps sera généralement doux, souvent très nuageux et passagèrement pluvieux sur l'ensemble de la France. Les pluies seront parfois assez fortes et accompagnées d'orages sur les régions méditerranéennes. Dans les autres régions, elles seront intermittentes et entrecoupées d'éclaircies. Les vents modérés, de secteur sud, se renforceront en s'orientant au secteur sud-ouest ; ils seront temporairement violents sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche.

Les températures continueront à s'élever sur la moitié est de la France ; elles seront sensiblement stationnaires, puis en légère baisse, sur la moitié ouest.

Jeudi 23 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 997,9 millibars, soit 748,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 février ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 23) : Ajaccio, 15 et 3 degrés ; Biarritz, 20 et 18 ; Bordeaux, 14 et 12 ; Brest, 11 et 8 ; Caen, 10 et 7 ; Cherbourg, 10 et 6 ; Clermont-Ferrand, 14 et 9 ; Dijon, 11 et 9 ; Grenoble, 12 et 4 ; Lille, 6 et 5 ; Lyon, 12 et 10 ; Marseille, 14 et 9 ; Nancy, 8 et 1 ; Nantes, 13 et 10 ; Nice, 12 et 6 ; Paris - Le Bourget, 7 et 3 ; Pau, 19 et 10 ; Perpignan, 17 et 9 ; Rennes, 14 et 9 ; Strasbourg, 7 et 1 ; Tours, 13 et 9 ; Toulouse, 13 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 24 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 21 degrés ; Amsterdam, 6 et 3 ; Athènes, 10 et 7 ; Berlin, 5 et 2 ; Bonn, 9 et 3 ; Bruxelles, 9 et 4 ; Iles Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 0 et —2 ; Genève, 11 et 1 ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 9 et 5 ; Moscou, —8 et —16 ; New-York, —3 et —6 ; Palma-de-Majorque, 20 et 6 ; Rome, 16 et 8 ; Stockholm, —5 et —21.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier nombre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes ouvertes ; le second indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

Ces renseignements ont été transmis au Comité des stations françaises le mercredi 22 février, à l'Office national allemand le jeudi 23, et à l'Office national autrichien le mercredi 22 février.

ALPES DU NORD

Alpe-d'Huez : 250, 600 ; Autrans : 100, 200 ; Bellecombe - Crest-Voland : 100, 150 ; Bourg-Saint-Maurice - Les Arcs : 105, 230 ; Chamonix : 60, 500 ; Chamrousse : 250, 300 ; Chapelle-d'Abondance : 80, 160 ; Châtel : 120, 260 ; La Clusaz : 90, 220 ; Combloux : 140, 240 ; Les Contamines-Montjoie : 90, 350 ; Le Corbier : 100, 300 ; Courchevel : 100, 215 ; Les Deux-Alpes : 180, 750 ; Flaine : 125, 270 ; Flumet - Praz-sur-Arly : 100, 150 ; Les Gets : 130, 250 ; Grand-Bornand : 100, 220 ; Les Houches : 90, 200 ; Megève : 130, 220 ; Les Menuires - Val-Thorens : 140, 300 ; Méribel : 120, 210 ; Morzine-Avoriaz : 90, 160 ; La Plagne : 210, 330 ; Pralognan : 120, 220 ; Saint-Gervais - Le Bettex : 50, 230 ; Samoëns : 100, 280 ; Thollon - Les Mémises : 40, 100 ; Tignes : 220, 250 ; Val-Cenis : 100, 250 ; Val-d'Isère : 190, 390 ; Valloire : 115, 300 ; Villard-de-Lans : 80, 280.

ALPES DU SUD

Auron : 140, 300 ; Isola 2000 : 220, 270 ; Montgenèvre : 180, 250 ; Orcières-Merlette : 100, 200 ; Pra-Loup : 120, 220 ; Serre-Chevalier : 100, 190 ; Valberg : 190, 300 ; Vars : 120, 245.

PYRENEES

Ax-les-Thermes : 100, 150 ; Cauterets-Lys : 290, 450 ; Gourette - Les Eaux-Bonnes : 90, 300 ; La Mongie : 140, 250 ; Saint-Lary - Soulan : 90, 180 ; Les Angles : 90, 140.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 80, 120 ; Super-Besse : 80, 120 ; Super-Lioran : 130, 170.

JURA

Métabief : 90, 180 ; Les Rousses : 70, 250.

VOSGES

Gérardmer : 100, 200.

★ Horloge des neiges : 285-72-30.

**

ALLEMAGNE

Alpes bavaroises. Bayrischzell - Sudelfeld : 80, 130 ; Berchtesgaden - Jenner : 35, 110 ; Garmisch-Zugspitzplatt : 90, 390 ; Oberstdorf-Nebelhorn : 100. — Forêt Noire. Felberg : 80 ; Schönwald-Schonach : 120.

AUTRICHE

Salzbourg. Badgastein : 30, 115 ; Saalbach : 85, 110 ; Zell am See : 80, 180. — Voralberg : Lech/Arlberg : 140, 280 ; Zürs/Arlberg : 180, 270. — Tyrol. Fulpmes : 35, 140 ; Igls : 40, 55 ; Ischgl : 100, 190 ; Kitzbühel : 60, 115 ; Lermoos : 80, 210 ; Obergurgl : 110, 200 ; St. Anton am Arlberg : 90, 390 ; St. Christoph am Arlberg : 230 ; Seefeld : 100, 140 ; Sölden : 60, 200.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 23 février 1978 :

DES DECRETS

● Fixant la contribution à verser au titre de l'année 1978 au fonds spécial institué par l'article 46 modifié de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 par les organismes et collectivités visés aux arrêtés des *17 décembre 1952*, 15 mai 1954 et 25 janvier 1955.

● Relatif au comité interministériel pour l'action culturelle et au fonds d'intervention culturelle.

UN ARRETE

● Portant création d'une mission de la coordination et de l'action cinématographique au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Transports

● *Trains de vacances.* — A l'occasion des vacances scolaires (zone C), la S.N.C.F. mettra en circulation, du vendredi 24 au dimanche 26 février, au départ des gares parisiennes, 1 073 trains dont 216 supplémentaires. L'an dernier, à pareille époque, 610 000 voyageurs avaient quitté la capitale par le rail.

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

VENTE

S. 4 - Salon B... et div. Tableaux, bibelots, céramiques, opalines.
S. 8 - Tabl. anc. mbles, obj. XVIII°.

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	SIGNES DU ZODIAQUE	SOMMES A PAYER
			F
1	31	tous signes	150
	5 941	vierge	7 000
		autres signes	700
	8 951	poissons	7 000
		autres signes	700
	3 931	vierge	15 150
		autres signes	1 350
	6 201	verseau	15 000
		autres signes	1 200
	39 321	vierge	20 000
		autres signes	1 000
2	42	tous signes	150
	892	tous signes	300
	39 322	vierge	20 000
		autres signes	1 000
	31 462	vierge	150 000
		autres signes	10 000
3	3	tous signes	70
	73	tous signes	220
	373	tous signes	520
	803	tous signes	370
	2 593	capricorne	7 070
		autres signes	770
	9 813	lion	7 070
		autres signes	770
	8 503	scorpion	15 070
		autres signes	1 270
	9 633	taureau	15 070
		autres signes	1 270
	25 563	bélier	150 070
		autres signes	10 070
	38 373	sagittaire	150 520
		autres signes	10 520
	39 323	vierge	2 000 070
		autres signes	50 070
4	904	tous signes	300
	3 854	verseau	7 000
		autres signes	700
	9 584	scorpion	7 000
		autres signes	700
	9 664	gémeaux	7 000
		autres signes	700
	7 804	cancer	15 000
		autres signes	1 200
	39 324	vierge	20 000
		autres signes	1 000
5	39 325	vierge	20 000
		autres signes	1 000
	04 495	lion	150 000
		autres signes	10 000
	12 765	gémeaux	150 000
		autres signes	10 000
	24 775	verseau	150 000
		autres signes	10 000
6	886	tous signes	300
	3 456	cancer	7 000
		autres signes	700
	5 796	poissons	15 000
		autres signes	1 200
	39 326	vierge	20 000
		autres signes	1 000
7	3 057	taureau	7 000
		autres signes	700
	8 987	bélier	7 000
		autres signes	700
	3 757	lion	15 000
		autres signes	1 200
	39 327	vierge	20 000
		autres signes	1 000
	10 747	cancer	150 000
		autres signes	10 000
8	478	tous signes	300
	748	tous signes	300
	3 068	sagittaire	15 000
		autres signes	1 200
	39 328	vierge	20 000
		autres signes	1 000
	04 518	poissons	150 000
		autres signes	10 000
	11 598	scorpion	150 000
		autres signes	10 000
9	79	tous signes	150
	4 219	balance	15 000
		autres signes	1 200
	4 649	gémeaux	15 000
		autres signes	1 200
	8 109	bélier	15 000
		autres signes	1 200
	9 079	capricorne	15 150
		autres signes	1 350
	39 329	vierge	20 000
		autres signes	1 000
	03 989	taureau	150 000
		autres signes	10 000
	10 729	balance	150 000
		autres signes	10 000
	32 879	capricorne	150 150
		autres signes	10 150
0	0	tous signes	70
	530	tous signes	370
	7 370	sagittaire	7 070
		autres signes	770
	9 900	balance	7 070
		autres signes	770
	39 320	vierge	20 070
		autres signes	1 070

Signes du Zodiaque
TIRAGE DU 22 FEVRIER 1978
PROCHAIN TIRAGE LE 27 FEVRIER 1978 à VERSAILLES (Yvelines)
78 — 10e

LOTO — TIRAGE No 8

5 13 14 31 37 42 — NUMERO COMPLEMENTAIRE 19

PROCHAIN TIRAGE LE 1er MARS 1978 — VALIDATION JUSQU'AU 28 FEVRIER APRES-MIDI

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 210 F 305 F 400 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE
265 F 390 F 575 F 760 F

ETRANGER (par messageries)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE
143 F 265 F 388 F 510 F

II. — TUNISIE
180 F 340 F 500 F 660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice à Paris le JEUDI 9 MARS 1978, à 14 heures
EN UN LOT
UN STUDIO comprenant 1 Pièce cuisine
UN LOGEMENT compren. 2 chamb. au rez-de-ch. du Bât. B, dans l'im. à PARIS-19e
242, bd de la Villette
MISE A PRIX : 27 000 FRANCS
S'adr. Me Marcel BRAZIER, avocat Paris-8e, 178, boul. Haussmann. Ts avoc. pr. les Trib. de Gde Inst. de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

VENTE s/saisie immob. Pal. de Justice PARIS, Jeudi 9 Mars 1978, à 14 h.
UNE BOUTIQUE
1 PIECE, W.-C., TOTALITE 1er S/Sol CAVE au 2e sous-sol dans un immeuble à PARIS (9e)
19, AVENUE TRUDAINE
et 61, rue Rodier
MISE A PRIX : 15 000 FRANCS
S'adr. S.C.P. BRUN et ROCHER, Avoc. à Paris (9e), 40, r. Blanche, 878-30-83. Me Robert GENDREAU, Av. à Paris-4e 6, r. St-Louis-en-l'Ile. Au Greffe des Criées du Trib. de Gde Inst. de Paris. Sur les lieux pour visiter.

Cabin. de Mes HEULLANT et RIDEL, Avocats au Barreau d'Evreux. VENTE s/conversion de saisie immob. Palais de Justice d'Evreux, le mercredi 1er Mars 1978, à 14 heures. D'une
PROPRIÉTÉ
lieudit « La Bourgerais »
Cne de LA VIEILLE-LYRE (Eure)
MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'adr. pr rens. à Me HEULLANT, Avoc. à Louviers, Me RIDEL, Avoc. à Evreux.

VENTE JUDIC. AUX ENCH. PUBL. le MARDI 28 FEVRIER 1978, à 14 h. 15 à la BOURSE DE COMM. DE PARIS (salle des courtiers assermentés)
BIJOUTERIE
ENVIRON 770 PIECES
Bagues, Colliers, Boucles d'oreilles, Chevalières, Médailles, Bagues brillants, Perles de culture, Bagues pierres *fines couleur, Pendentifs, Croix*, Alliances, Boutons d'oreilles, Chaînes et chaînettes, 120 Montures or et platine, 40 Chatons platine, 6 300 Perles de culture 1 et 2 trous, Brillants, Pierres fines couleur, Pierres synthétiques sur papier - Environ 1 000 articles Bijouterie Fantaisie. Importants lots Ecrins et vide-poches qui seront *vendus par lots - MARCHANDISES* DEPOSEES et VISIBLES le lundi 27 FEVRIER 1978, de 9 h. 30 à 11 h. 30 et de 14 h. à 17 h. 30, et le MARDI 28 FEVRIER 1978, de 9 h. 30 à 11 h. 30 à la Bourse de Commerce de PARIS, au Secrétariat de la Compagnie des Courtiers Assermentés, 2, rue de Viarmes, 75001 PARIS - Etude de Maître *Jacques VENISSE, Courtier de marchandises* assermenté à Paris. Tél. : 633-13-87.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE au Palais de Justice de 78 Versailles, le mercredi 8 mars 78 à 10 h. en 2 lots:
1) UNE MAISON D'HABITATION à HOUILLES (YVELINES)
34, R. DE BELFORT. Occupée par un locataire. Av. jard. Cadastrée section AS n° 21 pr une cont. tot. de 584 m2
MISE A PRIX : 70 000 FRANCS
2) 2 PAVILLONS D'HABITATION à HOUILLES (YVELINES)
35, R. LAVOISIER. Occupés par trois locataires. Av. jard. Cadastrés section AV n° 252 pr une cont. tot. de 431 m2
MISE A PRIX : 80 000 FRANCS
Pr ts. rens., s'adr. à Me TROUBLE, Av. 28, rue d'Angiviller à VERSAILLES (tél. 950-04-45), ou à tous autres avoc. postul. pr. le T.G.I. de 78 Versailles.

Adjudication Etude ROGEZ, notaire à Charenton-le-Pont (94), 4, place A.-Dussault, le *VENDREDI 10 MARS 1978, à 14 h 30 précises :*
Bel Immeuble à CHARENTON-LE-PONT (94)
Proximité Bois de Vincennes, au pied du métro, 72, rue de Paris et 3 bis, avenue Anatole-France, compr. : LOCAL CCIAL loué, 2 APPART. libres 1er et 2e ét., de 75 m2 chac.
MISE A PRIX : 500.000 FRANCS
Consign. pr enchérir 80.000 F (chèque certifié ordre Me ROGEZ, notaire). Pour ts renseign. et visites à l'Etude (Tél. 893-00-94 M. Bouillaguet).

VENTE sur CONVERSION de SAISIE IMMOB. au PAL. de JUST. à PARIS
LE LUNDI 6 MARS 1978 à 14 heures, en TROIS LOTS
1er Lot r.-de-ch. UN APPART. 1 Pce - Ppale - 2e Lot au 2e ét. UN APPARTEMENT 2 Pces Ppales
3e Lot au 4e ét. UN APPART. 1 Pièce Ppale
dans l'ensemble immobilier à PARIS (2e)
22-24, rue Saint-Joseph
M. A PX : 1er lot : 25 000 F ; 2e lot : 60 000 F ; 3e lot : 25 000 F
S'adresser pour tous renseignements à : 1) Me Bernard MALINVAUD, avocat à Paris, 19, av. Rapp, tél. 555-86-37 ; 2) Me CERVESI, avocat à Paris-8e, 166, bd Haussmann, tél. 227-19-94 ; 3) Me GOURDAIN, syndic, 174, bd St-Germain, à Paris-6e ; au Greffe du Trib. de Paris ; s/lx pr vis.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le MERCREDI 8 MARS 1978, à 14 heures,
En neuf lots :
LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
dans un immeuble sis à
CHATILLON-SOUS-BAGNEUX (92)
1, boulevard de la Liberté-Salvador-Allende
1er et 2e lots :
Un appartement de 4 pièces
chacun. — Mises à Prix : 1er lot, 250.000 Francs ; 2e lot, 220.000 Francs
3e LOT :
Un appartement de 4 pièces
et un cellier. — Mise à Prix : 250.000 Francs.
4e, 5e, 6e et 7e Lots :
UN STUDIO ET UN CELLIER
chacun. — Mises à Prix : 4e et 5e lots, 80.000 Francs chaque lot ; 6e et 7e lots 60.000 Francs chaque lot.
8e et 9e Lots :
UN CELLIER chacun. — Mises à Prix : 2.500 Francs chaque lot.
S'adresser pour tous renseignements :
Me A.-R. CERVESI, avocat à la Cour d'Appel de Paris, 166, bd Haussmann, tél. : 227-19-94 et 766-10-85 ; tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de NANTERRE, PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et VERSAILLES ; et sur les lieux pour visiter, le vendredi 24 février 1978, de 16 à 17 heures, et le *lundi 6 mars 1978, de 16 à 17 heures.*

VENTE s/saisie immobil. et sur surenchère du 1/10, au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 9 MARS 1978, à 14 heures, EN DEUX LOTS :
Un logement et un appartement à Paris (1er)
1 et 3, rue des Innocents
angle 2, rue de la Ferronnerie
MISES A PRIX : 143.000 F et 95.711 F.
S'adresser : Me J. FITREMANN, avocat à Paris-8e, 11 bis, rue Portalis ; Me Paul BAILLY, avocat à Paris, 18, rue Duphot ; Me J. NOUEL, avocat à Paris, 26, bd Raspail ; Me A. GASTINEAU, avocat à Paris, 29, rue des Pyramides ; tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, *Bobigny, Nanterre et Créteil ; sur les lieux pour visiter.*

Une propriété sise à DRANCY (S.-St-Denis)
1, rue Ladoucette
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
VENTE au PAL. de JUST. à BOBIGNY, le *MARDI 7 MARS 1978, à 14 h.* S'adresser à Me PASSEZ, avocat à la Cour, 150, av. Victor-Hugo, Paris-16e, tél. 553-79-75 ; Me BOSSY, notaire à Noisy-le-Sec, 10, rue Carnot ; et à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, *Bobigny, Nanterre et Créteil.*

Etude de Me DOLIDON, notaire à LUNAY (L.-et-C.), tél. (54) 23-04-54.
A VENDRE PAR ADJUD. AMIABLE, le samedi 4 mars 1978, à 15 heures, EN 8 LOTS, avec faculté de réunion
DANS UNE SALLE DE LA MAIRIE DE ST-ETIENNE-DES-GUERETS, 41
UN ENSEMBLE DE PARCELLES DE BOIS (futaie)
D'UNE SUPERFICIE de 19 ha 69 a 98 ca et PAVILLON
SUR TERRAIN DE 5 668 M2 - LE TOUT LIBRE A LA VENTE
Pour tous renseignements, s'adresser à l'étude.

Le Monde économie-régions

EMPLOI

La moitié des postes offerts aux jeunes sont des emplois nouveaux affirme le C. N. P. F.

La preuve est désormais faite que M. Christian Beullac n'a pas, à propos des statistiques du chômage de janvier, « dit la vérité aux Français », contrairement au souhait inlassablement exprimé par M. Raymond Barre. Au moment même, en effet, où le premier ministre affirmait, à la télévision, qu'il « croyait aux travaux de l'INSEE », cet institut indiquait officiellement que, toutes corrections faites, le nombre des demandeurs d'emploi avait été, le mois dernier, d'un million soixante-trois mille cent et qu'il était ainsi en augmentation par rapport à celui de décembre (« le Monde » du 23 février).

A trop vouloir prouver que le chômage avait « baissé en janvier pour le cinquième mois consécutif », à trop vouloir atteindre, coûte que coûte, l'objectif électoral qui consistait à « descendre » au-dessous du million de demandeurs d'emploi, le ministre du travail a, en la circonstance, au moins péché par omission en ne faisant pas publiquement état des effets nouveaux qu'ont eus diverses mesures administratives sur ces statistiques de janvier.

Ce n'est pas seulement une bataille de chiffres. « L'erreur politique » commise par M. Beullac entame désormais la crédibilité des données publiées par le ministère du travail, et il faut une nouvelle fois relever à ce prpoos qu'il est anormal que les statistiques du chômage soient officiellement établies par la rue de Grenelle, alors que la plupart des autres indicateurs économiques sont fournis par l'INSEE.

Que le chômage ait augmenté de décembre à janvier, même légèrement, ne surprend du reste pas : le même phénomène s'était produit de décembre 1976 à janvier 1977, et l'on se demande comment il pourrait en être autrement quand l'INSEE indique que les emplois industriels ont baissé de 1,8 % en 1977 par rapport à 1976, et que les effectifs salariés n'ont augmenté que de 0,2 %, c'est-à-dire sont restés pratiquement stables. Le « pacte national pour l'emploi » ? Son principal effet — et ce n'est déjà pas si mal — a été d'éviter, au moins temporairement, qu'une grande masse des jeunes sortis de l'appareil scolaire et universitaire en juin dernier n'aillent s'inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi.

Très prudent pour ce qui concerne les statistiques du chômage, le C.N.P.F. affirme solennellement, en revanche, que 90 % des postes de travail offerts par le biais de la loi du 5 juillet 1977 seront définitivement convertis en embauches fermes. Mais le patronat admet aussi que la moitié de ces embauches ne constituent pas des emplois supplémentaires, des emplois nouveaux. Tout en reconnaissant que le C.N.P.F. et les chambres de commerce et d'industrie ont fait un réel effort en faveur des jeunes — au détriment des adultes ? —, il faut bien admettre aussi que l'objectif initial, qui était de « créer » trois cent mille emplois « nouveaux », n'a pas été tout à fait atteint. — M. C.

M. Raymond Barre s'est félicité, mercredi 22 février, du succès de la politique menée par le gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes. « *Les résultats obtenus sont considérables*, a déclaré le premier ministre. *Six cent mille postes avaient été offerts pour les jeunes en juillet 1977. A l'heure actuelle, cinq cent cinquante mille jeunes occupent ces postes. Ce sont des chiffres inespérés et ce n'est pas du bidon, comme disent certains commentateurs.* »

Le premier ministre a fait ensuite les observations suivantes : 1) les ministres ont bien fait leur travail ; 2) les textes de loi qui ont permis de mettre sur pied le pacte national pour l'emploi n'ont pas été votés par l'opposition, alors que l'emploi des jeunes est une affaire nationale ; 3) un « *extraordinaire effort de solidarité nationale* » a été fait à l'occasion de cette campagne pour l'emploi des jeunes. « *Le contact a été ainsi rétabli entre des chefs d'entreprise réticents à l'égard de l'embauche des jeunes et les demandeurs d'emploi* ».

M. Barre a enfin indiqué que « *les pays étrangers sont extrêmement intéressés par l'expérience que nous avons faite et par les mesures que nous avons appliquées* ».

De son côté le C.N.P.F. a affirmé, mercredi devant la presse, que sur les cinq cent un mille jeunes actuellement au travail, grâce au « *plan de mobilisation des entreprises* » — chiffre légèrement en retrait par rapport à celui, vraisemblablement plus récent, du ministère du travail — « *environ quatre cent soixante-quatre mille sont déjà embauchés définitivement ou sûrs de l'être, soit plus de 90 %* ».

« *Nous ne prétendons pas avoir résolu tous les problèmes de l'emploi*, a expliqué M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F. *Nous affirmons simplement que notre plan a permis de « gommer » une classe d'âge : malgré les difficultés économiques et le plan Barre, le nombre des jeunes au chômage — qu'il s'agisse de ceux qui recherchent un premier emploi ou de l'ensemble des moins de vingt-cinq ans — n'a pas augmenté sensiblement entre le 31 décembre 1976 et le 31 décembre 1977.* »

Les postes offerts correspondent-ils à des emplois nouveaux, c'est-à-dire supplémentaires ? Oui, dans plus de 50 % des cas, a déclaré M. Yves Corpet, chargé des questions de formation, et qui a animé au C.N.P.F. la campagne en faveur de l'emploi des jeunes.

M. Chotard a en outre rappelé les propositions qu'il a présentées lors de la récente assemblée du C.N.P.F. visant à reconduire en 1978, avec quelques aménagements, l'opération en faveur de l'emploi des jeunes (*le Monde* du 18 janvier). Comment la financer alors que les entreprises se plaignent du poids, à leurs yeux excessif, des charges sociales et que M. Barre, dans le programme de Blois, s'est engagé à ne pas augmenter les impôts pendant deux ans? Va-t-on continuer à prélever une partie de la contribution des entreprises à la formation de leurs salariés (0,2 % du 1 % de la formation continue) pour l'emploi des jeunes ? M. Chotard reconnaît que cette formule n'est pas satisfaisante et qu'il serait effectivement regrettable de détourner deux ans de suite une partie du financement de la formation continue pour des actions qui ne lui sont pas toujours directement liées.

LA C.F.D.T. : il n'y a pas eu d'emplois supplémentaires.

Pour sa part, M. Michel Rolant a déclaré, au nom de la C.F.D.T., dans un communiqué publié mercredi : « *Le ministre du travail et le C.N.P.F. continuent de tromper l'opinion publique sur les problèmes de l'emploi à partir des résultats des mesures pour l'emploi des jeunes. Les chiffres qu'ils indiquent sont d'ailleurs sujets à caution. Il y avait fin janvier 30 635 jeunes de moins d'inscrits à l'A.N.P.E. qu'il y a un an. C'est là le véritable et maigre résultat des 545 000 « postes » annoncés par le ministre.* »

« *En réalité*, a poursuivi M. Michel Rolant, *il n'y a pas eu emplois supplémentaires, et les embauches réelles ont été moins nombreuses qu'en 1976. C'est essentiellement le parcage massif et systématique de près de 200 000 jeunes dans des stages souvent sans objet qui a diminué artificiellement la statistique du chômage des jeunes (...). Rien, hélas ! ne permet de confirmer l'affirmation du C.N.P.F selon laquelle les stagiaires en entreprises seront embauchés à 75 %. Même dans cette hypothèse, il y aura, avec ceux qui sont en centre de formation, 100 000 stagiaires qui se retrouveront chômeurs au lendemain des élections.*

Le chômage dans la C.E.E. : + 3.4 % en janvier

Enfin, l'Office européen des statistiques a indiqué, mercredi à Bruxelles que le chômage dans la C.E.E. avait augmenté de 3.4 % en janvier par rapport à décembre, passant de 6 040 000 demandeurs d'emploi à 6 243 000, soit 5.9 % de la population active. Les chiffres de la C.E.E. étant ceux transmis par les différents gouvernements la France apparaît être le seul pays qui ait enregistré une diminution du nombre de ses chômeurs de décembre à janvier. En revanche, le Danemark a connu le plus fort taux d'accroissement avec 14 % (de 167 000 à 191 000), suivi par la R.F.A. avec 11 % (de 1 090 700 à 1 213 500). Viennent ensuite le Luxembourg avec 8,2 % (de 1 291 à 1 397), le Royaume-Uni, 4,8 % (de 1 480 800 à 1 548 500), les Pays-Bas, 4,1 % (de 216 000 à 224 800), l'Irlande, 1,2 % (de 109 800 à 111 100). En Italie et en Belgique, le mouvement est relativement stationnaire : le nombre des chômeurs est passé de 1 494 300 à 1 496 500 en Italie, et de 334 200 à 334 600 en Belgique.

LES FONCTIONNAIRES C.G.T. ESTIMENT TRÈS INSUFFISANTES LES CRÉATIONS D'EMPLOIS PRÉVUES PAR LE P.S.

Le programme du parti socialiste en matière de créations d'emplois dans la fonction publique et dans les collectivités locales est vivement critiqué par l'union des fédérations de fonctionnaires C.G.T., les fédérations des P.T.T. et des services publics C.G.T. La faiblesse des évaluations, déclarent-elles, ne s'expliquent que par un « *sérieux retard* » dans la création des deux cent dix mille emplois annoncée dans la fonction publique, qui seraient seulement couverts pendant moins de trois mois ; ou bien par des « *recrutements au plus bas niveau de salaire et même de recrutements de vacataires ou temporaires payés au-dessous du SMIC qui ne permettront pas d'assurer la promotion interne de nombreux fonctionnaires* ».

Le P.S., estiment les cégétistes, « *poursuit le recours à une main-d'œuvre de temporaires et de vacataires sévèrement condamné par l'ensemble des organisations syndicales* ».

Ils rappellent avoir évalué à trois cent cinquante mille le nombre d'emplois nécessaires dans les services publics et à cent vingt mille ceux qui concernent l'enseignement public. Le parti socialiste, demandent les syndicalistes, a-t-il pris en compte le fait que le minimum de rémunération de la fonciton publique actuellement supérieur de 23 % au niveau du SMIC ne saurait être assimilé à ce dernier ? Les organisations C.G.T. et C.F.D.T. réclament la fixation du minimum de rémunération à 2 500 F net au 1er septembre 1977, ce qui équivaut à un niveau de 2 900 F brut au 1er avril 1978.

● *Les ouvriers de la Néogravure* de l'usine de Corbeil-Essonnes, qui observaient une grève depuis dix jours, ont décidé, le mercredi 22 février, d'interrompre le mouvement à la suite d'un « *constat de négociations* » avec la direction, entrainant notamment une augmentation de 1,75 % des salaires de base des rotativistes.

Les conséquences de la grève affecteront cependant, cette semaine encore, deux des principaux titres imprimés par la Néogravure : *Télé 7 jours* (dont le tirage sera de 1,5 million d'exemplaires, au lieu de 2,7 millions) et *Paris-Match*, qui ne sera mis en vente que vendredi 24 février.



DIMINUTION EN 1976 DES ACCIDENTS DU TRAVAIL MAIS AUGMENTATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES

La diminution des accidents du travail en 1976, selon les statistiques qui viennent d'être publiées est importante comme l'a souligné le ministre du travail, mercredi 22 février, mais elle n'est pas exceptionnelle. Déjà en 1975, on avait noté une baisse assez forte et la réduction des accidents mortels est moins importante en 1976 qu'en 1975. En outre, le ministre du travail n'a pas évoqué les maladies professionnelles qui, elles, sont en progression et atteignent un niveau jamais atteint depuis 1970.

Alors que les effectifs des salariés assujettis à la Caisse nationale d'assurance-maladie a augmenté de 0,13 % (13 642 945 en 1976 au lieu de 13 625 768 en 1975) le nombre des accidents avec arrêt de travail a diminué de 3,66 % (1 072 345 au lieu de 1 113 124) ; celui des accidents graves est en diminution de 1,97 % (— 0,67 % en 1975), soit 116 650 au lieu de 118 996 ; le nombre des journées perdues pour incapacité temporaire baisse de 2,83 % (29 919 798 au lieu de 30 792 251) alors qu'en 1975 il avait augmenté de 1,24 %. Le nombre d'accidents mortels (1 907 au lieu de 1 986) diminue de 3,98 %, mais il avait baissé de 6,19 % en 1975. Autres indications favorables : on observe une réduction des taux de gravité (1,09 au lieu de 1,11, soit — 0,18 %) et du taux de fréquence (39 au lieu de 40, soit — 2,5 %).

En revanche le nombre des maladies professionnelles enregistrées est en hausse (4 703 au lieu de 4 579) ainsi que celui des cas mortels (35 au lieu de 18 en 1975). Les années précédentes leur nombre variait de 21 à 28. C'est dans la catégorie des maladies provoquées par le bruit que l'accroissement est le plus important.

ÉTRANGER

ESPAGNE

● *Le coût de la vie* a augmenté en Espagne de 1,5 % en janvier, contre 0,8 % en décembre. — *(U.P.I.)*

ETATS UNIS

● *Les commandes de biens durables* enregistrées par l'industrie ont baissé de 4,4 % en janvier, pour se situer à 63,24 milliards de dollars. Ce recul, le plus sensible depuis décembre 1974 (— 7,4 %), intervient après la forte progression de décembre dernier (+ 6,7 %, chiffre révisé). Il est lié en grande partie à une chute de 59 % des commandes d'avions militaires. — *Agefi.)*

GRANDE BRETAGNE

● *Un accord prévoyant une augmentation de salaire de 10 %* a été signé entre le principal syndicat de l'industrie sidérurgique et la British Steel ; il concerne 67 000 travailleurs, prévoit la fermeture progressive d'une dizaine d'usines non rentables et un engagement syndical de lutter contre l'absentéisme et la multiplication des grèves sauvages. Le déficit de la British Steel est estimé à 525 millions de livres pour l'année financière en cours. — *(A.P.)*

PORTUGAL

● *Le gouvernement portugais* a été autorisé à contracter un emprunt de 40 millions de dollars auprès des Etats-Unis afin de financer l'achat de blé, de maïs, de sorgo, de riz et de coton. Le Portugal importe la moitié de sa consommation alimentaire et les denrées alimentaires viennent en tête des importations portugaises, avec environ 25 % du total. — *(A.F.P.)*

AFFAIRES

La révolte des péri-informaticiens

Fort discrets depuis la fusion entre C.I.I. et Honeywell-Bull, les vingt-cinq industriels français réunis au sein du Club de la péri-informatique sont sortis mercredi 22 février, au cours d'un déjeuner de presse, de leur réserve. Face aux ambitions de C.I.I.-H.B., qui se veut « le premier péri-informaticien de France », c'est l'union sacrée, de Logabax à Intertechnique, en passant par Benson, Secre et les filiales spécialisées des groupes C.G.E. et Thomson. Il faut « montrer aux utilisateurs, à l'opinion, aux pouvoirs publics, que l'informatique française est composée de plusieurs industriels égaux par la qualité de leurs produits et qui œuvrent tous dans le sens de l'intérêt national ».

« Nous ne nous opposons pas à ce que C.I.I.-H.B. s'occupe de péri-informatique », *affirment les membres du Club. Mais ce qu'ils admettent mal, ce sont les aides dont cette société bénéficie et qui risquent de « distendre la concurrence » (subvention forfaitaire de 1,2 milliard de francs et garantie de commandes de l'Etat de 4 milliards de francs en quatre ans). Dans leur esprit, ces aides étaient réservées à la grande informatique. Or, ils constatent, depuis un an, que tout l'effort de C.I.I.-H.B. s'oriente vers la mini-informatique. Son développement dans ce secteur sera donc, qu'on le veuille ou non, « aidé » par les crédits publics, risquant ainsi d'instituer une « concurrence déloyale ». Il serait souhaitable, pour le Club, que l'Etat* « institue un contrôle de l'utilisation des fonds publics versés à C.I.I.-H.B. pour vérifier qu'ils sont bien orientés vers la grande informatique et le développement de matériels précis ».

Second grief : la garantie de commande accordée à C.I.I.-H.B. Certes, jamais il n'a « été relevé d'intervention directe et flagrante des pouvoirs publics pour obliger les administrations à prendre du matériel C.I.I.-H.B. ». *Mais* « la pression est plus insidieuse ». *Elle tient au principe même de la garantie de commande. Nombre d'acheteurs publics des ministères sont* « psychologiquement enclins » *à passer commande à C.I.I.-H.B.* « Ils tiennent le raisonnement suivant, puisque de toute façon l'Etat paiera et donc le contribuable *(si les objectifs de commandes ne sont pas atteints, le Trésor verse une subvention supplémentaire)* autant acheter du matériel de péri-informatique, des mini-ordinateurs à C.I.I.-H.B. Pire encore : certains utilisateurs pensent, à tort, qu'on ne les autorisera pas à prendre des produits d'autres constructeurs. Alors, ils ne s'adressent même pas à nous »

Bref, « le tableau actuel devient dantesque quand on sait que le cheval de bataille de C.I.I.-H.B. en mini-informatique est d'origine américaine. Les fonds du contribuable sont donc orientés vers un produit conçu aux Etats-Unis pour le marché américain et qui sert à ruiner des matériels français compétitifs... ». — J.-M. Q.

● *Le groupe PUK* va entreprendre une étude sur la constitution d'un complexe d'aluminium sur la côte orientale de l'Inde. Ce complexe comprendrait une mine de bauxite, une usine d'alumine d'une capacité de 600 000 à 800 000 tonnes par an, et une usine d'aluminium d'une capacité de 180 000 tonnes.

URBANISME

LES ARCHITECTES ÉLISENT LES CONSEILS RÉGIONAUX DE L'ORDRE

La participation des architectes aux élections professionnelles qui ont lieu actuellement est relativement importante : 65 % de votants en province et 52 % dans la région parisienne, où 2 800 architectes ont pris part au scrutin qui a été dépouillé, mercredi 22 février à Paris, après avoir été repoussé à deux reprises en raison des grèves postales.

Les nouveaux conseils régionaux qui recouvrent les régions de programme et non plus le ressort des cours d'appel, en application de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture, éliront le jeudi 23 mars prochain un conseil national.

En province, sur 266 postes à pourvoir, 185 conseillers des listes soutenues par l'Union nationale des syndicats français d'architectes (U.N.S.F.A.) ont été élus dès le premier tour ainsi que trois architectes indépendants. Les résultats du second tour qui avait lieu le 22 février ne sont pas encore connus.

Dans la région parisienne seul M. Charles Rambert, président du conseil régional sortant, a été élu au premier tour, avec 1 315 voix sur 2 800. MM. Alain Gillot, ancien président de l'U.N.S.F.A., membre du comité central de l'U.D.R., et Jean Connehaye, président du conseil supérieur sortant, et conseiller de Paris P.R. du 16e arrondissement, obtiennent respectivement 1 303 et 1 299 voix. Il y avait 132 candidats pour vingt-quatre postes à pourvoir et le deuxième tour aura lieu le 8 mars prochain. On note que M. Fernand Pouillon arrive dans une position très honorable, ce qui est une sorte de réhabilitation de l'architecte, qui avait été radié de l'ordre des architectes, après sa condamnation dans le scandale financier de la C.N.L. en 1964, avant d'être amnistié, en 1971, par le président Pompidou et réintégré à l'ordre en 1977.

L'ARCHITECTURE DES BATIMENTS PUBLICS VA ÊTRE AMÉLIORÉE

La mission interministérielle pour la qualité architecturale des constructions publiques s'est réunie, pour la première fois, mercredi 22 février, en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement. Créée le 20 octobre 1977, cette mission est présidée par M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, et son secrétaire général est M. Jean-Marie Butikofer, ingénieur des ponts et chaussées, ancien chef du service régional de l'équipement de la Corse.

La mission devra notamment remettre chaque année au premier ministre un rapport sur les constructions publiques. Dix mille opérations représentant 20 milliards de francs sont menées chaque année dans les propriétés de l'Etat, soit plus de 2,3 millions d'hectares.

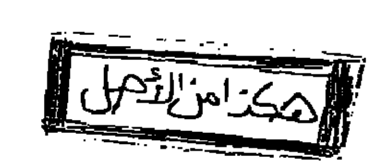
Afin d'améliorer la qualité architecturale des constructions publiques (hôpitaux, écoles, gendarmeries, bureaux de poste, etc.), la mission devra favoriser la création dans chaque ministère concerné de secteurs-pilotes permettant de déroger aux normes et encourager l'emploi de jeunes architectes.

● *Le nouveau bureau de l'AJIBAT.* — L'Association des journalistes de l'urbanisme, de l'habitat, du bâtiment et des travaux publics (AJIBAT) a élu son nouveau conseil d'administration lors de l'assemblée générale, réunie le mercredi 22 février. Président, Michèle Champenois (*le Monde*) ; vice-présidents, François Chaslin (pigiste), François Hahn (*le Moniteur*), Philippe Madelin (TF 1), Sylviane Stein (*l'Express*); secrétaire général, Edouard Thévenon (*le Figaro*) ; trésorière, Marie-France Sorlin (*la Vie française*) ; membres, Jacques Chièze (*les Echos*) Benjamin Costa (*le Nouveau Journal*), Bernard Delthil (*l'Aurore*), Alain Echegut (*Aménagement*), Bertrand Le Balc'h (*Usine nouvelle*), Albin Marfly (revue *H*), Claude Nancy (*le Particulier*), Anne de la Roche de Saint-André (*Placements Investissements*). Huit membres de l'ancien bureau, dont le président, Jean Audouin (Urbapress), ne se représentaient pas.

CONJONCTURE

● *Revision en baisse de la croissance du P.N.B.*, l'administration a ramené le taux de croissance réelle pour le dernier trimestre 1977 à 4 % au lieu de 4,2 %. Ce taux a été de 4,9 % sur toute l'année 1977, s'étant ralenti régulièrement (+ 5,1 % au troisième trimestre, + 6,2 % au deuxième, + 7,5 % au premier)

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez.



هكذا من الأصل

AGRICULTURE

L'opposition à M. Debatisse se renforce à la F.N.S.E.A.

(Suite de la première page.)

Curieusement, ce n'est pas de la salle que sont venues les objections à ces propos au relent corporatiste, mais de la tribune, par la voix de l'un des invités, M. Van Der Stree, ministre néerlandais de l'agriculture. *« La codécision* [entre politiques et professionnels] *implique*, a-t-il dit, *la coresponsabilité. Or ce n'est jamais une bonne chose de mêler les responsabilités. Dans chacun des Etats membres de la C.E.E. et au niveau communautaire, les organisations professionnelles et les pouvoirs publics ont leurs propres responsabilités, ce qui est la garantie principale de leur indépendance. »*

Les propos du ministre néerlandais sur l'élargissement de l'Europe, les montants compensatoires monétaires, les prix agricoles et la modernisation des exploitations, lui ont néanmoins valu les applaudissements des délégués et les remerciements de M. Michel Debatisse. Puis la discussion s'est engagée sur le rapport d'activités du secrétaire général, M. Auguste Grié, avec la litanie des doléances propres à chaque région. Ainsi va le congrès officiel.

Mais un autre s'est tenu, *mezzo voce*, dans les couloirs du Palais des congrès. Par petits groupes, les délégués ont beaucoup discuté des candidatures au conseil d'administration et des mérites des unes et des autres. Finalement, la liste des élus, qui a été connue tard dans la soirée, n'a apporté aucune surprise. M. Michel Debatisse renforce même sa position, avec, notamment, l'entrée de deux « jeunes », MM. Louis Lauga et Eugène Schaeffer.

C'est encore par petits groupes constitués au hasard de rencontres qu'a été commentée l'exclusion de la Fédération de la Loire-Atlantique, confirmée par le congrès, lors de sa séance, à huis clos. *« Une excommunication pour ne pas avoir versé le denier du culte et critiqué les Evangiles »*, a ironisé un délégué de l'Ouest.

Le centralisme de l'équipe dirigeante

L'affaire a été suffisamment révélatrice du centralisme imposé par l'équipe dirigeante de la Fédération nationale pour qu'on y revienne. Au congrès de Saint-Malo, en 1973, la Loire-Atlantique était déjà sur la sellette, mais les délégués avaient alors décidé de laisser se prononcer la commission des statuts et conflits, ainsi que le conseil d'administration de la F.N.S.E.A. Les choses ont traîné depuis, et la Loire-Atlantique n'a pas versé ses cotisations depuis cinq ans. Elle a toutefois réaffirmé plusieurs fois qu'elle n'entendait pas quitter la Fédération nationale.

A la fin de l'année dernière, Nantes et Paris ont échangé des lettres. La commission des statuts a renoncé à demander l'exclusion, et les représentants de la Fédération départementale ont fait un geste de bonne volonté en envoyant un acompte de 10 000 F sur leurs cotisations. Le chèque est arrivé à Paris le 16 février, jour où le conseil d'administration de la Fédération nationale s'est prononcé en faveur de l'exclusion, *contre l'avis de sa commission des statuts*. Surpris par cette décision, MM. Guitton et Chateilier, respectivement président et secrétaire général de la Fédération départementale de Loire-Atlantique, sont « montés » à Versailles pour s'expliquer *devant le congrès*. L'accès à la salle et à la tribune leur a été refusé mercredi matin, et l'exclusion a été confirmée à l'issue d'un rapide débat, où ont plaidé en leur faveur les délégués du Finistère et le président des producteurs de lait du Sud-Ouest.

Ne pouvant s'expliquer devant leurs pairs, les responsables de la Loire-Atlantique, entourés de quelques amis, ont tenu une conférence de presse en présence du président de la commission des statuts et conflits, qui ne s'est pas privé d'intervenir. Aux griefs qui leur sont faits, MM. Guitton et Chateilier ont répliqué : *« Nous avons un reliquat de cotisations en compte à la F.N.S.E.A. ; nous payons au travers des associations spécialisées — céréales, lait et viande — de lourdes cotisations à la F.N.S.E.A. ; nous avons envoyé un chèque en acompte ; nous ne devons plus grand-chose à la F.N.S.E.A., car nos militants ont été condamnés à de lourdes amendes après les manifestations de 1974, destinées à faire remonter les cours de la viande »*, et ces amendes sont *« un important tribut à la cause commune »*. Ils ont donc écarté les raisons financières d'exclusions.

Restaient les autres motifs, notamment l'organisation de la manifestation des producteurs de lait à Vannes au mois de décembre contre la taxe de coresponsabilité sur le lait qui avait été acceptée par l'état-major de la F.N.S.E.A. Une motion favorable à la fédération de la Loire-Atlantique a circulé qui était signée mercredi en cours d'après-midi par onze départements. *« Depuis quelque temps, l'équipe dirigeante de la F.N.S.E.A. donne l'impression de vouloir mettre à l'écart tous ceux qui expriment des points de vue jugés non conformes, plutôt que de rechercher le débat syndical »*, affirme cette motion, qui ajoute : *« Quel que soit le pouvoir politique, le rôle de la F.N.S.E.A. est de défendre et de représenter l'ensemble des agriculteurs, ce qui suppose de garder ses distances avec le pouvoir politique. Actuellement, la F.N.S.E.A. joue objectivement le rôle de relais dans l'élaboration de l'application de la politique agricole. »*

« L'ambiance est à couper au couteau », notait un délégué, mercredi soir. Selon lui, la F.N.S.E.A. en est arrivée à un double paradoxe : *« D'une part, la fédération de la Loire-Atlantique est exclue sans pouvoir s'expliquer, au moment où le congrès entame un débat sur la démocratie économique ; d'autre part, la Loire-Atlantique est exclue pour son opposition à la taxe de coresponsabilité, au moment où la F.N.S.E.A. propose — bien discrètement, il est vrai, — une motion demandant de ramener de 1,5 à 0 % le taux de cette taxe, autrement dit de la supprimer. »*

ALAIN GIRAUDO.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ Bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ...	4,8000	4,8075	+ 130	+ 180	+ 270	+ 330	+ 750	+ 840
$ can. ...	4,3090	4,3190	+ 120	+ 180	+ 230	+ 300	+ 530	+ 640
Yen (100).	2,0130	2,0190	+ 130	+ 170	+ 260	+ 300	+ 750	+ 830
D. M.	2,3620	2,3690	+ 130	+ 170	+ 280	+ 340	+ 920	+1000
Florin ...	2,1950	2,2018	+ 80	+ 110	+ 150	+ 230	+ 600	+ 670
F. B. (100).	15,1400	15,1600	+ 400	+ 580	+ 910	+1100	+2210	+2230
F. S.	2,6480	2,6560	+ 210	+ 250	+ 460	+ 510	+1380	+1460
L. (1 000) .	5,6250	5,6390	— 200	— 100	— 400	— 210	—1100	— 700
£	9,3480	9,3680	+ 210	+ 290	+ 470	+ 580	+1220	+1400

TAUX DES EURO-MONNAIES

D. M.	3 1/4	4	3	3 1/2	3	3 1/2	3	3 1/2
$ E.-U. ...	2 1/2	3	7	7 1/4	7	7 3/8	7 3/4	8
Florin ...	5 1/2	6	5 1/4	5 3/4	5 1/4	5 3/4	5 1/4	5 1/2
F. B. (100).	4	5	6 1/4	6 3/4	6 1/2	7	7 1/2	8
F. S.	0	1/4	0	1/4	0	1/4	3/4	1
L. (1 000) .	8	9	12	14	13	15	14	16
£	5 1/2	6 1/2	7	7 1/2	7 1/4	7 3/4	8	8 1/2
Fr. franç..	10 1/2	11 1/2	12 3/4	13 1/4	14	14 1/2	12 3/4	13 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

● *Le revenu réel des agriculteurs de la Communauté européenne a fléchi de 6 % en 1977*, estiment les organisations agricoles de la C.E.E. regroupées au sein des COPA. Compte tenu d'une diminution de 2 % du nombre des exploitants, la baisse de revenu réelle serait de 4 % par chaque agriculteur. Selon le COPA en effet, la valeur de la production communautaire a progressé de 9 % (+ 3 % en volume, + 6 % en prix) alors que le coût moyen de production a augmenté de 13 %.

ÉNERGIE

● *L'Arabie Saoudite favorable à un gel des prix du pétrole pendant deux ans. — « Notre position pour cette année et l'année prochaine est d'essayer d'obtenir un gel des prix du pétrole »*, a déclaré, le 21 février, à Washington, M. Ghazi Al Gosaibi, ministre saoudien de l'industrie. L'Arabie Saoudite, a précisé le ministre, s'opposera, au sein de l'OPEP, à toute proposition d'augmentation des prix avant la fin de 1979. — *(A.F.P.)*

● *La production de pétrole des pays du Marché commun* a plus que doublé en 1977 grâce aux champs de la mer du Nord, indique le bureau européen de statistiques. Les 37,8 millions de tonnes produites restent cependant très largement inférieures aux importations qui se sont élevées en 1977 à 482,5 millions de tonnes (contre 610 millions en 1973). La consommation a diminué en raison de la « persistance du bas niveau de l'activité économique ». — *(A.P.)*

● *Le groupe pétrolier britannique British Petroleum* va fermer pendant deux mois sa raffinerie de Rotterdam en raison de la surabondance actuelle des produits pétroliers et de la faiblesse des prix sur le marché mondial.

(PUBLICITE)

PRÉFECTURE des BOUCHES-DU-RHONE
Direction de l'Administration Générale
Premier Bureau

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Acquisition par l'Etat (Ministère de l'Intérieur) de la Cité dite « La Courbedonne », située sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), nécessaire à l'installation d'un centre d'Instruction et d'Application de la Police Nationale.

AVIS D'ENQUÊTE

En exécution de l'arrêté préfectoral du 14 février 1978, il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet d'acquisition par l'Etat (Ministère de l'Intérieur), de la Cité dite « La Courbedonne », située sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), nécessaire à l'installation d'un centre d'Instruction et d'Application de la Police Nationale.

Le dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie de Fos-sur-Mer, du 13 mars au 31 mars 1978, afin que chacun puisse en prendre connaissance les jours ouvrables pendant les heures d'ouverture des bureaux, consigner toutes observations sur le registre ou les adresser, par écrit, en mairie à M. RICHARDOT Roger, Préfet en retraite, désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Ce dernier recevra personnellement le public en mairie de la commune précitée les 29, 30 et 31 mars 1978, de 14 h 30 à 16 h 30.

Les conclusions du commissaire enquêteur seront, à l'issue de l'enquête, tenues à la disposition de toutes les personnes intéressées, en mairie de Fos-sur-Mer, à la Sous-Préfecture d'Aix-en-Provence, ainsi qu'à la Préfecture de Marseille (premier étage, porte 130).

MARSEILLE, le 14 février 1978.
Pour le Préfet, par délégation,
Le Directeur de l'Administration Générale,
A. BARBOLOSI.

(PUBLICITE)

CADRES QUI VOULEZ CRÉER
votre propre Entreprise commerciale

Le CECOD
(Centre d'Etude du Commerce et de la Distribution)
organise pour vous

UN STAGE DE CONVERSION DE LONGUE DURÉE, CONVENTIONNÉ PAR L'ÉTAT POUR LES CADRES SANS EMPLOI

Ce stage, d'une durée de 18 semaines à temps complet, débutera le 6 mars 1978.

Téléphonez ou écrivez au CECOD,
25, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS - Tél. : 266-18-36 +.

(PUBLICITE)

ARAB POTASH COMPANY
HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN
REGISTRATION OF SUPPLIERS FOR MECHANICAL WORK FOR A POTASH REFINING PLANT

The Arab Potash Company Limited (APC) of Amman Jordan plans to build a Solar Evaporation and Potash Refinery Facility to produce 1.2 million tonnes per year. The facilities will be located between Mazra and Safi on the southern end of the Dead Sea, about 220 km north on a new road from the Port of Aqaba. The temperature range is approximately 5° to 50°C.

APC has applied for financing to the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), Agency for International Development (USAID), Kuwait Fund for Economic Development, Arab Fund for Economic & Social Development, Saudi Fund for Development, Arab Investment Co., Islamic Development Bank, and Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development. The proceeds of these credits will be applied to payments for materials, equipment and subcontract services for which this notice is issued.

Payment by the various Arab Financial Agencies, USAID and IBRD will be made only at the request of APC in accordance with the terms and conditions of the loan agreements. Purchases will be made under the guidelines of the IBRD, USAID Handbook II Country Contracting, and in accordance with the terms and conditions of the proposed agreements between APC and the Financing Agencies.

Purchases will be made from the member countries of the IBRD, Switzerland and other nations.

The Arab Potash Company invites suppliers interested in receiving inquiries to register themselves, for which purpose they should provide the following information:

1. Items from categories listed below which suppliers are able to furnish. Include technical data and catalogues.
2. Approximate time required to:
   2.1 Submit proposals
   2.2 Provide Drawings and Technical Data for approval
   2.3 Deliver equipment to Port of Aqaba.
3. List of applications where similar equipment has been in service for at least three (3) years, listing those applications by plant name and location which may be available for inspection together with reports of operation.
4. Description, capacity and range of manufacturing facilities, number of employees, engineers, etc. including current work commitments as percent of total capacity for 1978, 1979, and 1980 on a quarterly basis.
5. Union affiliation and expiration date of existing Union Agreements.
6. List of items usually subcontracted.
7. Availability of replacement parts and after sales service in Jordan.
8. Financial Report for last three (3) years.

In order to be considered as qualified to receive inquiries, two copies of the above information must be sent in English to, and received at, the following addresses by April 15, 1978.

Mr. D. Platz
Arab Potash Project
Jacobs International Limited, Inc.
Park House
North Circular Road
Dublin 7, Ireland
Telex: 30295 JCBS-EI

At the same time one copy shall be forwarded to:

Mr. Ali Khasawneh
Chairman and General Manager
Arab Potash Company Limited
P.O. Box 1470
Amman, Jordan
Telex: 9251683

The Arab Potash Company reserves the right to verify all statements and to inspect suppliers' facilities to confirm their ability to perform the work and to reject any prospective supplier without assigning any reason therefor.

The principal factors that will be considered in evaluation of proposals from invited suppliers who have been registered will be Capital Cost, Quality, Operating Cost, Maintenance Cost, Installation Costs, Freight, Expediting and Inspection Costs, Performance and Mechanical Guarantees, Payment Terms, Delivery Times, Compliance with Specifications and Manufacturers specific Experience, Suppliers capacity to manufacture and deliver. Details of evaluation methods will be specified in the invitations to bid. Equipment, materials, and construction services include, but are not necessarily limited to:

A. STEAM AND POWER GENERATING PLANT

1. Two (2) oil fired packaged unit boilers using No. 6 fuel oil with No. 2 oil startup capabilities rates for 127,000 kilograms per hour of steam in the range of 43 to 64 kilogram per square centimeter absolute and 420°C to 480°C complete with economizers, super heaters, fans and stacks.
2. One 12 to 15 m.w., 11 kv, 0.8 power factor, 50 hertz, 3000 revolutions per minute back pressure steam turbine-generator with dump condenser. The turbine will exhaust approximately 103,000 kilograms per hour for process steam at 4.5 kilograms per square centimeter absolute.
3. All other auxiliary and ancillary equipment required with the foregoing to provide a complete operating steam power station.

B. REFINERY

The Potash Refinery to produce 1.2 million tonnes per year of fertilizer grade potash will comprise equipment to decompose carnallite salts, leach sylvinite, and crystallize, dry and store Potash as follows:

Slurry Pumps: To pump sodium chloride and potassium chloride slurries of various flow rates to 1820 cubic meters per hour. Carbon steel, rubber lined and alloy construction.

Centrifugal Pumps: For saturated brine, cooling water, condensate, demineralized water and non-process uses. Capacities up to 10,000 cubic meters per hour. Single and multi-stage in carbon and stainless steels, rubber lined, ni-hard, and other alloys.

Reciprocating and Rotary Pumps: For hydro carbon additives with capacities to 25 cubic meters per hour.

Tanks: Atmospheric tanks in carbon and stainless steels per API 650 code or equal. Shop fabricated and field erected tanks of various sizes to 25 meter diameters.

Heat Exchangers: Plate and frame, shell and tube and plate coil types in Monel, other alloys, carbon steel and including special designs. Capacities to 25 kilojoules per second.

Crystallizers: Draft tube baffled type for 1.2 million tonnes per year production of potash from saturated NaCl/KCl brine feed, complete with condensers and vacuum systems.

Centrifuges: Decanter and/or tumbler types in alloy, monel and carbon steel construction. Capacities to 1800 cubic meters per hour of 25% slurry.

Agitators: Various types in alloy, stainless steel and rubber lined steel. Sizes to 4000 millimeter impellers and 275 Kilowatt drives.

Belt Filters: To handle up to 1.800 cubic meters per hour of 30% solid slurry. Stainless steel and alloy construction. Complete with vacuum pumps, receivers and traps.

Thickeners: Bridge type and center column type, sizes to 45 meter in carbon steel, monel alloy, and plastic lined materials, complete with raking and driving mechanisms.

Fans and Blowers: Induced and forced draft fans for fuel oil fired dryers, boilers and potash dust collection systems. Capacities to 150,000 cubic meters per hour.

Rotary Dryer: No. 6 fuel fired to dry potash crystals. Capacity to 200 tonnes per hour complete with instruments and controls.

Cyclones: To remove ten plus micron potash dust from stack gases. Capacities to 150,000 cubic meters per hour.

Electrostatic Precipitator: To reduce potash dust loading from 1.7 grams to about 0.08 grams per cubic meter. Capacities to 150,000 cubic meters per hour.

Hydrocyclones: To concentrate 15-20% carnallite slurry to about 40% solids slurry. Capacities to 1,140 cubic meters per hour feed. Rubber lined, ceramic lined, monel, aluminum bronze alloys.

Belt Conveyors: To handle wet sodium chloride and potassium chloride and carnallite cakes. Capacities to 1,000 tonnes per hour.

Product Handling Systems: Includes elevators, conveyors, weight feeders and scales, portable conveyors and front end loaders for potash crystals, wet and dry. Capacities to 300 tonnes per hour.

Truck Scales: Capacities to 90 tonnes with remote electronic readout and printout.

Valves: Globe, gate, ball, butterfly, pinch valves for corrosive liquids and slurries. Carbon steel, and various alloys constructions.

Instruments: All electronic instrumentation required for potash fertilizer plant including control valves, accessories and panels.

Laboratory Equipment: Atomic absorption, flame photometry, visco meter, wet analysis, etc.

Piping Materials: Pipes, fittings, flanges, valves and accessories in carbon steel, monel, rubber lined, fibre reinforced plastic, and other alloys, Expansion joints, sizes to 620 millimeters.

Equipment Lining: Special rubber lining and ceramic lining for pipes, cyclones, crystallizers, tanks, etc.

Electrical Equipment: 11 kilovolts, 6.6 kilovolts and 400 volt transformers, switch gear, starters, rectifiers, capacitors, etc. for indoor and outdoor installation. Armored and unarmored HV and LV cables and wire. Lighting fixtures, panel boards etc.

Motors: Electrical motors of 6.6 kilovolts, 3.3kilovolts and 400 volts to a maximum of 900 kilowatts.

C. MISCELLANEOUS EQUIPMENT

Shop Equipment: Machine shop and truck maintenance equipment.

Vehicles: Automobiles, pick-up trucks, ambulance, buses and fire trucks.

Trucks: Dumps, winch, welding, flat beds, fuel, water, lube, dumpster, wrecker, low boy with tractor.

Trucks: (product and fuel oil) Tractors for 60 ton capacity bulk carriers, and hopper type trailers with 30 tonnes bulk solids capacity each. Tractors with 20 to 40 cubic meter fuel oil capacity.

Water: Skiffs, work boats, barges.

Maintenance: Backhoe, bulldozer, frontend loaders, road grader, crane, cherry picker, compressor, etc.

D. CONSTRUCTION SERVICES

Construction of the project will be performed through two general contracts. One for a Power Plant, the other a Refinery. Both will include auxiliary and ancillary equipment which will include, the following classes of work:

Temporary construction facilities, in-plant road construction, construction craft housing, site preparation, concrete foundations and structures, structural steel supply and erection, installation of mechanical equipment; electrical, instrumentation and piping systems and installation of refractories, rubber lining and other coatings and painting. Interested constructors should apply for the prequalifications booklet that will explain in detail the construction services desired.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Énergie et des Industries Pétrochimiques
Entreprise Nationale SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue du contrôle de la réalisation du Projet Lubrifiants Arzew 2 (Arzew, ALGERIE).

L'appel d'offres a pour but le contrôle et le suivi des travaux de l'Entrepreneur chargé de la réalisation du Projet Lubrifiants Arzew 2 dans les domaines :

— des études et travaux de conception et de réalisation ;

— de la planification et de la programmation ;

— des coûts et de la vérification financière.

Le cahier des charges sera retiré auprès du Projet Lubrifiants Arzew 2. SONATRACH, Division Engineering et Développement, 10, rue du Sahara, Hydra - ALGER.

La date limite du dépôt des offres est fixée au 30 mars 1978, à 12 heures, le cachet de la poste faisant foi.

L'offre devra être valable quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

TRANSPORTS

Une initiative franco-britannique

Le comité anti-poids lourds demande une limitation du trafic routier

Le comité anti-poids lourds, créé en France sur l'initiative de la Fédération des usagers des transports et l'association britannique Civic Trust, membre du bureau européen de l'environnement, ont décidé d'unir leurs efforts *« afin de stopper, voire de réduire le trafic des camions dans les pays du Marché commun »*.

Pour le comité anti-poids lourds, le développement du trafic routier de marchandises qui, en France, est passé en vingt ans de 15 % à plus de 50 % du tonnage transporté, est contraire à l'intérêt général. A son avis, *« les camions tuent plus de mille personnes par an à l'intérieur de l'Hexagone »*. Ils dégradent le réseau routier : *« Un poids lourd de 13 tonnes à l'essieu cause autant de dégâts à la route que quatre cent mille voitures »*, affirme-t-il.

De son côté, le Civic Trust se félicite d'avoir contraint le gouvernement britannique, en 1970, à s'opposer à un relèvement du poids total en charge des camions, actuellement fixé, outre-Manche, à 32 tonnes au lieu de 38 tonnes en France. Les représentants de cette association constatent, pour le déplorer, qu'environ trois cent mille poids lourds traversent Douvres chaque année, au lieu de dix mille seulement en 1965.

Le comité anti-poids lourds et Civic Trust réclament donc un changement complet de politique, *« un véritable renversement de tendances »*, qui, selon eux, doit se traduire par une priorité donnée au développement du rail et de la voie d'eau. Ils proposent notamment de raccorder systématiquement les zones industrielles au réseau ferroviaire, de rouvrir les lignes dites secondaires, hâtivement fermées, d'augmenter le gabarit du canal du Nord de 600 à 1 350 tonnes grâce au doublement des écluses actuelles.

Meilleur confort sur les trains de l'Ouest

Un T.G.V. atlantique pour 1990 ?

De notre correspondant

Rennes. — *« Les responsables socio-économiques de la région ont fait preuve d'un intérêt tout particulier pour la S.N.C.F., il était normal que la S.N.C.F. s'intéresse à la Bretagne. »* Par cette petite phrase, M. Jérôme Marcillet, directeur de la S.N.C.F. pour la région de Rennes, a souligné, le mardi 21 février, au Club de la presse de Rennes, que les améliorations prévues le 1er octobre 1978 sur le réseau ouest étaient bien la conséquence des prises de position des responsables régionaux. Il est clairement apparu que les critiques adressées à la S.N.C.F., dans le Livre blanc présenté le 13 avril 1977 par le Comité économique et social de Bretagne, *ont fait mouche* (1).

Les mesures annoncées par M. Marcillet concernent l'augmentation des fréquences et l'amélioration du confort. Ainsi, la création d'un aller-retour supplémentaire quotidien entre Paris et Rennes, d'un autre entre Rennes et Brest et de deux entre Rennes et Quimper. Entre Rennes et Brest et Rennes et Quimper, les suppléments « train rapide » seront supprimés.

Pour ce qui est de l'amélioration du confort, on note la généralisation des voitures Corail sur tous les rapides et express entre Paris et Brest et Paris et Quimper, une extension à tous ces trains de la restauration à la place, en première et en deuxième classe, s'accompagnant d'une suppression des *gril express*, l'apparition de voitures dotées de distributeurs automatiques de boissons et de sandwichs, la mise en service de voitures-couchettes climatisées Corail sur les trains de nuit Paris-Brest et Paris-Quimper.

A moyen terme, de nouvelles mesures concernant l'infrastructure du réseau ferroviaire sont envisagées. L'amélioration du tracé et de la capacité des voies et l'électrification des lignes Rennes-Brest et Rennes-Quimper devraient permettre de gagner une trentaine de minutes entre Paris et Brest. Toutefois, la rentabilité de ces investissements étant insuffisante pour la S.N.C.F., ils ne pourront être réalisés qu'avec les concours de l'Etat et de la région. Quant au train à grande vitesse (T.G.V.) Atlantique, qui mettrait Brest et Quimper à quatre heures de Paris, sa réalisation, sous réserve qu'elle soit décidée par le gouvernement, ne peut être envisagée qu'à l'horizon 1990.

YANN ENJEU.

(1) *La politique ferroviaire en Bretagne*, Livre blanc du comité économique et social de Bretagne, Maison des métiers, cours des Alliés, 35100 Rennes.

LES ÉLUS DU VAL-D'OISE DEMANDENT LE CLASSEMENT DE ROISSY PARMI LES « ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX »

Les conseillers généraux du Val-d'Oise ont approuvé, mardi 21 février, une motion présentée par la commission des affaires économiques sur les nuisances de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Annonçant que la nouvelle trajectoire « plaine de France », approuvée par l'assemblée départementale en octobre 1977, sera mise en application le 7 mars 1978, cette motion réclame *« que toutes les mesures appropriées soient prises pour réduire le bruit à la source »*.

Les élus demandent aussi *« le classement des aéroports parmi les établissements dangereux, insalubres et incommodes ; la redéfinition des zones de bruit en fonction du bruit réel ; la participation des élus et des associations intéressées à toutes les décisions à prendre concernant l'utilisation des fonds produits par les taxes ; les procédures de vol et l'extension éventuelle des équipements ; l'obtention de moyens réels en matière de police, afin de sanctionner les compagnies aériennes contrevenantes dans l'irrespect tant des procédures de décollage et d'atterrissage que des trajectoires »*.

Enfin, un amendement présenté par le groupe socialiste et les radicaux de gauche demande l'interdiction des vols de nuit entre 22 heures et 7 heures.

● *Défaillance technique sur Concorde.* — Le Concorde d'Air France qui assure la liaison tri-hebdomadaire Paris-Washington, n'a pu décoller de Roissy, dans la soirée du mercredi 22 février. Au moment de la mise en puissance des réacteurs, les pilotes ont constaté qu'un voyant rouge s'était allumé. Aussitôt la procédure dit d'« accélération-arrêt » a été mise en marche. Les cinquante et un passagers ont, avec deux heures de retard, embarqué sur un autre Concorde.

● *Des crédits français pour le metro de Mexico.* — La France va allouer au Mexique un crédit de 960 millions de dollars pour l'extension du métro de Mexico qui est une réalisation française. Ce métro date de 1970. Son réseau, long de 42 kilomètres, doit être porté à 78 kilomètres au cours des prochaines années. — *(A.F.P.)*

● *Les voies navigables dans le Nord.* — Dans l'article intitulé « Une nouvelle liaison fluviale entre Paris et Lille est-elle justifiée ? » (*le Monde* du 23 février), il fallait lire : *« Il s'agit d'un projet très coûteux (3,5 milliards de francs), soit treize fois (et non trois fois) le total de l'enveloppe... »*

RÉGIONS

Ile-de-France

A Paris, porte de la Villette

LE PREMIER « PLANCHODROME » DE FRANCE

Le plus grand emplacement réservé en France aux amateurs de planche à roulettes va être aménagé à Paris sur le terrain des anciens abattoirs de la Villette, au pied de l'ancienne salle des ventes, au niveau de la station de métro Porte-de-la-Villette. Les travaux, qui commenceront dans une dizaine de jours, devraient être terminés en avril.

Ce « planchodrome » — *appelons-le ainsi* — couvrira 6 500 mètres carrés et comportera quatre pistes : une piste pour débutants (600 mètres de surface plane) ; une piste de slalom (85 mètres, avec une pente de 6 %) ; deux pistes pour plancheurs confirmés (90 et 30 mètres de long, pente plus forte).

Deux cent cinquante personnes, qui acquitteront un droit d'entrée inférieur à 10 F, pourront évoluer en même temps sur cet ensemble, dont la réalisation, qui coûtera 2 millions de francs environ, a été lancée par la SEMVI (Société d'économie mixte pour l'aménagement de la Villette) et confiée à un bureau d'études privé.

« La Ville de Paris n'a pris aucune part financière dans cette opération », précise-t-on à la mairie. M. Jean Serignan, commissaire à l'aménagement du secteur, précise, d'autre part : *« Tel équipement ne constitue pas un obstacle à l'aménagement des terrains de la Villette. Cet ensemble ne comportera aucune construction définitive. C'est une expérience. On saura par la suite si cet « équipement » devra devenir permanent. »*

Corse

● *Une importante charge explosive*, dont le détonateur n'a pas fonctionné, a été découverte le mercredi 22 février à Bastia, devant le cabinet d'assurances de M. Roland Simeoni, frère de Max et Edmond. Les enquêteurs supposent que cette charge aurait dû exploser dans le courant de la nuit, au même moment que celle qui, à 1 h. 30, a causé de très importants dégâts au domicile de la mère des trois frères Simeoni.

Deux charges d'explosifs ont, d'autre part, été placées, dans la *nuit du mardi 21 au mercredi 22 février*, au pied d'un pylône de la ligne électrique Carbo-Sarde, près de Bonifacio. Une seule des deux charges a sauté, endommageant le pylône, qui est cependant resté debout.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIS S.A.

a acquis
la majeure partie des actions de

WELLS MANAGEMENT INC.

société américaine spécialisée
dans le recrutement de cadres
et le travail temporaire à l'issue d'une
Offre Publique d'Achat dont l'agent a été
Europartners Securities Corporation

Le soussigné
a initié cette opération et a agi
comme conseil financier de BIS S.A.

CRÉDIT LYONNAIS

LEGRAND S.A.

a acquis
une part substantielle des actions de

PIAL S.A.

leader brésilien
de l'appareillage électrique d'installation

Les établissements suivants
ont initié cette opération et ont agi
comme conseils financiers
de LEGRAND S.A.

CRÉDIT LYONNAIS
BANCO FRANCES E BRASILEIRO

IMETAL

ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE EN 1977

IMETAL

Les chiffres d'affaires et revenus assimilés ressortent en 1977 à 77,7 millions de francs contre 81,4 en 1976, dont, pour les revenus des participations, 45 millions de francs contre 36,2.

Les résultats non consolidés d'IMETAL se situeront à un niveau voisin de celui de l'exercice précédent.

PENARROYA

L'année a été caractérisée pour le groupe par une relative stabilité *des productions de métaux : 310 000 tonnes de plomb et 178 000 tonnes de* zinc (contre respectivement, 305 000 et 177 000 tonnes en 1976) et par une diminution du volume et des prix de vente du zinc, particulièrement sensible pendant le second semestre 1977.

Compte tenu de la bonne tenue des cours du plomb pendant l'année, le chiffre d'affaires (non consolidé) de l'exercice devrait se situer à un niveau inférieur à celui de l'exercice 1976.

MOKTA

Les productions des principales sociétés filiales de MOKTA se sont maintenues à des niveaux voisins de ceux atteints en 1976, soit : uranium contenu 2 600 tonnes — minerai de manganèse et manganèse métallurgique 2 millions de tonnes — agrégats pour la construction 3 700 000 tonnes — la production de minerai de fer progressant de près de 20 % avec 2 650 000 tonnes.

Les chiffres d'affaires et revenus assimilés de la société atteignent 42,4 millions de francs contre 38,2 pour 1976. Cette amélioration reste essentiellement due à l'augmentation des revenus des filiales productrices d'uranium.

Les résultats de la société devraient marquer une sensible progression.

COPPERWELD

Le chiffre d'affaires de la société se monte à 347 millions de dollars, en progression de 16 % sur 1976 (299 millions de dollars). Le bénéfice net s'établit à 16,3 millions de dollars contre 18,9.

LE NICKEL-S.L.N. (filiale commune IMETAL-SNEA)

L'année a été caractérisée, en raison de la situation du marché du nickel, par une diminution des productions et des ventes.

Les productions s'établissent à : 3,5 millions de tonnes de minerai contre 4,1 et à 51 300 tonnes de nickel contenu dans les produits métallurgiques contre 62 000 tonnes en 1976.

Les ventes de métal s'élèvent à 50 400 tonnes contre 51 700 en 1976.

Par suite des diminutions des livraisons de métal et de la baisse des prix de vente intervenue au cours du second semestre, le chiffre d'affaires de la société ressort à 1 198 millions de francs contre 1 248 en 1976.

Au total le résultat de l'exercice s'établira en perte sensible.

FONCIER INVESTISSEMENT

Au cours de sa séance du 16 février 1978, le conseil a pris acte de la démission de son président, *M. Robert Blot, donnée à la suite* de sa nomination comme gouverneur du Crédit foncier de France. Le conseil a exprimé sa gratitude à M. Robert Blot pour les services éminents rendus à la société. Il a ensuite coopté M. Max Laxan, sous-gouverneur du Crédit foncier de France, en qualité d'administrateur et l'a désigné pour assurer *les fonctions de président.*

Le conseil a, par ailleurs, décidé de proposer à l'assemblée générale, convoquée pour le 6 avril 1978, la distribution d'un dividende de 15,77 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,13 F (revenu global : 17,90 F).

BANQUE GRINDLAY OTTOMANE

La **BANQUE GRINDLAY OTTOMANE** a procédé à l'ouverture à ZURICH d'une succursale qui vient s'inscrire dans la politique de développement de ses activités internationales.

La **BANQUE GRINDLAY OTTOMANE**, Société de droit français, est filiale de la **GRINDLAYS BANK LONDRES**, elle-même affiliée à la **CITIBANK NEW-YORK** et à la **LLOYDS BANK LONDRES.**

Nous rappelons que la **BANQUE GRINDLAY OTTOMANE** est déjà installée, outre PARIS, à GENÈVE, MARSEILLE, TOULON, GRASSE, CANNES, NICE, AIX-EN-PROVENCE et MONTE-CARLO.

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC NUANCÉ		LÉGÈREMENT TEINTÉ		DIAMÈTRE en 10e de %
PURETÉ	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.	Lég. piqué	
1 carat : 0 g 20 .	16.900 F	11.300 F	9.500 F	6.900 F	66/10e
2 carats, le carat	22.400	15.900	11.800	7.400	84/10e
3 carats, le carat	26.200	19.000	13.200	8.100	98/10e
4 carats, le carat	31.200	22.100	14.600	9.200	104/10e
5 carats, le carat	37.400	25.400	16.700	10.200	114/10e

Ce barème étant donné à titre indicatif, MM. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur le cas que vous voudrez bien leur soumettre.

GODECHOT & PAULIET
86, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ
PAS. 34.90
ACHATS - VENTES - EXPERTISES - CONSEILS
PARKING FOCH MÉTRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

VIENT DE PARAITRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F

BOURSE DU BRILLANT
communique
MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond spécimen
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
23 février - 60.242 F T.T.C.
+ commission 4,90 %
M. GÉRARD, JOAILLIERS
8, avenue Montaigne - Paris (8e)
Tél. : 359-83-96

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

22 FÉVRIER

Nouvelle avance

Le mouvement de hausse s'est poursuivi mercredi à la Bourse de Paris, où dans un marché toujours relativement actif, la grande majorité des valeurs françaises ont de nouveau gagné du terrain. De fait l'indicateur instantané a terminé la séance en progrès d'environ 1 %.

Comme la veille, la quasi-totalité des compartiments ont profité de ce mouvement, en tête duquel l'on trouvait encore les titres de métallurgie et de construction électrique. Seuls les magasins ont subi quelques pertes après leur vigoureuse remontée des jours précédents.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par Denain et Chiers (+ 8 %) suivis d'Usinor, Poclain et D.B.A., dont les cotations ont été retardées en raison de l'abondance de la demande.

« Les compagnies d'assurances, les caisses de retraite et quelques autres organismes de placement collectif sont toujours présents sur le marché. Mais la grande masse des petits porteurs demeure absente. » *Tel était l'avis général des professionnels autour de la corbeille.*

Pour beaucoup d'entre eux, le risque d'un investissement boursier à trois semaines des élections vaut la peine d'être couru. D'abord parce que, en raison des querelles persistantes qui la divise, la gauche pourrait bien les perdre. Ensuite, parce qu'aux niveaux actuels, « les cours ne peuvent guère aller beaucoup plus bas ». *Peut-être, mais les épargnants n'ont-ils pas déjà entendu ce refrain ?*

Sur le marché de l'or, le lingot a baissé de 110 francs à 29 385 francs et le napoléon s'est effrité de 0,50 franc à 299,30 francs. Le volume des échanges est revenu de 9,06 millions de francs à 7,66 millions de francs.

LONDRES

INCERTAIN

Tentative de reprise après la baisse des trois derniers jours, avec une légère progression des industrielles.

Or (ouverture) (dollars) : 182 88 contre 181 15

VALEURS	CLOTURE 22/2	COURS 23/2
Beecham	618 ...	623 ...
British Petroleum	750 ...	752 ...
Courtaulds	118 ...	119 ...
De Beers	321 ...	328 ...
Imperial Chemical	338 ...	348 ...
Rio Tinto Zinc Corp	174 ...	174 ...
Shell	497 ...	497 ...
Vickers	178 ...	178 ...
War Loan 3 1/2 %	36 1/8	36 1/4
*West Driefontein	26 3/4	26 1/2
*Western Holdings	24 1/8	23 7/8

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIETES

B.S.N.-GERVAIS-DANONE. — Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour 1977 s'élève, provisoirement, à 12 929 millions de francs contre 11 755 millions en 1976. Compte tenu des circonstances climatiques et de la réglementation des prix de vente, les objectifs établis précédemment concernant les résultats consolidés ne seront pas atteints.

FINANCIERE DE PARIS ET DES PAYS-BAS. — Le bénéfice net consolidé du groupe en 1977 s'élève à 514 millions de francs contre 438 millions de francs en 1976, dont 411 millions de francs contre 361 millions de francs pour la Compagnie financière, soit 31 F par action contre 27,3 F. Le dividende global est maintenu à 19,95 F sur un capital augmenté de 20 % par attribution gratuite. Au 31 décembre 1977, la valeur estimative de l'action s'établissait à 368 F contre 333 F un an auparavant.

CLUB MEDITERRANEE. — Le dividende global est porté de 6,91 F à 7,50 F (+ 17,39 %) et une action gratuite pour six anciennes va être attribuée.

IMETAL. — Les résultats non consolidés pour 1967 seront voisins des précédents.

PENARROYA. — Malgré la bonne tenue du cours du plomb, et en raison de la baisse de ceux du zinc, les résultats non consolidés seront inférieurs aux précédents.

MOKTA. — Grâce à l'augmentation du revenu des filiales productrices d'uranium, les résultats seront en sensible progression.

LE NICKEL - S. L. N. — En raison de la diminution de la production, des prix et des ventes, une perte sensible a été enregistrée en 1977.

NEW-YORK

Léger recul

Après une tentative de reprise, les cours ont légèrement fléchi à Wall Street, où l'indice Dow Jones a cédé 0,26 point à 749,05. En neuf séances, il a perdu près de 34 points.

En début de séance, le léger raffermissement du dollar avait stoppé la baisse et même entraîné quelques achats, mais l'annonce d'une baisse de 4,4 % des commandes de biens durables en janvier 1978, après, il est vrai, une hausse de 6,7 % en décembre 1977, jeta un froid. Du coup, les opérateurs redevinrent hésitants, d'autant que la grève des mineurs de charbon se poursuit, atteignant son soixante-dix-neuvième jour.

VALEURS	COURS 21/2	COURS 22/2
Alcoa	39 1/2	39 3/8
A.T.T.	60 1/8	59 1/8
Boeing	29 7/8	30 ...
Chase Manhattan Bank	27 5/8	27 3/4
Du Pont de Nemours	101 3/8	101 5/8
Eastman Kodak	43 3/4	44 ...
Exxon	44 1/2	44 5/8
Ford	41 3/4	42 1/8
General Electric	44 3/4	44 1/2
General Foods	26 5/8	26 7/8
General Motors	57 3/8	57 1/2
Goodyear	16 1/4	16 1/8
I.B.M.	255 1/4	255 ...
I.T.T.	27 1/4	27 1/8
Kennecott	21 5/8	20 1/2
Mobil Oil	58 3/4	58 7/8
Pfizer	28 7/8	28 7/8
Schlumberger	68 3/8	68 ...
Texaco	25 1/4	25 1/4
U.A.L. Inc.	19 3/4	20 .
Union Carbide	37 5/8	37 3/4
U.S. Steel	25 1/4	25 5/8
Westinghouse	17 1/2	17 1/2
Xerox	44 5/8	44 3/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.)

	21 fév.	22 fév.
Valeurs françaises	99	100,3
Valeurs étrangères	102,2	102,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(*Base 100 : 29 déc. 1961.*)

Indice général	58,7	59

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22/2	23/2
1 dollar (en yens)	238 90	238 50

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 10 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 22 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]											

HORS COTE

SICAV

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
[illegible]					

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22 2	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 817	4 811	4 800
Allemagne (100 DM)	235 730	235 840	234
Belgique (100 F)	15 071	15 063	14 825
Pays-Bas (100 fl.)	218 640	218 860	217 500
Danemark (100 krd)	85 840	85 580	84 500
Suède (100 krs)	104 310	104 210	103 750
Norvège (100 k.)	90 430	90 310	89 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 360	9 363	9 450
Italie (1 000 lires)	5 643	5 642	5 500
Suisse (100 fr.)	262 400	263 150	268 500
Autriche (100 sch.)	32 775	32 745	32 450
Espagne (100 pes.)	5 988	5 992	5 850
Portugal (100 esc.)	12 040	12 040	11 500
Canada ($ can. 1)	4 381	4 322	4 285

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22.2
Or fin (kilo en barre)	29450 .	29325
Or fin (en lingot)	29495	29385
Pièce française (20 fr.)	299 80	299 30
Pièce française (10 fr.)	225 90	222 10
Pièce suisse (20 fr.)	275	276 10
Union latine (20 fr.)	260 80	260 30
Souverain	277 60	278 50
Pièce de 20 dollars	1310 ..	1299 60
Pièce de 10 dollars	675	665 ..
Pièce de 5 dollars	412 50	... .
Pièce de 50 pesos	1201	1216 ..
Pièce de 10 florins	272 30	272 10

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Overdoses : deux morts en Corrèze.* — Les corps de deux jeunes gens, Mlle Bernadette Kiffer, de Belfort, et M. Pascal Chapuis, de Besançon, l'un et l'autre âgés de vingt-deux ans, ont été découverts, mardi soir 21 février, dans les locaux d'une colonie de vacances de la société Alsthom, à Neuvic (Corrèze). Ces deux personnes étaient mortes des suites de l'absorption d'une dose excessive de drogue. Impliqués dans plusieurs affaires de trafic et d'usage de stupéfiants, ils étaient, peu avant leur mort, en cure de désintoxication, sur ordonnance d'un magistrat dans un hôpital de Lyon, d'où ils se sont évadés. — *(Corresp.)*

Trois nouvelles universités créées à Toulon, Perpignan et Valenciennes

Le ministère des universités va créer prochainement trois nouvelles universités à Perpignan, à Toulon et à Valenciennes, par transformation des centres universitaires existant dans ces villes. Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.E.R.) examinera, pour avis, vendredi 24 février, un projet de décret soumis par Mme Alice Saunier-Seïté, qui ne devrait pas rencontrer d'opposition.

La carte universitaire française va s'enrichir de trois nouveaux établissements autonomes, ce qui portera à soixante-sept le nombre des universités. Il ne subsistera désormais que quatre centres universitaires : à Avignon, à Chambéry, aux Antilles-Guyane et à la Réunion. L'an dernier, à la veille des élections municipales, deux villes avaient obtenu la transformation en universités de leurs centres universitaires : Le Mans et Mulhouse.

La différence entre une université et un centre universitaire concerne l'organisation pédagogique et le recrutement des enseignants. Les centres universitaires doivent faire approuver par une université « tutrice » leurs programmes d'enseignement et les modalités de contrôle des connaissances. Les enseignants doivent être recrutés par des commissions où siègent des membres d'une université. Ces deux points font l'objet de conventions entre centres universitaires et universités.

Les trois « promotions »

● *L'université de Perpignan* compte, cette année, 2 643 étudiants et 172 enseignants, répartis en trois U.E.R. : 223 sont inscrits à l'Institut universitaire de technologie, 407 en sciences, 766 en lettres et 1 242 en droit et sciences économiques. Des conventions existent avec les universités de Montpellier. Depuis 1956, les facultés de Montpellier disposaient d'antennes à Perpignan, qui avaient été transformées en collège scientifique universitaire en 1958 et en collège littéraire universitaire en 1963.

● *L'université de Toulon* compte 2 319 étudiants dans trois U.E.R. : 670 sont inscrits à l'I.U.T., 1 052 en droit, 335 en sciences économiques et 262 en sciences. Il n'existe pas d'enseignement littéraire dans cette ville. Les conventions liaient le centre universitaire (créé en 1970) principalement aux universités de Nice, mais aussi à celles de Montpellier et d'Aix-Marseille.

● *L'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis* compte 2 137 étudiants dans trois U.E.R. : 316 étudiants sont inscrits en capacité en droit, 115 en lettres classiques et modernes, 319 en sciences humaines, 438 en informatique, 166 en sciences et 783 à l'I.U.T. Un collège scientifique existait dans cette ville depuis 1964 et un collège littéraire depuis 1966. Ils avaient été transformés en centre universitaire en 1969.

DES ENFANTS MANIFESTENT POUR « LEUR » MARAIS

Manifestation inattendue, mercredi 22 février après-midi, dans les rues du Marais : une cinquantaine d'enfants de dix à treize ans ont défilé comme des grands, mais avec des revendications qui leur sont bien propres : « *Nous voulons des terrains de jeu, une maison de jeunes.* » Le quartier, c'est vrai, en pleine fièvre de rénovation, a oublié ses enfants...

Précédé par une famille « d'hommes-orchestres », le cortège, encadré par le Père Yves Bouanic, aumônier des jeunes, Jack Lang et Maurice Benassayag, conseiller de Paris (socialiste), agitant des banderoles et ballons multicolores, a quitté la rue des Lions-Saint-Paul pour se diriger vers l'Hôtel de Ville, en longeant les îlots de rénovation du secteur sous le regard amusé des passants.

● *Selon un sondage* Publimétrie que publie *le Quotidien de Paris* ce jeudi 23 février sur les Français et la chasse, 47 % des personnes interrogées n'approuvent pas la chasse telle qu'on la pratique aujourd'hui en France. 24 % l'approuvent et 29 % ne se sont pas prononcées.

Les réponses des personnes interrogées varient — évidemment — selon qu'elles chassent ou non. 15 % de celles qui ne touchent jamais un fusil sont favorables à la pratique actuelle de la chasse, tandis que 70 % de celles qui chassent régulièrement y sont favorables. Ce sondage indique seulement le sentiment des Français (1 050 personnes interrogées les 16 et 17 février) sur la pratique actuelle de la chasse. Mais si certains y sont opposés, ils n'en condamnent pas pour autant le principe.

● *La skieuse Fabienne Serrat* a remporté le titre de championne de France de descente, jeudi 23 février, à Tignes. Elle a devancé Perrine Pelen et Martine Liouche.

LE TOUR DE FRANCE EST-IL A VENDRE ?

Le Tour de France est-il à vendre ? La célèbre épreuve cycliste, qui a débordé le cadre d'une compétition sportive pour devenir une véritable institution, pourrait passer, en 1979, si l'on en croit certaines indiscrétions, sous le contrôle du promoteur immobilier Merlin, lequel a déjà acquis le patronage général de l'épreuve pour une durée de trois ans.

Naguère, une telle éventualité paraissait exclue. Fondé, en 1903, par Henri Desgrange, directeur du journal *l'Auto*, le Tour de France est organisé conjointement par *l'Equipe* et *le Parisien libéré* depuis 1947, et son existence se trouve traditionnellement liée à ces deux organes de presse. Aujourd'hui, MM. Jacques Goddet et Félix Lévitan, codirecteurs de la course, doivent assurer son avenir et envisager leur succession. A cet effet, il est possible que des modifications soient apportées au cours des prochaines années à l'état-major du « Tour de France et d'Europe ».

Interrogé, M. Lévitan a démenti les bruits qui circulent, mais M. Merlin a déclaré : « *Si le Tour est à vendre, je suis acheteur.* » La rumeur persiste.

J. A.

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LE DOLLAR

Deutschemark et franc suisse au plus haut

Après deux jours de répit, le dollar a été victime, jeudi 23 février, d'une nouvelle attaque au profit des monnaies fortes. Le cours de la monnaie américaine est tombé, à Francfort, de 2,04 DM à près de 2,02 DM, et à Zurich de 1,8250 FS à 1,81 FS, au plus bas niveau historique. Les interventions des banques centrales, essentiellement la Bundesbank, n'ont pas réussi à endiguer les ventes des détenteurs de dollars, qui manifestent ainsi leur défiance vis-à-vis de la politique menée par les dirigeants américains en matière économique et monétaire.

A Paris, le cours du dollar a également baissé, revenant à près de 4,79 F contre 4,81 F, mais moins rapidement qu'ailleurs, de sorte que les monnaies fortes ont à nouveau battu leurs records antérieurs, le cours du deutschemark s'élevant à 2,37 F et celui du franc suisse à 2,65 F. Les marchés des changes redeviennent très nerveux, tandis que l'or a repris son ascension à Londres, où le cours de l'once frôlait 1,83 dollar.

Le gouvernement canadien va procéder à des emprunts massifs sur les marchés internationaux pour raffermir le dollar canadien, qui a perdu 10 % en un an par rapport au dollar américain, au plus bas niveau depuis quarante ans.

LE DÉFICIT DES PAIEMENTS COURANTS FRANÇAIS : 15,7 MILLIARDS EN 1977

Le déficit de la balance des paiements courants de la France s'est élevé à 15,7 milliards de francs en 1977. Ce déficit avait atteint 29,1 milliards de francs en 1976. De sensibles variations ont été enregistrées au cours des trimestres de l'année dernière : — 8,1 milliards au premier trimestre ; — 2,4 milliards au deuxième ; — 5,9 milliards au troisième ; + 0,5 milliards au quatrième.

La diminution du solde négatif des transactions courantes qui, en termes financiers, a été de 13 milliards de francs contre 22,7 milliards en 1976. Elle provient aussi d'une amélioration des services qui ont enregistré un excédent de 10,3 milliards au lieu de 4,5 milliards. Toutefois, le déficit des transferts a augmenté, ayant atteint 13,1 milliards de francs au lieu de 10,9 milliards.

En matière de mouvements de capitaux, il a été enregistré, en 1977, un excédent de 5,3 milliards de francs, en diminution par rapport à 1976. Les mouvements de capitaux à long terme se sont soldés par un déficit de 0,2 milliards : les « sorties » de 3,4 milliards pour les investissements directs et de portefeuille, 18, 1 milliards pour les crédits commerciaux et 1,6 milliard au titre du secteur public ont été compenser par 22,9 milliards pour les emprunts extérieurs et en devises des résidents. Les mouvements de capitaux à court terme ont eu un excédent de 5,5 milliards de francs.

En Inde

Mme Gandhi tente de faire sa rentrée politique à l'occasion d'élections régionales

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — *Plus de quatre-vingts millions d'électeurs sont appelés à renouveler, samedi 25 février, les Assemblées législatives de trois grands Etats du sud de l'Inde (Maharashtra, Karnataka, Andhra-Pradesh), de deux Etats de l'est (Assam, Meghalaya) et d'un territoire de la même région, l'Arunachal-Pradesh. Les quatre premiers Etats constituent depuis plus de trente ans des places fortes du Congrès : l'ancien parti gouvernemental avait réussi à y maintenir son emprise aux élections législatives nationales en mars 1977, malgré la victoire écrasante du Janata, le Parti du peuple de M. Desai, dans le reste de l'Union.*

Les choses ont cependant changé depuis que Mme Gandhi a provoqué, au début de l'année (*le Monde* du 4 janvier), la scission du Congrès. La suprématie de cette formation dans le Sud est maintenant remise en cause. Les plus fortes personnalités du mouvement sont restées fidèles au Congrès officiel de M. B. Reddy, mais le « Congrès-Indira », comme est appelé le groupe de l'ancien premier ministre, a pu présenter un nombre presque égal de candidats.

L'intérêt de ces élections, un an après la prise du pouvoir par le Janata à New-Delhi, est double. D'une part, celles-ci doivent permettre de mesurer l'influence des dissidents congressistes. Les révélations continuelles qu'apporte la commission enquêtant sur les excès commis sous le régime de Mme Gandhi ne semblent pas affecter la popularité de l'ancien premier ministre.

D'autre part, ces élections offrent l'opportunité au Janata de prouver qu'il n'est pas un mouvement dépourvu d'emprise dans le sud de la péninsule. Les populations dravidiennes notamment l'identifient à une certaine volonté de domination linguistique de la part du nord, où la langue prédominante est le hindi. Le parti de M. Desai doit renforcer ses positions dans la perspective des élections par les parlementaires provinciaux, en avril, d'une partie des membres de la Chambre haute (Rajya Sabha). La formation gouvernementale ne dispose pas, pour le moment, dans cette assemblée, de la majorité lui permettant d'avoir les coudées franches jusqu'à la fin de la législature et en particulier d'amender la Constitution.

Il est cependant exclu que le Janata remporte, au cours du prochain scrutin, un succès comparable à celui qui fut le sien aux élections nationales et provinciales de l'année dernière. Il est possible qu'aucune majorité nette ne se dégage de cette bataille triangulaire serrée, ce qui a rendu inévitable les alliances « contre nature » et pourrait préluder par la suite à des reclassements politiques.

Les électeurs sont moins invités à se prononcer en fonction de programmes — au reste peu différents les uns des autres — qu'à répondre à l'appel de personnalités locales. Conservant une base en Andhra-Pradesh, le « Congrès-Indira » se pose en défenseur des petits fermiers et des déshérités. Bien que ses candidats soient souvent d'influents notables. Tenant de plus en plus à se démarquer de l'ancien premier ministre, le P.C. pro-soviétique s'est allié dans quelques cas au Congrès officiel, solidement implanté au Maharashtra. Le Janata, représentant avant tout les milieux ruraux et urbains conservateurs, n'a pas hésité à « débaucher » quelques fois des congressistes, et à nouer d'autre part certaines alliances tantôt avec le P.C.-marxiste (indépendant de Moscou et de Pékin), tantôt avec le Parti des paysans et des travailleurs, formation progressiste active dans la région de Bombay. Ces ententes opportunistes n'en rendent que plus confus les affrontements politiques.

GÉRARD VIRATELLE.

RUMEURS DE DÉMISSIONS MINISTÉRIELLES A MADRID

Madrid *(A.F.P.)* — La presse espagnole fait état, ce jeudi 23 février, de rumeurs de démissions ministérielles, touchant des portefeuilles des secteurs économiques. Le quotidien *A.B.C.* citant des sources « *de toute confiance* » interrogées « *très tôt jeudi matin*, affirme que M. Enrique Fuentes Quintana, vice-président du gouvernement chargé des questions économiques, a présenté sa démission au président Adolfo Suarez. Les autres journaux évoquent également ces rumeurs, mais affirment que le vice-président du gouvernement est finalement revenu sur sa décision.

● *Selon Amnesty International*, cent treize personnes ont été assassinées ou enlevées au Guatemala pendant le dernier trimestre de 1977. Amnesty International fournit une liste de la plupart des victimes de ces groupes, sur lesquels, regrette-t-elle, les autorités guatémaltèques ont enquêté sans aboutir à aucun résultat. Le rapport d'Amnesty rappelle que plus de vingt mille personnes sont mortes dans ce pays entre les mains de groupes paramilitaires. Ces groupes, appelés Escadrons de la mort, ont été formés, à l'origine, pour répondre aux activités de la guérilla d'extrême gauche, et jouissent d'une totale impunité. — *(A.F.P.)*

LE NICARAGUA CHERCHE A ACHETER DES ARMES EN FRANCE

Nous recevons du poète nicaraguayen Ernesto Cardenal le télex suivant, en provenance de San-José-de-Costa-Rica : « *Le dictateur Somoza a annoncé qu'il recevrait des armes de la France. Ces armes sont uniquement destinées à tuer des Nicaraguayens. Nous vous prions de le faire savoir.* »

Des contacts sont effectivement en cours entre Paris et Managua pour d'éventuels achats par le Nicaragua de mortiers de 60, 81 et 120 millimètres, et de lance-roquettes.

[Ernesto Cardenal est l'auteur, notamment, de « Cri-Psaumes poétiques » — en français aux éditions du Cerf, qui ont également publié une « Anthologie poétique » de l'écrivain nicaraguayen. Considéré comme l'un des plus grands poètes actuellement vivant en Amérique latine, E. Cardenal, qui est prêtre, a récemment annoncé qu'il avait rejoint les rangs du Front sandiniste de libération nationale — la plus importante organisation de guérilla du pays. Depuis le récent assassinat de Pedro Chamorro, journaliste et principal opposant politique au président Samoza, grèves et manifestations d'hostilité au régime se sont succédé toujours sévèrement réprimées par la garde nationale. — J.-P. C.]

● *M. Vladimir Klebanov*, qui a récemment constitué en U.R.S.S. un syndicat non officiel, a été interné dans une institution psychiatrique, déclare-t-on dans les milieux dissidents à Moscou. M. Klebanov a été arrêté par la police de Moscou le 7 février et envoyé à Donbass, dans le sud de la Russie. Il s'agit de sa seconde incarcération dans une institution psychiatrique. Il avait déclaré à des journalistes qu'il avait déjà été interné pendant une semaine à la fin de l'année dernière, après avoir pris contact avec la presse occidentale. — *(A.P.)*

Le numéro du « Monde » daté 23 février 1978 a été tiré à 550 426 exemplaires.



Vittel
Eau minérale naturelle.



HEWLETT hp PACKARD
A LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA QUALITÉ
Démonstration et assistance dans la programmation et les applications aux problèmes techniques, scientifiques, financiers... par ingénieur qualifié chez un nouveau distributeur agréé
MAUBERT ÉLECTRONIC
49, bd St-Germain, PARIS-5e
Place et Metro MAUBERT. 329.40.04



CERRUTI 1881
collection printemps
27, RUE ROYALE - PARIS 8e

RÉVISION FÉVRIER
6 jours du 27/2 au 4/3
math, phys
de la 6e en Terminale
MATH ASSISTANCE
9e SAINT-LAZARE - 526-37-17
15e VAUGIRARD - 531-31-13
20e NATION - 373-09-38

A B C D E F G